

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

BIEN-ÊTRE PERSONNEL DANS LES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES ET NON
DÉMOCRATIQUES CONTEMPORAINES : UNE ANALYSE COMPARATIVE

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR

ANNA ZAGREBINA

MAI 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué au succès de mon projet. Tout d'abord, j'adresse mes remerciements au directeur de ma thèse, monsieur Joseph Yvon Thériault, professeur titulaire de Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal dont le soutien et les conseils étaient inestimables.

Je tiens aussi à remercier vivement les membres du jury du projet, messieurs Victor Armony, professeur du Département de sociologie de l'UQAM et Jules Duchastel, professeur émérite du même Département pour leurs précieux commentaires au projet de cette thèse.

Je remercie également messieurs Rachad Antonius, professeur titulaire du Département de sociologie de l'UQAM et Gilles Raïche, professeur du Département d'éducation et pédagogie de l'UQAM pour les discussions des aspects statistiques du projet.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LE CONCEPT DE DÉMOCRATIE MODERNE	5
I.1 La démocratie en comparaison avec la non-démocratie.....	5
I.2 La démocratie moderne comme société.....	35
CHAPITRE II	
LE CONCEPT DE BIEN-ÊTRE PERSONNEL CONSIDÉRÉ COMME INSTRUMENT D'ANALYSE DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES ET NON DÉMOCRATIQUES.....	57
II.1 Le concept de bien-être personnel et son rôle dans les règles de vie des individus.....	57
II.2 Le bien-être personnel comme objet de recherche scientifique.....	83
CHAPITRE III	
MODÈLES DE BIEN-ÊTRE PERSONNEL DANS DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES ET NON DÉMOCRATIQUES.....	109
III.1 Méthodologie de la recherche.....	109
Méthode.....	116
Données : présentation et discussions.....	122
Variables	148
Hypothèses	154
Procédure de l'analyse	159
III.2 Résultats de l'analyse empirique : déterminants de la satisfaction de vie dans des sociétés démocratiques et non démocratiques.....	162
Description des résultats	163
Interprétations des résultats.....	170
Résumé des résultats	192

CONCLUSION	193
ANNEXE A	
V-DEM INDICES 2011	198
ANNEXE B	
DÉTERMINANTS DE LA SATISFACTION DE LA VIE	200
ANNEXE C	
SORTIES SÉLECTIONNÉES DE SPSS POUR L'ANALYSE MULTINIVEAUX	204
RÉFÉRENCES.....	210

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
I.1 Liberté de parole et démocratie	18
I.2 Ordre dans la nation et démocratie.....	28
I.3 Démocratie et développement économique	43
I.4 Confiance interpersonnelle et démocratie	46
III.1 Effets des variables explicatives sur la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques et non démocratiques	163
III.2 Attitudes envers la richesse et développement économique : 49 pays du monde	173

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
III.1 Estimation de paramètre de covariance (modèle nul pour 31 pays).....	165
III.2 Estimation de paramètre de covariance (modèle nul pour 37 pays).....	166
III.3 Efficacité prédictive des modèles linéaires hiérarchisés	167
A.1 V-Dem indices 2011	198
B.1 Les modèles finaux pour les pays inclus dans des échantillons pour l'analyse multiniveaux	200
C.1 Dimension du modèle (Modèle 1, Tableau III.3).....	204
C.2 Critères informatiques (Modèle 1, Tableau III.3)	205
C.3 Estimation des effets fixés (Modèle 1, Tableau III.3).....	205
C.4 Estimation des paramètres de covariance (Modèle 1, Tableau III.3).....	206
C.5 Dimension du modèle (Modèle 1, Tableau III.3).....	207
C.6 Critères informatiques (Modèle 2, Tableau III.3)	208
C.7 Estimation des effets fixés (Modèle 2, Tableau III.3).....	208
C.8 Estimation des paramètres de covariance (Modèle 2, Tableau III.3).....	209

RÉSUMÉ

La présente étude veut contribuer à la compréhension du développement de la dimension non politique de la démocratie moderne. La démocratie moderne est analysée ici comme un type particulier de société, au sein de laquelle se développe un concept de bien-être personnel différent de ceux qui caractérisent toutes les autres sociétés (non-démocratiques). Les visions du bien-être personnel sont considérées comme des stratégies générales de vie déterminant la logique du comportement des individus dans toutes les sociétés. Par conséquent, une comparaison entre ces visions est au centre de l'analyse comparative de ces différents contextes sociaux.

L'analyse des données de l'Enquête mondiale sur les valeurs (*World Values Survey*) confirme les principales suppositions théoriques au sujet des différences entre les visions du bien-être personnel développées dans les sociétés démocratiques et les sociétés non démocratiques. Le bien-être personnel dans les sociétés démocratiques est plus affecté par l'engagement dans des relations maritales et l'activité politique et religieuse, tandis que dans les sociétés non démocratiques il est plus affecté par le revenu, la religiosité et le statut professionnel. La liberté de parole, l'autonomie et la tolérance envers la diversité sont les composantes les plus caractéristiques du bien-être personnel dans les sociétés démocratiques, tandis que, dans les sociétés non démocratiques, le conformisme social est plus valorisé.

Les résultats de l'étude confirment donc que les stratégies de vie affectées par les concepts liés au bien-être personnel diffèrent en fonction du régime politique, démocratique ou non démocratique. Ces résultats contribuent à une meilleure compréhension de la nature sociale de la démocratie moderne, des différences entre les contextes sociaux démocratiques et non démocratiques, ainsi qu'à une compréhension des défis quant à la démocratisation des sociétés n'ayant pas d'expérience de développement démocratique.

MOTS-CLÉS : démocratie moderne, bien-être personnel, satisfaction de la vie, Enquête mondiale sur les valeurs (*World Values Survey*), analyse comparative

INTRODUCTION

Cette thèse présente une analyse sociologique comparative, théorique et empirique, des idées de bien-être personnel dans les sociétés démocratiques et non démocratiques contemporaines. Se focalisant sur les aspects de mentalité, elle vise à contribuer à une meilleure compréhension de la démocratie moderne comme société en comparaison avec les sociétés non démocratiques.

La nature des sociétés contemporaines est analysée en utilisant le concept de bien-être personnel en tant qu'instrument d'analyse, puisque les activités des individus dans toutes les sociétés sont censées être guidées par les idées du bien généralisées dans les concepts de bien-être personnel développés dans chaque contexte social.

Dans les sciences humaines contemporaines, le concept de bien-être personnel est lié aux notions de qualité de vie, de bonheur et de satisfaction de la vie et décrit généralement l'état économique ou émotionnel de l'individu. Dans notre étude, le bien-être personnel est considéré de manière large comme une stratégie générale de vie des individus, stratégie qui est censée varier en fonction des sociétés. Elle varie tout particulièrement si on compare les sociétés démocratiques et non démocratiques, puisqu'on peut considérer que les contextes sociaux démocratiques et non démocratiques représentent les deux types principaux de contextes sociaux modernes, la démocratie moderne étant différente de tous les autres types de sociétés, modernes et historiques. L'analyse détaillée des caractéristiques sociopolitiques de la démocratie moderne est présentée dans le premier chapitre.

Tous nos raisonnements dans cette étude découlent de l'hypothèse que la motivation la plus puissante de l'activité humaine est de rechercher ou de développer le bien-être personnel. Cette approche est discutée en détail dans le deuxième chapitre.

Pour opérationnaliser le concept de bien-être personnel, on a utilisé la mesure de satisfaction de la vie. Les facteurs déterminant la satisfaction de la vie sont considérés comme des composantes essentielles du bien-être personnel. Dans la partie empirique du texte, les déterminants de satisfaction de la vie dans des sociétés démocratiques et non démocratiques sont analysés sur la base des données de l'Enquête mondiale sur les valeurs¹.

Dans cette étude, les sociétés sont divisées en démocratiques et non démocratiques en utilisant l'Indice de démocratie de *The Economist Intelligence Unit*, dont l'analyse détaillée est présentée dans la partie méthodologique du texte. Cet indice se fonde sur cinq caractéristiques sociopolitiques des pays : le processus électoral et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique et les libertés civiles. Si la démocratie ne se réduit pas à l'organisation politique de la société et implique également que les individus aient une mentalité particulière, l'indice de l'organisation politique est censé, dans notre recherche, refléter non seulement les traits politiques des sociétés, mais également les spécificités respectives des mentalités. Afin de vérifier les résultats obtenus dans l'analyse statistique, une division alternative des sociétés en démocratiques et non démocratiques est effectuée en utilisant les indices *V-Dem (Varieties of Democracy)*. Les discussions quant à la division des pays en démocratiques et non démocratiques, telles qu'on peut les trouver dans le discours scientifique contemporain, sont présentées dans la partie méthodologique.

La comparaison des notions de bien-être personnel développées dans les sociétés démocratiques et non démocratiques est motivée par certains enjeux centraux du monde contemporain. L'un des problèmes les plus évidents du monde contemporain est une menace provenant de certains pays, soit sous la forme de terrorisme

¹ Dans cette étude, la version française de titre World Value Survey est utilisée en suivant les textes contenant l'analyse de cette base des données (Inglehart 1995) et de Statistique Canada : <http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/2014363/t/tbl02-fra.htm> (vu 23.08.2016).

international, soit sous la forme de guerres, de génocides ou de pollution irréversible de l'environnement. On s'aperçoit que, souvent, certains pays à la source de ces dangers sont des pays non démocratiques, tandis que les sociétés qui soulèvent aujourd'hui le problème des dangers menaçant l'humanité dans son ensemble, et qui discutent la responsabilité du destin de la planète, sont habituellement des sociétés démocratiques. La question de démocratisation des pays du monde est donc liée, dans une certaine mesure, à la question de survie de l'humanité.

Le processus de démocratisation implique des changements à tous les niveaux – dans l'organisation du pouvoir, les institutions, les préférences des individus. Les préférences des individus et leurs stratégies de vie doivent être ajustées pour que la démocratie devienne effective. Il faut donc comprendre en quoi consiste la différence entre des stratégies de vie des individus dans des sociétés démocratiques et non démocratiques pour concevoir la différence essentielle entre ces sociétés, et comprendre quels changements de stratégies individuelles pourraient contribuer à la démocratisation. Or les stratégies de vie sont déterminées par les visions du bien-être personnel : c'est l'objet de notre recherche.

Nous pensons qu'il existe également des problèmes plus « locaux », qui pourraient probablement être diminués ou résolus si l'on utilise les résultats auxquels nous avons abouti. Ainsi, on pourrait remédier au manque de compréhension mutuelle des citoyens en milieux « démocratiques » et « non démocratiques » au niveau de la communication interpersonnelle tout autant qu'au niveau de compréhension des activités et des actions collectives. Ce problème est lié, entre autres, à l'adaptation des immigrants aussi bien qu'à la communication interculturelle en général.

Notre thèse s'articule autour de raisonnements généraux identifiables par chapitre.

Dans le premier chapitre, les caractéristiques sociopolitiques de la démocratie moderne, ainsi que les caractéristiques de la démocratie perçue comme type de

société, sont analysées sur la base de textes scientifiques appropriés. La démocratie est également comparée avec la non-démocratie pour mieux distinguer ces deux types de régimes sociopolitiques.

Le deuxième chapitre se concentre sur l'analyse du concept de bien-être personnel. Le bien-être personnel est présenté comme stratégie générale de vie puis analysé comme objet de recherches scientifiques contemporaines.

Dans le troisième chapitre, des hypothèses théoriques appuyées sur l'analyse théorique de la démocratie moderne sont vérifiées par des données statistiques. Les résultats des analyses statistiques sont présentés et discutés dans le cadre des recherches scientifiques contemporaines.

CHAPITRE I

LE CONCEPT DE DÉMOCRATIE MODERNE

I.1 Démocratie, « non-démocratie » : comparaison

Dans la pensée politique moderne, il existe différents modèles de démocratie, libérale et républicaine (Thériault 2012), modèles s'appuyant sur des idées différentes du processus démocratique (Habermas 1994). Des auteurs contemporains proposent également de distinguer des démocraties électorales et libérales (Diamond 2002), des versions formelles et effectives de la démocratie libérale (Inglehart & Welzel 2005), ou encore de distinguer des démocraties selon des formes d'organisation du pouvoir - parlementaire, semi-présidentielle et présidentielle (Cheibub, Gandhi, & Vreeland 2010). Il existe également une discussion des modèles de démocratie non occidentaux; les pays non occidentaux peuvent en effet développer leurs propres tactiques politiques tout en ayant néanmoins les mêmes objectifs que les démocraties occidentales (Youngs 2015) et trouver des voies locales pour donner une plus grande vitalité aux idées de base (*core ideas*) de tolérance, de participation et d'imputabilité (*Ibid.*:145). En fait, dans le monde contemporain, il y a une grande diversité de sociétés dites démocratiques qui sont particulières selon leur organisation institutionnelle, leur fonctionnement, ou leur histoire, entre autres aspects.

Pour décrire les démocraties, on utilise habituellement le critère de la forme de gouvernement, plus précisément les règles de formation des exécutifs (Cheibub et al. 2010:79). Ces règles sont à l'origine d'un grand nombre de conséquences politiques, économiques et sociales (Cheibub et al. 2010). Ce critère nous permet de distinguer différentes formes de démocratie moderne; cependant, bien qu'il existe des classifications des régimes démocratiques, même des sociétés appartenant à la même

catégorie ne sont pas forcément identiques. Les parties différentes d'une même société démocratique peuvent différer considérablement entre elles, parce que les sociétés contemporaines « surtout dans les contextes démocratiques et pluralistes » sont hétérogènes. En parlant donc d'une « façon d'être » collective, « on a tendance à exclure ceux qui ne s'inscrivent pas dans le paradigme culturel dominant » (Armony 2002:31). Par exemple, si l'on compare le Canada hors-Québec vu comme un ensemble (le Canada « anglais ») avec le Québec comme société francophone distincte, certaines « valeurs » sont vues comme plus ou moins importantes dans l'un ou l'autre. Les Québécois sont moins sensibles au thème du maintien de l'ordre social, tout comme à celui de l'obéissance des enfants (*Ibid.*:33-34). Ils sont également plus tolérants par rapport à l'homosexualité et peuvent accepter plus facilement l'euthanasie, l'avortement ou la prostitution (*Ibid.*:39, 41). Les citoyens du Québec ont également tendance à faire plus confiance à leur gouvernement « national » (à Québec) que ceux d'autres provinces à leurs gouvernements « provinciaux » (Johnston & Soroka 2001). On peut donc, dans une certaine mesure, distinguer des valeurs spécifiquement québécoises de valeurs canadiennes ou nord-américaines en général. Au Canada, on peut également remarquer des différences entre les préférences et les orientations de divers groupes ethniques (*Ibid.*). Certes, cela ne met aucunement en question l'existence même d'une société pancanadienne démocratique dont tous les membres acceptent un ensemble de valeurs démocratiques communes spécifiques; ils partagent, entre autres, une attitude tolérante envers la diversité des opinions, des styles de vie, ou des idées politiques. Ainsi, même si les différentes régions d'un pays peuvent sans doute varier dans l'ajustement de valeurs à leur contexte régional ou dans une vision particulière de valeurs de vie, il existe toujours un noyau solide et immuable de valeurs démocratiques de base qui permettent de percevoir cette société dans son ensemble comme démocratique ainsi que de considérer comme démocratique chaque partie de cette société, malgré toutes les variations secondaires possibles.

Un autre facteur de diversité des valeurs entre les membres d'une même société démocratique peut être observé entre des personnes de statuts socioéconomiques différents, comme on peut le remarquer, par exemple, dans la société étatsunienne. Les recherches empiriques montrent que les gens ayant un statut socioéconomique inférieur et peu d'instruction sont souvent moins tolérants et beaucoup plus enclins aux idées et aux valeurs autoritaires (Napier & Jost 2008). Dans le cadre d'une société démocratique donnée, les valeurs des gens peuvent ainsi varier considérablement. Les sociétés démocratiques contemporaines ne sont donc pas homogènes en ce qui concerne les valeurs sociales et les orientations politiques.

Cependant, malgré toutes les particularités et spécificités qui caractérisent différentes sociétés démocratiques, on se réfère, quand on parle de la démocratie moderne, à un ensemble de valeurs spécifiques. Certaines caractéristiques peuvent être considérées comme des éléments inséparables de l'idée même de démocratie moderne; on peut donc penser qu'il existe un concept, bien qu'abstrait et peut-être idéaliste, qui décrit d'une manière générale les caractéristiques essentielles et indispensables de celle-ci. Ce concept est censé être applicable partout où on constate la présence de la démocratie moderne.

Dans ce chapitre, l'analyse des caractéristiques essentielles de la démocratie vise donc à spécifier le concept général de démocratie moderne tel qu'il apparaît dans le discours scientifique et politique contemporain.

Divers auteurs mettent l'accent sur différentes caractéristiques des régimes qui peuvent être spécifiés, selon eux, comme démocratiques. Les façons de décrire les régimes sociopolitiques contemporains varient considérablement selon les concepts. Néanmoins, les discussions les plus houleuses portent plutôt sur la description des régimes intermédiaires qui ne se présentent ni comme des démocraties complètes ni comme des régimes purement autoritaires (Diamond 2002), (Levitsky & Way 2002), (Boix, Miller, & Rosato 2012), (Cheibub et al. 2010). Une définition rigoureuse des

régimes démocratiques et non démocratiques est particulièrement importante s'il s'agit d'une recherche empirique parce que, selon certains auteurs, le type de classification peut affecter les résultats (*Ibid.*). Une discussion plus détaillée de la classification des régimes sociopolitiques contemporains ainsi que la classification que nous avons utilisée sont présentées dans le troisième chapitre. Nous procédons ici à une discussion plus générale sur la nature des régimes démocratiques et non démocratiques.

Malgré toute la diversité des opinions et des concepts sociopolitiques, les idées des auteurs contemporains sur les caractéristiques essentielles de la démocratie moderne ne se contredisent généralement pas. Après une analyse plus détaillée des différents concepts, il ne semble pas exister de variations majeures dans les opinions sur les caractéristiques essentielles de la démocratie moderne; les points de vue peuvent diverger mais en définitive ils se complètent. Les opinions varient surtout quant au choix des caractéristiques clés permettant de considérer un régime comme démocratique. Par exemple, selon Cheibub et coll. (2010), un régime politique peut être spécifié comme démocratique seulement si toutes les conditions suivantes sont présentes : s'il y a des élections compétitives auxquelles plus d'un parti participe et que le chef du gouvernement est régulièrement remplacé (*Ibid.*). Lijphart (Lijphart 2011) et Boix et coll. (2012) ajoutent qu'un régime politique doit également fonctionner par suffrage universel pour être spécifié comme démocratique. Une démocratie doit donc avoir des normes claires pour les deux – compétition électorale et suffrage (Boix et al. 2012). Selon Levitsky et Way (2002), tous les régimes démocratiques modernes réunissent quatre critères minimaux : 1. Des cadres et des corps législatifs sont choisis par des élections qui sont ouvertes, libres et équitables; 2. Pratiquement tous les adultes possèdent le droit de vote; 3. Les droits politiques et les libertés civiles, y compris la liberté de la presse, d'associations et la liberté de critiquer le gouvernement sans représailles, sont largement protégés; 4. Des autorités élues possèdent l'autorité réelle de gouverner, et ne sont pas soumises au contrôle

tutélaire de chefs militaires ou religieux (Levitsky & Way 2002:53). Même si les régimes démocratiques peuvent violer parfois un ou plusieurs de ces critères, de telles violations ne doivent pas être assez importantes ou systématiques pour entraver sérieusement une gestion démocratique (*Ibid.*). Munck (2014) estime que l'évaluation de qualité de la démocratie doit contenir non seulement une analyse des élections, mais également l'évaluation du processus décisionnel du gouvernement (*government decision-making*) et de l'environnement social de la vie politique (*social environment of politics*) (Munck 2014:2). Munck propose donc d'inclure dans la définition de la démocratie le besoin d'institutions permettant à la majorité des citoyens de changer le statu quo, aussi bien qu'un contexte social qui ne fasse pas des principes de liberté politique et d'égalité une simple formalité (*Ibid.*), car « la démocratie est plus grande que des élections »² (*Ibid.*:1).

D'autres chercheurs mettent l'accent sur la culture politique et les libertés civiles pour spécifier quels régimes contemporains sont démocratiques (par exemple (Kekic 2007)).

Il existe donc plusieurs concepts théoriques de démocratie moderne dont l'analyse plus détaillée est présentée plus loin. Malgré leur diversité apparente, cependant, ces définitions se complètent mutuellement. Une analyse des concepts de la démocratie moderne développés dans le discours scientifique nous permet donc de créer un type idéal de démocratie fort utile pour la spécification des hypothèses théoriques concernant les idées de bien-être personnel dans les sociétés démocratiques contemporaines.

Pour mieux concevoir la démocratie moderne, il faut comprendre également ce que signifie la non-démocratie, parce que dans le monde contemporain, des sociétés démocratiques coexistent avec des sociétés dites « non démocratiques ». L'univers des possibilités peut être donc divisé en démocratie et non-démocratie (Dahl

² Dans l'ensemble de la thèse, les traductions de l'anglais sont effectuées par l'auteur de la thèse.

1989:316). Cheibub et coll. (2010) nomment ces deux réalités des régimes types fondamentaux, démocratie et dictature (Cheibub et al. 2010). Une telle classification des régimes correspond en général à la classification utilisée dans notre thèse où la division des sociétés en démocratiques et non démocratiques est prise comme un axiome de départ. Nous utiliserons donc la distinction entre démocratie et non-démocratie. La notion de « dictature », elle, met l'accent sur la nature plutôt politique d'un régime, tandis que la notion de « non-démocratie » souligne des aspects au-delà du politique : il s'agit plutôt d'une organisation sociopolitique (la non-démocratie) où des aspects sociaux constituent également l'objet d'analyse.

Les régimes non démocratiques, aussi bien que démocratiques, peuvent différer les uns des autres selon l'organisation et le fonctionnement du pouvoir politique. Des auteurs contemporains distinguent plusieurs types de régimes autoritaires : autoritarisme compétitif (Levitsky & Way 2002), autoritarisme électoral et autoritarisme fermé (Diamond 2002), régimes personalistes, militaires, à parti unique et mixtes (Geddes 1999) et différents types de dictature (Cheibub et al. 2010). Lorsqu'il s'agit d'organisation politique, les régimes autoritaires sont hétérogènes, ils sont diversifiés dans leur résilience et leur tendance à la démocratisation (Hadenius & Teorell 2007:154). Selon Geddes (1999), les formes d'autoritarisme diffèrent les unes des autres autant qu'elles diffèrent de la démocratie. Elles s'appuient sur différents groupes pour contrôler l'administration publique et sur différents segments de la société pour leur soutien. Elles suivent des procédures différentes pour prendre des décisions, diffèrent dans leur manière de choisir des chefs (*leaders*), d'assurer la succession de ceux-ci, et dans les différents moyens de répondre à la société et aux opposants (Geddes 1999:121).

Cependant, malgré toutes les différences au sein des régimes non démocratiques, ainsi qu'au sein des régimes démocratiques, les études sont en général d'accord pour dire qu'il existe des différences essentielles entre des régimes qui peuvent être

spécifiés comme « démocratiques » et d'autres qui sont « non démocratiques ». Pour nous, l'idée que la différence entre des régimes démocratiques et non démocratiques est plus essentielle que la variation entre régimes à l'intérieur de chaque catégorie constitue la base conceptuelle de la recherche.

L'idée de départ pour les raisonnements qui suivent est l'idée que tous les *régimes* non démocratiques impliquent entre autres l'existence de *sociétés* non démocratiques, c'est-à-dire de sociétés ayant des valeurs et des mentalités non démocratiques. La notion de *régime* non démocratique n'est pas donc pas identique absolument à la notion de *société* non démocratique. Ainsi, s'il existe une pluralité de régimes non démocratiques, comme des dictatures civiles ou militaires, si l'on peut parler d'autoritarisme compétitif ou fermé, cela ne signifie pas, suivant la logique de la recherche actuelle, qu'il existe différents types correspondants de sociétés non démocratiques. Lorsqu'il s'agit de *sociétés* non démocratiques, elles se ressemblent entre elles plus que les *régimes* politiques non démocratiques parce que toutes les sociétés non démocratiques se caractérisent par les mêmes principes généraux concernant les libertés humaines, les droits de l'homme, les possibilités de critiquer le gouvernement et les pouvoirs officiels. Dans toutes les sociétés non démocratiques, indépendamment des spécifications politiques et procédurales de leurs régimes, l'obéissance à l'autorité, soit politique, soit administrative - sans contestation possible -, constitue un principe essentiel, voire un principe de base, sine qua non.

La logique de la présente recherche implique que toutes les caractéristiques de base des régimes autoritaires trouvent, dans une certaine mesure, des correspondances avec les valeurs sociales non démocratiques et des traits de mentalité non démocratiques. C'est pourquoi la comparaison des sociétés démocratiques et non démocratiques, comme deux types fondamentaux de sociétés contemporaines, doit trouver des différences plus essentielles que celles entre les sociétés démocratiques elles-mêmes, ou entre les sociétés non démocratiques elles-mêmes.

Dans le cas des sociétés démocratiques, notre but principal consiste à distinguer les caractéristiques communes pour toutes les démocraties modernes - les caractéristiques communes pour toutes les sociétés non démocratiques seront analysées plus loin. Une telle généralisation des caractéristiques des sociétés permettra de créer des concepts théoriques abstraits et probablement idéalistes, nécessaires pour la réalisation d'une analyse comparative des sociétés démocratiques et non démocratiques.

Pour distinguer correctement une démocratie et une non-démocratie, il faut définir les critères de comparaison. Dans cette section, nous fixons des critères « externes », c'est-à-dire les spécificités de l'organisation sociopolitique de la démocratie et de la non-démocratie. Dans le chapitre I.2 nous nous focalisons sur les critères qui sont plutôt « internes », moins visibles pour spécifier la démocratie moderne comme société.

Il y a des caractéristiques particulières de la démocratie contemporaine qui deviennent plus visibles quand on compare la démocratie avec le régime considéré habituellement comme son antipode – le totalitarisme. Cette comparaison rend plus visibles également les caractéristiques des régimes non démocratiques contemporains. Comme le totalitarisme présente une forme extrême de régimes non démocratiques où des traits particuliers sont réalisés d'une façon excessive, et comme la démocratie, dans son idéal, présente une autre forme extrême de société, on peut créer sur la base de leur analyse comparative des idéaltypes de régimes démocratiques et non démocratiques. Ces idéaltypes contribuent à une meilleure compréhension des spécificités des sociétés contemporaines organisées selon des principes radicalement différents. Ils serviront aussi à la spécification théorique des sociétés démocratiques et non démocratiques.

La plupart des spécialistes de la démocratie s'entendent sur certaines grandes caractéristiques qui lui sont propres comme régime. Elles peuvent se regrouper en

quelques grandes catégories qui seront discutées plus loin : droits, libertés, égalité, organisation du pouvoir et élection, droits des minorités, participation sociale et politique, opinions et vie personnelle, société civile, administration.

Les droits

La démocratie est un régime politique basé sur le respect du droit et des lois. L'autorité de la loi (*rule of law*) est une institution de base de la démocratie (Fukuyama 2015) qui implique que la loi est obligatoire pour tous les citoyens, y compris les élites (*Ibid.*:12). Dans ce type de régime, toute réglementation se réalise par le moyen des droits positifs et le droit protège la société privée contre l'État (Habermas 1998). La loi est l'essence du gouvernement (Arendt 1990). On estime que la démocratie est un régime légitime, fondé sur la légitimité d'un débat portant sur le légitime et l'illégitime (Lefort 1986a).

Un régime totalitaire, au contraire, est un régime « sans loi » (Arendt 1990) ou plutôt, selon la formule de Lefort (Lefort 1986b), dans lequel les lois positives sont méprisées. Dans un régime démocratique, la constitution légitime stipule l'existence d'une association de citoyens libres et égaux (Habermas 1998). Dans un régime totalitaire, la constitution elle-même peut se présenter comme démocratique : ainsi la constitution soviétique de 1936 était une des constitutions les plus démocratiques à l'époque, « la plus démocratique du monde » selon Staline lui-même (Werth 1993). On y réaffirmait « la publicité des débats dans tous les tribunaux, ... les libertés de parole, de presse, de réunion, de manifestation, de confession, l'inviolabilité de la personne, du domicile et de la correspondance » (*Ibid.*:45–46). Cependant, « aucun texte ... n'expliquait de quelles garanties effectives s'accompagnaient les libertés définies par la Constitution » (Werth 1993). Or la manière dont cette Constitution était utilisée par les organismes gouvernementaux est bien décrite par Alexandre Soljenitsyne dans *L'archipel du Goulag*. Il montre que cette Constitution n'était en définitive qu'une fiction, « le juridisme de façade » (*Ibid.*), qui ne créait qu'une

visibilité sans aucune application pratique qui aurait permis aux citoyens de se défendre contre l'État. Cet écart entre la loi formelle et les pratiques réelles fait bien ressortir le fonctionnement d'un État où les vraies décisions dépendent de l'arbitraire des organes exécutifs et où l'absence de contrôle par les citoyens ou de protection de ceux-ci permet au gouvernement de fonctionner sans peine par le mensonge et l'hypocrisie malgré le maintien de formes juridiques fictives (toute personne envoyée au goulag l'était en vertu d'articles de loi spécifiques, généralement en raison de l'appartenance très floue aux « ennemis du peuple »). Cet arbitraire est assez caractéristique de toutes les formes historiques de sociétés non démocratiques; le respect de la loi et de la procédure démocratique par tout le monde, y compris par le gouvernement même, constitue par contre un des principes essentiels de la démocratie moderne.

Les droits de l'homme sont une autre condition primordiale de l'établissement de la société démocratique et un des principes génératifs de la démocratie (Habermas 1998, Lefort 1986a), tandis que dans un régime totalitaire les droits de la personne (droits de l'homme, ou droits humains) ne sont pas pris en compte et la lutte pour défendre ce type de droits considérée une attaque envers les fondations politiques de tout le système. On peut constater jusqu'à la négation totale de droits pour les individus (Lefort 1986b).

Les principes d'organisation d'un régime démocratique diffèrent fortement de l'organisation du régime totalitaire. La démocratie est fondée sur le respect des droits de l'homme (Lefort 1986a) assurant une protection aux citoyens contre les abus du pouvoir, tandis que la production d'une crainte permanente dans la société civile est un élément constant dans un régime totalitaire. Dans le totalitarisme, la terreur permanente utilisée contre les citoyens est l'essence du gouvernement (Arendt 1990). Il y a aussi une lutte constante avec des ennemis imaginaires (Lefort 1986b). L'idée même de l'existence permanente d'ennemis de l'État trouve une correspondance dans

l'idée caractéristique pour toutes les mentalités collectivistes qu'existe une opposition fondamentale (tournant souvent à l'hostilité) entre des membres du groupe et des non-membres, alors que cette vision est plutôt étrangère à une mentalité individualiste prônant la dignité égale de tous les êtres humains et acceptant au contraire comme essentielles les divergences d'opinion. Les éléments caractéristiques des mentalités collectivistes et individualistes sont discutés avec plus de détails dans la deuxième partie du texte.

La liberté

Une autre caractéristique particulière et essentielle de la démocratie moderne est la protection de la liberté. Les démocraties sont aussi démocratiques qu'elles sont en mesure de favoriser et de protéger la liberté des citoyens qui vivent sous leur règle (Ringen 2011:14). « La démocratie est liée avec la liberté d'une façon différente de tous les autres types de régimes », parce que certains droits, libertés et possibilités sont essentielles pour le processus démocratique même, y compris les droits de libre expression, d'organisation politique, d'opposition, d'élections équitables (Dahl 1989:88–89). Dans un régime démocratique, les libertés privées, égales pour tous, sont protégées (Habermas 1998). Y sont également respectées la liberté d'opinion et d'association (Lefort 1986a). Selon la pensée scientifique contemporaine, l'idée de liberté est inséparable de l'idée même de la démocratie moderne. « Les citoyens doivent ... jouir des libertés civiles s'ils veulent pouvoir jouer leur rôle démocratique sur la scène politique » (Duchastel 2005:71). La liberté repose donc non seulement sur une idée abstraite mais constitue un principe d'organisation de la vie sociale et politique. Base légale et morale de la société démocratique contemporaine, le principe de la réalisation des libertés civiles exige entre autres l'activité et la participation des citoyens, car c'est l'utilisation des libertés civiles par les citoyens qui fait fonctionner la société en tant que société démocratique moderne.

Une des valeurs les plus fondamentales de la démocratie moderne est la liberté d'expression. La démocratie moderne est liée implicitement à l'idée de la parole libre, bien que selon Barendt (2007b), la notion même de parole libre et d'expression libre ainsi que la mesure dans laquelle il est nécessaire de les protéger, fasse l'objet de discussions continuelles dans les démocraties modernes. La popularité et la pluralité de discussions démocratiques quant à la protection de la liberté d'expression (Barendt 2007b) soulignent l'importance de l'idée même de la liberté d'expression dans la mentalité démocratique. Cette idée occupe une place centrale dans la conscience démocratique moderne.

Un des témoignages de l'importance du problème de la liberté d'expression dans les démocraties modernes est le fait que les infractions à la liberté de parole et d'expression peuvent faire l'objet d'un débat dans des tribunaux démocratiques (*Ibid.*) où ces infractions sont souvent traitées comme des crimes contre les droits de l'homme. En fait, la question de la protection de la liberté d'expression touche plusieurs aspects cruciaux de la vie démocratique moderne comme le droit à la dignité, l'autoréalisation (*self-fulfillment*), l'accès à l'information, la participation des citoyens aux affaires de la cité, le droit de tous et toutes à l'égalité de respect et d'attention sous-entendant leur droit de prendre part à un discours public, et la possibilité de critiquer le gouvernement (*suspicion of government*) (*Ibid.*) .

Dans les démocraties modernes, il existe donc une protection constitutionnelle de la liberté de parole (*Ibid.*), (Barendt 2007a) et toute infraction perçue ou réelle à cette protection suscite des débats publics houleux. La liberté d'expression est considérée comme le droit humain le plus important dans la Convention européenne des droits de l'homme (*The European Human Rights Convention*) ainsi que dans plusieurs constitutions démocratiques contemporaines (*Ibid.*).

La reconnaissance du droit d'expression libre pour tous et toutes et la protection de la liberté de parole et d'expression constituent donc des caractéristiques essentielles de la démocratie moderne.

L'analyse des données de l'Enquête mondiale sur les valeurs confirme que la liberté de parole est plus importante pour les citoyens de pays démocratiques que ceux de pays non démocratiques.

Pour tester l'hypothèse de l'importance de l'idée de parole libre pour les citoyens de diverses sociétés on peut analyser les réponses à la question de l'Enquête mondiale sur les valeurs : « Le but du répondant : premier choix » (*Aims of respondent : first choice*) avec comme choix de réponses :

1. Soutenir l'ordre dans la nation (*Maintaining order in the nation*)
2. Donner aux gens plus d'accès à la parole (*Give people more say*)
3. Lutter contre la hausse des prix (*Fighting rising prices*)
4. Défendre la liberté expression (*Protecting freedom of speech*).

Il n'est possible de choisir qu'une seule réponse. Les réponses 2 (Donner aux gens plus d'accès à la parole) ou 4 (Défendre la liberté d'expression) signifient que pour un répondant la liberté de parole est plus importante que les facteurs économiques et l'ordre. Pour une analyse statistique, les réponses 2 et 4 sont codées comme 1 et les autres comme 0 et les moyennes des réponses choisissant la liberté de parole sont calculées. La corrélation entre les moyennes des réponses choisissant la liberté de parole et l'Indice de démocratie est positive et statistiquement significative avec le coefficient de corrélation égal à 0.63³ (Figure I.1). Cela signifie que dans des pays démocratiques les répondants ont tendance à donner plus d'importance à la liberté de parole que dans des pays non démocratiques.

³ Le coefficient de corrélation peut varier de 0 à 1. Un coefficient se situant entre 0.5 et 0.8 indique que la corrélation est moyenne.

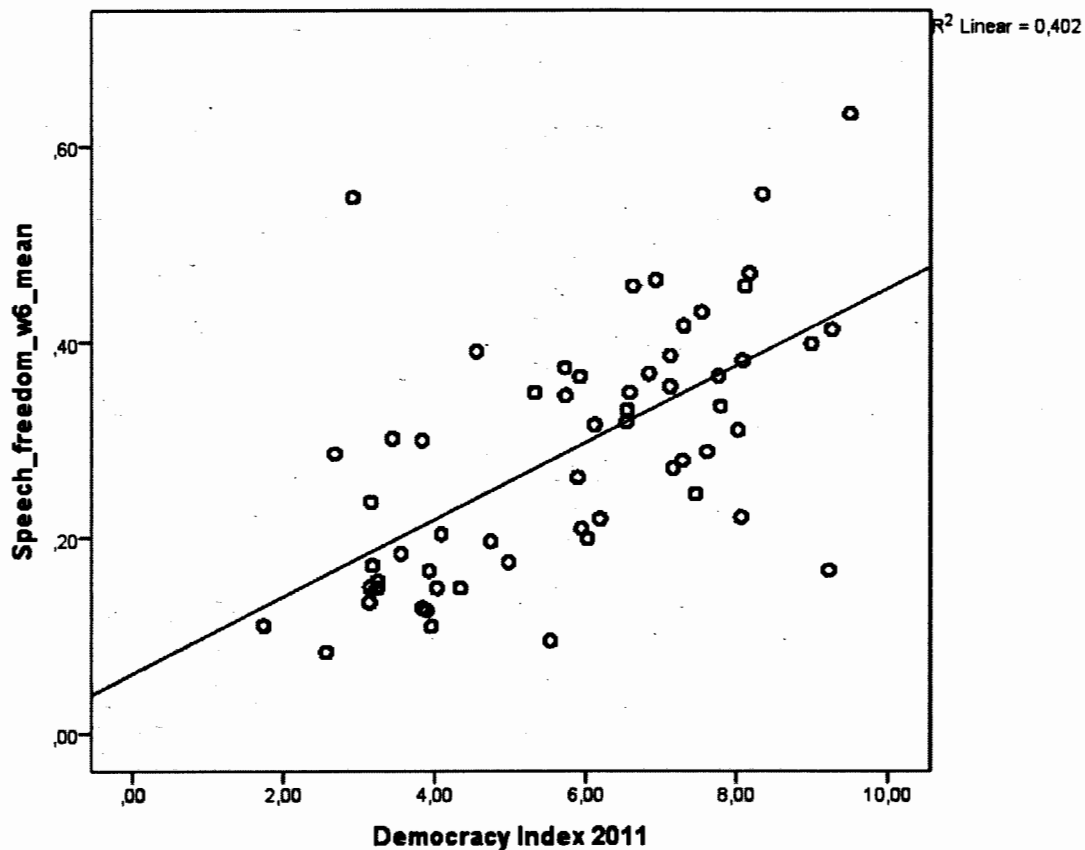


Figure I.1 Liberté de parole et démocratie

La corrélation entre l'indice de démocratie et les moyennes de liberté de parole est égale à 0.63 et statistiquement significative au niveau de sig. 0.01.

Sources des données: The Economist Intelligence Unit's Democracy Index 2011 and World Values Survey data 6th wave (2010-2014) extracted from : World Values Survey longitudinal 1981-2014 official aggregate.

Un régime totalitaire, au contraire de la démocratie, nie, de manière radicale, la liberté individuelle et prétend à la domination totale de l'homme (Arendt 1990). Toute activité citoyenne hors des cadres définis par l'État est vue comme une menace : par exemple, dans l'État soviétique, selon un décret de 1922, l'activité des

sociétés religieuses a été restreinte, il était interdit de « créer des caisses d'entraide, des coopératives, des associations productives,... d'accorder une aide matérielle à leurs membres, d'organiser des réunions, religieuses ou autres, destinées spécialement aux enfants, aux jeunes gens et aux femmes, aussi bien que des réunions, des groupes... qu'ils soient bibliques, littéraires ou qu'ils aient pour objet... l'enseignement religieux... d'ouvrir des bibliothèques ou des salles de lecture... » (cité par (Werth 1993:42)). Toutes ces organisations étaient considérées comme une menace pour le régime, car susceptibles de recouvrir une activité sociale et probablement politique des citoyens indépendante des structures reconnues par l'état. De telles activités contrevenaient à l'idée même de ce type de régime. Un régime totalitaire est incompatible avec des libertés politiques et civiles (Lefort 1986b) qui pourraient amener à le remettre en question aussi bien qu'avec les activités des citoyens potentiellement liées à la réalisation de projets libres.

Égalité

Une autre caractéristique primordiale de la démocratie est le principe d'égalité des conditions (de Tocqueville 1992), (Badiou 1998) qui est lié au développement du principe d'individualité (Gauchet 2007). Il y a une lutte éternelle pour l'égalité dans ce type de régime (Rancière 1997). La démocratie moderne repose sur le principe d'égalité entre les citoyens; cependant, il existe également « une opposition entre liberté et égalité qui nourrit une dynamique contradictoire dans le développement des deux institutions concurrentes, le marché et l'État » (Duchastel 2005:71). Malgré cette opposition, les deux principes, l'égalité et la liberté sont inséparables de l'idée même de la démocratie moderne. « La démocratie comme institution moderne se situe donc dans la dialectique de la liberté et de l'égalité, l'une n'allant pas sans l'autre » (*Ibid.*).

Organisation du pouvoir et élections

Les deux types de régime diffèrent également dans la forme d'organisation du pouvoir. Dans une démocratie, le lieu du pouvoir est défini par les institutions, mais « vide », car personne ne peut ni s'approprier ni accaparer ce pouvoir (Lefort 1986a), tandis que dans un régime totalitaire, le gouvernement accapare complètement le pouvoir (Lefort 1986b) et le gouvernant se considère comme le chef irremplaçable de l'ensemble des citoyens (Arendt 1990). Dans une démocratie, le pouvoir se conforme au droit et le changement régulier du pouvoir est prévu par la procédure démocratique (Lefort 1986a). Le gouvernement démocratique dépend de l'opinion publique (Manin 1995), il existe une communication entre représentants et représentés (Sintomer 2005), le pouvoir doit être transparent et les citoyens du régime démocratique sont considérés comme les gardiens des institutions quels que soient les changements politiques (Rosanvallon 2006). La qualité de la démocratie est liée à la qualité du gouvernement, à sa légitimité, sa transparence et son imputabilité (Fukuyama 2015). Les moyens d'accès au pouvoir démocratique sont balisés et minimalisés (Lefort 1986a). La légitimité du gouvernement démocratique se fonde sur les élus représentant les intérêts des citoyens (Duchastel 2005:75).

Dans un régime totalitaire, au contraire, le pouvoir est accaparé par le gouvernement sans aucun partage avec la société civile et le centre de ce pouvoir omniscient est gardé caché (Lefort 1986b).

Une spécification plus détaillée d'organisation du pouvoir politique dans des régimes démocratiques et non démocratiques (ou dictatures) est élaborée par Cheibub et coll (2010). Ces auteurs développent une classification minimaliste des régimes politiques en distinguant deux types fondamentaux – démocraties et dictatures - en précisant qu'il existe différents types de démocratie (parlementaire, semi-présidentielle et présidentielle) ainsi que différents types de dictature (monarchie, dictature militaire et dictature civile). Selon Cheibub et coll. (2010), les démocraties

sont les régimes dans lesquels les postes gouvernementaux sont remplis à la suite d'élections libres, transparentes, et ouvertes à tous. Pour qu'un régime soit démocratique, le chef de l'exécutif (*the chief executive office*) et le corps législatif (*legislative body*) doivent tous les deux être nommés à la suite de telles élections (Cheibub et al. 2010:69).

Cheibub et coll. (2010) adoptent une procédure qui aidera à évaluer si les postes pertinents sont remplis à la suite d'élections et si ces élections sont bien libres et ouvertes. Selon cette procédure, le chef de l'exécutif doit être choisi soit directement par un suffrage populaire, soit par un corps intermédiaire élu par le peuple. Les représentants des corps législatifs doivent également être élus par le peuple. Il doit y avoir plus d'un parti présentant des candidats aux élections. Les électeurs doivent donc avoir au moins deux alternatives entre lesquelles choisir. Une alternance au pouvoir selon des règles identiques pour tous les successeurs doit avoir lieu (*Ibid.*:69–70). Cependant, Cheibub et coll. (2010) notent que ce ne sont pas tous les régimes fondés sur des procédures électorales qui peuvent être considérés comme démocratiques. Ce qui importe est qu'à travers des élections quelque chose se passe : qu'il en résulte un bien accru pour le public, que les préférences des citoyens soient exprimées clairement, qu'on ait évalué le travail des gouvernements, que la participation des citoyens dans la vie politique ait été maximisée, et ainsi de suite (*Ibid.*:72).

Selon Cheibub et coll. (2010), la notion de « non-démocratie » recouvre toutes les formes de régimes dans lesquels des électeurs ne choisissent pas leurs dirigeants à travers des élections libres et ouvertes (*Ibid.*:83).

En bref, selon Cheibub et coll. (2010), ce qui distingue la démocratie de la dictature, c'est le moyen d'arriver au pouvoir. Dans la dictature il n'y a pas d'élections libres et ouvertes. Des élections peuvent exister, mais elles sont effectuées dans le cadre d'un groupe limité, allant d'une entreprise ou d'une municipalité à des rivalités dans une

famille ou une junte, et ne remettent jamais le système en question, pas plus qu'elles n'autorisent d'autres choix électoraux que ceux autorisés par le pouvoir.

Selon Cheibub et coll. (2010), le degré de pouvoir des gouvernements est également un élément de différence entre démocraties et dictatures ainsi qu'entre différents types de démocratie (*Ibid.*:84).

Les élections libres et ouvertes, dans le discours scientifique contemporain, sont considérées en tant que caractéristique indispensable ou fondamentale de la démocratie moderne (Lijphart 2011), (Boix et al. 2012), (Levitsky & Way 2002); sans composante électorale, aucun régime politique ne peut être nommé « démocratique » dans tous les sens (*in any sense*) (Lindberg et al. 2014:160).

Droits des minorités

La démocratie libérale est caractérisée également par la protection des droits des minorités. La composante libérale de la démocratie incarne la valeur intrinsèque de la protection des droits individuels et des minorités contre la tyrannie potentielle de la majorité (*Ibid.*). Dans les sociétés démocratiques contemporaines, les droits et le statut des cultures minoritaires sont activement discutés (Kymlicka 1995) et des lois pour protéger les droits des minorités sont adoptées dans la plupart des sociétés démocratiques (Armony 2007:164). La protection des droits des minorités est liée à la culture individualiste, ou à l'individualisme démocratique, utilisant la terminologie de Thériault (1994), acceptant l'idée de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et, par conséquent, de tous les groupes nationaux ou religieux, ce qui est discuté plus loin.

La participation sociale et politique

La participation active des citoyens dans la vie politique qui caractérise la démocratie moderne implique et en même temps entraîne une culture politique développée. Selon des recherches empiriques, dans une démocratie, la conscience politique se veut très développée (Almond & Verba 1965) et la culture politique des citoyens se

développe (Sintomer 2005). En conséquence, les citoyens de sociétés démocratiques sont censés assumer eux-mêmes leur destin politique (Habermas 1998). Il y a une activité politique de masse dans une démocratie (Badiou 1998). Les citoyens sont engagés dans des processus politiques en manifestant leurs demandes et en disposant d'un contrôle permanent sur le pouvoir politique (Rosanvallon 2006). La participation des citoyens à la vie politique est institutionnalisée (Sintomer 2005). Il y a discussion publique des décisions gouvernementales (Manin 1995). La participation politique des citoyens découle de la réalisation des libertés civiles. Ces dernières constituent un des principes de base de la démocratie moderne et produisent des conséquences sociales aussi bien que politiques. Il existe donc un lien entre les principes légaux et moraux de l'organisation de la société et les activités des citoyens, mais aussi avec leur mentalité. L'établissement d'un tel lien permet de concevoir une société démocratique comme un ensemble cohérent de valeurs, d'actions sociales et de mentalités particulières.

En résumé, dans une société démocratique, les citoyens ont l'habitude de participer, d'une manière ou d'une autre, à la vie politique de leur société. Cette participation implique une mentalité spéciale et une façon de penser particulière selon laquelle les citoyens peuvent et doivent protéger activement leurs droits et leurs intérêts et selon laquelle ils peuvent, et même doivent, déclarer ouvertement leurs préférences. Des idées particulières favorables à la participation politique des citoyens font partie intégrante d'une mentalité démocratique qui, à son tour, contribue au façonnement de la vie politique et de la vie sociale.

Dans un régime totalitaire, contrairement à la démocratie, les gens restent inactifs, car ils sont «stabilisés» par le régime et vivent sous une terreur constante visant toute activité politique autre qu'autorisée par le pouvoir (Arendt 1990). Cependant, comme le note Linz (2006), ce ne sont pas tous les régimes non démocratiques qui visent à éliminer toute activité politique des citoyens. On peut parler plutôt de régimes

autoritaires lorsqu'ils s'appuient sur la passivité des gens, tandis que les régimes totalitaires, au contraire, attendent des gens un soutien actif au régime établi. « L'obéissance passive, l'apathie des sujets, le refuge dans des rôles de routine sont ... jugés indésirables par des dirigeants totalitaires » (Linz 2006:42). Par exemple, les régimes fascistes sont caractérisés par « une grande capacité de mobilisation » (*Ibid.*:244–245), ce qui implique le soutien actif d'un grand nombre de gens. C'est aussi le cas du régime stalinien qui exigeait des citoyens la démonstration permanente d'un grand enthousiasme dans le soutien au régime. Les gens vivant sous un régime totalitaire sont donc appelés à être politiquement actifs, mais d'une manière particulière. Il existe une différence primordiale entre la participation à un régime mobilisateur et à une démocratie (Linz 2006). Dans un régime totalitaire, « il n'existe qu'un seul canal possible pour chaque domaine de la vie ... un canal dont l'orientation générale et la direction sont définies par un centre ... » (*Ibid.*:43) et toute l'activité est contrôlée par ce centre.

Tant dans un régime totalitaire que dans un régime démocratique, les gens sont donc supposés exprimer activement des opinions. La différence est que dans un régime démocratique, les gens expriment leurs propres opinions indépendamment de l'opinion du chef du gouvernement, tandis que dans un régime totalitaire, ils n'expriment (et souvent en devant faire preuve d'un grand enthousiasme) que les opinions en accord avec l'opinion officielle, même si cette opinion officielle ne correspond pas réellement à leur propre opinion. La participation à un régime mobilisateur, ou totalitaire, contribue donc toujours à l'uniformité des opinions et à la suppression de toutes les expressions personnelles divergentes.

Dans un régime totalitaire, la conscience est formée par l'idéologie officielle (Arendt 1990). Dans une démocratie, les débats, les polémiques et les combats politiques sont des caractéristiques primordiales du régime (Lefort 1986a, Rancière 1997), tandis que

dans le totalitarisme, l'idéologie dominante est imposée par la propagande (Arendt 1968).

Les hypothèses quant à l'importance de l'activité politique pour les citoyens dans un régime démocratique, aussi bien que leur implication dans les processus politiques, sont vérifiées par des analyses statistiques décrites dans le troisième chapitre.

La démocratie est une société dynamique, car les conflits y sont présents (Lefort 1986a, Rancière 1997). Le droit de grève est donc indissociable du système démocratique (Lefort 1986a). Au contraire, le régime totalitaire neutralise toute forme d'émergence d'une nouvelle classe sociale qui pourrait représenter des intérêts antagoniques pour le régime (Lefort 1986b). Toute opposition possible est systématiquement éliminée dans les premiers stades d'établissement du régime.

Les opinions et la vie personnelle

Les citoyens dans une démocratie peuvent avoir des opinions diverses formées librement (Habermas 1998) et s'expliquer leur monde de multiples façons (Lefort 1986b), tandis que le régime totalitaire transforme les consciences individuelles par la propagande idéologique (Arendt 1968) et tous les signes d'une différence de croyances, d'opinions, de mœurs sont récusés (Lefort 1986b). Dans un régime totalitaire, la « passion de l'unanimité » découle de « l'engagement dans un système unique de croyance, une hiérarchie unique, et la définition concomitante de l'orthodoxie et de l'hétérodoxie » (Linz 2006:95–96) L'idéologie dominante est diffusée partout à travers des sous-groupes multiples dans lesquels se met en place une socialisation artificielle (Lefort 1986b).

Le régime démocratique reconnaît les frontières de la vie personnelle (Arendt 1990) et la sphère personnelle est protégée (Gauchet 2007). Dans un régime totalitaire, la distinction entre vie publique et vie personnelle n'est pas reconnue (Arendt 1990). Toute activité de la vie de l'individu doit être non seulement contrôlée et dirigée par

des pouvoirs officiels, mais également servir autant que possible à maintenir activement le fonctionnement du régime. Bien que dans les régimes autoritaires, la marge de liberté individuelle soit plus grande que dans des régimes totalitaires, d'importantes restrictions quant à la vie personnelle y existent, par exemple dans l'impossibilité ou la limitation d'organisations créées par les citoyens eux-mêmes. Ces restrictions à la vie personnelle constituent une caractéristique de tous les types de régimes dits non démocratiques; ces restrictions constituent même un des principes de base de régime.

La démocratie est associée au processus de subjectivation, c'est-à-dire à l'existence d'un sujet plus déterminé par ses relations à l'autre que par l'appartenance à une classe sociale (Rancière 1997), tandis que le totalitarisme vise à exterminer les classes hostiles ou les éléments raciaux hostiles; par conséquent, l'individu y serait plus déterminé par son appartenance à une classe sociale que par une autre caractéristique. Le totalitarisme repose donc sur une idée d'hostilité entre différents groupes sociaux. Cette idée rejoint, dans une certaine mesure, l'idée d'opposition entre les membres et les non-membres d'un groupe, soit national, soit racial ou autre, développée dans les mentalités traditionnelles collectivistes qui seront discutées avec plus de détails ultérieurement. La mentalité totalitaire est donc une mentalité xénophobe par définition, car elle oppose toujours certains groupes - raciaux comme sous le régime nazi, liés à des notions de classes comme sous le régime soviétique et en particulier stalinien. Cette opposition entre certains groupes existe dans tous les régimes oppressifs, ou non démocratiques, pour lesquels l'idée même de l'existence des ennemis est utilisée pour assurer un appui au régime. Les mouvements nationalistes sont donc plus caractéristiques des régimes non démocratiques, de même que les actions découlant d'idées xénophobes, comme la discrimination nationale, raciale, religieuse ou sexuelle, le génocide et les guerres civiles.

La démocratie est liée inévitablement au processus d'individualisation qui est nécessaire à la réalisation de l'idéal démocratique « fondé sur l'existence des sujets libres et égaux » (Duchastel 2009:49), tandis que le régime totalitaire vise à supprimer toutes les manifestations de l'individualisation pour créer des individus qui se ressemblent le plus possible. Toutes les manifestations de diversité individuelle sont perçues comme hostiles et menaçant la stabilité du régime. Par exemple, les gens dans des pays non démocratiques sont plus préoccupés par la préservation de l'ordre dans la nation que les gens dans des sociétés démocratiques (Figure I.2). La Figure I.2 montre que la corrélation entre les réponses « Soutenir l'ordre dans la nation » à la question « Le but du répondant : premier choix » est négative. Cela signifie que les citoyens de pays non démocratiques donnent plus d'importance à la défense de l'ordre dans la nation que les citoyens de sociétés démocratiques.

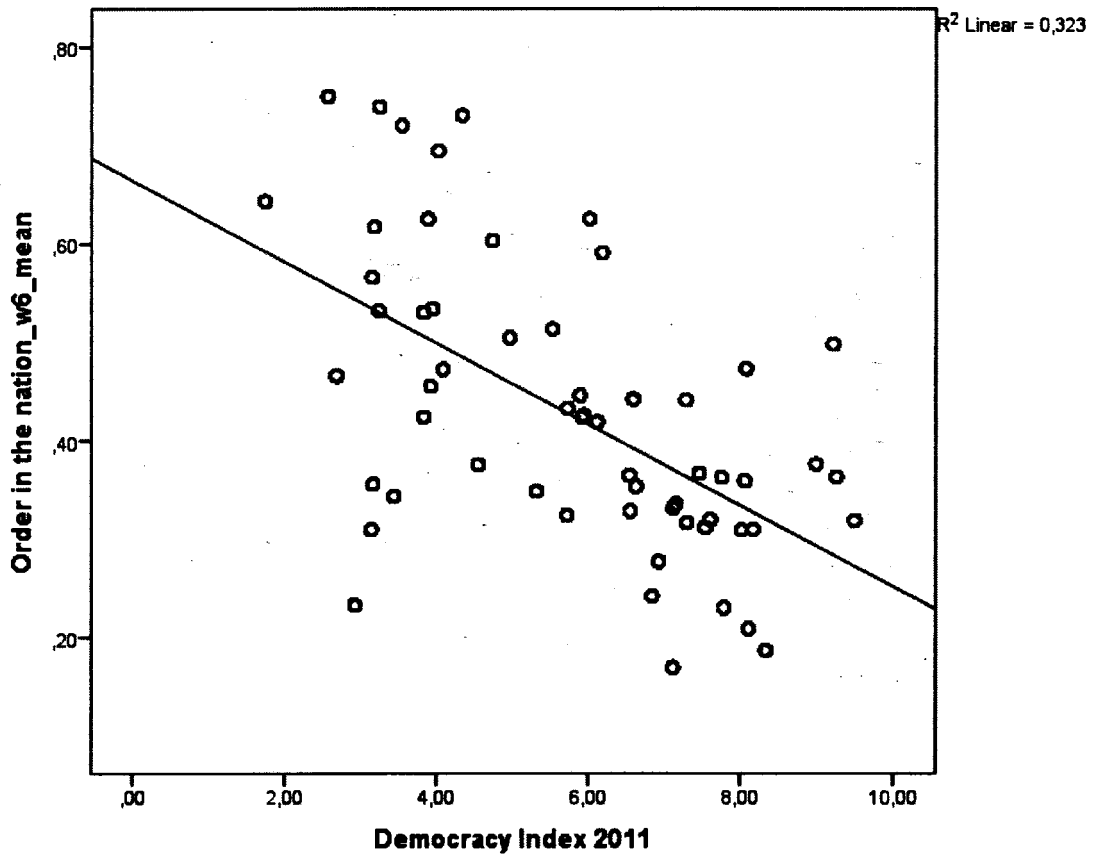


Figure I.2 **Ordre dans la nation et démocratie**

La corrélation entre l'indice de démocratie et les moyennes de l'ordre est égale à -0.57 est statistiquement significative au niveau de sig. 0.01.

Sources des données: The Economist Intelligence Unit's Democracy Index 2011 and World Values Survey data 6th wave (2010-2014) extracted from : World Values Survey longitudinal 1981-2014 official aggregate.

La démocratie est un régime aux facettes multiples et il ne s'identifie pas à un principe d'unité et d'ubiquité (Rancière 1997). Ce régime correspond à une société sans corps qui met en échec la représentation d'une totalité organique (Lefort 1986b).

L'État totalitaire, au contraire, est considéré comme un organisme entier et total dont toutes les parties sont interdépendantes. La société totalitaire est conçue comme un organisme indivisible dont tous les éléments doivent être soumis à un seul centre (*Ibid.*). Ce régime a une ascendance directe sur l'ensemble des institutions de la société : aucun groupe, aucune institution du pays ne demeurent intacts (Arendt 1990). La division sociale, dans tous ses modes, est niée. La société se présente comme une communauté dont les membres sont rigoureusement solidaires (Lefort 1986b).

Société civile

L'État démocratique est séparé de la société civile (Habermas 1998). La société civile démocratique a en effet une véritable autonomie (Sintomer 2005). La démocratie « limite les interventions étatiques dans le but de protéger la société civile contre les intrusions de l'État, mais aussi l'État contre les débordements du peuple » (Duchastel 2005:71). L'idée même de gouvernement, « dans son sens démocratique moderne, implique que la société civile soit distincte de l'État » (*Ibid.*:75). Il y a également une séparation entre les domaines fonctionnels de la politique et de l'économie (Habermas 1998). Dans un régime totalitaire, l'État et la société civile sont censés se confondre, les dimensions économique, juridique et culturelle étant imbriquées dans la politique. L'État totalitaire aspire à être omniprésent par son réseau bureaucratique (Lefort 1986b).

Administration

Une démocratie implique une administration efficace, compétente et *effective* (Habermas 1998). Administration publique et pouvoir politique sont relativement indépendants (Manin 1995). Dans un régime totalitaire, par contre, la ligne de démarcation entre pouvoir politique et pouvoir administratif disparaît et l'appareil d'État perd toute indépendance par rapport au parti unique et à sa

direction (Lefort 1986b); une administration publique choisie pour sa compétence et non pour sa relation au pouvoir n'est pas garantie.

Un État démocratique peut correspondre à l'État-nation (Gauchet 2007, Habermas 1998), et à l'État-providence. Un État totalitaire peut sans doute être un État national, mais le régime totalitaire est difficilement compatible avec l'État-providence (Lefort 1986b). En effet, alors que le premier vise à prendre soin de ses citoyens, le dernier ne se guide pas, dans son développement, par la volonté de rechercher le bien-être des individus (Lefort 1986a). Au contraire, le totalitarisme sacrifie le bien-être des individus à des valeurs et des objectifs « supérieurs » - c'est un régime en quelque sorte cannibale par définition.

La société démocratique est une société historique par excellence (Lefort 1986b), tandis que la société totalitaire est une société qui cherche à remodeler l'histoire et qu'anime surtout la volonté de création d'un *homme nouveau* (*Ibid.*).

Résumé : la forme et la nature sociale d'un régime

Sur la base de l'analyse des travaux théoriques sur la démocratie moderne et le totalitarisme, on peut remarquer que les régimes, démocratiques et totalitaires, peuvent tous deux avoir la même forme d'État et de constitution; cependant, le contenu qui se trouve derrière ces formes diffère fortement. Ces deux régimes n'ont pas les mêmes principes d'organisation et de fonctionnement du pouvoir politique et de l'administration publique. Ils respectent différemment les lois positives, les droits de l'homme, les libertés politiques et civiles et la vie personnelle des citoyens. Dans ces régimes, l'opinion des citoyens se forme de façons différentes : d'une façon libre dans une démocratie; par la force, à travers la propagande officielle, dans un régime totalitaire. Les débats politiques, les conflits, l'activité politique de masse, la culture politique du peuple, la subjectivation et la multiplicité des croyances, des opinions et des mœurs sont les caractéristiques d'un régime démocratique, tandis que pour un

régime totalitaire, on observe les caractéristiques suivantes: la terreur permanente, la crainte et la discrimination contre certains groupes à cause de leur appartenance à une classe ou à une nationalité. On peut conclure qu'en général ce n'est pas la forme de l'État ou de la constitution qui détermine la nature sociale d'un régime politique, mais les actions et les activités sociales réelles des citoyens dirigés par les principes et les valeurs particulières, qui varient selon que les sociétés sont démocratiques ou non démocratiques.

Il ne s'agit pas ici d'associer les régimes non démocratiques, définis plus loin, au totalitarisme, mais bien de faire ressortir certains traits idéaltypiques du modèle démocratique et du modèle non démocratique.

L'analyse théorique des régimes démocratiques et non démocratiques effectuée plus haut nous a servi à créer la base théorique pour l'analyse des mentalités démocratiques et non démocratiques qui va suivre. Les caractéristiques de la démocratie moderne, ainsi que les caractéristiques des régimes non démocratiques trouvées dans cette analyse, permettent de formuler certaines hypothèses au sujet des spécificités de la vie et de la mentalité des citoyens de régimes démocratiques, par comparaison avec les personnes vivant dans des sociétés non démocratiques. Nous allons donc présenter quelques-unes de ces hypothèses sur les mentalités démocratiques et non démocratiques qui découlent de l'analyse des caractéristiques de la démocratie et du totalitarisme.

Mentalités démocratiques et non démocratiques

Le respect du droit et des lois dans les régimes démocratiques implique un niveau assez élevé de formalisation des relations interpersonnelles, soit officielles, soit informelles, tandis que dans des sociétés non démocratiques, ce n'est pas la loi qui crée les garanties les plus fortes, mais les relations d'interdépendance, de remerciement mutuel ou/et d'avantage mutuel. Les deux principes différents

d'organisation de la communication sociale, le premier basé sur le respect de la loi et des règles explicites s'appliquant également à tous (et à toutes), le second fondé principalement sur les particularités des relations interpersonnelles, trouvent une correspondance dans les mentalités démocratiques et non démocratiques, avec certaines conséquences sociales. Par exemple, privilégier les relations d'interdépendance, les remerciements et les avantages mutuels dans une situation de communication officielle provoque un niveau élevé de corruption : un pot-de-vin, soit sous forme pécuniaire, soit comme service, est considéré dans certaines sociétés comme une garantie plus solide et beaucoup plus effective que le respect formel de la loi ou de la procédure légale. La nature du système dans les sociétés non démocratiques ne contredit pas cette réalité.

Le respect des droits de l'homme crée une base idéologique pour les activités sociales et politiques des citoyens en régime démocratique, tandis que les membres des sociétés non démocratiques ont tendance à ne pas se battre pour leurs droits. L'idée même de défense des droits constitue une partie intégrante de la mentalité démocratique; cette idée est étrangère à la plupart des membres des sociétés non démocratiques.

Le principe de la protection de libertés fondamentales constituant un des traits essentiels des démocraties modernes, associé au respect des droits de la personne humaine, font partie intégrante de l'idéologie démocratique et inspirent actions et activités sociales et politiques dans ces mêmes sociétés, tandis que, dans des sociétés non démocratiques, où les libertés privées sont souvent limitées, les gens ont tendance à ne pas les défendre, parce que l'idée même de protection soit de la liberté, soit des droits, leur est plutôt étrangère. L'attitude des citoyens envers la protection et la défense active des droits et des libertés constitue un trait essentiel des mentalités démocratiques et non démocratiques et créent des distinctions nettes entre ces deux types fondamentaux de mentalité. Cela signifie, entre autres, que les gens issus des

sociétés démocratiques sont plus sensibles aux violations des droits et des libertés et à leur respect ; ces mêmes droits leur donnent, en retour, beaucoup plus de satisfaction.

Des élections justes et contestables sont aussi caractéristiques, idéalement, des régimes démocratiques. Elles impliquent une participation aussi large que possible des citoyens dans la vie politique aussi qu'une culture politique développée. Les citoyens démocratiques sont donc censés être responsables et intéressés par l'organisation et le fonctionnement de leur société, tandis que les membres des sociétés non démocratiques sont moins actifs. L'idée même de la possibilité ou de la nécessité d'influencer la vie politique et sociale n'est pas inhérente à la plupart des membres des sociétés non démocratiques. En résumé, de manière idéalotypique, l'existence d'une démocratie permet de supposer également l'existence d'une responsabilité civile et d'une conscience politique développée chez les citoyens, tandis que l'existence d'une dictature, surtout prolongée, permet de supposer plutôt que les gens sont en général socialement et politiquement moins actifs et, par conséquent, possèdent une mentalité correspondante.

L'alternance au pouvoir dans une démocratie permet de supposer que les citoyens de régimes démocratiques sont moins enclins au culte de la personnalité d'un chef, d'un *leader*. En démocratie, le lieu du pouvoir est « vide » : du point de vue des citoyens, une personne qui occupe ce lieu n'occupe le pouvoir que de manière temporaire. Par contre, dans les sociétés non démocratiques, il y a une tendance plus forte à se prosterner devant un leader politique. Par conséquent, les membres des sociétés non démocratiques ont tendance à ne pas contester le pouvoir de leurs dirigeants, alors que les citoyens en régime démocratique le font régulièrement et systématiquement s'ils en ressentent le besoin. L'attitude envers l'autorité constitue un trait particulier d'une mentalité, soit démocratique, soit non démocratique, et la différence entre celles-ci entraîne une différence essentielle dans les mentalités entre régimes démocratiques et non démocratiques.

Certaines caractéristiques de la démocratie moderne, comme la tolérance envers la diversité des opinions et la reconnaissance des frontières de la vie personnelle, permettent de supposer que les citoyens en démocratie sont plus actifs que les membres des sociétés non démocratiques lorsqu'il s'agit de réalisation de soi et d'expression personnelles. Les régimes non démocratiques, par définition, utilisent tous les moyens disponibles pour limiter les libertés individuelles, y compris la liberté d'expression et la réussite personnelle puisque l'allégeance au pouvoir prime sur les droits individuels. Ils ne respectent pas, dans des mesures variables, les frontières de la vie personnelle ; la notion même de vie personnelle peut même ne pas y exister. On peut donc supposer que des caractéristiques particulières à une mentalité non démocratique peuvent se développer. Avec des variations selon le régime non démocratique considéré, les membres des sociétés correspondantes sont censés ne pas être habitués à développer, exprimer et discuter ouvertement leurs préférences et leurs opinions personnelles. Il est très probable que les manifestations de diversité ou d'originalité seront considérées comme des cas marginaux, voire condamnées. Sur la base d'une telle idéologie, différentes formes de xénophobie sont plus susceptibles de se développer. Une tolérance sincère face à la diversité d'un côté, une tendance à la xénophobie de l'autre, constituent ainsi deux traits particuliers de types fondamentaux de mentalités du monde contemporain - démocratiques et non démocratiques.

Un régime peut donc affecter la mentalité des citoyens. À son tour, ces mentalités produisent des conséquences sociales puisqu'il s'agira de s'adapter et de se conformer aux régimes correspondants.

Une analyse plus détaillée des différences entre les mentalités démocratiques et non démocratiques est présentée plus loin, dans la discussion des mentalités correspondant aux cultures individualistes et collectivistes.

L'idée clé de ce résumé de l'analyse des régimes démocratiques et non démocratiques est qu'un régime politique, soit démocratique, soit non démocratique, implique et

reflète les mentalités particulières des gens qui soutiennent et reproduisent ce régime donné à travers des actions et des activités sociales et politiques, c'est-à-dire à travers leur mode de vie et leur façon de penser. Les caractéristiques politiques et sociales particulières à un régime peuvent donc signaler la présence de traits correspondants dans la mentalité des membres de la société donnée. C'est pourquoi l'analyse théorique des régimes démocratiques et non démocratiques est utile et pertinente pour les objectifs de ce projet reposant sur l'analyse comparative des idées du bien-être personnel dans les deux types de sociétés.

I.2 La démocratie moderne comme société

La démocratie moderne comme régime ou organisation sociopolitique peut avoir certaines ressemblances superficielles avec les non-démocraties comme on vient de le voir dans le chapitre I.1. Mais lorsqu'on étudie les caractéristiques plus profondes et beaucoup moins visibles de la démocratie moderne, on peut trouver des différences plus éclatantes entre les sociétés démocratiques et non démocratiques. Cette section se focalise donc sur les particularités de la mentalité démocratique provenant de la culture individualiste, de la confiance interpersonnelle et des spécificités de l'organisation sociale démocratique conditionnée par le fonctionnement de la société civile.

Individualisme

La démocratie contemporaine présente un univers particulier qui diffère de tous les autres types de sociétés. La démocratie occidentale s'est développée sur la base d'une culture individualiste. La modernité y est indissociable de l'individualisme démocratique (Thériault 1994). Émile Durkheim a bien analysé ce fondement individualiste de la mentalité occidentale. Selon lui, l'individualisme qui est à la base de la société occidentale ne s'identifie ni avec l'égoïsme ni avec l'utilitarisme (Durkheim 1898:4). Il note que la société individualiste ne se réduit pas

à un « vaste appareil de production et d'échange » parce que la « vie commune est impossible s'il n'existe pas d'intérêts supérieurs aux intérêts individuels » (*Ibid.*). Selon Durkheim, l'égoïsme moral rend impossible toute solidarité (*Ibid.*:8), tandis que l'individualisme, au contraire, crée une base solide pour la solidarité sociale en proclamant le principe de dignité égale de tous les êtres humains. Cependant Durkheim note que le concept d'individualisme qu'il développe est loin de l'apothéose « du bien-être et des intérêts privés, de ce culte égoïste du moi qu'on a pu justement reprocher à l'individualisme utilitaire » et recherche uniquement ce qui est commun pour tous les hommes comme semblables (*Ibid.*:6).

Par conséquent, l'individualisme justifié par Durkheim est « la glorification, non du moi, mais de l'individu en général » (*Ibid.*:9). L'individualisme comme culte de l'individu « ne s'adresse pas à l'être particulier ... , mais à la personne humaine, où qu'elle se rencontre, sous quelque forme en laquelle elle s'incarne » (*Ibid.*). Ce type d'individualisme « a pour ressort, non l'égoïsme, mais la sympathie pour tout ce qui est homme » (*Ibid.*). Durkheim considère la morale individualiste comme l'expression rationnelle d'une religion de l'humanité (*Ibid.*:11) où « l'homme est devenu un dieu pour l'homme » (*Ibid.*:12) et « le centre même de la vie morale a été transportée du dehors au-dedans » (*Ibid.*:13). Une des caractéristiques essentielles de cet individualisme est « un certain intellectualisme », car « la liberté de la pensée est la première des libertés » (*Ibid.*:9). Durkheim note que les individualistes du XVIII^e siècle, dont les idées ont été conservées presque sans changements, ont mis « la liberté de penser, la liberté d'écrire, la liberté de voter ... au rang des premiers biens qu'il fallait conquérir » (*Ibid.*:15).

La morale individualiste a pour conséquence des idées particulières qui sont à la base du système de valeurs des démocraties contemporaines. Durkheim a montré quelles sont ces idées particulières nées de la conscience individualiste. Il note que selon cette conscience « il n'y a pas de raison d'État qui puisse excuser un attentat contre la

personne quand les droits de la personne sont au-dessus de l'État » (*Ibid.*:7). Selon Durkheim « une plus grande soif de justice est le ressort de l'individualisme » (*Ibid.*:9). Et cette « soif de justice » est devenue la caractéristique essentielle de la démocratie. Dans la conscience individualiste c'est l'individu, lui-même, qui est « juge souverain de sa propre conduite » (*Ibid.*:13). L'individualiste « défend les droits de l'individu » et du même coup les intérêts vitaux de la société » (*Ibid.*:14). Dans la morale individualiste, il existe donc l'idée d'un bien commun. Durkheim note que selon la morale individualiste « c'est l'humanité qui est respectable et sacrée » (*Ibid.*:8). Pour l'individualiste, il est naturel d'avoir « une pitié ... pour toutes les douleurs, pour toutes les misères humaines, un plus ardent besoin de les combattre et de les adoucir ... » (*Ibid.*:9). Dans la morale individualiste, le bien subjectif est donc lié au bien commun. Ce bien commun est celui de toute l'humanité, non seulement d'un groupe particulier comme cela semblerait naturel dans des cultures collectivistes. Par conséquent, sur la base de la morale individualiste, s'est formé un nouveau type de solidarité sociale, fondé sur le respect de tous les êtres humains. C'est ce type de solidarité particulière qui fait de la démocratie un univers différent de toutes les autres associations ou groupements sociaux.

En bref, selon Durkheim, l'individualisme est un type de morale selon lequel tous les êtres humains sont égaux dans leurs droits. C'est l'individu en général et non les êtres particuliers qui sont défendus par l'individualiste. Selon cette morale, l'individu est un juge souverain de sa propre conduite et il n'y a aucune excuse pour que l'État attente à sa personne.

Une telle morale s'oppose évidemment aux morales des sociétés non démocratiques, que ce soient des sociétés féodales, ou des régimes autoritaires contemporains. Dans toutes les sociétés les inégalités existent, mais seule la démocratie développe l'idée d'une égalité humaine globale, de « l'être humain en général », l'idée des droits de cet être humain et du bien commun appartenant à toute l'humanité. Sur la base de

cette mentalité individualiste s'est formée dans le monde contemporain l'idée d'une responsabilité particulière. Cette responsabilité s'appuie sur la solidarité démocratique et elle s'applique à toute l'humanité. La réalité actuelle avec les menaces du terrorisme international exige l'établissement de la vision d'une société globale modelée « par les obligations et les responsabilités partagées d'une citoyenneté commune et coopérante » (Bhabha 2002:30). Cette idée développée par Bhabha exprime les principes de base de la mentalité démocratique moderne, spécifiée plus tôt par Durkheim, comme mentalité individualiste.

Durkheim considère l'individualisme comme le principe de base de la mentalité de la société occidentale, « celui qu'on enseigne couramment dans nos écoles et qui est devenu la base de notre catéchisme moral » (Durkheim 1898:5). Durkheim note que le libéralisme du XVIII^e siècle, qui développe des idées individualistes, « n'est pas simplement une théorie de cabinet, une construction philosophique; il est passé dans les faits, il a pénétré nos institutions et nos mœurs, il est mêlé à toute notre vie ... » (*Ibid.*:7). Durkheim croit que l'individualisme n'est pas l'anarchie qui rend impossible toute solidarité. Au contraire, il crée la solidarité. On peut dire qu'il crée un nouveau type de solidarité sociale sur la base de laquelle se forme la démocratie.

Selon Durkheim, l'individualisme est « le seul système de croyances qui puisse assurer l'unité morale du pays » (*Ibid.*:11). Il faut mentionner que Durkheim, bien sûr, ne parle que des pays d'Europe occidentale et surtout de la France qu'il assimile à la modernité démocratique. Il précise que « s'il est un pays entre tous les autres où la cause individualiste soit vraiment nationale, c'est le nôtre [la France] » (*Ibid.*:14). Cependant, aujourd'hui, l'individualisme est une morale inhérente pour toutes les démocraties, même hors de la France. Selon Durkheim, les idées individualistes ne sont pas des idées complètement novatrices pour la conscience occidentale parce qu'elles sont dérivées de la morale chrétienne et la prolongent (*Ibid.*:13). Durkheim a montré, donc, que les idées individualistes ont constitué la base de la mentalité de la

société occidentale. On peut considérer ces idées comme des idées formatrices de la mentalité de la démocratie contemporaine.

La comparaison des sociétés ou cultures individualistes avec les collectivistes permet de mieux saisir les éléments spécifiques de l'individualisme. Inglehart note qu'habituellement l'individualisme est conceptualisé comme opposition au collectivisme, surtout quand on compare les cultures occidentales et orientales (Inglehart & Oyserman 2004). L'individualisme ainsi défini se focalise sur l'individu comme unité de base de l'analyse, tandis que le collectivisme prend le groupe comme unité de base (*Ibid.*). Inglehart note que l'individualisme et le collectivisme sont fortement liés aux valeurs exprimées dans les oppositions suivantes : autonomie versus intégration, survie versus expression personnelle, valeurs traditionnelles versus valeurs laïques (*Ibid.*). Un haut niveau d'individualisme correspond donc à un haut niveau d'autonomie et à un haut niveau de valeurs d'expression personnelle (*Ibid.*). Inglehart note que selon les auteurs contemporains, l'individualisme implique que la création et le maintien du sens positif du soi sont la base des efforts humains, du sentiment du bien avec soi-même, du succès personnel (*Ibid.*). L'individualisme implique également que l'expression libre et la réalisation des objectifs personnels sont les sources majeures du bien-être (*Ibid.*). Inglehart note aussi que, dans le collectivisme, l'élément fondamental est le postulat que les groupes lient les individus entre eux et créent une obligation mutuelle (*Ibid.*). Dans des sociétés collectivistes, l'unité sociale qui définit le destin et les objectifs communs est centrale; la personne n'est que la composante du social, l'appartenance au groupe est cruciale (*Ibid.*). Faire partie du groupe est le temps fort de l'identité, et les traits personnels appréciés reflètent les objectifs du collectivisme (*Ibid.*). Le collectivisme implique qu'une vie satisfaisante dépend de la bonne réalisation des rôles et des obligations sociales. L'appartenance au groupe est considérée comme l'élément fixe de la vie. Les frontières entre intérieur et extérieur du groupe sont stables,

relativement imperméables et importantes. (*Ibid.*) Cela signifie par contre que les libertés individuelles, par exemple, la liberté de choix et d'action, sont limitées.

Les « individualistes » plus que les « collectivistes » sont sensibles aux droits de l'homme et plus attentifs à la discrimination contre les groupes défavorisés, ils sont aussi plus tolérants à la diversité, y compris l'égalité des sexes, la diversité d'orientation sexuelle et les étrangers (*Ibid.*). Dans une culture collectiviste, il existe certes une vision du bien commun, mais ce bien commun est toujours le bien d'un groupe particulier parce que les frontières entre les groupes sont perceptibles et que chaque groupe peut renforcer sa différence. Cela peut susciter le développement d'une certaine xénophobie et rend absurde l'idée même d'un bien qui serait commun aux différents groupes et surtout à toute l'humanité. Il existe donc un paradoxe : dans une mentalité individualiste, le bien-être personnel est une valeur majeure; cependant, c'est aussi dans ce type de mentalité que l'idée du bien commun comme bien pour toute l'humanité est présente. Tandis que dans la mentalité collectiviste, n'existe que l'idée du bien commun que comme le bien de chaque groupe particulier. Ainsi les collectivistes, contrairement aux individualistes, ont tendance à traiter différemment les membres du groupe et les non membres s'il s'agit des récompenses. Des recherches empiriques ont montré que dans le milieu du travail, les collectivistes sont influencés plus par l'identité de leurs collègues perçus comme des amis ou comme des étrangers (*strangers*) dans la distribution des récompenses, tandis que pour des individualistes, le principe directeur est l'égalité indépendamment de l'identité des collègues (Goodwin 1999:80).

Une société ayant une culture individualiste peut donc être spécifiée comme société ayant une mentalité focalisée sur l'individu comme unité de base; tous les êtres humains méritant le même respect, elle affirme donc « l'égalité morale inhérente de toutes les personnes » (Dahl 1989:311). Dans une société individualiste, il existe un haut niveau d'autonomie individuelle, les valeurs d'expression personnelle sont

importantes, les efforts humains et le succès personnel sont basés sur la création et le maintien du sens positif du soi. L'expression ouverte et la réalisation des objectifs personnels sont les ressources du bien-être et les membres sont sensibles aux droits de l'homme et à la discrimination contre les groupes défavorisés. Les sociétés ayant des cultures collectivistes, elles, ont comme caractéristiques la focalisation sur le groupe comme unité de base, la dominance des valeurs traditionnelles, l'obligation mutuelle entre individus dans leur groupe, la prédominance des objectifs du groupe sur les intérêts de ses membres, la réalisation des obligations sociales comme base de la satisfaction des individus, l'appartenance fixe des individus au groupe, enfin des frontières stables et relativement imperméables entre les groupes.

La démocratie est identifiée plutôt à la culture individualiste parce que certaines caractéristiques particulières de l'individualisme présentent également des traits essentiels de la démocratie moderne. Selon Thériault (1994), « Les sociétés modernes sont démocratiques justement parce qu'elles ont permis que s'affirment en leur sein, plus qu'en tout autre régime, la réalité d'un sujet autonome et libre et l'expression de la différence, la guerre du sens, la multiplication des points de vue » (Thériault 1994:30). Inglehart note que la base culturelle de la démocratie constitue les valeurs d'expression personnelle (Inglehart & Welzel 2005). L'expression personnelle libre et la tolérance pour divers points de vue sont des principes essentiels de l'individualisme et aussi de la démocratie moderne.

Si on parle du monde moderne, la notion de « l'individualisme démocratique » utilisé par Thériault (1994) semble très pertinente parce que « l'individualisme démocratique » accentue la nature démocratique de l'individualisme moderne et en même temps souligne la nature individualiste de la démocratie moderne. Cette notion souligne la nature interdépendante de l'individualisme moderne, avec toutes ses spécificités, et de la démocratie moderne comme espace social particulier.

Durkheim a présenté l'individualisme comme un phénomène à la source de la culture occidentale conditionné par des particularités de la morale, du système des valeurs et des croyances. Cependant, les auteurs contemporains distinguent également les sources économiques de l'individualisme moderne. Selon Triandis (1989), l'individualisme se développe dans des sociétés riches, parce que plus grande est la richesse de la société, plus l'indépendance financière peut être transformée en indépendance sociale et émotionnelle, l'individu pouvant donner la priorité plutôt à ses objectifs personnels qu'aux objectifs du groupe (Triandis 1989:509). La richesse signifie que l'individu peut être indépendant de son groupe d'appartenance. Si ce groupe fait des demandes excessives, l'individu peut le quitter. La mobilité est également importante pour la formation de la culture individualiste. Lorsque l'individu se déplace, par exemple change d'endroit ou de classe sociale, il rejoint de nouveaux groupes dont les objectifs sont en accord avec ses propres objectifs. (*Ibid.*:510). Ainsi, quand les sociétés deviennent plus complexes et plus riches, elles peuvent également devenir plus individualistes (*Ibid.*:509). Suivant cette logique, les sociétés démocratiques étant en général plus riches (Figure I.3) doivent être aussi plus individualistes que les sociétés non démocratiques.

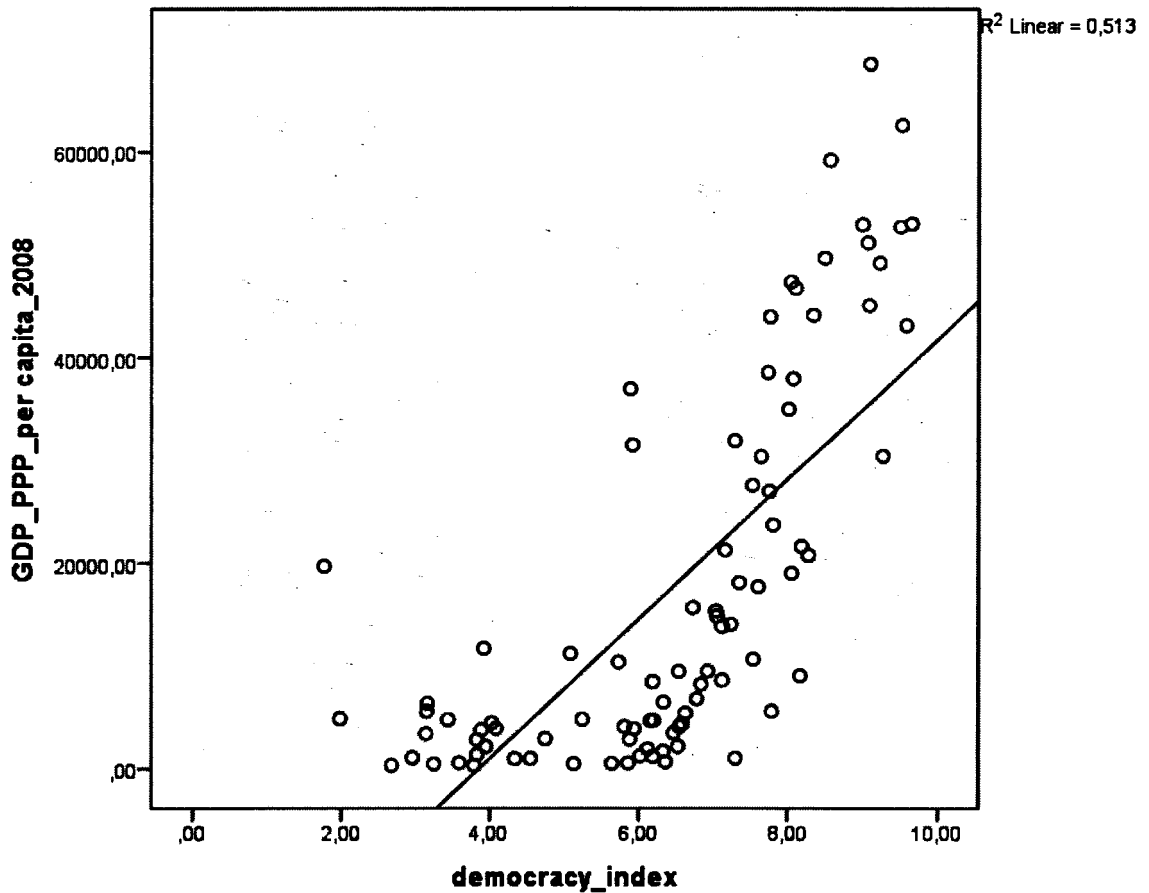


Figure I.3 Démocratie et développement économique

La corrélation entre le PIB⁴ et l'Indice de démocratie est positive et le coefficient de corrélation est égale à 0.72⁵ et statistiquement significative au niveau de sig. 0.01

Sources des données: The Economist Intelligence Unit's Democracy Index 2011 and World Bank Group 2008 data on GDP PPP⁶ per capita

⁴ Produit intérieur brut.

⁵ Le coefficient de corrélation peut varier de 0 à 1. Un coefficient résidant entre 0.5 et 0.8 indique que la corrélation est moyenne.

⁶ Gross domestic product (GDP) derived from purchasing power parity (PPP) calculations.

Confiance interpersonnelle

Dans le discours scientifique contemporain, les sociétés démocratiques sont perçues habituellement comme des sociétés « modernes », l'équivalent de « la modernité » du point de vue social et politique. Nous pouvons donc considérer les caractéristiques de la modernité comme des traits essentiels de la démocratie moderne même. Selon des auteurs contemporains, un des traits importants de la modernité et une des fondations de la moralité nouvelle est la confiance interpersonnelle (Seligman 2000). Selon Seligman, la modernité est la seule forme d'organisation sociale où la base de la solidarité sociale repose non seulement sur les valeurs partagées, mais également sur la confiance envers un inconnu (*Ibid.*:93–94). Seligman explique le grand rôle de la confiance dans les relations interpersonnelles dans des sociétés modernes par la ramification des rôles sociaux et la complication des attentes de rôle. Le haut niveau de confiance est également une condition importante du développement économique dans le monde contemporain. Selon Fukuyama (1995), le haut degré de confiance interpersonnelle est une base solide pour le capital social, qui à son tour, présente une condition indispensable de la vie économique moderne.

Selon des recherches empiriques, la démocratie affecte significativement les deux composantes du capital social – les associations et la confiance (Paxton 2002). L'analyse de l'Enquête mondiale sur les valeurs révèle que l'augmentation de 10 unités des scores de démocratie dans un pays augmente le pourcentage des individus disant que d'autres personnes sont dignes de confiance, d'un point de pourcentage (*Ibid.*:265).

L'analyse des particularités des mentalités individualistes et collectivistes confirme que les gens dans des cultures individualistes sont plus disposés à coopérer avec un inconnu que les gens dans des cultures collectivistes. Selon la mentalité collectiviste, les personnes extérieures au groupe se composent de personnes à qui l'on ne fait pas confiance (Triandis 1989:517).

En effectuant une analyse transnationale, Inglehart a trouvé que la confiance interpersonnelle et les orientations culturelles correspondantes sont fortement liées au développement économique et à une démocratie stable. Il conclut que la confiance est liée à la survie des institutions démocratiques (Inglehart 1997:173). Il note aussi que les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs de 1990 ont trouvé une corrélation positive forte entre la confiance interpersonnelle et le fonctionnement des institutions démocratiques partout dans le monde (*Ibid.*). Les institutions démocratiques sont des vecteurs de confiance aussi bien que la confiance est un vecteur de démocratie (*Ibid.*:173–174).

L'analyse statistique des données de l'Enquête mondiale sur les valeurs confirme que le niveau de confiance interpersonnelle est plus élevé dans les sociétés démocratiques que non démocratiques. Le niveau de confiance est mesuré par la question avec deux options de réponse : 1. On peut faire confiance à la plupart des gens (*Most people can be trusted*), 2. On ne peut pas être trop prudent (*Can't be too careful*). Les taux des réponses numéro 1 pour chaque société sont calculés, ce sont les moyennes de confiance interpersonnelle. La corrélation entre ces moyennes et l'indice de démocratie est positive. Cela signifie que le niveau de confiance est plus élevé dans des pays ayant un indice de démocratie plus élevé. Cette corrélation est statistiquement significative au niveau de signification 1% et le coefficient de corrélation étant égal à 0.24⁷ montre que cette corrélation est assez modérée (Figure I.4). Cependant, cela nous permet de supposer que les sociétés démocratiques en général sont caractérisées par un niveau de confiance interpersonnel plus élevé que dans les sociétés non démocratiques.

⁷ Le coefficient de corrélation peut varier de 0 à 1. Un coefficient étant plus petit que 0.5 indique que la corrélation est faible ou modéré.

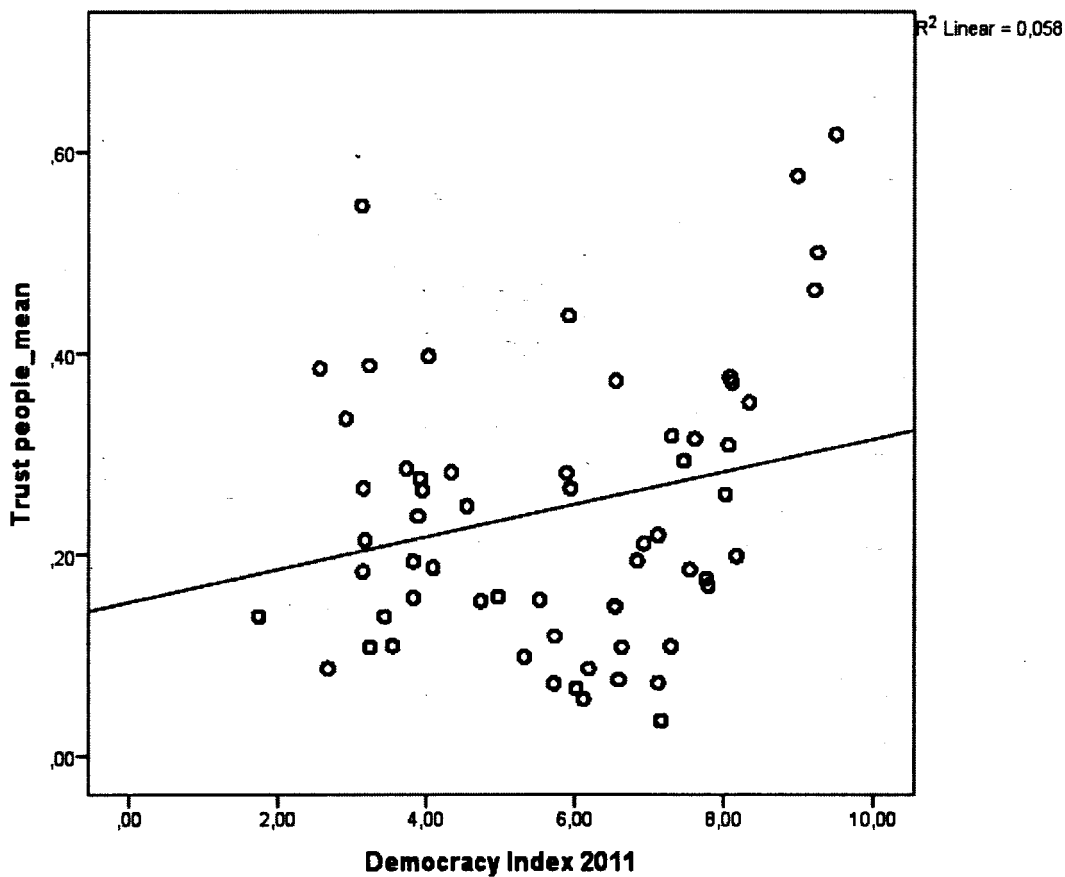


Figure I.4 Confiance interpersonnel et démocratie

La corrélation entre l'indice de démocratie et les moyennes de confiance interpersonnelle est égale à 0.24 est statistiquement significative au niveau de sig. 0.01.

Sources des données: The Economist Intelligence Unit's Democracy Index 2011 and World Values Survey data 6th wave (2010-2014) extracted from : World Values Survey longitudinal 1981-2014 official aggregate.

La démocratie moderne diffère donc de la non-démocratie par un niveau élevé de confiance interpersonnelle. L'hypothèse que la confiance interpersonnelle constitue

un élément essentiel de la mentalité démocratique fait partie du modèle théorique de bien-être personnel développé dans le chapitre suivant.

Société civile

Une autre caractéristique de la démocratie moderne est la présence d'une société civile développée. Cette section se focalise donc sur les caractéristiques de la société civile afin d'examiner le lien entre ses caractéristiques et la démocratie moderne comme société.

La société civile est un « berceau de la citoyenneté » (Duchastel 2005:72) et un terrain important de démocratisation (Cohen & Arato 1994:16). La réserve de capital politique, nécessaire pour qu'une démocratie fonctionne, ne peut pas être créée dans des nations qui manquent de capital social (Newton 2001:210). Le capital social peut aider à développer la démocratie dans un pays non démocratique et également à maintenir ou améliorer la démocratie déjà existante (Paxton 2002). Ce capital social, à son tour, prend forme dans différentes associations volontaires (Putnam 1995, 2001), largement répandues notamment dans la société civile parce que les institutions démocratiques, dont l'existence est supposée par l'existence de la société civile, permettent la formation d'associations volontaires (bénévoles, non gouvernementales) dans une plus grande mesure que ne le permettent les institutions non démocratiques (Paxton 2002).

L'enquête d'Almond et Verba (1965) montre que des associations volontaires jouent un rôle majeur dans la culture politique démocratique. Ainsi, le membre d'une organisation en comparaison avec le non membre est « plus susceptible de se considérer comme plus compétent en tant que citoyen, d'être un participant plus actif dans la vie politique et de connaître et se soucier plus de la politique » (Almond & Verba 1965:265). La recherche comparative montre que dans plusieurs nations (il s'agit ici de cinq nations – États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et

Mexique) et indépendamment du niveau d'éducation (primaire, secondaire ou plus), les participants des organisations volontaires ont tendance à se sentir plus compétents que les non membres, même si l'organisation volontaire en question n'a pas directement de rôle politique (*Ibid.*:254–255). Cela permet de conclure que des organisations volontaires, indépendamment de leur rôle politique, effectuent des fonctions politiques latentes (*Ibid.*:254) en développant les compétences des participants ainsi que les habitudes de la participation sociale et politique.

Dans leurs travaux, Almond et Verba (1965) en sont venus à la conclusion que « l'interaction sociale volontaire est relativement bien établie dans des démocraties stables » et que cela à son tour est le « reflet des sentiments de confiance et de sécurité dans l'environnement social » (*Ibid.*:211). Les relations de confiance et le sentiment de sécurité sociale caractérisent donc la société civile comme un espace social et par conséquent elles caractérisent également la démocratie perçue comme type de société. Telles caractéristiques de l'environnement social ont comme résultat des interactions sociales intenses entre les citoyens en démocratie et ces interactions contribuent à leur tour au développement d'un sentiment de confiance mutuelle entre individus et soutiennent donc l'existence de l'environnement particulier qui est lié à une société civile développée. Il y a une relation d'interdépendance avec le fait que les populations des démocraties stables « accordent une grande valeur aux qualités « ouvertes » et « sortantes » de caractère » (*Ibid.*).

Un niveau élevé de confiance interpersonnelle constitue donc une condition indispensable de l'existence d'une société civile développée et est également la conséquence de l'existence d'une société civile.

Les associations volontaires présentent donc un lieu de « fabrication » de capital social et des pratiques démocratiques de communication sociale qui contribuent au développement de la démocratie moderne ainsi qu'à la reproduction des démocraties existantes. Le fonctionnement effectif des associations volontaires est une

caractéristique essentielle de la société civile et par conséquent de la démocratie moderne.

Cependant, les recherches démontrent que tous les types d'organisations volontaires ne contribuent pas au développement de la démocratie. « Certains types d'associations vont faire mieux dans la promotion de la démocratie », tandis que certains autres types peuvent même être préjudiciables pour la démocratie (Paxton 2002:255). Par exemple, les groupes nationalistes peuvent aggraver le clivage social et interférer avec la consolidation démocratique. Des effets négatifs sur la démocratie peuvent également se produire quand il y a une grande confiance à l'intérieur du groupe, mais une faible confiance entre groupes différents (Paxton 2002). Malgré cela, l'existence des organisations et des associations volontaires diverses est une condition indispensable pour le développement ainsi que pour le maintien de l'existence de la démocratie moderne.

Le principe volontaire des associations et leur caractère non étatique et non officiel sont des aspects cruciaux si l'on parle des associations censées avoir un effet sur le développement de la démocratie moderne. Par exemple, dans la seconde moitié du XXe siècle, dans des pays ayant des régimes communistes, il y avait beaucoup d'organisations de nature différente : sportives, musicales, de jeunesse, syndicale, avec même des procédures d'élection. Dans toutes les entreprises d'État (dans des régimes communistes, toutes les entreprises étaient d'État), il y avait des associations diverses. Cependant, ces associations ne constituaient pas une société civile, parce qu'elles étaient obligatoires ou semi-obligatoires et n'étaient pas organisées ni soutenues par les membres eux-mêmes. « Une forte dose de participation imposée ou semi-libre » et « le rétrécissement de la sphère privée » sont « presque inévitables dans les systèmes totalitaires » (Linz 2006:47). La plupart des régimes autoritaires sont caractérisés par l'absence de participation volontaire et « le manque de réseau organisationnel complexe » (*Ibid.*:61). C'est toujours l'État ou les organismes

gouvernementaux qui organisent, réglementent et assurent le maintien de ces organisations. Par conséquent, malgré le fait que la grande majorité des employés et des étudiants participent à différentes associations et organisations, une conscience civique ne peut se former à travers cette participation. Il n'en ressort pas pour les participants la formation d'idées autonomes et de nouvelles identités. Elle ne fournit pas de possibilité d'autodétermination et de réalisation personnelle des membres parce que les organisations de ce type ont plutôt comme but de contrôler les gens et de leur imposer certaines idées et des valeurs préétablies. Elles se présentaient donc un moyen de propagande et de contrôle social et non une manifestation de mobilisation volontaire venue des citoyens.

Lefort note que dans un régime totalitaire, l'État et la société civile « *sont censés se confondre* » (Lefort 1986a:22). Les dimensions économique, juridique et culturelle sont imbriquées dans la politique (Lefort 1986b:280). La ligne de démarcation entre le pouvoir politique et le pouvoir administratif disparaît et l'appareil d'État perd toute indépendance par rapport au parti politique dominant et à sa direction (*Ibid.*:284). Pour Lefort, l'État totalitaire aspire à être omniprésent par son réseau bureaucratique (*Ibid.*:281). L'idéologie dominante est diffusée partout et plusieurs sous-groupes sont formés, des organisations en tous genres, comme les syndicats, les groupes d'aide mutuels, les groupes culturels d'ouvrières, les organisations de jeunesse, organismes pour enfants, regroupements de femmes, cercles d'écrivains, associations d'artistes, de scientifiques – entre autres. La socialisation artificielle et les rapports de pouvoir conformes au modèle général se reproduisent dans l'ensemble de ces sous-groupes (Lefort 1986a:22). L'État totalitaire contrôle l'ensemble des activités tout en imposant par la force l'idéologie officielle.

Le capital social indispensable pour le développement et le maintien de la démocratie moderne se forme donc dans des organisations volontaires, non étatiques et non officielles, impliquant qu'il existe une grande confiance entre groupes divers.

Le capital social est censé affecter le capital politique. Il est plausible que les capitaux social et politique se complètent, dans le sens qu'un niveau plus haut de capital social a tendance à être associé à un niveau plus haut de capital politique (Newton 2001:210). Bien que le lien entre le capital social (ou société civile) d'un côté, et le capital politique de l'autre côté ne soit pas simple ou direct (*Ibid.*:211), il est peu probable qu'une société civile mal développée puisse entretenir une démocratie développée (*Ibid.*:212). Une bonne réserve de capital social est une condition préalable à un système politique effectif (*Ibid.*).

La démocratisation d'un pays est donc liée au développement d'une société civile. C'est pourquoi le concept de société civile a été ravivé par l'opposition démocratique en Europe de l'Est dans la lutte contre l'État autoritaire (Cohen & Arato 1994:15) et que les dissidents ont considéré le développement de la société civile comme le principal but des nouvelles démocraties (Walzer 1991). J. Cohen et A. Arato notent que la mobilisation de la société civile implique la fin du régime autoritaire (Cohen & Arato 1994:77). Le concept de société civile est également pertinent pour les projets de démocratisation ultérieure des démocraties libérales (*Ibid.*:26). La société civile n'est pas seulement l'agent de transformation sociale, mais également le résultat (*Ibid.*:32). Cela signifie que la société civile et la démocratie sont interdépendantes dans leur développement. Walzer note que la qualité des activités politiques et économiques ainsi que de la culture nationale sont intimement liées à la force et à la vitalité des associations (Walzer 1991) qui sont le propre de la société civile. Il mentionne que seul l'État démocratique peut créer la société démocratique et seule la société civile démocratique peut maintenir l'État démocratique (*Ibid.*). Par conséquent, pour mieux comprendre la nature sociale de la démocratie, il faut analyser un peu plus la notion de société civile, dont les caractéristiques constituent également les caractéristiques de la démocratie.

Cohen et Arato définissent la société civile comme la sphère de l'interaction sociale entre l'économie et l'État. Elle est composée surtout de la sphère intime (particulièrement la famille) et de la sphère des associations (surtout les organisations volontaires), des mouvements sociaux et des formes de communication publique (Cohen & Arato 1994:ix). Pour eux, la société civile moderne est créée à travers des formes d'auto mobilisation (*Ibid.*). La société civile est définie en termes d'associations sociales traversant les relations de classe : les groupes de voisins, d'entraide mutuelle, les structures locales de service collectif (*Ibid.*:38). La société civile présente un espace d'expérimentation sociale et de développement de nouvelles formes de vie, de nouveaux types de solidarité et de relations sociales de coopération et de travail (*Ibid.*). Les sociétés civiles modernes sont caractérisées par la pluralité des formes de vie, elles sont structurellement différenciées et socialement hétérogènes (*Ibid.*:10). La société civile est donc créée et maintenue par l'activité sociale des citoyens. Les formes différentes de cette activité ne sont possibles que dans une société assez démocratique pour les admettre, les encourager et les protéger.

Thériault (2007) accentue la particularité de la solidarité sociale qui se trouve au cœur de la société civile. La solidarité civile est une solidarité volontaire basée sur les liens civils c'est-à-dire sur les liens qui « résultent de la libre volonté des individus » (Thériault 2007:19) et les choix et les associations civiles dépendent de la volonté des individus. Le principe selon lequel c'est la volonté des citoyens qui détermine leur choix, soit des liens, soit des associations, est réalisable seulement dans une société libre et il est peu compatible avec un régime non démocratique. C'est une caractéristique particulière de la société civile et par conséquent de la démocratie moderne même.

Des individus participent à la solidarité civile parce qu'ils sont « dans des situations d'échanges – de commerce civil » (*Ibid.*:25). La société civile présente donc un espace ouvert et fondé sur l'échange (*Ibid.*:26). Cet échange est de nature volontaire

et il relie des gens très différents appartenant à différents groupes; par conséquent, la solidarité civile n'est pas «une solidarité de type familial, religieux ou ... ethnique » (*Ibid.*:25). C'est une solidarité particulière dépassant les liens fondés sur l'appartenance à la paroisse, au village ou la petite ville. « Pour qu'une véritable société civile s'impose, il faut un certain déracinement de son territoire, dépasser son clocher et se mettre dans une position d'échange avec l'autre » (*Ibid.*:26). La solidarité appuyée sur des liens volontaires et l'échange civil caractérise la solidarité au cœur de la démocratie moderne. Ce type de solidarité sociale correspond bien aux principes fondamentaux de l'individualisme démocratique moderne selon lequel tous les êtres humains méritent le même respect et peuvent donc être considérés comme des participants égaux des relations d'échange civiles.

La société civile présente également une force sociale parce qu'elle est une réalité, une entité « capable d'agir collectivement et capable d'orienter le développement de ses membres » (*Ibid.*:20). Elle est donc sensée être capable d'influencer et même de produire des changements sociaux. L'influence de la société civile est réalisée « à travers une opinion publique » qui est « le parlement d'une société civile » (*Ibid.*:25). L'opinion publique est un élément de cimentation de la société civile. Cette société « doit toujours être reconstituée par son opinion publique » (*Ibid.*) parce qu'elle n'est pas naturelle. La société civile implique donc un processus éternel de formation et de réformation de l'opinion publique qui à son tour rend possible l'existence même de cette société.

L'opinion publique formée au cours de débats et de communications publics, est un attribut nécessaire d'une société libre. « Pas de société civile forte sans une presse attentive aux débats de société, sans des intellectuels qui débattent publiquement des enjeux de la société » (*Ibid.*).

La société civile présente donc une association volontaire d'individus, basée sur les liens « non naturels » émergeant dans le « commerce » ou l'échange civil. L'opinion

publique formée dans des débats ouverts présente un moyen essentiel d'influence dont la société civile dispose.

Keane met l'accent sur la nature non violente de la société civile (Keane 2004:12-14). Une autre caractéristique spéciale de cette société est sa tolérance, son ouverture à la différence. Cette société est un univers de liberté, d'une éthique universelle. Elle est la condition de possibilité de valeurs morales multiples. On trouve dans cette société civile beaucoup d'ensembles de valeurs opposés et des modes de vie qui existent côte à côte ou se croisent les uns les autres. Elle rend possible une variété infinie de morales différentes (*Ibid.*:196). La société civile a comme caractéristique la flexibilité de former des alliances complexes et parfois rapidement changeantes autour de la pluralité des valeurs et des intérêts partagés (*Ibid.*:174). Elle présente donc un espace où les individus réalisent leur autonomie, leur liberté et, par conséquent, un lieu où ils forment, d'une nouvelle façon, leur identité. Keane note que dans la société civile les identités morales des individus sont les produits de la différenciation fonctionnelle : les gens participent à des groupes et associations différents, dans lesquels ils ne s'engagent qu'avec une partie d'eux-mêmes (*Ibid.*:196). La société civile et, par conséquent, la démocratie, dont le développement est interdépendant du développement de la société civile, forment un nouveau type de mentalité impliquant la tolérance de toutes les valeurs. Cette caractéristique correspond bien à l'idée individualiste de la reconnaissance universelle de tous les êtres humains, décrite par Durkheim.

Walzer note que les mots « société civile » évoquent un espace d'associations humaines non coercitives ainsi que l'ensemble des réseaux relationnels formés par la famille, la croyance, l'intérêt et l'idéologie (Walzer 1991:1). Ici, les gens forment et reforment des groupes de toutes sortes non pour une formation particulière, mais pour la sociabilité elle-même (*Ibid.*:5). Walzer note qu'à travers ces réseaux la civilité est

produite et reproduite (*Ibid.*:1). Idéalement, la société civile est l'ensemble des ensembles : tous sont inclus et aucun n'est préféré (*Ibid.*:5). L'égalité est le principe de base de l'organisation d'un tel type de société. Walzer note aussi que la société civile a son origine dans la lutte pour la liberté religieuse (*Ibid.*:7); cette société est donc une société laïque.

En analysant le fonctionnement de la société civile, Walzer mentionne que cette société est structurée par des groupes beaucoup plus petits que « le peuple » ou « la classe ouvrière »; par contre, dans ces groupes - associations, unions, partis -, les gens prennent des décisions sans avoir à tenir compte de l'État et de l'économie (*Ibid.*:6,11). La cohésion de la société civile tient donc à la participation sociale des citoyens. Une large participation sociale est une des caractéristiques de la démocratie contemporaine. Cette participation est liée à la liberté du choix d'activité et à l'autonomie ainsi qu'à l'aspiration à une expression personnelle, ensemble de caractéristiques qui sont les principaux traits des cultures individualistes. Ces trois éléments - culture individualiste, société civile et démocratie – décrivent bien la nature de la solidarité sociale.

La société civile est donc une réserve de capital social, elle a comme valeurs principales la tolérance et l'ouverture à la diversité et elle est soutenue par la participation sociale volontaire des citoyens.

La société civile représente également une façon moderne de vivre ensemble. Elle est « le seul terrain possible où puiser les propositions nouvelles sur le vivre ensemble » (Thériault 1985:137). Selon Thériault (1985), c'est la société civile qui garantit l'existence même du lien social moderne, car « sans l'existence d'une société civile, le social n'est qu'un assemblage hétéroclite d'individus atomisés » et « quand la société civile s'assèche, l'État s'impose alors comme l'unique médiation de cette réalité asociale » (*Ibid.*:132). La société civile décrit donc l'essence de l'existence des réalités sociales dites modernes et qui sont associées à la démocratie moderne perçue

comme type particulier de société. La démocratie moderne comme société se fonde donc sur une culture individualiste, implique et exige un niveau élevé de confiance interpersonnelle et coexiste inévitablement avec une société civile développée.

Nous avons analysé dans ce chapitre les caractéristiques sociales et politiques de la démocratie moderne. Certaines caractéristiques sont plus visibles et évidentes que d'autres; ainsi, par exemple, la procédure démocratique selon laquelle le pouvoir politique doit être changé périodiquement ou la protection des libertés individuelles qui sont proclamées régulièrement et ouvertement. Certaines caractéristiques sont moins visibles, notamment publiquement, comme par exemple la mentalité individualiste avec toutes ses spécificités, ou la confiance interpersonnelle. Dans le discours scientifique contemporain, il y a beaucoup de définitions de la démocratie moderne qui se concentrent sur différents aspects de ce régime sociopolitique. Il y a aussi des discussions à propos de l'existence même de la démocratie moderne, par exemple chez Rancière (Rancière 2005). Dans le discours scientifique, il existe donc un certain concept de démocratie moderne, plus ou moins cohérent et unanime, et dans notre analyse des travaux théoriques nous avons essayé de repérer les aspects essentiels de ce concept. Cependant, toutes les caractéristiques analysées décrivent plutôt l'extérieur de la démocratie moderne ainsi que de la non-démocratie si l'on compare ces deux régimes. Le troisième chapitre se focalise donc sur l'analyse des composantes du bien-être personnel démocratique et non démocratique comme des caractéristiques les plus cachées. Cette analyse montrera si les idées dirigeantes des actions humaines diffèrent dans des sociétés démocratiques et non démocratiques.

CHAPITRE II

CONCEPT DU BIEN-ÊTRE PERSONNEL CONSIDÉRÉ COMME INSTRUMENT DE L'ANALYSE DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES ET NON DÉMOCRATIQUES

II.1 Concept de bien-être personnel et son rôle dans le règlement de vie des individus

Le concept de bien-être personnel est présenté dans ce projet comme un moyen d'analyse de la nature sociale des sociétés contemporaines. Ce chapitre se focalise donc sur les questions suivantes : la définition du bien-être personnel, le rôle de concept du bien-être personnel dans le règlement de la vie sociale et la détermination des idées du bien-être personnel par le contexte social.

Comme le but du projet est d'analyser la démocratie moderne comme un type de société par comparaison avec des sociétés non démocratiques, les concepts du bien-être personnel dans les contextes démocratique et non démocratique seront donc développés et comparés.

Il est bien visible que chaque société contemporaine a une organisation politique particulière. Dans chaque société, il y a aussi des institutions, économiques, sociales et politiques, bien ou mal développées. Il existe également des caractéristiques démographiques, culturelles, religieuses, etc. Toutes ces caractéristiques décrivent plutôt de l'extérieur une certaine société. Les forces motrices des activités sociales restent inexplicables si l'analyse se limite à l'étude de ces traits extérieurs. La nature sociale des sociétés étudiées dans ce cas reste cachée. Par conséquent, l'utilisation du concept de bien-être personnel est pertinente, si le but de l'étude est la compréhension

de la logique interne de fonctionnement d'une société. Les justifications pour cette proposition sont développées plus loin.

La nature sociale de n'importe quelle société se manifeste dans une logique particulière de comportement humain dans cette société. Ce sont des individus qui reproduisent par des actions et activités quotidiennes les modèles de comportement pertinents pour chaque société. Dans chaque société, il existe certaines caractéristiques particulières de comportement qui sont communes à tous ses membres. Cela se confirme par l'existence de différentes traditions, par exemple des traditions nationales, liées aux actions et événements sociaux. Si toutes les traditions d'une société ou d'une culture donnée sont cohérentes entre elles et correspondent aux valeurs sociales de cette société spécifique, on peut affirmer l'existence d'une logique particulière de comportement social inhérente à une société donnée.

La logique de cette recherche s'appuie sur le postulat que toute la logique du comportement humain se construit autour de l'idée de l'individu, de la manière dont il est perçu dans une société et dans une culture donnée. Cette idée est largement présente dans le discours scientifique contemporain. Selon Kitayama et Markus (2000), les situations quotidiennes, même si elles semblent naturelles ou ordinaires, sont en effet « réglementées et constituées par ... une collection complexe des connaissances, des croyances, des images et des modèles de comportement socialement partagés ... sur ce qui est la personne et le soi et comment elle est liée à d'autres personnes et à d'autres objets dans le monde » (Kitayama & Markus 2000:115–116).

La variation du concept d'individu selon les cultures, et dans quelle mesure ces concepts dépendent de leur environnement culturel, sont prouvées par des recherches empiriques. Ainsi, l'idée que la perception du soi en général et du soi en relation avec d'autres est construite d'une manière particulière dans chaque contexte culturel et que cette perception varie, par exemple, entre les cultures collectivistes et individualistes

a été testée et confirmée avec le concours d'étudiants universitaires étatsuniens et japonais par Kitayama et Markus (*Ibid.*:131–132).

Même dans des cultures dites collectivistes, il existe donc un certain concept de l'individu – mais uniquement comme faisant partie intégrante d'un groupe. Le soi dans une telle culture est perçu comme un soi interdépendant, c'est à dire que les représentations de soi sont toujours vues en relation avec d'autres (Markus & Kitayama 1991:227), tandis que le soi dans une culture individualiste est perçu comme un soi beaucoup plus indépendant des membres du groupe. Les concepts de soi ou d'individu diffèrent donc dans les cultures dites collectivistes ou individualistes (Triandis 1989), (Markus & Kitayama 1991) et la place de l'individu dans ces sociétés est définie de façon fort différente. Bien entendu, même si les concepts d'individu et de soi varient entre les cultures, une représentation de l'individu existe partout, dans toutes les cultures humaines.

Chaque culture au cours de l'histoire humaine, ainsi que chaque contexte social contemporain, possède donc des concepts d'individu qui lui sont particuliers, construits autour de la définition de la place de l'individu dans l'univers, dans le groupe ou dans la société, et du rôle de l'individu dans les processus sociaux. Même si le concept même d'individu comme unité distincte n'existe pas dans certaines cultures, il existe toujours une compréhension très élaborée des rapports entre l'être humain et le divin, une volonté de compréhension de l'origine de la société (comme création par une instance divine ou par les êtres humains eux-mêmes) et des rapports entre des castes ou groupes différents. La place de chaque individu est donc toujours déterminée par rapport à ce Dieu et par rapport aux autres individus appartenant soit à une même caste, classe ou groupe, soit à une autre. On peut dire qu'un concept d'individu, sous telle ou telle forme, est toujours implicitement présent dans toutes les cultures humaines à travers l'histoire.

Au concept d'individu est liée la compréhension particulière du bien et du mal qui est présente dans toutes les cultures. L'idée générale du bien ainsi que l'idée générale du mal sous-entendent toujours implicitement la définition de ce qui est le « bien » et le « mal » pour l'individu. Selon les auteurs étudiant la variation de traitement de soi dans différentes cultures, les traitements de soi et des autres sont liés aux tâches normatives implicites que les cultures diverses attendent de ce que les gens devraient faire dans leur vie (*Ibid.*:224). Ces traitements peuvent influencer et dans de nombreux cas déterminer la nature même de l'expérience des individus (*Ibid.*). Le traitement de soi, ou le concept d'individu, est toujours lié aux normes qui règlementent le comportement des individus dans une société et aux traitements des buts et des objectifs de vie des individus. Les normes et les idées définissant des objectifs de vie sont toujours basées sur des traitements particuliers du bien et du mal. Par exemple, les préceptes religieux définissent le bien et le mal et visent à régler le comportement de l'individu d'une telle façon que ce comportement s'approche au maximum de ce qui est considéré comme « bien » pour l'individu dans une culture donnée. Les règles laïques, soit sous forme de lois, soit sous forme de prescriptions ou de règles informelles, ont finalement le même but – indiquer à l'individu ce qui est bon pour lui du point de vue de cette culture et de cette société, y compris parce que c'est également bon pour la communauté dans son ensemble. Même des sociétés très oppressives élaborent des visions particulières du « bien » de l'individu : il doit se trouver une certaine satisfaction et même un certain bonheur dans la souffrance et dans les sacrifices réalisés au nom de Dieu, du socialisme, du communisme, de la pureté de la race, de la grandeur d'une nation. Les idées générales de ce qui est « bien » pour l'individu existent donc dans tous types de société, soit historiques, soit modernes.

Dans les sociétés modernes, se basant sur la culture individualiste, a été élaboré un concept de l'individu beaucoup plus spécifique qu'avant. Par conséquent, le concept moderne du *bien pour l'individu* est également plus élaboré et précis. Dans le

discours scientifique et politique contemporain, le concept du *bien pour l'individu* a été opérationnalisé et concrétisé dans le concept du bien-être personnel. Dans les sciences humaines contemporaines, ce concept est lié aux idées de la qualité de vie, du bonheur et de la satisfaction de la vie et décrit généralement l'état économique ou émotionnel de l'individu. Dans ce projet, la notion du bien-être personnel est traitée d'une façon plus large. Le bien-être personnel est considéré ici comme l'ensemble des activités préférées, des expériences valorisées, des états et des résultats désirables, soit matériels (par exemple, l'argent), soit non matériels (par exemple, le prestige ou la réputation), de l'activité sociale. Le bien-être personnel est toujours à multiples facettes. Comme il est souligné plus haut, il peut être affecté soit par des achats matériels, soit par des expériences culturellement valorisées. Habituellement tous ces aspects, matériels et expérientiels, sont présents dans la représentation du bien-être d'une personne (Van Boven & Gilovich 2003). Les concepts particuliers du bien-être personnel déterminent l'ensemble des activités qui sont approuvées dans le contexte social donné. Autrement dit, les concepts de bien-être personnel déterminent le but des actions et quels types d'actions pour les obtenir sont désirables et approuvés dans ce contexte social.

La poursuite du bonheur et du bien-être personnel est une composante essentielle du comportement humain. Les gens peuvent donc changer et changent leurs stratégies pour maximiser le bonheur (Welzel & Inglehart 2010:43). Selon des enquêtes d'opinions, le bonheur est classé habituellement au sommet des buts que les gens espèrent obtenir (Bok 2010:45). Selon Durkheim, « le désir de devenir plus heureux est le seul mobile individuel qui eût pu rendre compte du progrès; si on l'écarte, il n'en reste pas d'autres » (Durkheim 2013:231). Tous les raisonnements suivants découlent donc de la supposition que la motivation la plus puissante de l'activité humaine est de poursuivre ou d'augmenter le bien-être personnel défini dans son sens le plus large. Cela implique que l'individu dans son activité cherche à choisir tel

comportement en raison du fait qu'il croit qu'il améliorera son bien-être personnel ou au moins ne serait pas contraire à l'idée du bien établie dans sa société.

Il y a donc en général deux types de poursuite du bien-être personnel : 1) les individus peuvent poursuivre activement ce qui est considéré comme le bien, soit matériel, soit non matériel, dans une société ou 2) ils visent au moins à rester dans le cadre de l' « admissible » pour que leur comportement soit traité comme « convenable », « pertinent », « bon » du point de vue de la société donnée et pour éviter de devenir un paria. En général, les deux types de poursuite du bien-être personnel, dans telle ou telle mesure, sont présents dans l'activité quotidienne de tous les individus.

L'affirmation de la nécessité pour des individus de rester toujours dans le cadre de règles acceptées dans une société donnée, s'appuie sur les idées d'Irving Goffman (1973, 1974) et de George H. Mead (2011).

Goffman souligne la dépendance psychologique des individus à la société. Si un individu enfreint les règles comportementales, il risque de détruire son « image de soi ». Par conséquent, l'individu agit décemment non seulement selon des exigences du système, mais également pour éviter de perdre la face ou sa personnalité. Chez Goffman, l'individu n'a pas de choix de suivre les règles ou non s'il veut être « socialement accepté ».

Goffman affirme que la communication sociale se maintient et se reproduit à travers le respect par tous les participants de l'interaction des règles ou des rites. L'ensemble des rites d'interaction constitue un ordre rituel, qui est particulier pour chaque société.

Toute l'activité sociale se base ainsi sur les règles, les rites et les cérémonies. Par conséquent, tous les individus qui veulent être inclus dans la société sont obligés de les respecter et les suivre.

Selon Goffman, les actions sociales effectuent les fonctions psychologiques, car l'activité sociale comporte une composante symbolique. Par conséquent, le respect des règles de comportement est non seulement une obligation pour des individus. En effectuant une fonction symbolique ou psychologique, le comportement réglementé rituel et cérémoniel devient un besoin humain. L'ordre social se maintient et se reproduit à travers les actions symboliques, qui sont en général volontaires. De plus, les individus ne peuvent pas s'arrêter d'accomplir ces actions, car cet accomplissement devient leur besoin psychologique (Goffman 1973), (Goffman 1974).

Selon George H. Mead, en abandonnant les attitudes généralisées de son groupe, l'individu se refuse une personnalité. Donc, il devient alors difficile pour l'individu, tant au plan existentiel que psychologique de vivre dans le groupe sans obéir aux normes (Mead 2011).

En affirmant qu'« un homme a une personnalité parce qu'il appartient à une communauté et parce qu'il assume les institutions de cette communauté dans sa propre conduite » (*Ibid.*:226), Mead met en relief la dépendance psychologique de l'individu avec la société et la nécessité psychologique pour l'individu de suivre les règles du groupe. L'individu doit convenir aux exigences du groupe pour acquérir sa propre personnalité, car « il faut être le membre d'une communauté pour être un soi » (*Ibid.*:229).

L'idée que l'individu doit suivre les normes de sa culture pour obtenir d'une meilleure façon le bien-être personnel est développée et confirmée également par des chercheurs contemporains. Par exemple, les études des enfants appartenant aux différentes traditions culturelles, Anglo (plus individualiste) et Mexicaine (plus collectiviste) aux États-Unis, montrent que ce sont les enfants anglos les plus compétitifs et les enfants mexicains les plus coopératifs qui ont les niveaux les plus élevés d'estime de soi (Triandis 2000:31) L'autonomie est plus pertinente pour une

culture individualiste, tandis que pour une culture collectiviste la coopération avec les autres, surtout avec les membres du groupe, est plus valorisée. Ces résultats soutiennent l'hypothèse que lorsque la culture et la personnalité sont conformes, il y a le bien-être personnel haut et, s'ils ne sont pas conformes, il y a le bien-être personnel bas ou faible (*low*) (*Ibid.*). En général, les individus doivent se sentir « bien » ou comme « ayant raison » (*right*) quand ils se livrent aux comportements normatifs plus que quand ils adoptent des comportements non normatifs (Oishi 2000:106).

Kitayama et Markus (2000) distinguent deux raisons pour lesquelles l'harmonisation avec le complexe culturel dominant de la société donnée peut conduire à un sentiment accru de bien-être. Premièrement, les formes culturellement sanctionnées des relations sociales sont associées aux idéologies, aux valeurs et aux normes importantes, bref avec le sens commun. Par conséquent, en faisant partie de tel complexe culturel, l'individu devrait être en mesure de se localiser dans le réseau de significations fournies par le système culturel symbolique et affirme ainsi le soi comme une entité significative, stable et largement respectable (Kitayama & Markus 2000:124). Deuxièmement, un complexe culturel utilisé pour régler des relations sociales est considéré comme capable d'assurer un degré d'échange social des ressources qui peuvent être matérialistes, symboliques ou psychologiques ou plus probablement une de leurs combinaisons (*Ibid.*). En bref, la participation à une forme prédominante de complexe culturel de relations sociales assure que chaque personne recevra des ressources de toutes sortes d'autres participants (*Ibid.*:126). « Ces ressources sont souvent impossibles à atteindre sans interagir avec les autres ». La participation culturelle est donc censée améliorer le bien-être personnel et collectif (*subjective and objective*) (*Ibid.*).

Les individus sont donc obligés d'agir conformément aux normes sociales, qui sont formées autour des idées de ce qui est bien pour l'individu. Ils peuvent agir activement pour accomplir des buts définis par la société ou juste rester dans le cadre

du comportement socialement accepté. Dans tous les cas, les idées dirigeantes sont les mêmes pour les poursuites, actives ou non actives, du bien-être personnel.

Les deux types de comportement, poursuite active du bien-être personnel et poursuite inactive visant juste à rester dans le cadre de ce qui est admissible, sont présents de façon interdépendante et complémentaire dans l'activité sociale de l'individu. La poursuite du bien-être personnel est donc considérée dans ce projet non comme un comportement extrêmement utile visant toujours à augmenter la richesse ou obtenir le prestige ou quelque chose comme ça (le développement de telle proposition signifierait une description trop primitive de comportement humain). Le concept du bien-être personnel se présente plutôt comme une stratégie générale de vie de l'individu dans une société concrète, car ce concept généralise d'une façon compréhensible et assez simple des idées du bien de la société donnée. Ce projet développe donc l'idée que le concept du bien-être personnel d'une société reflète d'une manière assez générale et abstraite les orientations principales préférées des activités sociales des individus dans cette société.

On pourrait objecter ici qu'il existe plusieurs concepts du bien-être personnel dans chaque société selon les caractères individuels, les spécificités psychologiques, intellectuelles, sociales, etc. En effet, les psychologues ont trouvé un lien entre certains traits personnels psychologiques et le comportement politique et social (Mondak et al. 2010), (Gerber et al. 2010). Cela signifie que dans leurs activités politiques et sociales, les individus réalisent leurs inclinaisons psychologiques personnelles. Cependant, cette confirmation ne nie pas l'idée de l'influence du contexte social sur le comportement et les motivations des individus. De plus, les chercheurs analysant les liens entre les traits psychologiques et le comportement politique accentuent les effets de l'environnement sociopolitique influençant le comportement des individus (Mondak et al. 2010), (Gerber et al. 2010). Les recherches empiriques montrent que les objectifs des individus sont influencés

souvent par des normes culturelles. Par exemple, « les enfants vivant dans des cultures individualistes apprennent que d'être indépendant est bon et que d'être dépendant est mauvais ... Les enfants dans des cultures collectivistes apprennent que d'être coopératifs avec d'autres et que d'être responsable de leurs rôles est crucial » (Oishi 2000:104).

Puisque ce projet se focalise sur l'influence du contexte social sur les idées et les motivations des individus l'idée que chaque contexte social impose inévitablement aux individus certaines restrictions à travers des standards, des normes et des règles est prise comme idée de départ. Les individus forment donc leurs préférences sur la base de normes et règles sociaux. Il fallait donc distinguer les deux composantes, subjective et sociale, du concept du bien-être personnel et la composante sociale est vraiment essentielle, car elle est présente implicitement, dans telle ou telle mesure, dans tous les concepts subjectifs du bien-être personnel, tandis que la composante subjective varie toujours entre les individus.

L'affirmation de l'importance de la composante sociale dans les idées du bien-être personnel s'appuie sur les idées de Mead de l'interdépendance des structures mentales et sociales.

Mead met l'accent sur l'interdépendance entre l'individu et le groupe social en indiquant que le groupe social définit « le système de symboles universellement significatifs » et « l'unité de langage » (Mead 2011:225). Le système social détermine le comportement des individus à travers un système de symboles, mais les individus, à leur tour, reproduisent ce système à travers de relations sociales et des interactions communicationnelles. L'individu et le système social ne cessent donc jamais de se façonner mutuellement.

En analysant le lien entre l'individu et l'environnement social, Mead définit deux phases générales dans l'accomplissement de soi d'un individu dans la société.

D'abord, l'individu constitue son soi en assimilant des attitudes particulières « que prennent les autres individus envers lui et envers eux-mêmes dans les actes sociaux » (*Ibid.*:226). Puis, il fait correspondre ses comportements avec les exigences du groupe dont il est membre. L'individu est obligé de réussir à adopter des attitudes généralisées dans le cadre de supports sociaux des autres, car « les soi ne peuvent exister qu'en relation à d'autres soi » (*Ibid.*:230). Par conséquent, suite aux expériences individuelles, un modèle général des conduites sociales émerge dans chaque conscience individuelle. Cela permet aux individus de reproduire le système social de la société ou, autrement dit, permet au système social d'être reproduit par les individus.

Mead met donc l'accent sur la structure sociale d'une personnalité individuelle. Chez Mead, l'individu produit son propre soi quand il se met lui-même à imiter des modèles imités et pratiqués par les autres.

Selon lui, la frontière entre nos propres soi et les soi des autres est floue (*Ibid.*).

Ainsi, chez Mead, chaque ordre social façonne son propre type de conscience de soi. L'individu et l'ordre social sont donc étroitement liés. La structure de soi est un reflet d'un modèle général de conduite acceptable pour le groupe. La personnalité des individus est donc une structure sociale intériorisée, tandis que la structure sociale est ce qui se reproduit par les individus à travers leurs diverses interactions sociales. Les actions sociales peuvent se reproduire seulement, car les individus ont appris les attitudes généralisées communes à une société et à chaque groupe social. Ces attitudes sont imposées aux individus durant leur socialisation (Mead 2011).

En bref, Mead justifie la présence inévitable d'une composante sociale dans des idées dites personnelles du monde, de l'ordre social, des normes du comportement et de soi-même.

Les études des composantes culturelles dans des concepts du bien-être personnel sont présentées largement dans le discours scientifique contemporain et le fait de la variation des concepts de bien-être personnel selon la culture est généralement accepté par les chercheurs. Les preuves de la variation des concepts du bien-être personnel selon le système des valeurs sont obtenues dans plusieurs études empiriques. Il existe donc les justifications théoriques et empiriques de ce qui est appelé « le relativisme culturel ». Selon le relativisme culturel, les sociétés différentes ont des ensembles différents de valeurs et par conséquent, les membres de différentes sociétés sont censés considérer différents critères comme pertinents lors de l'évaluation du succès de leur société. Le jugement de qualité de vie dépend donc de valeurs (Diener & Suh 2000:3). Le bien-être personnel peut donc présenter la mesure dans laquelle les membres de chaque société accomplissent les valeurs qui leur sont chères (*Ibid.*:4). Les idées du bien-être personnel reflètent donc les valeurs sociales d'une société ou d'une culture.

Le bien-être personnel peut se manifester de façons différentes dans différentes cultures parce que les cultures ayant les systèmes largement divergents des valeurs ne définissent probablement pas le bien-être personnel de la même manière (Ratzlaff et al. 2000:37). Les individus appartenant aux différentes sociétés ont donc des valeurs différentes et par conséquent leurs idées du bien-être personnel diffèrent également. Les individus définissent leur bien-être personnel en évaluant surtout « les domaines sur lesquelles ils accordent une importance spéciale » (Oishi 2000:90). Ainsi, « dans la mesure où les individus diffèrent dans leurs objectifs et valeurs, ils diffèrent dans leurs sources de satisfaction » (*Ibid.*). Les sources de satisfaction varient donc selon la culture ou selon le contexte social.

Kitayama et Markus (2000) soulignent que les différentes cultures développent les idées différentes de ce qui est bien et de ce qui est moral mais ce qui est plus significatif, c'est que les manières d'être bien et l'expérience du bien-être personnel

sont différentes (Kitayama & Markus 2000:115). Il existe donc des façons différentes d'être bien et des sources différentes de satisfaction parce que chaque contexte culturel élabore ses idéaux et ses normes et sur la base de ceux-ci, il élabore des justifications philosophiques du bien (*Ibid.*:126).

Toutes les cultures, même les plus collectivistes, proposent inévitablement quelques sources de satisfaction à leurs membres parce que la définition des sources de la satisfaction morale ou psychologique est toujours liée aux normes déterminant le bien et le mal, c'est-à-dire aux normes déterminant le comportement pertinent et socialement acceptable. Les normes morales indiquent donc directement ou indirectement où se trouvent les sources de la satisfaction pour les individus appartenant à une culture donnée et partageant des valeurs de cette culture.

Les résultats des comparaisons des sources de la satisfaction dans différentes cultures sont largement présentés dans la littérature scientifique. Les chercheurs comparent habituellement les cultures individualistes et collectivistes, occidentales et non occidentales ainsi que démocratiques et non démocratiques. Les résultats et les conclusions de telles comparaisons présentent un intérêt théorique pour les buts du projet actuel et ils sont donc examinés plus loin.

En comparant les cultures collectivistes et individualistes, les chercheurs ont trouvé que l'estime de soi est plus importante dans des cultures individualistes, tandis que l'harmonie sociale (*agrement*) est plus importante dans des cultures collectivistes (Triandis 2000:26). L'estime de soi est donc un prédicateur de la satisfaction globale de la vie plus fort dans des nations individualistes que dans des nations collectivistes. Cette conclusion s'appuie par exemple sur l'étude des femmes américaines et de l'Inde (Oishi 2000:92). Au contraire, il est probable que la qualité des relations avec d'autres joue un rôle plus important dans des cultures collectivistes que dans des cultures individualistes (*Ibid.*:93). Il faut préciser qu'il s'agit ici plutôt des relations avec les membres du même groupe ou de la famille et pas avec

n'importe quel autre lorsqu'on parle de qualité des relations dans des cultures collectivistes. Les gens dans des cultures individualistes communiquent plus souvent avec les non-membres de leur groupe d'appartenance. Ce type de communication est caractéristique de sociétés démocratiques qui sont par définition plus individualistes. Dans des démocraties stables, « il y a une réalisation plus élevée de l'interaction sociale en dehors des relations plus ou moins obligatoires de la famille ou du groupe de travail » (Almond & Verba 1965:211).

L'autonomie est positivement associée à la satisfaction de la vie dans la plupart des nations individualistes tels les États-Unis, l'Australie et l'Allemagne, tandis qu'elle n'est pas liée à la satisfaction de la vie dans des nations collectivistes tels la Chine, la Colombie et le Taiwan (Oishi 2000:98). La conformité est négativement associée à la satisfaction de la vie aux États-Unis et au Danemark, tandis que cette association n'est pas reproduite dans des sociétés hautement hiérarchisées telles la Chine, la Corée et le Japon (*Ibid.*). C'est-à-dire, être autonome est associé positivement avec la satisfaction de la vie plus fortement dans des sociétés individualistes que dans des sociétés collectivistes.

En comparant des modèles du bien-être personnel dans des nations occidentales et non occidentales, les chercheurs ont trouvé que dans des nations occidentales, l'autonomie est un indicateur important de la satisfaction de la vie, tandis que dans des nations non occidentales, les individus autonomes n'étaient pas plus satisfaits que les individus moins autonomes (*Ibid.*:102). Les idéaux occidentaux du progrès, du libéralisme, de l'égalitarisme et de la liberté étant appliqués à un autre contexte culturel peuvent ne pas trouver, mais plutôt déformer les expériences vécues des individus de ces cultures (Kitayama & Markus 2000:153).

En comparant des sociétés démocratiques et non démocratiques, Inglehart et Klingemén (2000) ont réalisé que les institutions démocratiques ne font pas nécessairement un peuple heureux. Par exemple, les données de l'Enquête mondiale

sur les valeurs témoignent que le public chinois possède un niveau du bien-être personnel plus élevé que toutes les autres sociétés qui ont eu une expérience de régime communiste, bien que la société chinoise est la plus autoritaire parmi les pays de l'échantillon de l'enquête (Inglehart & Kligemann 2000:179). Ces résultats montrent que d'un côté, les gens peuvent trouver des sources de satisfaction de la vie même dans des sociétés les plus oppressives et, d'un autre côté, que des sources de satisfaction de la vie sont vraiment différentes dans des sociétés démocratiques et non démocratiques.

Tous ces constats de différences entre les déterminants de la satisfaction de la vie présentés plus haut confirment la relativité du concept du bien-être personnel et sa dépendance au contexte social. Ces exemples montrent également que les types de classification des sociétés pour une comparaison des idées du bien-être personnel peuvent varier selon les objectifs de la recherche. La classification des sociétés utilisée dans le projet actuel est justifiée plus loin.

Dans ce projet, il est donc accepté que la composante sociale (ou culturelle) est une composante de base qui façonne et corrige d'une manière dure et inexorable les concepts subjectifs du bien-être personnel. Il est donc nécessaire de saisir cette composante sociale pour concevoir la base commune de tout l'éventail des concepts subjectifs du bien-être personnel dans une certaine société.

Dans ce projet, la démocratie et la non-démocratie sont distinguées comme les deux principaux types de contextes sociaux dans le monde contemporain. Telle classification des sociétés, s'appuie sur l'idée que la démocratie moderne présente un univers unique et particulier qui diffère de tous les autres contextes sociaux dans l'histoire humaine. Basée sur la culture individualiste, la démocratie moderne construit un univers social où, en idéal, il y a une place digne et égale pour tous les individus indépendamment de leur race, sexe, nationalité ou affiliation religieuse. Puisque la démocratie moderne, en tant qu'univers social englobe différentes

communautés nationales et religieuses, les frontières du contexte social démocratique ne correspondent donc pas aux frontières entre des cultures nationales traditionnelles. Le bon fonctionnement de la démocratie libérale n'exige donc pas d'existence d'un contexte national ou culturel homogène. Comme l'affirme Abizadeh (2002), la démocratie libérale peut bien fonctionner dans des contextes multinationaux et post-nationaux (Abizadeh 2002:495) et la confiance indispensable pour l'intégration sociale n'est pas dépendante de la culture nationale partagée (*shared national culture*) (*Ibid.*:507). Cela signifie que ce ne sont pas des caractéristiques linguistiques ou l'ethnicité partagée (*shared ethnicity*) qui déterminent la mentalité, mais « la reconnaissance des valeurs démocratiques et des droits de l'homme et comment ils sont contextualisés dans une tradition constitutionnelle particulière » (*Ibid.*:496).

Il existe également les sociétés non démocratiques multinationales. Cependant, le trait clé et particulier de la démocratie moderne est qu'elle accepte l'idée de l'égalité de dignité de tous les groupes, soit nationaux, religieux, etc. Par exemple, dans une société démocratique et ouverte, « le devoir d'intégration de la part des immigrants envers la majorité est indissociablement lié ... à la responsabilité de protection que la majorité assume à l'égard des minorités » (Armony 2007:163–164). La plupart des sociétés démocratiques ont adopté des lois visant à protéger les minorités (*Ibid.*:164). Les discussions mêmes des droits des minorités ne sont caractéristiques que pour des sociétés démocratiques où ces discussions occupent une place importante (Kymlicka 1995).

Ce projet défend donc l'idée que dans le monde contemporain, ce n'est pas l'affiliation religieuse ou l'appartenance raciale et nationale qui détermine principalement la mentalité d'un individu. Par exemple, des individus appartenant à une même nationalité ou ayant la même affiliation religieuse, mais étant d'origines différentes (de pays démocratique et non démocratique) diffèrent entre eux plus que

des individus instruits dans la même société même s'ils appartiennent aux différents groupes raciaux, nationaux ou religieux.

L'idée de ressemblance des membres de la même société est en accord avec le concept de Mead de la présence chez tous les individus d'une même conception de l'Autrui généralisé. Chez Mead c'est un ensemble d'attitudes sociales généralisées, qui permet à la société de se maintenir et de se reproduire dans le temps. Selon ce dernier, toutes les activités collectives et coopératives sont possibles uniquement si « tout individu qui y est impliqué peut prendre les attitudes générales de tous les autres individus à l'égard de ces activités (...) et à l'égard du tout social des relations et des interactions sociales ainsi constitué » (Mead 2011:223–224).

Selon Mead, les actions collectives sont donc un accomplissement collectif de certaines attitudes, qui sont communes pour tous les participants. Ces actions sont possibles grâce au fait que tous les individus prennent les mêmes attitudes générales. Les individus diffusent l'attitude de l'Autrui généralisé dans leurs diverses interactions, et conséquemment, tous les individus connaissent cette attitude et la reproduisent dans leurs interactions sociales quotidiennes.

Pour Mead, il est donc inévitable que les membres d'une même société aient les mêmes idées de l'ordre social et du comportement social accepté, tandis que les membres d'une autre société peuvent avoir d'autres attitudes généralisées. Cela lié entre autres au fait que les attitudes généralisées correspondantes à une société donnée se distribuent et s'assimilent seulement dans des interactions sociales. L'activité communicationnelle contribue à la production et la reproduction de l'existence sociale et elle « est postulée fondatrice du social » (Thériault 1985:96).

Les individus peuvent reproduire des attitudes généralisées non seulement par une interaction directe avec d'autres personnes, mais en tant que les membres de groupes abstraits. Cela permet à la société d'exister en tant qu'une totalité unifiée par les

mêmes attitudes (Mead 2011). Cette idée est la clé pour conceptualiser la possibilité d'une société unifiée dans laquelle tous les individus partagent généralement les mêmes valeurs sociales.

Dans le monde contemporain, le procès d'individualisation est lié également avec la démocratisation et avec l'élargissement de l'espace public démocratique repose sur une tendance à la négation identitaire (Thériault 1994:29). Les identités traditionnelles locales sont donc devenues moins importantes que l'identité basée sur l'appartenance à une société démocratique.

La question de la compatibilité des identités traditionnelles avec la démocratie moderne et avec la démocratisation même, ainsi que la question des transformations identitaires en cours de démocratisation sont analysées par Duchastel (2009) par l'exemple des sociétés africaines qui traversent une période des transformations démocratiques. « Les identités ethniques se posent ... comme obstacle à la réalisation d'une communauté de citoyens qui les engloberait » (Duchastel 2009:34). Les identités traditionnelles ainsi que les liens communautaires entravent le processus de démocratisation, car ils « rendent difficile l'émergence du sujet individualisé ou autonome qui est présupposé dans la logique des droits démocratiques » (*Ibid.*:45). Il existe un lien entre l'autoritarisme de l'État et l'existence de plusieurs identités traditionnelles ou communautaristes. Ces identités non seulement rendent difficile l'émergence de l'individu autonome, mais le caractère autoritaire et clientéliste des États tient « largement à l'existence de solidarités ethniques en conflit » (*Ibid.*).

Toutes ces remarques sont pertinentes non seulement pour une société particulière, soit africaine, soit autre. Les relations particulières entre la démocratie moderne ou la démocratisation et des identités traditionnelles reflètent plutôt une tendance assez générale. Par exemple, le problème des identités ethniques traditionnelles a été posé également devant des sociétés occidentales qui l'ont surmontée « à travers plusieurs solutions institutionnelles » (*Ibid.*).

Le processus de démocratisation qui est également lié avec la mondialisation implique la formation d'identités nouvelles qui rendent la solidarité des citoyens démocratiques possible. « Dans le contexte de la mondialisation, se développe un ensemble de nouvelles identités fondées sur des appartenances et des intérêts qui n'ont plus de fondement ethnique, communautaire ou familial, mais qui se rapportent aux nouvelles formes de la vie associative caractéristiques d'une société civile naissante » (*Ibid.*:34–35). La démocratisation transforme donc l'idée même de l'identité. C'est la mentalité démocratique ou non démocratique qui définit dorénavant plus correctement l'identité moderne.

La conclusion suivante découle des suggestions précédentes. Dans le monde contemporain, il a y un processus de remplacement d'une manière ou d'une autre des identités ethniques par une identité commune pour plusieurs groupes ethniques et nationaux basés sur l'appartenance à la même société civile moderne démocratique. « Il n'y a pas d'avancée de la démocratie sans un recul des passions identitaires » (Thériault 1994:28). Cela signifie que l'appartenance à une société, démocratique ou non démocratique, peut refléter plus les idées générales du bien-être personnel d'un individu que leur appartenance à un groupe national ou religieux. C'est pourquoi, la division des sociétés contemporaines en démocratiques et non démocratiques reflète plus adéquatement des différences essentielles dans la mentalité des différentes sociétés, que toutes les autres divisions, soit sur la base des régions géographiques ou des cultures nationales.

Ce projet se focalise donc sur la comparaison des idées démocratiques et non démocratiques du bien-être personnel comme deux principaux types de visions de ce qui est *bien pour l'individu*, deux types principaux de réglementation de vie dans le monde contemporain. Ces deux visions correspondent, dans une certaine mesure, aux visions du bien-être personnel individualiste et collectiviste ou traditionnel et modernisé. Les sociétés démocratiques peuvent être qualifiées comme individualistes

et modernisées et les sociétés non démocratiques comme collectivistes et traditionnelles, parce que la démocratie moderne est associée habituellement à la culture individualiste (Inglehart & Oyserman 2004), (Thériault 1994), (Durkheim 1898) caractéristique plutôt des sociétés riches (Triandis 1989) et à la modernité. La modernité est considérée ici comme l'antipode du traditionalisme parce qu'une société traditionnelle tend à reproduire les traditions des ancêtres dans tous les domaines de la vie et une société modernisée vise plutôt à détruire les traditions des ancêtres pour établir les règles nouvelles. La notion « modernité » est donc utilisée ici comme notion purement descriptive qui vise à souligner la différence entre les sociétés respectant et gardant plus les traditions des ancêtres et les sociétés qui tendent plus à établir les règles nouvelles dans tous les domaines de la vie.

La culture individualiste est habituellement associée aux sociétés de l'Europe du Nord et de l'Ouest et de l'Amérique du Nord, tandis que les sociétés de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud sont associées aux cultures collectivistes (Triandis 2001:908). Les sociétés européennes et nord-américaines sont démocratiques et les sociétés asiatiques, africaines et sud-américaines sont pour la plupart des cas non démocratiques (voir (Kekic 2007)). Les sociétés non démocratiques sont supposées donc d'être respectivement plus collectivistes et plus traditionnelles que les sociétés démocratiques dans le sens qu'elles limitent plus la liberté d'expression personnelle et l'indépendance individuelle en établissant la primauté des intérêts de groupe et des traditions.

La dimension démocratique/non démocratique subsume les dimensions individualiste/collectiviste et moderne/traditionnelle. Cependant, la démocratie moderne, contrairement aux particularités économiques et culturelles, fait toujours référence à un système de valeurs assez spécifiques, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. En parlant de la démocratie moderne, on garde toujours en tête certaines valeurs qui doivent être nécessairement respectées pour que la présence

même de la démocratie moderne soit constatée, tandis que toutes les autres caractéristiques des sociétés modernes, soit économiques, démographiques, même culturelles et religieuses n'impliquent pas des principes censés être respectés dans toutes les sphères de la vie, sociale, politique et économique. Ce sont donc les concepts du bien-être personnel, notamment démocratiques et non démocratiques, qui rendent visibles les différences les plus profondes entre les sociétés contemporaines et qui présentent l'objet central de ce projet.

En reconnaissant que les résultats de la recherche actuelle pourraient être fructueux pour de plus amples recherches seulement si la dimension démocratique/non démocratique est acceptée comme justifiable, nous présentons nos arguments en faveur de cette dimension dans la section suivante.

Discussion : la dimension démocratique/non démocratique versus les dimensions individualisme/collectivisme, riche/pauvre et moderne/traditionnelle

Les recherches comparatives des déterminants de la satisfaction de la vie considèrent principalement les sociétés riches et pauvres ou les cultures individualistes et collectivistes. Par conséquent, la question légitime est pourquoi ne pas comparer les concepts de bien-être personnel dans les pays riches et pauvres ou dans les sociétés individualistes et collectivistes. En d'autres termes, qu'est-ce que la dimension démocratique/non démocratique ajoute à l'analyse des idées de bien-être personnel ? La réponse à cette question est liée à la définition de démocratie moderne et de l'individualisme/collectivisme. Le concept de démocratie moderne met en évidence le système très particulier des valeurs et des principes sociaux, tels que la protection des droits de l'homme, le respect des libertés individuelles et les élections libres et contestables, comme il a été déjà noté. Les principes démocratiques de base sont censés être respectés dans toutes les sphères de la vie - sociale, économique et politique. Par conséquent, la dimension démocratique/non démocratique oppose deux systèmes de valeurs, deux systèmes qualitativement différents de principes

d'organisation de vie sociale et politique de la société. Alors que la dimension individualisme/collectivisme souligne surtout les principes de relations interpersonnelles et les relations entre l'individu et le groupe. La dimension individualisme/collectivisme nous aide à comparer les idées de liberté individuelle et de conformisme dans les sociétés démocratiques et non démocratiques. Cette dimension montre également les attitudes aux non-membres de groupe et à la tolérance à la réalisation personnelle et à la diversité.

La richesse de la société donne également certaines informations sur la vie des gens, comme la probabilité de mourir de faim, de l'extrême pauvreté, de la corruption et de la criminalisation.

Le niveau de la modernisation de pays indique le niveau d'urbanisation, de développement des systèmes médicaux et éducatifs et de mobilité géographique, économique et professionnelle des individus. « La société traditionnelle » se réfère à la religiosité, au conformisme avec les valeurs du groupe et à la restriction de mobilité sociale des individus. En utilisant la dimension moderne/traditionnelle, ce projet vise à distinguer les sociétés orientées vers les traditions des ancêtres limitant toujours la liberté individuelle (ce sont également les sociétés plutôt rurales) et les sociétés plus urbanisées, industrialisées et impliquant la mobilité sociale intense des individus. Le but de cette distinction est de montrer que la liberté individuelle est plus limitée dans les sociétés traditionnelles que dans les sociétés modernisées. Le projet actuel ne considère donc pas les classifications des sociétés selon les théories de modernisation et de convergence développées dans la deuxième moitié du XX siècle.

La dimension démocratique/non démocratique renvoie simultanément à l'ensemble de ces caractéristiques : l'individualisme/collectivisme, à la richesse du pays, à la modernité et d'ailleurs à un grand ensemble d'autres aspects de la vie. La démocratie moderne se réfère à une organisation politique spécifique, à la règle de loi, aux institutions responsables, à la protection des libertés individuelles et des droits de

l'homme, à la tolérance à la diversité religieuse et ethnique, à la société inclusive, à la société civile impliquant l'activité politique et sociale des citoyens responsables, etc. Par conséquent, si quelqu'un vise à comparer les principes de l'organisation de vie des individus, la dimension démocratique/non démocratique est un concept plus large que tous les autres, il donne beaucoup plus d'information de base que les dimensions individualisme/collectivisme, riches/pauvres ou modernes/traditionnels. Par conséquent, la dimension démocratique/non démocratique subsume les dimensions individualisme/collectivisme, riche/pauvre ou moderne/traditionnel, elle constitue la mesure la plus extensive pour l'analyse des contextes sociaux modernes.

Pour résumer, l'analyse comparative des idées démocratiques et non démocratiques de bien-être personnel donne une information plus complète que l'analyse de ces idées dans les sociétés individualistes/collectivistes, riches/pauvres ou modernes/traditionnelles.

Résumé

En résumé, les raisonnements développés dans ce chapitre suivent la logique suivante. La nature sociale de toutes sociétés se manifeste dans une logique particulière de comportement humain propre à cette société. Toute la logique du comportement humain se construit autour de l'idée de l'individu, comment il est perçu dans une société et dans une culture donnée. Au concept de l'individu est lié la compréhension particulière du bien et du mal qui est toujours présent dans toutes les cultures. La motivation la plus puissante de l'activité sociale humaine est de poursuivre ou d'augmenter le bien-être personnel défini dans un sens large. Le concept du bien-être personnel est présenté ici en tant que stratégie générale de vie de l'individu dans une société, car ce concept généralise les idées du bien d'une société donnée. Les concepts du bien-être personnel varient en fonction de contexte social. En tenant compte des particularités de la démocratie moderne en comparaison avec tous les autres types de sociétés, dans ce projet, deux principaux types des contextes

sociaux sont distingués, démocratique et non-démocratique. Par conséquent, ce sont les concepts du bien-être personnel démocratique et non démocratique qui constituent l'objet central de l'analyse actuelle.

Sur la base de l'analyse de la démocratie moderne et de la non-démocratie présentée dans le premier chapitre, certaines considérations générales sur des idées démocratiques et non démocratiques du bien-être personnel peuvent être maintenant proposées. Ces considérations ne sont qu'une esquisse préliminaire de la recherche comparative dont la description plus détaillée est présentée plus loin.

Le bien-être personnel dans des sociétés démocratiques et non démocratiques : considérations préliminaires

Dans des sociétés démocratiques, le bien-être personnel est censé être lié à l'expression personnelle, parce que la démocratie encourage des individus à réaliser leur personnalité à travers différentes actions et activités sociales en protégeant la liberté d'associations, de conscience, de parole, etc., et en développant la tolérance envers une diversité d'expressions personnelles. Tandis que dans des sociétés non démocratiques, le bien-être personnel dépend plutôt de relations avec le groupe et du respect des normes du groupe et des hiérarchies établies. Dans ces sociétés, les individus doivent donc éviter toute expression personnelle empêchant ou contredisant la conformité avec le groupe. Dans une culture individualiste, l'individu aspire à être unique et le meilleur, par exemple comme spécialiste, pour réaliser ses projets ou pour faire une carrière. Tandis que dans une culture collectiviste, étant plus oppressive envers des libertés individuelles, la réalisation des projets et des carrières dépend plutôt de la conformité de l'individu avec les normes du groupe. Des individus qui se distinguent des autres et qui osent exprimer leur personnalité divergente risquent toujours de devenir parias ou opposants. Ce ne sont pas des qualités professionnelles, mais la loyauté à l'administration qui est plus valorisées dans ces sociétés. Dans des sociétés collectivistes, avec lesquelles la non-démocratie

est plutôt associée, l'individu est interdépendant avec d'autres membres du groupe, soit familial, soit professionnel (Markus & Kitayama 1991). Par conséquent, il doit toujours respecter d'abord les intérêts du groupe et sa réalisation personnelle est liée inévitablement à l'accomplissement des attentes du groupe.

Le désir d'enrichissement, dans telle ou telle mesure, est naturel pour tous les gens et la situation économique de ménage est donc censée influencer la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés. La richesse est censée être un élément essentiel du bien-être personnel indépendamment du type de société. Cependant, la place de la richesse parmi d'autres composantes du bien-être peut différer en fonction de la société. Dans des pays pauvres, la satisfaction due à la richesse est un meilleur prédicateur de la satisfaction de la vie que dans les pays riches (Triandis 2000:17). Dans les sociétés démocratiques, la richesse peut être moins valorisée que la réalisation personnelle à travers de travail ou d'autres activités. Les individus peuvent préférer un travail moins rémunéré, mais plus intéressant, ou encore ils peuvent préférer travailler moins pour avoir plus de temps libre pour les loisirs. Cependant, la hiérarchie des valeurs dépend non seulement du régime sociopolitique, mais également de la richesse du pays. Selon Inglehart, dans des sociétés riches, les valeurs post matérialistes, qui donnent une forte priorité à l'expression personnelle, remplacent graduellement les valeurs matérialistes (Inglehart 1993). Ces changements culturels sont liés au développement économique et à l'émergence d'une technologie avancée qui offre la possibilité d'amasser de la richesse, parce que les valeurs post matérialistes ne peuvent apparaître que dans une société déjà riche. Mais, la richesse, elle-même, ne garantit pas d'émergence des valeurs post matérialistes (*Ibid.*). Dans le discours scientifique, il existe donc l'hypothèse, bien que pas complètement confirmée, du lien entre la richesse d'un pays et leurs valeurs sociales.

Bien que les pays non démocratiques sont en général assez pauvres et souvent beaucoup plus pauvres que des pays démocratiques (Figure I.3), il est probable que

les préférences des individus dans ces pays sont déterminées plutôt par leur pauvreté que par le régime. Cependant, les pays non démocratiques riches ne développent pas nécessairement les idées post matérialiste, ou individualistes, comme la Russie ou l'Arabie Saoudite et, la mentalité individualiste peut émerger dans des sociétés assez pauvres et non industrielles, par exemple dans l'Europe de l'époque des Lumières. Le lien entre un régime sociopolitique, la richesse du pays et la mentalité n'est donc pas univoque, tandis qu'un lien entre le type de régime politique et la mentalité est beaucoup plus évident, surtout si l'on parle de la démocratie moderne qui prononce et explique ouvertement ses valeurs de base.

Un modèle théorique du bien-être personnel plus élaboré, ainsi que le modèle statistique pour l'analyse empirique sont présentés et discutés plus loin, dans le troisième chapitre.

II.2 Bien-être personnel comme objet de la recherche scientifique

Cette section se focalise sur l'examen du bien-être personnel comme objet de la recherche scientifique en analysant des idées des auteurs contemporains étudiant le bien-être personnel, le bonheur et la satisfaction de la vie. La discussion présentée qui suit montre en même temps l'importance du concept du bien-être personnel dans le discours scientifique contemporain et la possibilité des traitements divers de ce concept.

Le bien-être personnel est le concept principal par lequel nous tenterons de mesurer les valeurs différentes entre sociétés démocratique et non démocratiques. Cette section aborde donc l'opérationnalisation du concept du bien-être personnel en utilisant la mesure de la satisfaction de la vie.

Le bien-être des individus est lié au bonheur et à la satisfaction de la vie. Il peut être défini comme l'évaluation positive de la vie par des individus (Diener & Seligman 2004:1). Le bien-être personnel dépend de l'obtention de certains biens, soit matériels ou non matériels ou de tout autre résultat désirable. Le bien-être est également un concept utilisé pour décrire des cibles de la politique sociale dans les sociétés démocratiques contemporaines (*Ibid.*) et pour évaluer mieux la conception et le fonctionnement de la politique sociale (Dolan & Metcalfe 2012). Selon Diener et Seligman (2004), le bien-être doit être la cible ultime autour de laquelle les politiques économiques et sociales sont construites et les politiciens doivent baser leurs campagnes sur leurs plans de réduction de la détresse et d'augmentation de la satisfaction de la vie (Diener & Seligman 2004:2). Le monitoring du progrès du bien-être est donc nécessaire pour obtenir l'information précieuse à des fins de politique (Dolan & Metcalfe 2012). Le bien-être, comme cible de la politique, est caractéristique plutôt pour les sociétés démocratiques où les leaders politiques figurent en tant que représentants des citoyens et sont élus pour promouvoir la prospérité des gens (Bok 2010:46), parce que l'objectif de la démocratie est de ne pas

être démocratique, il est de servir les gens (Ringgen 2011:13). Le gouvernement élu d'une façon non démocratique peut rester loin des désirs des électeurs (Bok 2010:210). Cependant, bien que dans des sociétés non démocratiques, le bien-être des individus ne figure pas sur une liste des principales tâches d'État et du gouvernement, les visions du bien-être personnel y existent tout de même. Par conséquent, bien que le concept du bien-être personnel soit associé plutôt à la politique sociale et à la mentalité des sociétés démocratiques, les visions du bien-être personnel constituent un élément universel des cultures humaines et ils peuvent donc être analysés dans les sociétés démocratiques ainsi que dans les non démocratiques.

Nous commençons l'analyse du bien-être personnel comme objet de la recherche scientifique par l'analyse qu'en fait Amartya Sen, un économiste américain d'origine indienne. Le concept du bien-être personnel de Sen est choisi pour l'analyse détaillée parce que d'un côté ce concept bien qu'étant assez populaire, ne reflète pas toutes les particularités du bien-être personnel conçu comme motivation des actions sociales et laisse donc un espace pour un développement plus avancé et plus approfondi. De l'autre côté, il y a beaucoup d'aspects du bien-être personnel qui sont bien analysés par Sen et qui complètent le concept développé dans ce projet. L'analyse du concept de Sen aidera donc à mieux spécifier l'approche développée dans le projet actuel.

Sen analyse le bien-être personnel dans le cadre de sa critique du concept utilitariste selon lequel le seul fait moral fondamental est le fait du bien-être subjectif (Sen 1985:185). Sen reconnaît l'importance du bien-être pour l'analyse morale, mais il conteste son unicité. Il note que pas toute l'activité des gens a pour but de maximiser le bien-être. L'estimation du succès de l'action est plus large que l'évaluation du bien-être (Sen 1993:276). Sen insiste qu'il existe d'autres buts que le bien-être (Sen 1985:186). Il note que le choix personnel est guidé par les nombreux motifs, parmi lesquels la poursuite du bien-être personnel n'est que l'un parmi d'autres (*Ibid.*:188). Selon lui, l'estimation du bien-être peut nous diriger dans une direction, tandis que

l'appréciation des réalisations dans les termes des buts totaux de l'individu peut nous diriger dans une autre direction, puisque l'individu peut avoir d'autres objectifs que la poursuite de son bien-être personnel (Sen 1993:275). La motivation du bien-être peut-être dominante dans certains choix, mais pas dans les autres (Sen 1985:188). Sen souligne que le mélange de motivations rend difficile la formulation de l'idée du bien-être personnel comme la seule base du choix (*Ibid.*). Il argue que la personne peut bien évaluer d'autres choses que le bien-être personnel (*Ibid.*:190). Il note que l'aspect de l'action (*agency aspect*) de la personne et le pouvoir de former et de poursuivre le concept du bien peuvent diriger les désirs de la personne dans une direction différente du bien-être personnel (*Ibid.*) et que l'accomplissement des obligations peut avoir un impact négatif sur le bien-être personnel (*Ibid.*:187).

L'idée de Sen selon laquelle la poursuite du concept du bien peut diriger les désirs de la personne dans une direction qui diffère de son bien-être et que l'accomplissement des obligations peut influencer négativement le bien-être semble assez contestable si l'on suppose que toutes ces activités sont effectuées par l'individu volontairement et librement. Si l'individu poursuit un concept du bien volontairement et librement, cette poursuite, elle-même, lui donne une satisfaction. Même si l'individu est forcé à faire de grands sacrifices en faveur du concept du bien, comme il le voit, la poursuite de bien lui permet de réaliser sa personnalité et ses convictions. Même si la réalisation du concept du bien est effectuée au prix de perdre des biens matériels ou la liberté, elle lui donne une certaine satisfaction, sinon personne ne poursuivrait volontairement et librement aucun concept du bien. L'accomplissement volontaire des obligations, à son tour, peut soulager la conscience, libérer l'individu des dettes, etc. Même si le processus, lui-même, peut être douloureux, le résultat apporte une satisfaction. Il faudrait donc distinguer des actions et des activités qui sont choisies et effectuées volontairement et librement de celles qui ne sont pas (par exemple, se marier par force, faire une banqueroute, avoir des accidents) pour parler de leur impact sur le bien-être personnel.

En tant qu'exemple d'une action guidée par une autre motivation que la poursuite du bien-être personnel, Sen décrit la situation du sauvetage du noyé. Sen argue que l'individu qui a décidé de sauver le noyé ne vise pas à augmenter son bien-être personnel. Cependant, dans certains cas, le fait de sauver un noyé étant effectué volontairement peut refléter certains traits personnels de l'individu qui effectue cette action. Par exemple, une propension à aider les gens, un héroïsme de nature ou juste une capacité de trouver un plaisir dans des actions contenant un risque. Par conséquent, le sauvetage du noyé peut également augmenter le bien-être personnel du sauveteur en contribuant aux réalisations de ses inclinations et ses caractéristiques personnelles. Dans tous les cas, Sen prend comme exemple une situation très rare et qui peut n'être jamais arrivée chez la plupart des individus.

Alkire poursuit l'idée de Sen en notant que le fonctionnement d'une personne n'est pas limité par le bien-être de cette personne, mais peut faire avancer les autres aspects du concept du bien, par exemple sauver des animaux ou changer la politique du gouvernement (Alkire 2005:219). Cependant, les exemples décrits ne semblent pas être pertinentes parce que le sauvetage des animaux ou l'obtention d'autres buts, comme le changement de politique, ne sont que des fonctions manifestes des actions, tandis que la seule fonction latente, en utilisant la terminologie de Robert Merton, des mêmes actions est l'obtention de la satisfaction grâce à l'activité particulière. Les personnes qui visent à changer quelque chose ou obtenir quelque but trouvent la satisfaction dans l'activité, elle-même, qui les conduit vers les résultats désirables manifestés, y compris, en réalisant leur personnalité, ou trouvent la satisfaction dans les résultats obtenus. Sinon, ils devraient changer leur activité, sous condition que cette activité soit effectuée délibérément et volontairement.

Erich Fromm en analysant les motivations des actions, a noté que des idées qui ne sont pas enracinées dans des besoins puissants de la personnalité auront une influence limitée sur des actions et la vie entière de la personne intéressée (Fromm 1958:64). La

réalisation des besoins de la personnalité est donc un stimulus puissant des actions humaines et cette réalisation même, à son tour, apporte une certaine satisfaction. Les gens donc peuvent changer et changent leurs stratégies pour maximiser le bonheur (Welzel & Inglehart 2010:43) et l'action (*agency*) des individus implique le pouvoir d'agir délibérément pour leur avantage (*Ibid.*:44). Bok note (en se référant à (Oishi, Diener, & Lucas 2007)), que selon des enquêtes d'opinions, le bonheur est classé habituellement au sommet des buts que les gens espèrent obtenir. (Bok 2010:45). Nous postulons donc que la fonction, soit manifeste soit latente, comme la motivation cachée ou inconsciente, de la majorité des activités et des actions des individus est l'obtention de la satisfaction, ou en d'autres mots, la poursuite du bien-être personnel (défini de manière large) reflétée par cette satisfaction. On peut donc conclure que le bien-être personnel figure en tant que motivation, soit manifeste, soit latente, dans la majorité des actions et activités humaines dans toutes les sociétés. Cette conclusion est essentielle pour la suite de la présente analyse.

Il est nécessaire de concevoir une définition plus précise du bien-être personnel pour analyser les hypothèses discutées par la suite. Selon Sen, la principale caractéristique du bien-être peut être définie dans le sens de comment une personne peut « fonctionner », en prenant ce terme dans le sens très large. Sen fait allusion aux différentes actions et conditions d'existence qui entrent dans l'estimation de ce fonctionnement. Ce seraient des activités (comme manger ou lire) ou des conditions d'existence (comme être bien nourri, être libre de malaria, n'être pas honteux de sa pauvreté, etc.). Dans son analyse, Sen parle de l'ensemble des fonctionnements qu'une personne réalise réellement. Selon lui, la principale caractéristique du bien-être personnel d'un individu est l'ensemble des fonctionnements qu'il obtient (Sen 1985:197–198). La caractéristique centrale du bien-être serait la capacité d'obtenir un fonctionnement apprécié (*Ibid.*:200). Sen note également que des activités pertinentes au bien-être varient des activités élémentaires, comme échapper à la morbidité et à la mortalité, avoir de la mobilité, aux activités complexes comme être heureux, obtenir

le respect de soi, prendre parti dans la vie de la communauté, apparaitre devant le public sans honte (Sen 1993:276). Il note que l'index de l'abondance ou des biens primaires ne peut pas être considéré comme l'index de bien-être (Sen 1985:200). Le bien-être personnel, selon Sen, ne se réduit donc pas au bien-être économique ou matériel.

Sen se demande également si le bien-être peut être mieux compris étant associé à l'utilité. Il note qu'il y a différentes interprétations de l'utilité, en particulier : le bonheur, l'accomplissement des désirs, le choix. Il critique l'identification du bien-être avec tous les trois. Selon l'interprétation de l'utilité comme choix, l'utilité est ce que l'individu choisit de chaque sous-ensemble de l'ensemble des alternatives (*Ibid.*:187). Cependant, Sen note que le choix de l'individu peut être guidé par un nombre de motifs et non seulement par la poursuite du bien-être personnel (*Ibid.*:188). Selon lui, le mélange de motivations rend difficile la possibilité de former l'idée du bien-être personnel seulement sur la base d'information du choix. Quant au bonheur, il est essentiellement un état mental et ignore d'autres aspects du bien-être personnel. De plus, il existe d'autres états mentaux que le bonheur pertinent au bien-être personnel. Sen conclut, que bien que le bonheur soit en relation directe avec le bien-être personnel, il ne suffit pas à représenter le bien-être. À propos de l'approche de l'utilité comme l'accomplissement des désirs Sen note que bien que les désirs reflètent le bien-être personnel, l'orientation des désirs de l'individu peut différer du bien-être personnel (*Ibid.*:190). Il rejette donc l'identification du bien-être avec l'utilité sous n'importe quelle forme : soit comme bonheur, soit comme réalisation des désirs, soit comme choix (*Ibid.*:203). Selon lui, l'aspect du bien-être de la personne conduit vers le concept particulier de liberté, qu'il a nommé la liberté du bien-être (*Ibid.*).

La définition du bien-être personnel développée dans ce projet et discuté dans le chapitre précédent correspond en général à la définition de Sen. Nous considérons

aussi le bien-être personnel comme l'ensemble des activités ou des états (par exemple, être satisfait par son travail). Nous ajoutons aussi des composantes matérielles (par exemple, l'argent) et non matérielles (par exemple, le prestige ou la réputation) qui ne peuvent pas être définies comme des actions ou des états, mais plutôt comme des résultats des activités sociales. Suivant l'analyse de Van Boven et Gilovich (Van Boven & Gilovich 2003), nous ajoutons des expériences appréciées comme une composante essentielle du bien-être personnel. Nous précisons également que des activités, des états, des expériences et des résultats pertinents au bien-être sont désirables et influencent donc la satisfaction de la vie.

Ce dernier ajout est substantiel pour la suite de l'analyse. Nous trouvons essentielle la supposition que les individus choisissent parmi toutes les activités, celles qui leur donnent plus de satisfaction, soit en contribuant à la réalisation des propensions personnelles, soit en permettant d'obtenir des biens ou des états désirables. Nous supposons également que le degré de satisfaction que des individus reçoivent de certaines activités dépend, non seulement des exigences physiologiques (être bien nourri), mais également des standards de vie d'une société, même dans des sociétés assez pauvres où être bien nourri présente probablement le but le plus désirable mais pas le seul pour plusieurs individus. Le but d'être bien nourri n'abolit pas d'autres buts, définis par le contexte social, sinon les individus seraient considérés plutôt comme des animaux et pas des êtres humains.

Cette recherche se focalise donc sur l'analyse des différences dans les actions, les états et les résultats préférés et désirables en fonction de contexte social. Particulièrement, dans des contextes démocratique et non démocratique comme ces deux types des contextes sont considérés comme deux principaux types des contextes sociaux contemporains.

Sen note qu'en analysant l'aspect du bien-être de la personne, l'attention doit être mise sur les capacités de la personne d'obtenir l'ensemble des fonctionnements

qu'une autre personne a déjà obtenus pour comparer les opportunités que les différentes personnes ont. L'analyse du bien-être n'est donc pas limitée par l'analyse des ensembles choisis (Sen 1985:201), mais implique également une analyse des capacités et des possibilités de les obtenir. Sen développe cette idée dans le cadre de sa théorie de la justice. Cette position est justifiable, si l'individu est considéré comme une unité abstraite dans une analyse privée de son contexte social. Par exemple, Sen compare deux personnes ayant des ensembles de fonctionnements identiques : toutes les deux ont faim, mais à cause de raisons différentes, une personne est pauvre, tandis que l'autre a faim à cause de ses convictions religieuses. Sen note que le bien-être de ces deux personnes peut être considéré comme identique. Cependant, il note qu'il y a une grande différence entre eux, parce que la personne qui est pauvre n'a pas choisi d'avoir faim, tandis que la deuxième personne a faim en raison de son choix (*Ibid.*). Sen compare également le bien-être d'une personne normale avec celui d'une personne avec les capacités physiques réduites (*Ibid.*:196). Il montre que la liberté ou la capacité d'obtenir un bien-être est un aspect important du bien-être personnel selon cette perspective. Contrairement à Sen, ce projet vise à comparer le bien-être personnel d'individu résidant dans différents contextes sociaux. Deux individus peuvent être satisfaits également, mais résidant dans des contextes différents, ils ont des sources différentes de sa satisfaction. Quelles sont ces sources, s'il s'agit pour nous des contextes démocratiques et non démocratiques – c'est la question de la recherche actuelle.

L'idée de l'importance de la liberté du choix d'une action ou d'une autre, développée par Sen, trouve une correspondance dans le concept du bien-être personnel développé dans le présent projet. Ainsi, la liberté du choix indique que l'individu a choisi telle ou telle action volontairement, c'est-à-dire étant guidé par ses désirs et ses aspirations qui sont basés principalement sur l'idée de ce qui est « bien pour lui ». L'idée de ce qui est « bien » pour l'individu à son tour trouve toujours quelques correspondances avec des normes et des valeurs développées par leur société et par leur culture ainsi

que nous en avons discuté plus haut. Sen accepte l'idée que la volonté du choix d'une action présente un aspect essentiel du bien-être et, l'argument développé dans la recherche actuelle ajoute que les individus ont tendance à choisir, s'ils ont vraiment la possibilité d'un choix libre, les actions les plus agréables et les plus désirables, en d'autres mots, les actions les plus contributives au bien-être personnel.

Dans un autre article, Sen mentionne que la théorie pure ne peut pas « geler » une liste des possibilités (*capabilities*) pour toutes les sociétés pour tous les temps sans tenir compte de ce que les citoyens comprennent et estiment. (Sen 2005:158) Des conditions sociales et des priorités suggérées par eux peuvent ainsi varier (*Ibid.*:159). Sen accepte donc qu'il existe une variation de buts ou de biens à obtenir selon le contexte social. Ce postulat est en accord avec les idées développées dans le projet actuel qui vise à analyser comment des objectifs de la vie des individus varient dans des contextes sociaux démocratiques et non démocratiques.

Selon les propositions de ce projet, les visions du bien-être personnel doivent donc être analysées du point de vue de la société ou du contexte social auquel appartient l'individu indépendamment de ses spécificités personnelles. Les différences entre des individus appartenant à des sociétés différentes sont plus remarquables que les différences entre des individus appartenant à la même société, comme il a été établi par l'analyse théorique du chapitre précédent. Dans le discours scientifique contemporain, il est accepté qu'il y ait plus de désaccords dans les orientations individuelles entre des sociétés qu'à l'intérieur de la même population (Welzel & Inglehart 2010:52). Durkheim note qu'« il est évident qu'une société ne peut être cohérente (que) s'il n'existe entre ses membres une certaine communauté intellectuelle et morale » (Durkheim 1898). Cette communauté morale implique une certaine ressemblance des idées du bien-être personnel parce que le bien-être est, comme nous l'avons démontré plus haut un des concepts de base dans la conscience des individus.

La supposition que les individus appartenant aux différents groupes diffèrent entre eux plus que les individus appartenant au même groupe est testée par une analyse multiniveaux dans le troisième chapitre. L'analyse multiniveaux vise à examiner si la différence entre les groupes est plus grande que la différence entre les individus à l'intérieur des groupes. En avance, cette analyse confirme que certaines idées du bien-être personnel varient entre les sociétés plus qu'à l'intérieur des sociétés. Ces résultats, ainsi que la procédure de l'analyse multiniveaux, sont discutés dans le troisième chapitre.

Une analyse sociologique devrait donc avoir comme objet des ensembles d'activités ou des états choisis. Ces ensembles préférés d'activités sociales reflètent dans une certaine mesure les orientations sociales principales et les standards acceptés de comportements de la société donnée. En d'autres mots, ces ensembles choisis d'activités reflètent en général les visions dominantes du bien-être personnel et contiennent donc l'information de base de la nature sociale du contexte étudié. En fait, comme il a été démontré plus haut, les individus ne peuvent choisir que des buts et des objectifs approuvés ou au moins permis dans leur société. Les buts des actions des individus sont donc déterminés par le système des valeurs et des normes de leur société, bien qu'ils sont également influencés par des caractéristiques personnelles des individus. Cependant, les normes sociales constituent une base commune pour toutes les variations individuelles des buts, tandis que les particularités subjectives des buts des actions varient toujours entre individus.

La démocratie moderne vise à défendre les libertés individuelles et comme nous l'avons souligné plus haut, dans des sociétés démocratiques contemporaines, une grande marge de liberté des individus existe. Néanmoins, la liberté des actions n'est jamais sans limites, même dans des sociétés les plus libres, elle reste toujours dans le cadre des normes, soit formelles ou informelles et des lois.

En résumé, dans toutes les sociétés, les idées particulières du bien-être personnel existent comme existent les visions particulières du succès individuel et des buts des actions reflétant les désirs typiques généraux de la société. On peut donc conclure que le choix de fonctionnement, en utilisant la terminologie de Sen, ou le choix des activités, reste toujours dans des limites déterminées par le contexte social. Ce choix reflète des visions du bien ou du mal acceptées dans une société. Comme le note Veenhoven, le bien-être personnel est une construction sociale conditionnée par la culture, car les visions de la bonne vie varient à travers le temps et la culture. Elles sont fondées sur les standards communs de la bonne vie (Veenhoven 2008:3-4). Bien que la définition du bien-être personnel chez Veenhoven ne spécifie pas quelles sont les différences spécifiques entre des visions du bien-être dans différentes cultures, elle indique quand même que ces différences existent. L'analyse sociologique doit donc se focaliser sur l'analyse de ces différences. Ce type d'analyse exige une autre perspective que l'analyse de Sen qui dans son analyse du bien-être personnel tend à négliger le contexte social.

Sen met l'accent sur le lien entre les désirs de la personne et le bien-être personnel. Il souligne l'importance des désirs dans la réflexion sur le bien-être personnel (Sen 1985:190). Selon lui, les désirs devraient être définis comme un « critère objectif » du bien-être (*Ibid.*:191). Sen utilise la notion de désir comme un instrument d'analyse. Dans ce projet, il est proposé que dans le cadre d'une analyse sociologique, on devrait attirer l'attention sur la nature sociale de certains types de désirs, notamment celui d'obtenir certains biens matériels ou non matériels. Dans le cadre de recherches sociologiques, il faudrait également analyser le conditionnement social des orientations des désirs des individus parce que ceux-ci ne peuvent désirer que les choses permises, acceptées et incluses dans le système des valeurs de la société.

En bref, Sen considère le bien-être personnel comme une des directions d'actions des individus. Pour lui, l'intérêt du bien-être est lié au concept de capacité d'obtenir

certains fonctionnements, c'est-à-dire, certaines actions et activités. Ce postulat est essentiel pour le développement de sa théorie de la justice. Le bien-être est conçu, dans son concept, comme une cible placée devant l'individu qui peut être ou ne pas être choisie. Notre analyse considère aussi le bien-être personnel comme un but des actions conscientes et volontaires des individus, mais, à la différence de Sen, elle le considère en tant que le but principal et toujours préféré en comparaison avec tous les autres buts. Dans le projet actuel, l'idée principale à développer est l'idée que le contenu du bien-être est déterminé par le système des valeurs. En soulignant le lien entre les désirs et le bien-être personnel, Sen considère les désirs comme un instrument d'analyse, comme un « critère objectif » du bien-être. Étant d'accord avec son idée à propos du lien entre les désirs et le bien-être personnel, notre analyse se focalise en plus sur les directions des désirs et le conditionnement social de ces directions. Pour Sen, la capacité de l'individu d'effectuer une activité est le principal objet d'analyse, bien qu'il mentionne que les désirs des individus peuvent différer selon des contextes sociaux. Dans ce projet, c'est le choix de fonctionnements, ou des activités, pertinent au bien-être personnel qui présente l'intérêt principal, parce que ce choix reflète, dans une certaine mesure, les standards de vie et de comportement acceptés dans la société. Par exemple, comme il est montré par Markus et Kitayama (Markus & Kitayama 1991), dans une société, des individus préfèrent faire des efforts pour mieux atteindre leur réalisation personnelle, tandis que dans une autre ils préfèrent beaucoup plus souvent agir de telle façon d'être toujours conformes aux normes du groupe d'appartenance et dans tous les cas, les individus obtiennent plus de bien-être personnel étant plus conformes aux normes sociales respectives. Les deux types de comportement, ce qui veut une réalisation personnelle ainsi que ce qui veut une conformité, s'appuient sur des normes et des standards sociaux bien que ces normes et ces standards les dirigent vers des actions et des conséquences différentes. Ce fait souligne l'importance des normes sociales en tant que déterminants des conséquences sociales, y compris des conséquences du comportement ordinaire et quotidien. Quoique l'approche développée dans ce projet a des objectifs différents de

ceux de Sen, la perspective de son analyse du bien-être personnel participe grandement à spécifier notre concept du bien-être personnel.

En mesurant le bien-être personnel, nous nous appuyons sur des études des auteurs qui se trouvent parmi les spécialistes contemporains les plus compétents dans les recherches sur le bonheur, la satisfaction de la vie et le bien-être personnel. Leurs opinions sur la mesure du bien-être personnel en utilisant la mesure de la satisfaction de la vie coïncident. Le bien-être personnel est reflété par la satisfaction de la vie (Inglehart & Welzel 2005). Le bien-être personnel peut être mesuré avec fiabilité en utilisant les questions du « bonheur » et de la « satisfaction de la vie » (Helliwell & Putnam 2004:1435). La satisfaction de la vie est le jugement global du bien-être basé sur l'information que l'individu croit pertinente (Diener & Seligman 2004:4). Les facteurs influençant la satisfaction de la vie constituent donc les éléments essentiels du bien-être des individus.

Plusieurs auteurs contemporains ont trouvé des déterminants de la satisfaction de la vie de nature différente : psychologiques, macro et micro économiques, macro et micro sociaux. Plus loin, une brève analyse des études des déterminants de la satisfaction de la vie en fonction du domaine et des objectifs de recherche sont présentés. Le but de cette analyse est double. D'un côté, elle cherche à saisir les questions générales de recherche sur la satisfaction de la vie et à comparer les résultats d'études effectuées en utilisant différentes méthodologies et bases de données. D'un autre côté, l'analyse des résultats obtenus par différents chercheurs contribuera à la formulation des hypothèses théoriques de la recherche actuelle. Une correspondance entre des hypothèses développées dans ce projet et les résultats d'autres analyses est présentée dans le troisième chapitre.

Nous commencerons l'analyse des études sur la satisfaction de la vie par une brève esquisse des approches, développées par d'autres disciplines que la sociologie et puis

une analyse plus détaillée des études sur des déterminants sociaux de la satisfaction de la vie sera présentée.

L'objet de l'analyse des psychologues est les rapports entre les caractéristiques personnelles et la satisfaction de la vie. Par exemple, E. Diener et coll. (Diener et al. 1985) démontrent, comment des estimations de la satisfaction de la vie peuvent corrélérer avec des caractéristiques personnelles spécifiques. Ils notent que ces estimations se basent sur la comparaison avec des standards communs. Diener a également trouvé que des individus satisfaits dans leur vie sont en général libres de psychopathologie. R. F. Baumeister et coll. (Baumeister et al. 2003) concluent que le respect de soi est lié avec la satisfaction de la vie et avec le bonheur.

Les économistes, à leur tour, analysent l'impact du revenu sur la satisfaction de la vie. B. S. Frey et A. Stutzer (Frey & Stutzer 2002) ont étudié comment le revenu influence le bonheur. R. A. Easterlin (Easterlin 2001) a trouvé qu'au début de la vie, les individus ayant des revenus plus élevés sont plus heureux, car ces individus sont plus capables de réaliser des attentes communes à propos de la richesse individuelle. Il note cependant qu'une augmentation du revenu ne contribue pas automatiquement à l'augmentation du bonheur, car les attentes également augmentent. B. Stevenson et J. Wolfers (Stevenson & Wolfers 2008) ont fait une révision de ce « paradoxe d'Easterline ». Ils confirment que c'est la croissance économique qui est plutôt liée à la croissance du bonheur.

Plusieurs chercheurs ont trouvé des déterminants sociaux de la satisfaction de la vie. E. Diener et M. E. P. Seligman (Diener & Seligman 2004) notent que des indicateurs économiques sont importants dans les premières étapes du développement économique, quand l'accomplissement de besoins de base est le problème principal, tandis que dans des sociétés devenues riches, les estimations du bonheur sont liées plutôt aux relations sociales et à la satisfaction au travail. Ils notent, en se fondant sur l'exemple des États-Unis et du Japon d'après la Deuxième Guerre mondiale, que bien

qu'il y ait eu croissance économique durant des décades passées, il n'y avait pas d'accroissement de la satisfaction de la vie, au contraire, il y avait un accroissement de la dépression et de la méfiance. Ils expliquent cette situation par l'augmentation des problèmes mentaux et sociaux qui souvent accompagne la croissance économique. Ils mentionnent que le revenu croissant produit un avantage additionnel du bien-être plus petit dans les nations prospères que dans les nations pauvres. Plus la société devient prospère, moins le revenu sert de substitut au bien-être. Ils notent que la richesse des nations est en corrélation avec le bien-être, bien que l'effet s'amenuise une fois que le revenu atteint un niveau modéré. Diener et Seligman affirment donc que le lien entre les indicateurs économiques et la satisfaction de la vie n'est pas univoque.

L'hypothèse de l'influence du revenu sur la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques et non démocratiques est vérifiée dans le projet actuel, sur la base des données de l'Enquête mondiale sur les valeurs et les résultats sont discutées plus loin.

Diener et Seligman (2004) ont également analysé le lien entre la satisfaction de la vie et les facteurs non économiques : des relations sociales positives et substantielles, la satisfaction du travail, l'existence des institutions démocratiques, l'efficacité du gouvernement et la stabilité. Charbonneau (Charbonneau 1998) montre l'importance, pour des individus contemporains, de l'inclusion dans des relations sociales soutenues. Stevenson et Wolfers (Stevenson & Wolfers 2008) ont trouvé que l'appui social est très important pour que des individus soient heureux. Clark et D'Angelo (Clark & D'Angelo 2008) ont trouvé qu'un statut social élevé s'associe avec la satisfaction élevée de la vie et celle du travail. Cependant, des individus, dont les parents ont des statuts plus élevés sont moins satisfaits. Ils en concluent que les plus satisfaits sont les individus qui ont des statuts personnels plus élevés que les statuts de leurs parents, c'est-à-dire les individus qui ont réalisé une mobilité sociale ascendante par rapport aux parents.

Alesina et coll. (Alesina, Di Tella, & MacCulloch 2004) ont analysé l'impact du niveau de l'inégalité dans une société sur le bien-être des individus. Ils notent que la possibilité de la mobilité sociale influence l'interprétation individuelle de l'inégalité dans un pays. Bjørnskov et coll. (Bjørnskov, Dreher, & Fischer 2008) ont trouvé que le sexe, l'âge, l'éducation, le revenu, le statut de l'emploi, le statut familial, le modèle de la famille, la religion, la confiance dans le parlement national, l'idéologie politique influencent le bonheur individuel. Ils ont également analysé comment la qualité des institutions formelles dans une société influence le bien-être des individus (Bjørnskov, Dreher, & Fischer 2010). Dorn et coll. (Dorn et al. 2007) ont trouvé que le niveau de démocratisation influence positivement le bonheur rapporté des individus et que la culture mesurée par la langue nationale (Anglaise, Allemande, scandinave, romaine, balto-slave, Grecque et Asiatique) influence considérablement le bien-être personnel. Inglehart et Kligemann (Inglehart & Kligemann 2000) concluent que des institutions démocratiques ne font pas nécessairement un peuple heureux, tenant compte du fait que le public chinois a déclaré dans une Enquête mondiale sur les valeurs, un niveau de bien-être personnel plus élevé que les gens dans des sociétés beaucoup moins oppressives. Vallerand (Vallerand et al. 2006) mentionne que les gens engagés dans de multiples activités sociales satisfont leurs principaux besoins psychologiques, ceux d'autonomie, de compétence, de parenté et sont par conséquent plus satisfaits dans la vie. M. Haller et M. Hadler (Haller & Hadler 2006) ont étudié les conditions micro et macro sociales qui favorisent ou empêchent l'apparition de la satisfaction de la vie. En analysant les données de l'Enquête mondiale sur les Valeurs 1995-1997, ils ont conclu qu'au niveau micro social les principales relations sociales, l'emploi, le succès, les orientations socioculturelles (religieuses et altruistes) et la participation sociale influencent la satisfaction de la vie. Au plan macro social, la prospérité économique, la structure sociale égalitaire, l'État providence stable et la démocratie politique sont importants. M. Pollner (Pollner 1989), Ferris (Ferris 2002) et Ellison (Ellison 1991) concluent que la religiosité influence fortement et positivement le bien-être personnel.

Helliwell et Putnam (2004) ont développé le concept d'influence du capital social sur le bien-être personnel. Ce concept semble pertinent pour l'analyse actuelle, car il met l'accent sur la communication sociale qui est également analysée dans ce projet. Cependant, certains commentaires à propos des idées de Helliwell et Putnam semblent nécessaires afin de spécifier certains aspects de l'approche actuelle.

Helliwell et Putnam identifient le capital social comme des réseaux sociaux avec des normes associées de réciprocité et de confiance. Le capital social peut être incorporé aux liens familiaux, amicaux et de voisinage, dans la place de travail, à l'église, dans des associations civiles et probablement même dans des « communautés virtuelles » basées sur Internet (Helliwell & Putnam 2004:1436, Putnam 2001). La principale idée proposée par Helliwell et Putnam est que les réseaux sociaux ont une valeur et leur conclusion principale est la confirmation que le capital social est lié fortement avec le bien-être personnel à travers des canaux indépendants et dans différentes formes (Helliwell & Putnam 2004:1444). Ils notent que le bien-être personnel est prédit d'une meilleure façon par la profondeur des connexions sociales entre individus (*Ibid.*:1437). Cependant, ces auteurs ne distinguent pas les relations sociales selon leur consentement libre. Néanmoins, il semble que les relations choisies volontairement ont plus de chances d'influencer positivement le bien-être personnel que les relations « prescrites », comme les relations conjugales dans des sociétés où le mariage n'est pas le résultat d'un choix libre des personnes qui se marient. Helliwell et Putnam confirment que le mariage est un déterminant universel du bonheur. Dans ce projet, il est supposé que c'est plus probable que le mariage influence plus la satisfaction de la vie dans des sociétés où le choix libre des partenaires est pratiqué largement que dans des sociétés avec choix limité ou sans choix. Cette hypothèse est vérifiée et confirmée dans des analyses statistiques dont les résultats sont présentés dans le chapitre trois.

Helliwell et Putnam notent aussi que les bonnes relations avec des membres de la famille, des amis ou des partenaires romantiques sont des conditions de bonheur des individus et que ces conditions sont plus importantes que l'argent ou la réputation (*Ibid.*). Comme les conclusions de ces auteurs se basent principalement sur des données canadiennes et étatsuniennes, il semble que c'est peu probable que ces conclusions soient pertinentes pour toutes les sociétés. Il est nécessaire donc de concevoir la différence entre les effets des relations familiales ou amicales produits à partir de principes radicalement différents. Par exemple, il est plus probable que les relations, soit familiales, soit amicales, soient bonnes si elles sont les résultats de choix libre des partenaires ou des amis et si elles sont le fruit d'efforts nécessaires à les construire. Des amis choisis volontairement sur la base des intérêts partagés ne sont pas pareils aux amis « prescrits », par exemple des proches ou des membres de la communauté locale. Les relations amicales avec ces dernières sont « obligatoires » ou « semi-obligatoires » selon les exigences de la communauté, les traditions ou l'absence de possibilités d'avoir d'autres relations. Cette situation semble être assez caractéristique pour les sociétés ayant beaucoup d'éléments de sociétés traditionnelles, comme il a été discuté dans la partie précédente. Il faut donc distinguer le capital social basé sur les relations choisies librement et le capital social basé sur les relations « prescrites », si on parle de leur influence sur la satisfaction de la vie. Le premier a plus de chances d'influencer positivement la satisfaction de la vie.

L'analyse des recherches de la satisfaction de la vie montre que les déterminants de la satisfaction de la vie et du bien-être personnel sont de nature différente : psychologique, économique et sociale. Ce projet, se focalise sur des déterminants sociaux. À la différence des auteurs présentés ci-dessus, nous analyserons comment les facteurs déterminants la satisfaction de la vie diffèrent en fonction de régime sociopolitique en les comparant dans des sociétés démocratiques et non démocratiques.

Dans toutes les sociétés existent des gens satisfaits de la vie, quoique le niveau de la satisfaction de la vie varie d'une société à l'autre (Inglehart 2004) et, le niveau de la satisfaction de la vie est souvent plus élevé dans des sociétés démocratiques comme le montre également l'analyse statistique effectuée dans la recherche actuelle, dont les résultats sont présentés plus loin. Si les contextes sociaux sont différents, cela signifie que les facteurs sociaux influençant la satisfaction de la vie diffèrent également. Cela signifie que les visions du bien-être personnel reflétées par la satisfaction de la vie diffèrent en fonction du contexte social. Les questions à discuter sont donc si ces différences présentent un objet pertinent à étudier et quelle information utile peut être obtenue à travers ces études comparatives ? Plus bas, nous proposons des arguments en faveur de la pertinence et de l'utilité de l'analyse des différences entre les visions du bien-être personnel dans les sociétés démocratiques et non démocratiques.

Dans chaque contexte social, les gens trouvent les moyens d'être satisfaits de leur vie (évidence de l'Enquête mondiale sur les valeurs) et d'obtenir ainsi le bien-être personnel. Ces moyens varient en fonction du contexte. Un contexte social soutient non seulement le système des valeurs, mais également un assortiment de possibilités offertes par la société. Par exemple, dans les sociétés démocratiques, les gens augmentent leur satisfaction de la vie en profitant des différentes libertés individuelles, par exemple, en participant aux différentes organisations volontaires et/ou en effectuant différents loisirs et activités. Toutes ces possibilités peuvent être limitées ou absentes des sociétés non démocratiques où les gens trouvent d'autres moyens d'être satisfaits dans leur vie. Ce qui est important pour l'analyse du bien-être, c'est le fait que les gens s'habituent à certains de ces moyens d'être satisfaits. Par exemple, c'est très facile d'accepter les nouveautés techniques ou les objets de luxe, les cellulaires ou les voitures, et les inclure dans ses moyens d'être satisfaits. Mais c'est plus difficile d'accepter d'autres façons d'agir pour l'obtention de la satisfaction. Par exemple, la participation dans des organisations volontaires ou toutes les autres utilisations de la liberté et de l'autonomie individuelle peuvent ne pas être

acceptées facilement par les gens qui n'ont jamais pratiqué tels types d'activités et n'ont pas de chances d'apprécier les valeurs comme la liberté d'expression ou de choix. Comme le note Durkheim, « la liberté est un instrument délicat dont le maniement doit s'apprendre » (Durkheim 1898).

Les qualités « civiles » (par exemple, l'habitude de participation sociale) prennent du temps pour grandir. Elles ne peuvent pas être planifiées ou légiférées de par le haut (Keane 2004:161). La société civile, avec toutes ses libertés, dont le développement est interdépendant du développement de la démocratie, « requiert la nouvelle reconnaissance de ce qui est la bonne vie avec tous les détails » (Walzer 1991:11) et cette reconnaissance ne peut s'acquérir immédiatement. On peut donc conclure que les visions du bien-être personnel varient vraiment en fonction des contextes sociaux. En se basant sur l'analyse de la démocratie moderne, présentée plus haut, on peut conclure également que la distinction entre les visions créées par des contextes démocratiques et non démocratiques est cruciale.

Diener et Seligman (2004) notent que les effets des caractéristiques sociales sur la satisfaction de la vie dépendent, dans une certaine mesure, des visions idéologiques des individus. Il sera donc important de découvrir quels indicateurs du bien-être pourraient être universels et lesquels dépendent de leur contexte culturel (Diener & Seligman 2004). Il faut mentionner à l'avance que l'analyse statistique a trouvé seulement un facteur qui peut être certainement considéré comme universel, car son effet est trouvé presque dans tous les pays. C'est le revenu.

Si chaque contexte social implique une vision particulière du bien-être personnel, cela signifie que les changements sociaux suscitent des changements dans les visions du bien-être. Par conséquent, le processus de démocratisation au niveau des préférences individuelles signifie, entre autres, des changements dans les visions du bien-être personnel. Certains auteurs lient la démocratisation avec le développement de l'instruction élémentaire générale et du système d'éducation, avec l'industrialisation,

l'urbanisation et le développement des associations autonomes privées (Lipset 1959) ou avec la croissance et la prospérité économique (Inglehart & Oyserman 2004, Lipset 1959). Ces indicateurs décrivent plutôt les changements sociaux et le développement de la démocratie dans les sociétés occidentales où la démocratie a déjà été établie dans telle ou telle mesure et n'expliquent pas suffisamment la naissance même de la démocratie moderne ou l'apparition des valeurs démocratiques. Inglehart note que la croissance économique ne suscite pas nécessairement la démocratisation du pays. Elle ne produit que le syndrome des changements culturels (Inglehart 1997:105). C'est à dire, selon lui, quand la société devient plus riche, les valeurs post matérialistes, axées sur la qualité de vie, la réalisation personnelle, la protection de l'environnement, deviennent de plus en plus importantes et remplacent les valeurs matérialistes axées sur la survie physique.

Barro note que le revenu généré par les ressources naturelles comme le pétrole peut créer moins de pression pour la démocratisation que le revenu associé à l'accumulation du capital humain et physique (Barro 1999:S164,S167). Cela peut expliquer le phénomène des pays qui étant riches ne sont pas démocratiques.

Le développement des systèmes d'éducation, ainsi que l'industrialisation et l'urbanisation n'ont pas encore contribué à la démocratisation de certains pays, par exemple, de la Russie et de la Chine. Inglehart (1997) note que la démocratie peut être imposée d'au-dessus ou de l'extérieur, mais sa capacité de survivre dépend de la capacité de leurs institutions de construire des affections culturelles profondément enracinées chez les citoyens (Inglehart 1997:164). Le concept de démocratisation est donc plus complet quand on ajoute la dimension des préférences des individus et qu'on tient compte des changements des idées des individus à propos de leurs stratégies de vie.

Selon Inglehart, les stratégies de vie changent au cours de la démocratisation, ainsi que le montre l'exemple des pays occidentaux d'après la Deuxième Guerre mondiale.

Les valeurs matérialistes sont remplacées par les valeurs post-matérialistes qui accentuent l'expression personnelle, la protection de l'environnement et la croissance d'intérêt pour la religion. (Inglehart 1997). Les post-matérialistes sont plutôt les cosmopolites par opposition à ceux ayant l'esprit de clocher (Inglehart 1977:57). Les post-matérialistes sont précisément des post-matérialistes parce qu'ils ne tirent pas de grande satisfaction personnelle de leurs conditions matérielles relativement favorables (*Ibid.*:137). Les post-matérialistes sont plus sensibles aux problèmes sociétaux (*Ibid.*:139). Les valeurs matérialistes reflètent l'attachement fort au maintien de l'ordre et à la préservation des gains économiques, tandis que les valeurs post-matérialistes accentuent l'expression personnelle et la réalisation d'une société plus participative et moins hiérarchisée (*Ibid.*:179). Pour des matérialistes, la satisfaction due au travail, aux loisirs et au revenu sont les éléments les plus importants de la satisfaction totale, tandis que pour des post-matérialistes, la sorte de société, l'éducation des enfants, les loisirs et « comment la démocratie fonctionne » sont les plus importants. La situation dans les domaines social et politique influence plus la satisfaction totale chez les post-matérialistes que chez les matérialistes (*Ibid.*:140). Inglehart émet l'hypothèse que les post-matérialistes sont plus probablement insatisfaits de la vie sociale et politique de leur nation. Ils sont donc plus liés avec l'insatisfaction politique (*Ibid.*:141). Les post-matérialistes, plus que les autres groupes, mettent moins d'accent sur le bien-être matériel et plus d'accent sur les aspects qualitatifs de la société (*Ibid.*:147).

En 1977, Inglehart a écrit que les post-matérialistes constituaient la minorité dans toutes les nations occidentales (*Ibid.*:139). Il note cependant que le nombre de post-matérialistes augmente en fonction du développement économique et qu'on peut donc supposer que la situation actuelle diffère de celle du milieu du XXe siècle. La conclusion que les post-matérialistes ne constituent qu'une minorité pose la question de la correspondance entre les valeurs post-matérialistes et les valeurs démocratiques des sociétés contemporaines. Dans ce projet, il sera donc vérifié, entre autres, que les

facteurs influençant la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques correspondent plus que dans des pays non démocratiques aux valeurs dites post-matérialistes et que les valeurs dites matérialistes sont, elles, plus propres aux pays non démocratiques qu'aux pays démocratiques.

On suppose que la démocratisation produit des changements dans les préférences des individus. Mais, de l'autre côté, ce sont les changements des visions du bien-être personnel qui permettent d'effectuer et de compléter le processus de démocratisation qui est un processus touchant profondément beaucoup d'aspects de la vie sociale. Par exemple, si les gens ne considèrent pas la liberté d'expression et l'autonomie comme des éléments nécessaires du bien-être personnel, l'établissement de la démocratie moderne rencontre l'incompréhension et la résistance de la population. Dans ce projet, les visions du bien-être personnel sont donc considérées comme une caractéristique essentielle de la société, parce qu'ils définissent des stratégies générales de la vie des individus. Ces stratégies sont interdépendantes avec l'organisation sociale de la société, bien que liées à sa culture. Quand beaucoup de choix de niveau micro sont similaires, ils créent une tendance (trend) de niveau macro qui change les sociétés entières ((Boyd & Richerson 2005) citées par (Welzel & Inglehart 2010:45)). Les visions du bien-être personnel présentent donc l'objet pertinent et prometteur de recherche comparative. Une compréhension approfondie des différences de leurs contenus selon le contexte social et politique contribuera à une meilleure compréhension du processus même de démocratisation.

En résumé, les études sur les variations dans les visions du bien-être personnel contribuent à une meilleure compréhension des différences entre les sociétés démocratiques et non démocratiques contemporaines et des processus de démocratisation au niveau des préférences individuelles.

Les visions du bien-être personnel changent non seulement au cours des changements sociaux, elles peuvent être formées et cultivées par différentes institutions. Par

exemple, Bok note que l'éducation cultive le grand éventail des intérêts et prépare les étudiants pour la variété d'activités qui visent à augmenter la satisfaction de la vie (Bok 2010:157). Bok note encore que les parents des élèves des écoles publiques sont d'accord que les enseignants doivent préparer leurs étudiants de manière générale, c'est-à-dire non seulement pour le travail productif, mais également pour les activités gratifiantes de loisir (*Ibid.*). L'éducation scolaire et surtout universitaire donne aux étudiants des visions particulières du bien-être personnel en leur présentant les différentes possibilités d'être satisfaits par le moyen d'activités diverses. J. Baudrillard, dans *L'échange symbolique et la mort*, décrit comment la publicité influence les préférences des individus et forme leur style de vie. Les visions du bien-être personnel peuvent être formées également par la propagande officielle. H. Arendt a bien montré le fonctionnement de la propagande sous les régimes totalitaires, mais ses conclusions sont partiellement pertinentes aussi pour les autres types de régimes contemporains où la liberté de presse est limitée. Dans certaines sociétés, c'est la religion qui influence les visions du bien-être personnel. Par exemple, M. Weber a analysé comment l'éthique du protestantisme a formé les nouvelles visions du bien-être personnel en reconnaissant l'enrichissement à travers le travail comme une réalisation vertueuse. Les visions du bien-être personnel peuvent également changer graduellement «à travers le remplacement intergénérationnel de la population» (Inglehart 1993:518). Au XXe siècle, les changements intergénérationnels des valeurs sont liés avec le développement économique, la sécurité physique et la prospérité sans précédent, expérimentée par les nations occidentales après la Deuxième Guerre mondiale (Inglehart 1977:21-22). Inglehart note que les facteurs influençant les changements des valeurs, dans les sociétés occidentales, sont les innovations technologiques, les changements de structure occupationnelle, l'expansion économique, les progrès de l'éducation et le développement des communications de masse (*Ibid.*:6-11).

Les institutions qui influencent les idées des individus, en tant que sources d'information les plus autorisées, fournissent également de l'information sur la nature de la société et expliquent, dans une certaine mesure, les directions dans lesquelles se développent les visions du bien-être personnel.

Pour nous résumer, dans cette partie, le bien-être personnel a été présenté en tant qu'objet de recherches scientifiques en fonction de différents domaines et buts de recherche. L'instrumentalisation de la notion de bien-être personnel fondée sur l'utilisation des mesures de la satisfaction de la vie est justifiée, si nous nous appuyons sur les études contemporaines estimées être les plus fiables. Dans cette recherche, les facteurs déterminant la satisfaction de la vie sont donc considérés comme des composantes essentielles du bien-être personnel. L'analyse des études sur la satisfaction de la vie montre que ces facteurs peuvent être de nature différente – psychologique, économique et sociale. Nous nous sommes ensuite concentrés sur l'analyse des facteurs sociaux ; nous avons ensuite présenté des arguments en faveur d'études comparatives des visions du bien-être personnel dans les sociétés démocratiques et non démocratiques. Ces études sont censées contribuer à une meilleure compréhension des processus de démocratisation au niveau des stratégies de vie des individus, ainsi que des différences essentielles entre les sociétés démocratiques et non démocratiques contemporaines. Dans la section finale de cette partie, on a discuté quelles institutions ou processus sociaux peuvent influencer la formation des visions de bien-être personnel : ainsi, dans des sociétés plus modernisées, ce sont plutôt les institutions d'éducation, tandis que dans les sociétés plus traditionnelles, ce sont davantage la religion ou, dans des cas de régimes oppressifs, la propagande officielle. L'analyse plus détaillée des institutions contribuant à la formation des idées du bien-être personnel n'entrait pas dans les objectifs de notre recherche.

Les études sur le bien-être personnel se présentent donc largement sous une telle forme dans le discours scientifique contemporain. Contrairement aux études analysées plus haut, la recherche actuelle vise à comparer les idées du bien-être personnel dans des sociétés démocratiques et non démocratiques en partant de l'idée qu'existe une différence cruciale entre des sociétés qui peuvent être spécifiées comme démocratiques et celles qui ne le peuvent pas. Cette différence découle des caractéristiques particulières de la démocratie moderne qui permettent de la spécifier en tant que type de société qui diffère de tous les autres types de sociétés, soit modernes, soit historiques.

Une étude comparative des idées du bien-être personnel dans des sociétés démocratiques et non démocratiques vise donc à contribuer en même temps à une compréhension approfondie de la démocratie moderne perçue comme société, à une compréhension avancée des différences essentielles entre les sociétés démocratiques et non démocratiques, et à une compréhension du processus de démocratisation au niveau des stratégies de vie des individus.

CHAPITRE III

MODÈLES DE BIEN-ÊTRE PERSONNEL DANS DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES ET « NON DÉMOCRATIQUES »

III.1 Méthodologie de la recherche

Dans les chapitres précédents, les caractéristiques sociopolitiques et sociales de la démocratie moderne ont été analysées en comparaison avec les caractéristiques de la non-démocratie. Cette analyse comparative avait comme but de trouver des différences, plus ou moins visibles, dans l'organisation et le fonctionnement de ces deux types de sociétés contemporaines. En tant qu'idée de départ, le raisonnement théorique suivant était développé : pour comprendre mieux l'essence d'une société, il faut comprendre la logique du comportement dans cette société. La logique du comportement social se forme autour de l'idée particulière de « ce qui est bien pour l'individu » du point de vue de la société donnée. Puisque, dans le discours scientifique contemporain, l'idée du « bien pour l'individu » a pris la forme du concept de bien-être personnel, ce sont les conceptions du bien-être personnel qui font l'objet central de cette étude.

Les concepts ou les visions du bien-être personnel varient selon le contexte social. Les plus grandes différences entre les différentes visions apparaissent quand on compare les sociétés démocratiques et non démocratiques ; cette comparaison est censée mener à une compréhension plus profonde des spécificités essentielles des mentalités démocratiques et non démocratiques. Cette recherche est également liée à certains problèmes importants du monde contemporain, par exemple, le développement du processus de démocratisation, la communication interculturelle, la compréhension mutuelle entre personnes vivant dans des régimes démocratiques ou

non démocratiques, ainsi que l'adaptation des personnes ayant une mentalité non démocratique à une société démocratique - et vice versa.

Puisque l'adaptation des immigrants à une société d'accueil implique une adaptation psychologique, l'idée développée par Armony (2007) qu'une société puisse être, voire doive être, expliquée aux étrangers et aux arrivants, semble très pertinente. En expliquant le Québec aux immigrants, Armony vise à éclaircir les discussions principales qui préoccupent les gens habitant le Québec, y compris la question du statut de la langue française, des rapports aux minorités ethniques ainsi que les attitudes de la population locale envers les immigrants et vice versa. Il a comme but de décrire les enjeux qui « sont au cœur du « vivre ensemble » au Québec » (Armony 2007:184). Cependant, il semble évident qu'expliquer une société ne se réduit pas à l'analyse des enjeux politiques et sociaux principaux de cette société, bien qu'il soit évident que toutes les questions discutées publiquement donnent une idée de l'essence et des valeurs sur lesquelles celle-ci se fonde.

Dans notre étude, l'accent est mis sur un aspect plus profond et moins visible que les enjeux politiques – la particularité des idées démocratiques et non démocratiques liées au bien-être personnel.

Comprendre une autre société n'est pas une action simple et immédiate pour la plupart des gens. Ce n'est pas seulement le fait des immigrants qui arrivent dans un pays démocratique en provenance d'un pays non démocratique ; les citoyens vivant dans un système « démocratique » risqueraient de ne pas comprendre facilement le fonctionnement d'une société ayant traditionnellement un régime non démocratique.

Une rencontre entre des mentalités différentes produit souvent un conflit d'idées qui peut porter, par exemple, sur le comportement approprié en regard, entre autres, des pratiques sociales quotidiennes ou de la communication interpersonnelle. A la base de ce conflit et de l'hostilité qui peut en résulter, on trouve la volonté de chaque côté

de respecter ses propres « règles du jeu » mais tout en restant ignorant des règles de l'autre côté. La connaissance générale de ces règles de part et d'autre pourrait probablement réduire ces incompréhensions mutuelles.

Les règles du comportement s'appuient avant tout sur l'idée particulière de « ce qui est bien pour l'individu ». Comme ces idées de « bien » selon une mentalité démocratique et non démocratique ne correspondent pas complètement et peuvent même se contredire, certains malentendus surgissent inévitablement. On peut cependant acquérir une certaine idée des « règles du jeu » du point de vue de l'autre mentalité par la création d'un modèle de bien-être personnel correspondant à cette mentalité.

Les modèles de bien-être personnel fournissent l'information générale et essentielle sur la mentalité d'une société. On peut également trouver cette information dans des valeurs fondamentales clairement identifiables, par exemple l'égalité des sexes au Québec. Cependant, toutes les sociétés n'énoncent pas clairement, honnêtement et ouvertement leurs valeurs fondamentales. Seules les sociétés ayant un discours public ouvert sur leurs valeurs peuvent les énoncer explicitement. Les valeurs des sociétés plus traditionnelles et surtout celles des sociétés ayant des régimes plus oppressifs se manifestent généralement non dans des énoncés, mais plutôt dans des actions sociales, par exemple dans des actes de génocide, de répression politique ou de déclenchement de conflits. Toutes ces actions peuvent témoigner de visions du monde selon lesquelles il existerait, par exemple, une opposition irréductible, éternelle, entre des groupes ethniques ou religieux, entre autres. Ce ne sont pas les énoncés officiels de régimes oppressifs qui pourraient donner une information pertinente sur la mentalité de ces sociétés, mais plutôt les visions du bien-être personnel selon lesquelles par exemple il existe toujours une opposition entre « nous » et « eux » - « eux » signifiant ici presque toujours les « ennemis ». Par conséquent, « notre bien-être » devient souvent incompatible avec l'existence même

du bonheur des « ennemis ». L'idée que le bien-être personnel n'est réalisable d'une façon décente qu'en lien avec la réalisation du bien-être collectif du groupe d'appartenance est caractéristique des cultures dites collectivistes, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Les idées particulières du bien-être personnel se réalisent toujours dans des actions sociales au niveau politique ainsi qu'au niveau de l'interaction interpersonnelle quotidienne.

L'objectif de notre analyse est de trouver les différences entre les mentalités démocratiques et non démocratiques en créant des modèles de bien-être personnel correspondant à chacune de ces grandes catégories. Il est évident qu'une certaine mesure d'abstraction et de généralisation est inévitable dans une telle opération. Par conséquent, les modèles du bien-être personnel que vont présenter les résultats de l'analyse seront plutôt des constructions idéales typiques qui ne visent pas à décrire toutes les spécificités et particularités possibles des mentalités de différentes sociétés.

La logique de construction de la description et de la catégorisation suppose « que l'on identifie les unités susceptibles d'être décrites, celles-ci pouvant constituer des parties de l'objet en observation et que l'on définisse un système de catégories dont le rôle est à la fois de distinguer et de rapprocher certaines unités dans des classes » (Duchastel & Laberge 2011). Un modèle théorique décrivant un phénomène social n'implique donc pas l'énumération et la description détaillée de toutes les composantes du phénomène donné. « Toute expression abstraite suppose la renonciation à la diversité de ses manifestations concrètes qu'elles soient matérielles ou imaginées. Ce travail d'abstraction n'est pourtant pas exclusif aux seules activités de la mesure puisque tout travail empirique, quelle qu'en soit la nature plus qualitative ou plus quantitative, suppose une telle réduction » (Ibid.). Un modèle est toujours une simplification de la réalité. Dans la construction du modèle, certaines abstractions de la réalité sont donc inévitables (Gujarati 2006:139). Un modèle est « issu de considérations théoriques et ... il propose toujours un certain niveau

d'explication de la réalité sans prétendre l'épuiser de manière exhaustive, sa parcimonie étant même une condition de son efficacité et de sa robustesse. » (Bressoux 2007:74).

Cependant, pour être plus au moins applicable à la réalité, il est nécessaire qu'un modèle capture quand même les traits essentiels du phénomène étudié. Dans cette étude, les modèles démocratique et non démocratique du bien-être personnel, qui sont en même temps abstraits, généralisants et applicables, sont censés être reproduits.

Les résultats d'une telle analyse ainsi que leur discussion contribueront à une meilleure compréhension de la démocratie moderne comme type particulier de société et, par conséquent, amèneront à une meilleure compréhension du monde contemporain, du processus de démocratisation et de la communication interculturelle.

En se basant sur l'analyse théorique effectuée dans des chapitres I et II, nous pouvons présenter quelques conclusions théoriques sur les concepts du bien-être personnel dans des environnements démocratique et non démocratique.

Le bien-être personnel dans une démocratie moderne, au contraire d'une non-démocratie, consiste principalement en la prise de conscience personnelle et en l'expression personnelle qui se manifestent dans un choix libre et volontaire de style de vie, de partenaire marital, d'affiliation religieuse, d'amis, d'activités sociales, économiques et politiques. Dans ces sociétés, une possibilité, une admissibilité et une diversité de réalisations personnelles et de styles de vie existent grâce à la société civile développée qui accompagne nécessairement la démocratie moderne.

La démocratie moderne protège différentes libertés individuelles et implique également une culture politique développée sous-entendant une conscience civique développée. La démocratie moderne exige des individus d'être, en utilisant les mots de Duchastel (2005), des « citoyens démocratiques », c'est-à-dire des individus qui

doivent jouir de libertés civiles. Ils sont également supposés faire des efforts pour réaliser de toutes les manières possibles leur « individualité » et l'« individualisme démocratique » dans toutes les sphères de leurs activités sociales. Les valeurs individualistes, impliquant la réalisation personnelle, exigent également le respect de l'individualité de l'autre. Cette dernière exigence conduit à la tolérance face à la diversité.

Selon les valeurs démocratiques modernes, le concept de « ce qui est bien pour l'individu » implique donc que l'individu en milieu démocratique, afin de satisfaire aux exigences de la culture ou de la mentalité démocratique, doit faire des efforts pour assurer son développement personnel mais aussi tolérer les choix des autres en la matière.

L'idée de la réalisation personnelle et de la tolérance à la réalisation personnelle de l'autre occupe une place centrale dans une mentalité démocratique. Cela produit certaines conséquences sociales, par exemple, l'augmentation de la confiance interpersonnelle et la réduction de l'agressivité et de la méfiance envers des inconnus, et la non-discrimination selon les particularités culturelles au niveau de la communication quotidienne ainsi qu'au niveau de la politique sociale. Toutes les caractéristiques de la démocratie moderne énoncées dans l'analyse théorique dans le chapitre 1.1 sont en accord avec ce concept théorique du bien-être personnel démocratique.

Le concept du bien-être personnel démocratique est supposé par contre être peu ou non réalisable dans les sociétés non démocratiques. Selon l'analyse théorique présentée dans le chapitre 1.2, les manifestations de l'expression personnelle sont supprimées d'une manière ou d'une autre par un régime plus ou moins oppressif. Selon la mentalité collectiviste, traditionnelle, l'individu est censé respecter toujours les intérêts du groupe d'appartenance avant ses intérêts personnels. La forte solidarité à l'intérieur du groupe conduit, par ailleurs, à la méfiance et même à l'hostilité envers

des non-membres. Cette hostilité crée une base solide pour la discrimination selon l'appartenance au groupe, soit familiale, soit nationale, soit religieuse. Il existe donc une association assez forte entre un contexte social, démocratique ou non démocratique, et le concept particulier du bien-être personnel. Toutes ces conclusions se fondent sur une analyse surtout théorique.

Une des idées fondamentales de la recherche sociologique est de trouver une confirmation empirique des hypothèses théoriques. Cette confirmation semble nécessaire pour éviter de faire passer pour une vérité scientifique ce qui n'est peut-être qu'un sentiment personnel parce que les concepts théoriques ne restent que des hypothèses ou des suppositions s'ils ne trouvent pas de confirmation dans des résultats empiriques.

L'analyse empirique, à son tour, peut enrichir les constructions théoriques en trouvant des choses que les théories ne pouvaient prévoir. Elle peut produire des résultats exigeant des interprétations supplémentaires approfondies ou bouleversant des hypothèses théoriques. Les méthodes quantitatives visent donc à élaborer et à spécifier les théories et les savoirs existants et elles rendent les théories des sciences sociales plus scientifiques (Deutsch 1969).

L'analyse théorique et l'analyse empirique peuvent se nourrir l'une l'autre. L'interaction de ces méthodes peut produire des résultats impossibles à atteindre par l'utilisation d'une seule.

Il est évident qu'il est impossible de vérifier toutes les idées théoriques sur des données empiriques représentatives. Cette impossibilité est liée à la disponibilité de données empiriques pertinentes et à la spécificité de l'analyse statistique même. Certaines idées théoriques sur le bien-être personnel trouvent leur confirmation ou leur réfutation dans la vie quotidienne réelle, dans les activités sociales ou politiques des représentants des cultures dites collectiviste ou individualiste, etc. Il existe donc

plusieurs manifestations possibles des particularités des mentalités démocratiques et non démocratiques, et par conséquent, l'analyse statistique ne présente pas un moyen unique et universel de vérification des hypothèses théoriques. Cependant, seule l'analyse statistique d'un échantillon représentatif peut apporter une information qui serait significative et applicable à toute la population.

L'éventail des idées théoriques testables par l'analyse statistique en général n'est pas illimité. Seulement certaines hypothèses théoriques du bien-être personnel peuvent être testées par l'analyse statistique. Les modèles théoriques du bien-être personnel développés dans cette étude sont trop complexes pour être vérifiés complètement par une analyse statistique. De plus, la disponibilité des données statistiques pertinentes est assez limitée. L'analyse actuelle est limitée par le questionnaire de l'Enquête mondiale sur les valeurs. Dans cette base de données présentée plus loin, il n'y a pas de questions qui puissent tenir compte de toutes les idées liées à notre projet. L'analyse statistique n'en est pas moins très utile, parce qu'une confirmation empirique des idées théoriques donne une confiance supplémentaire dans la théorie qu'on développe et les résultats empiriques peuvent provoquer des explications approfondies, ainsi que des discussions et des conceptualisations supplémentaires.

Dans les sections qui suivent, nous testerons donc quelques hypothèses théoriques quant au bien-être personnel dans les contextes démocratique et non démocratique, pour élaborer finalement des concepts de bien-être personnel confirmés, au moins partiellement, par l'analyse statistique.

Méthode

La première étape de la recherche empirique a été de réaliser une analyse de régression linéaire multiple afin de vérifier la disponibilité des données pour chaque pays et pour examiner si les sens des effets des variables explicatives sur la satisfaction de la vie varient en fonction du pays. La deuxième étape a été de réaliser

une analyse multiniveaux afin de tester si les effets des variables explicatives sur la satisfaction de la vie diffèrent dans les pays démocratiques et non démocratiques.

Pour opérationnaliser le concept du bien-être personnel, on a utilisé la mesure de la satisfaction de la vie. Les facteurs déterminants la satisfaction de la vie sont considérés comme des composantes essentielles du bien-être personnel. Le lien entre le bien-être et la satisfaction de la vie aussi bien que les travaux scientifiques analysant les déterminants de la satisfaction de la vie ont été analysés dans le chapitre II.2. Dans la partie empirique du projet, les déterminants de la satisfaction de la vie dans les pays démocratiques et non démocratiques seront spécifiés selon nos objectifs. Au centre de l'analyse figurent des liens entre la variation du niveau de satisfaction de la vie et des variations de facteurs spécifiés selon des considérations théoriques influençant cette variation. L'analyse statistique qui permet de détecter ces liens est l'analyse de régression linéaire multiple.

L'idée clé derrière l'analyse de régression linéaire multiple est la dépendance statistique linéaire de la variable dépendante à une ou à plusieurs autres variables, c'est-à-dire des variables explicatives. L'objectif de cette analyse est d'estimer et/ou de prédire la valeur moyenne de la variable dépendante sur la base des valeurs connues ou fixées des variables explicatives (Gujarati 1995:27). Ce qui est obtenu dans une telle analyse est la valeur moyenne de la variable dépendante pour les valeurs fixées des variables explicatives (*Ibid.*:195). Cela signifie que l'analyse de régression linéaire multiple permettra d'obtenir la valeur moyenne de la satisfaction de la vie pour les valeurs fixées des déterminants de la satisfaction de la vie utilisées dans ce projet comme des variables explicatives. On obtiendra ainsi des résultats pour chaque pays inclus dans l'échantillon. La procédure détaillée d'obtention des modèles finaux pour chacun des pays est décrite plus loin, dans la section « Procédure de l'analyse ».

Avant de commencer l'analyse des résultats de l'analyse statistique, il est nécessaire de mentionner qu'il y a certaines spécificités de l'analyse de régression linéaire multiple qui limitent, dans une certaine mesure, l'application de ces résultats. Par exemple, il n'est pas possible de tester par ce type d'analyse l'absence supposée du lien entre la variable dépendante et une des variables indépendantes. La seule supposition qui peut être testée, c'est le fait que ce lien existe, et que sa valeur est positive ou négative. Tout cela parce que le sens de cette analyse est d'essayer de rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle il n'existe aucun lien entre des variables analysées.

Dans l'analyse de régression appliquée, l'hypothèse nulle est choisie délibérément pour découvrir si la variable dépendante est liée à la variable explicative donnée. Si l'hypothèse nulle est durable, il n'y a aucune raison d'inclure la variable explicative donnée dans le modèle. Cependant, si cette variable explicative appartient au modèle, on peut s'attendre à rejeter l'hypothèse nulle en faveur de l'hypothèse alternative disant par exemple que le coefficient analysé est différent de zéro (Gujarati 2006:178).

Par conséquent, si on a réussi à rejeter l'hypothèse nulle, on accepte donc l'hypothèse alternative affirmant qu'un lien entre les variables analysées existe. Si on n'a pas réussi à rejeter l'hypothèse nulle, l'existence de lien entre des variables reste inconnue, il peut exister ou ne pas exister. « Le fait qu'on ne rejette pas d'hypothèse nulle ne signifie pas nécessairement que cette hypothèse est vraie, parce qu'une autre hypothèse peut être également compatible avec les données » (*Ibid.*:122). Par conséquent, ne rejetant pas d'hypothèse nulle, nous ne pouvons pas affirmer que l'analyse statistique nous donne l'information sur l'absence du lien entre des variables, car ce lien pourrait être trouvé par l'ajout de quelques autres variables indépendantes.

L'absence de lien entre des phénomènes étudiés ne peut donc pas être constatée avec certitude sur la seule base d'une telle analyse. L'absence de lien entre des variables peut être justifiée seulement dans le cadre d'un raisonnement théorique. Le seul résultat possible de l'analyse de régression linéaire multiple (si l'hypothèse nulle est rejetée) est l'identification et la mesure d'un lien entre des phénomènes étudiés et le fait de savoir qu'une variable explicative influence positivement ou négativement la variation de la variable expliquée. Cette limitation rend impossible une comparaison précise de l'influence des variables explicatives sur la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques et non démocratiques. Elle ne permet pas de conclure en réalité si certaines variables explicatives influencent vraiment dans un type de pays et n'influencent pas dans un autre type de pays, car les variables « n'influençant pas » ne peuvent être identifiées comme telles avec certitude. Cette limitation est discutée dans la section « Procédure de l'analyse ».

De plus, même si on a trouvé un lien entre des variables analysées, l'analyse statistique ne nous donne aucune information de présence d'une causalité dans ce lien. Encore là, la présence d'une causalité peut être affirmée seulement sur la base de la théorie sociologique. Une relation statistique, même forte et suggestive, ne peut jamais établir une connexion de causalité. Pour attribuer une causalité, il faut faire appel à un *a priori* ou aux considérations théoriques (Gujarati 1995:20–21). La régression ne signifie donc pas la causalité. La théorie doit déterminer si une ou plusieurs des variables explicatives sont liées à la variable dépendante (Gujarati 2006:10).

Par conséquent, toute l'argumentation au sujet de l'absence de lien entre des variables ou de la présence d'une causalité dans un lien trouvé est purement théorique et n'est pas testable par l'analyse de régression linéaire multiple. Cependant, malgré toutes ces limitations, l'analyse de régression donne des informations utiles pour la vérification de certaines hypothèses théoriques de la recherche.

Afin d'examiner si l'effet d'une variable explicative sur la satisfaction de la vie varie dans des pays démocratiques et non démocratiques, l'analyse multiniveaux sera utilisée.

L'analyse multiniveaux est une technique largement utilisée par les chercheurs en sciences humaines et sociales. Sa popularité a augmenté au cours des dix dernières années (Twisk 2011), car la recherche sociale implique régulièrement le problème des relations entre l'individu et l'environnement social. L'analyse multiniveaux contribue à l'examen de l'influence mutuelle de l'environnement et l'individu. Les modèles multiniveaux offrent des solutions adéquates aux problèmes de la modélisation des effets de l'environnement sur les individus (Bressoux 2007), car les recherches multiniveaux intègrent à la fois les données micro (celles de niveau des individus) et macro (celles de niveau des groupes). Les modèles multiniveaux se retrouvent dans la littérature également sous le nom des modèles linéaires hiérarchiques (Arrègle 2003), puisqu'ils prennent en compte des données ayant une structure hiérarchisée, c'est-à-dire les données à deux niveaux ou plus. Le principal avantage des modèles linéaires hiérarchiques est d'analyser les relations à l'intérieur d'un niveau hiérarchique (un individu, un groupe...) aussi bien qu'entre les niveaux (*Ibid.*:10). Les interactions entre-niveaux (*cross-level interactions*) sont définies comme les interactions entre les variables mesurées dans les niveaux différents dans les données structurées hiérarchiquement. Une interaction entre-niveaux est une interaction micro-macro (Kreft & de Leeuw 2000:12-13). Comme le but principal de notre recherche est une analyse des relations entre des idées des individus sur le bien-être personnel et le type de contexte social (démocratique ou non démocratique) nous avons donc un échantillonnage à deux niveaux : des pays et des individus au sein des pays retenus. L'analyse multiniveaux est donc une méthode pertinente pour notre recherche.

La logique de l'analyse multiniveaux est celle de l'analyse de régression dans des circonstances particulières (Bickel 2007). Elle implique l'estimation de régression

pour chaque groupe (pays dans notre cas), c'est-à-dire une analyse des effets des variables explicatives sur la variation de la variable dépendante. Ce sera une analyse de niveau 1. Dans le niveau 2, les variables dépendantes seront les variations des effets estimés dans le niveau 1 et la variable explicative sera le type de contexte social (démocratique ou non démocratique dans notre cas). Par conséquent, l'analyse multiniveaux permet d'examiner comment la variation de l'effet d'une variable explicative entre les pays est influencée par le type de contexte social. En bref, « Le modèle de niveau 1 va permettre de mettre en évidence le modèle de régression de chaque groupe. Le niveau 2 analysera les variations entre les modèles des groupes. » (Arrègle 2003:12). « Ce second niveau est donc analysé par la réalisation de régressions qui ont comme variable dépendante respectivement les intersections⁸ et les pentes⁹ des régressions de niveau 1 (c'est-à-dire les n régressions faites pour les n groupes). » (*Ibid.*). Dans les modèles linéaires hiérarchiques, les intersections et pentes des modèles de niveaux 1 sont les variables dépendantes des modèles de niveau 2. (*Ibid.*:19). « L'objectif est de répondre à la question suivante : est-ce que x^{10} et y^{11} sont en relation ? Si oui, est-ce que la relation entre x et y dépend de Z^{12} ... ? » (*Ibid.*:23). Les modèles multiniveaux constituent donc un compromis entre la modélisation de chaque contexte séparément avec son propre modèle et la modélisation de tous les contextes simultanément avec le même modèle (Kreft & de Leeuw 2000:14).

Un des avantages des modèles linéaires hiérarchiques est qu'ils « permettent de travailler sur des données déséquilibrées (c'est-à-dire n'ayant pas le même nombre d'observations dans chaque unité de niveau 2). » (Arrègle 2003:17). Les chercheurs peuvent donc analyser les groupes ayant des grandeurs différentes. Par exemple,

⁸ Constantes.

⁹ Coefficients.

¹⁰ Une variable explicative de niveau 1.

¹¹ La variable dépendante de niveau 1.

¹² Une variable explicative de niveau 2 (le type de contexte social dans notre cas).

analyser les écoles ayant des nombres différents d'observations (Kreft & de Leeuw 2000:38) ou des classes ayant des nombres d'élèves différents (Hox 2010:11). Les échantillons minimaux sont égaux à 30 observations. « Pour obtenir des résultats de qualité avec ces modèles pour analyser des relations multiniveaux, un échantillon minimal de $n^{13} = 30$ et $N^{14} = 30$ est nécessaire. » (Arrègle 2003:17). Il faut donc au moins 30 groupes composés chacun de 30 individus (Hox 2010:235). Comme la base des données de cette recherche contient le nombre suffisant des observations de niveau 1 (individus) aussi bien que de niveau 2 (pays), l'analyse multiniveaux est possible. Les données sont présentées avec plus de détails plus loin.

Toutes les analyses statistiques dans notre recherche sont effectuées en utilisant le logiciel SPSS.

Données : présentation et discussions

Dans ce projet, deux bases de données sont utilisées : l'**Enquête mondiale sur les valeurs** pour l'analyse comparative des déterminants de la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques et non démocratiques et l'**Indice de démocratie** pour diviser des pays en démocratiques et non démocratiques et créer des échantillons pour l'analyse multiniveaux. Afin d'obtenir plus de précision, une analyse de contrôle a été effectuée sur les échantillons alternatifs créés en utilisant V-Dem (*Varieties of Democracy*) indices (2011).

Pour mieux évaluer la qualité des données utilisées et respectivement la qualité des résultats obtenus à partir de l'analyse de ces données, il faut avoir une idée de la nature et de la provenance des données que l'on utilise pour produire la connaissance sociologique. Il faut donc mentionner que toutes les bases de données statistiques, ainsi que les indices des régimes politiques sont le produit du travail de chercheurs

¹³ Le nombre d'observations au sein de chaque unité de niveau 2.

¹⁴ Le nombre d'unités de niveau 2.

qui utilisent des méthodes différentes de collecte de données. Toutes les méthodes peuvent être discutées et critiquées ; toutes les bases de données et les indices ont donc leurs partisans ainsi que leurs adversaires. Il n'existe pas de bases de données parfaites.

La question cruciale dans de telles discussions est donc non seulement celle de la qualité des données et de la pertinence des méthodes de leur collecte, mais aussi celle de l'existence de données alternatives qui seraient plus pertinentes ou de meilleure qualité. En fait, dans certains cas, l'absence d'alternatives acceptables rend inévitable l'utilisation d'une seule base de données, comme c'est le cas du projet actuel. Dans tous les cas, la discussion des avantages et des problèmes liés à une base de données spécifique est très utile, car elle contribue à une meilleure compréhension du type d'information obtenue dans l'analyse à partir de celle-ci. Dans cette section, on présente donc les bases de données de la recherche actuelle et on procède à l'analyse des discussions à leur sujet dans le discours scientifique. On peut ainsi justifier l'utilisation d'une base de données non seulement grâce à son unicité, mais aussi en fonction des avantages qu'elle présente.

Enquête mondiale sur les valeurs

L'**Enquête mondiale sur les valeurs** est la base de données qui semble la plus pertinente pour une analyse comparative des idées du bien-être personnel dans différentes sociétés contemporaines. Il y a des questions propres aux objectifs de la recherche actuelle dans le questionnaire de cette enquête. Il y a des données pour plusieurs pays démocratiques et non démocratiques.

L'Enquête mondiale sur les valeurs est un réseau mondial de scientifiques sociaux qui étudient les changements des valeurs et leurs effets sur la vie sociale et politique (selon le site officiel de cette Enquête (Anon n.d.)). C'est une base de données unique qui rend possible l'examen des liens entre des valeurs politiques et le développement

économique ainsi qu'entre la culture politique et les institutions démocratiques (Inglehart & de Estudios Sociales 2000). L'Enquête mondiale sur les valeurs a commencé en 1981 et elle se compose d'enquêtes représentatives à l'échelle nationale, effectuées dans presque cent pays qui contiennent presque 90% de la population mondiale. Cette Enquête est une investigation non commerciale et transnationale, longitudinale. C'est l'enquête sur les croyances et les valeurs la plus large jamais exécutée, comprenant des entrevues avec presque 400.000 répondants. De plus, l'Enquête mondiale sur les valeurs est la seule étude académique couvrant l'éventail complet des variations globales, des pays très pauvres aux pays très riches, dans toutes les zones culturelles mondiales majeures (Anon n.d.).

Les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs sont très populaires et largement acceptées par des chercheurs de différents domaines. Selon le site officiel de l'Enquête, ces données furent téléchargées environ 100.000 fois par des chercheurs, des journalistes, etc., elles sont utilisées par des milliers de chercheurs dans les sciences humaines (*Ibid.*) et environ un millier de publications sont basées sur cette base de données (Inglehart et al. 2008:267).

Pour tous les pays, un questionnaire commun est utilisé. La procédure de création du questionnaire implique la sollicitation de chercheurs dans les sciences sociales de tous les pays du monde qui font leurs suggestions sur les questions. Un questionnaire final est alors développé en anglais. Le questionnaire est traduit dans diverses langues nationales. Dans plusieurs pays, le questionnaire traduit est testé afin d'identifier des problèmes de traduction. Certaines questions problématiques sont exclues des questionnaires nationaux (Anon n.d.).

Des échantillons nationaux sont tirés de l'ensemble des populations de 18 ans et plus. L'échantillon minimal est égal à 1000 répondants. Dans la plupart des pays, on utilise l'échantillonnage aléatoire stratifié pour obtenir des échantillons nationaux

représentatifs. Les entrevues sont réalisées durant une période limitée en utilisant des questionnaires uniformément structurés (*Ibid.*).

L'Enquête mondiale sur les valeurs est mise en œuvre par des organisations professionnelles en utilisant des entrevues en tête-à-tête ou des entrevues téléphoniques pour des régions éloignées. Chaque pays a un Enquêteur principal travaillant dans une institution académique qui est responsable de la réalisation de l'Enquête selon des règles et des procédures établies. Aucun pays n'est inclus dans la vague, soit une période déterminée de recherche, avant que la documentation entière soit livrée. Cela signifie le questionnaire rempli (données) et un rapport d'information sur les spécificités du pays, par exemple, les événements politiques pendant l'enquête ou autres problèmes particuliers du pays (*Ibid.*).

Il existe six vagues, c'est-à-dire, six périodes définies de l'Enquête mondiale sur les valeurs. Dans ce projet, les données agrégées de l'Enquête mondiale sur les valeurs 1981-2014 (*World Values Survey 1981-2014 longitudinal official aggregate*) sont utilisées. Puisque ce projet est consacré à l'analyse des sociétés contemporaines, les données les plus récentes sont utilisées, 2005-2014. La spécificité de cette base des données est que les données pour différents pays sont collectées dans les années différentes. Nous devons donc utiliser les données pour une période assez large afin d'avoir les données pour différents pays. Pour chaque pays, les données les plus récentes disponibles sont utilisées et ce sont les données pour une année pour chaque pays.

La disponibilité des données pour chaque pays pour chaque année a été vérifiée à travers l'analyse de régression avec neuf variables indépendantes décrites plus loin. Seuls les pays pour lesquels cette analyse était possible sont inclus dans l'échantillon

de la recherche, car pour l'analyse multiniveaux il est nécessaire que le modèle linéaire soit estimé pour chaque contexte or groupe¹⁵.

Ici, la question importante concernant la qualité de la base de données de l'Enquête mondiale sur les valeurs doit être discutée. C'est la question de qualité du questionnaire qui est liée aux discussions de validité de certaines mesures. Par exemple, dans le discours scientifique, il existe plusieurs discussions sur la validité des mesures de la satisfaction de la vie. Une des discussions les plus répandues porte sur le fait de saisir si le langage de l'Enquête influence les réponses et dans quelle mesure. Est-ce que les différences entre nations (*cross-national*) de la satisfaction de la vie peuvent être attribuées aux problèmes de traduction ? (Inglehart & Klingemann 2000:167). Inglehart et Klingemann (2000), sur la base de recherches empiriques, ont tiré la conclusion que non, ces différences ne doivent pas être attribuées aux problèmes de traduction, bien qu'il soit évident que le mot « satisfait » peut ne pas être équivalent dans différentes langues. Les différences interculturelles concernant la satisfaction de la vie ne sont pas le résultat (*artifacts*) de la traduction, plutôt « ils semblent refléter les expériences historiques de la société donnée » (*Ibid.*:169). De plus, les différences entre la satisfaction de la vie dans différentes sociétés présentent des caractéristiques des cultures données relativement stables : « ils ne reflètent pas simplement des influences transitoires qui gonflent ou dépriment temporairement les niveaux de la satisfaction de la vie des sociétés données » (*Ibid.*).

La question de l'influence de la culture sur la variation des réponses sur la question concernant la satisfaction de la vie apparaît également dans Suh (2000). Selon lui, les rapports sur le bien-être personnel « sont susceptibles d'être influencés par le degré dans lequel les membres de la culture donnée désirent se présenter comme une personne heureuse et satisfaite dans la vie » (Suh 2000:75). Les perceptions

¹⁵ « In multilevel models there is the notion that separate (first-level) linear models for each context should be fitted. Usually each group has the same explanatory variables and the same outcome, but with different regression coefficients » (Kreft & de Leeuw 2000:2).

culturelles de la notion du bonheur personnel semblent être différentes par exemple, entre les sociétés nord-américaine et asiatique (*Ibid.*). Les membres des sociétés individualistes et occidentales se présentent donc plus volontairement comme personnes satisfaites dans la vie et plus heureuses que les membres des sociétés collectivistes et non occidentales. Dans tous les cas, ce n'est pas le langage de l'enquête qui définit les réponses sur la question de la satisfaction de la vie.

Selon Kahneman et Krueger (Kahneman & Krueger 2006), les réponses à la question de la satisfaction de la vie peuvent également être influencées par des facteurs subjectifs, par exemple, par l'état émotionnel ou des événements agréables et désagréables, par des dépressions, ou encore par la météo. Malgré toutes ces particularités, les données sur la satisfaction de la vie sont considérées comme assez fiables et elles sont largement utilisées dans des recherches scientifiques contemporaines.

De plus, les résultats des recherches montrent que le taux de non-réponses sur la question de satisfaction de la vie est bas et la réponse « ne sais pas » est également assez rare même dans des nations non occidentales. Cela signifie que la plupart des gens savent très bien s'ils jouissent ou ne jouissent pas de la vie (Veenhoven 2000:269) Veenhoven (2000) conclut, à partir de l'exemple des Américains, que si les gens répondent qu'ils sont satisfaits dans leur vie, ils sont vraiment satisfaits (*Ibid.*). Il affirme que les recherches expérimentales n'ont pas confirmé l'influence de la langue de la recherche ou des valeurs sociales, par exemple les valeurs hédoniques ou les orientations collectivistes décourageant la réponse « très satisfait » (*Ibid.*:270). Finalement, Veenhoven conclut, en se basant sur des résultats empiriques, qu'« il semble que des auto-déclarations de bonheur général peuvent être comparées de façon significative (*meaningfully*) entre nations » (*Ibid.*:271) et que « les estimations de bonheur reflètent quelque chose d'universel qui peut être comparé entre cultures » (*Ibid.*:272). Dans ce projet, il est donc accepté que les

réponses à la question de la satisfaction de la vie reflètent la satisfaction de la vie des répondants dans différentes sociétés. La satisfaction de la vie est donc utilisée en tant que variable dépendante, dont la description est présentée plus loin.

Une autre discussion sur la qualité de données de l'Enquête mondiale sur les valeurs concerne la question de la qualité des données pour les pays ayant des régimes autoritaires. Il est bien évident que les recherches sociales sont beaucoup plus répandues et, par conséquent, plus habituelles pour les membres des sociétés démocratiques, tandis que dans des sociétés non démocratiques, les recherches sociales peuvent être très limitées ou même absentes.

Un manque d'expérience de participation dans des recherches sociales ainsi qu'un manque de discussion publique sur les problèmes sociaux caractéristiques des sociétés non démocratiques doit inévitablement avoir quelques conséquences. Les membres des sociétés non démocratiques peuvent ne pas comprendre les objectifs et les motivations des recherches sociales et par conséquent traiter ces recherches de façon plutôt négative. On peut donc supposer que la qualité des données peut être influencée par le fait que les membres des sociétés ayant des régimes non démocratiques ont tendance à percevoir les enquêtes sociales d'une autre manière que les citoyens de régimes démocratiques. De plus, les membres de sociétés où il y a des cas de répression contre les dissidents, les opposants politiques, les journalistes indépendants, etc. peuvent traiter avec suspicion toutes les tentatives d'obtenir une information sur leurs opinions concernant non seulement les institutions politiques ou les activités sociales et politiques, mais également sur tous les autres aspects de la vie. Par exemple, Goodwin (1999) prévient qu'en traitant des données chinoises, il faut être conscient que les réponses données par les répondants et les conclusions obtenues par des chercheurs peuvent être influencées par le climat politique dans lequel la recherche a été réalisée (Goodwin 1999:146). Même dans des études sur la santé des patients des hôpitaux dans des pays démocratiques, des patients appartenant

à certaines cultures collectivistes ont tendance de ne pas répondre franchement aux questions posées par des personnes n'appartenant pas au groupe national des répondants (Hart & Poole 1995).

L'analyse de la base russe de données longitudinales de monitoring (*Russian Longitudinal Monitoring Survey*), probablement la plus grande base de données individuelles de différentes régions de Russie comprenant des données sur plusieurs aspects de la vie, montre que le taux de données manquantes, c'est-à-dire les non-réponses, est trop élevé. Ainsi, il arrive souvent que moins d'un tiers des répondants ait répondu aux questions concernant non seulement la consommation d'alcool (les non-réponses à de telles questions sont attendues et prévisibles), mais également aux questions sur l'utilisation de l'Internet, sur les vacances à l'étranger, sur les compétences linguistiques, sur le lieu des études secondaires, etc. Cela signifie probablement que certaines questions sont perçues comme indiscrètes, indécentes ou même dangereuses. Il est peu probable que les adultes soient incapables de répondre s'ils ont passé leurs vacances à l'étranger ou non ou s'ils parlent des langues étrangères ou non. Il est également peu probable que les questions concernant des compétences et des activités étant posées dans la langue maternelle des répondants soient incompréhensibles pour des répondants alphabétisés.

En résumant, Goodwin (1999) conclut que l'existence de particularités des répondants de certaines sociétés et cultures, ne signifie pas que tous les résultats obtenus dans tels échantillons devraient être totalement ignorés. Cependant, cela signifie que les chercheurs devraient être particulièrement sensibles aux contextes politiques et sociaux dans lesquels les données ont été collectées et ils devraient, si c'est possible, obtenir des données de sources supplémentaires.

La question de qualité des données pour les pays non démocratiques reste donc ouverte, bien que dans tous les pays de l'échantillon de l'Enquête mondiale sur les valeurs, des techniques de collecte de données et des méthodologies très élaborées ont

été utilisées. Le taux de non-réponse est plus bas que dans le monitoring russe. Dans tous les cas, la base de données de l'Enquête mondiale sur les valeurs reste probablement la meilleure base de données individuelles concernant les valeurs sociales et englobant un aussi grand nombre de pays du monde. De plus, pour plusieurs pays c'est la seule base de ce type de données. Les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs « demeurent ... la source la plus riche et fiable pour l'analyse statistique comparée des valeurs culturelles » (Armony 2002:33).

Comme nous l'avons vu plus haut, les procédures de collecte de données de l'Enquête mondiale sur les valeurs sont assez précises, transparentes et communes pour tous les pays. Cela permet de supposer que ces données reflètent, dans une certaine mesure, les valeurs et les opinions des gens dans des pays étudiés.

Dans ce projet, la base de données de l'Enquête mondiale sur les valeurs est donc considérée comme la base de données la plus pertinente pour les objectifs du projet. Il est également accepté que l'analyse de ces données permette d'obtenir de l'information assez authentique des tendances caractérisant les sociétés contemporaines, bien qu'il soit impossible de comparer les résultats en utilisant une autre base de données englobant toutes les sociétés de l'échantillon.

Indice de démocratie

Puisque le but principal de ce projet est une analyse comparative des idées de bien-être personnel dans des sociétés démocratiques et non démocratiques contemporaines, la spécification des sociétés démocratiques et non démocratiques présente un problème clé de la recherche actuelle. Dans le premier chapitre, des concepts théoriques de la démocratie moderne ainsi que du totalitarisme et de la non-démocratie ont été analysés et les deux idéaltypes, de la démocratie moderne et de la non-démocratie, ont été développés. Cependant, pour une recherche empirique, une classification précise des sociétés concrètes est requise. Ceci est un problème clé.

Dans cette partie du texte, nous discutons les différents concepts de mesure de régimes politiques et puis justifions le choix de mesure pour le projet actuel.

En fait, bien qu'une analyse théorique s'appuie en général sur des exemples réels de sociétés démocratiques et non démocratiques, ce type d'analyse permet un niveau assez élevé d'abstraction, de généralisation et même d'idéalisation. Grâce à l'analyse théorique, une possibilité de distinguer théoriquement des sociétés démocratiques et non démocratiques est obtenue. Cependant, s'il s'agit d'une classification empirique de sociétés concrètes, une élaboration de critères précis et mesurables de classification est nécessaire ainsi qu'une méthodologie permettant de mesurer ces critères dans toutes les sociétés. Des débats autour du choix des critères pour mesurer les régimes politiques sont largement présentés dans le discours scientifique dont l'analyse plus détaillée est présentée plus loin.

Le nombre de critères est un autre aspect de mesure des régimes politiques. Les concepts théoriques de démocratie moderne, ainsi que de sociétés totalitaires ou autoritaires peuvent contenir plusieurs aspects à analyser et un grand nombre de caractéristiques sociales et politiques peut être décrit, conceptualisé et critiqué. Dans le cadre d'une analyse théorique, ce nombre est presque infini, tandis que pour une mesure empirique, le nombre des paramètres à mesurer est très limité, soit par un manque de disponibilité de données et d'information, soit par l'impossibilité de les opérationnaliser et de les mesurer empiriquement, soit par la nécessité d'obtenir un indice raisonnable et utile pour des études empiriques ou théoriques, soit encore en raison des dépenses requises pour une telle mesure. Une surcharge du concept « peut diminuer son utilité en faisant un concept qui n'a pas de références empiriques » (Munck & Verkuilen 2002:9). En général, les mesures de régimes devraient être évaluées selon qu'elles servent à traiter des questions importantes de recherche, qu'elles peuvent être interprétées d'une façon significative et qu'elles sont

reproductibles (Cheibub et al. 2010:67). Le choix des paramètres à mesurer présente donc un défi théorique et méthodologique pour les chercheurs.

Il existe plusieurs concepts et plusieurs opinions portant sur les mesures empiriques des régimes politiques. Les chercheurs construisent des indices en utilisant des paramètres qui sont considérablement différents. Par exemple, l'Indice de la démocratie de *The Economist Intelligence Unit* est construit sur la base de cinq critères : le processus électoral et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique et les libertés civiles. D'autres indices prennent en compte la participation politique (élections libres, règles démocratiques, droit d'association, liberté d'expression), l'autorité de la loi (séparation des pouvoirs, système judiciaire indépendant, droits civils) (Møller & Skaaning 2010:264), la conformité de la Constitution avec les principes du gouvernement démocratique, l'ouverture du gouvernement à la participation des citoyens dans les processus politiques, l'accès des citoyens et des médias à l'information gouvernementale, la liberté de l'économie face à la domination gouvernementale (Coppedge et al. 2011:250). Inglehart construit l'indice de démocratie, pour distinguer les démocraties formelles et effectives, sur la base des scores de contrôle de corruption de la Banque Mondiale, de la mesure d'intégrité des élites (pour qualifier la présence institutionnelle des droits civils, ou de la démocratie formelle) et de l'indice de démocratie effective de *Freedom House* (Inglehart & Welzel 2005:11). La liste des critères possibles de démocratie inclut donc plusieurs caractéristiques des systèmes politiques, judiciaires et législatifs (Coppedge et al. 2011:250), (Munck & Verkuilen 2002).

La question de la pertinence de telle ou telle façon de mesurer et de classifier les régimes politiques est largement discutée dans le discours scientifique, parce que plusieurs études, surtout des études comparatives en sciences politiques, économiques et sociales utilisent des indices de régimes politiques différents.

Les désaccords principaux parmi les chercheurs portent sur ce qui devrait être mesuré exactement et comment cela doit être mesuré : « Quelle est la notion de démocratie qui sous-tend les mesures existantes ? Une mesure devrait être continue ou catégorielle ? Si elle est catégorielle, devrait-elle être dichotomique ou polychromique ? La contribution aux mesures devrait-elle porter exclusivement sur des événements observables ou devrait-elle être un jugement subjectif impliqué dans sa genèse ? » (Cheibub et al. 2010:68). Les réponses à ces questions donnent l'information essentielle sur le sens de différentes mesures de régimes politiques.

Les grands débats sur la mesure de démocratie portent également sur les composantes constituant de telles mesures, la forme numérique des mesures et la façon dont les différentes composantes sont combinées en une seule mesure (Boix et al. 2012). Le nombre d'écrits scientifiques concernant ces débats est énorme (*Ibid.*).

S'il s'agit de la base théorique de mesures de régimes politiques concernant la définition de la démocratie, cette base varie quant à savoir si une mesure adopte un concept minimaliste de démocratie par opposition à un concept plus substantif (Cheibub et al. 2010:72). Selon un concept minimaliste, une démocratie dépend exclusivement de la présence de certaines institutions sans aucune référence aux résultats du fonctionnement de ces institutions. Selon un concept substantif, une démocratie est donc un régime dans lequel les personnes qui gouvernent sont choisies à travers des élections contestées. L'occurrence de telles élections est une condition nécessaire et suffisante pour caractériser un régime comme démocratique (*Ibid.*).

S'il s'agit de concepts plus substantifs de démocratie, ces institutions sont considérées comme une condition nécessaire, mais non suffisante pour spécifier un régime politique. Selon ce type de concept de démocratie, ce sont les résultats ou les conséquences du fonctionnement des institutions qui permettent de caractériser un régime comme démocratique ou non démocratique, car ce ne sont pas tous les

régimes basés sur des élections libres qui peuvent être appelés démocratiques. Ce qui importe est que grâce à ces élections certains biens communs soient obtenus (*Ibid.*).

Ces deux types de concepts de démocratie, minimaliste et substantive, créent la base pour différents types de classification des régimes politiques. Le concept minimaliste produit une classification minimaliste, selon laquelle les deux types fondamentaux de régimes politiques peuvent être distingués – une démocratie et une dictature. Un tel type de classification dichotomique est développé et défendu par Cheibub et coll. (2010), Boix et coll. (2012).

Les classifications basées sur des concepts substantifs de démocratie sont présentées par *Freedom House* qui offre deux indices de liberté pour indiquer une « démocratie » celui : des droits politiques et celui des libertés civiles. *Polity IV* offre des indicateurs sur l'autorité des exécutifs (est-elle illimitée ?) et sur la nature de la participation politique (est-elle réglementée, supprimée ou en proie à la violence?) (*Ibid.*).

Un aspect des débats sur la classification des régimes politiques est donc la question de savoir si un concept minimaliste est suffisant pour caractériser des régimes politiques. Cheibub et coll. (2010) arguent que la mesure minimaliste de démocratie est compatible avec la plupart des études théoriques qui animent les recherches empiriques de régimes politiques. Un concept minimaliste de démocratie est suffisant parce que généralement le mécanisme qui relie des régimes politiques aux résultats du fonctionnement des institutions est la présence ou l'absence des élections ouvertes et libres (*Ibid.*:73). Quant aux concepts substantifs de démocratie, ils génèrent des mesures qui ne sont pas soumises aux études empiriques et de telles mesures sont plutôt redondantes (*Ibid.*), car la connaissance de quelques phénomènes clés conduit nécessairement à la supposition de l'existence ou de l'absence de tous les autres phénomènes correspondants. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de mesurer tous les phénomènes existants.

En résumé, le concept minimaliste de démocratie met l'accent sur un aspect considéré comme clé et général du fonctionnement de la démocratie, ce sont les élections ouvertes et libres entre candidats opposés, mais omet des détails particuliers d'organisation de la vie politique inhérents aux sociétés différentes. Selon l'idée principale du concept minimaliste, toutes les particularités du fonctionnement et de l'organisation des systèmes politiques sont utiles pour créer des distinctions plus profondes à l'intérieur ou à travers chacune des catégories, c'est-à-dire pour distinguer différents types de démocratie et différents types de dictature ; mais pour distinguer les démocraties et les dictatures, les élections libres et ouvertes sont suffisantes en tant que critère de base. Intrinsèquement, l'approche minimaliste part donc de la supposition de l'existence de deux catégories fondamentales bien définies de régimes politiques, les démocraties et les dictatures (*Ibid.*:74).

La définition de démocratie présente donc la base de production de telle ou telle mesure de régimes politiques, c'est pourquoi « des problèmes méthodologiques affectant des indices contemporains commencent au niveau de la définition » (Coppedge et al. 2011:249). Par conséquent, c'est l'impossibilité de consensus sur la définition qui produit l'impossibilité de consensus sur la mesure (*Ibid.*).

Une autre question essentielle entourant la mesure des régimes politiques est la fiabilité de celle-ci. La fiabilité dépend de la pertinence des règles de la mesure et des faits qui doivent permettre aux différents chercheurs de produire une lecture identique des cas spécifiques (Cheibub et al. 2010:74). Selon Cheibub et coll. (2010), une mesure minimaliste distinguant deux types de régime, une démocratie et une dictature, est basée sur un jugement objectif et un critère observable, ainsi, « elle repose sur des événements dont l'occurrence n'est pas difficile à vérifier : la tenue d'élections, l'existence de plus d'un parti politique et le changement de la direction (*leadership*) du gouvernement » (*Ibid.*). Les règles de codage d'une mesure

minimaliste de régimes politiques sont donc transparentes et stipulent une procédure claire pour agréger l'information – toutes les conditions doivent être satisfaites avant qu'un régime puisse être appelé démocratie (*Ibid.*).

La façon de mesurer des régimes politiques proposée par Cheibub et coll. (2010) est caractérisée par la simplicité et la clarté des critères. Selon Boix et coll. (2012), la classification dichotomique offre « une mesure concrète et transparente de démocratie en exigeant un ensemble des caractéristiques nécessaires et communes : « une démocratie doit répondre aux normes claires pour les deux - contestations et suffrage » et reflète « la nature cumulative des droits politiques dans l'installation du gouvernement de démocratie » (Boix et al. 2012:6).

Un codage dichotomique a ses propres avantages et limites. Par exemple, tel codage peut être utile pour analyser la durée des régimes démocratiques, cependant il « amalgame des politiques (*polities*) qui présentent des qualités de régime tout à fait différentes » (Coppedge et al. 2011:249). Par conséquent, tel codage peut produire une classification mettant dans une même catégorie des pays comme Papouasie Nouvelle-Guinée et Suède (*Ibid.*), tandis que des mesures continues ayant plus de catégories sont plus sensibles aux gradations de démocratie-autocratie (*Ibid.*). Contrairement à Coppedge et coll., Linz (2006) affirme que malgré des différences sociales et culturelles, des sociétés différentes, par exemple, telles que la Scandinavie et l'Inde, peuvent être qualifiées également de démocratiques, si leurs institutions politiques présentent suffisamment de ressemblances (Linz 2006:26). À part ça, même si un concept minimaliste est accepté, une question épineuse restera : les élections sont-elles vraiment contestées et qu'est-ce que constituent des élections justes, honnêtes et libres ? Comment pouvons-nous savoir que tous les partis politiques ont eu une chance équitable en campagne électorale et que des électeurs ont été partout en mesure d'exercer librement leur volonté ? » (Diamond 2002:166).

D'autres mesures de régimes politiques, par exemple les mesures proposées par *Freedom House* et *Polity IV*, utilisent des échelles. Cheibub et coll. (2010) critiquent des mesures polychromiques utilisant des échelles multipoints, car elles créent un nombre imposant de catégories intermédiaires qui ajoutent peu d'information et créent entre autres, des problèmes de mesure identique de cas spécifiques par différents chercheurs. Cependant, malgré une simplicité des critères, la classification minimaliste, elle aussi, n'est pas libre de problèmes de classification de certains régimes politiques. Ainsi, selon Cheibub et coll. (2010), certains régimes ne peuvent pas être spécifiés univoquement comme démocraties ou dictatures. Il s'agit de régimes ayant des caractéristiques de démocratie et de dictature en même temps. Le problème des régimes intermédiaires, et c'est le problème clé de classification de régimes politiques, est présent d'une manière ou d'une autre dans tous les types de classification empirique.

La question de spécification ou de classification des régimes dits intermédiaires ou hybrides attire l'attention des chercheurs parce que souvent ces régimes sont traités comme régimes transitoires qui seraient en train de se démocratiser ou, inversement, qui seraient en voie devenir plus autoritaires. Leur classification produit des difficultés, car les régimes hybrides combinent des éléments démocratiques et autoritaires (Diamond 2002). Des composantes autoritaires varient considérablement au sein de différents régimes hybrides et ont donc « différentes implications en regard de la performance économique, des droits de l'homme ou des perspectives pour la démocratie » (Levitsky & Way 2002:52). Par exemple, certains régimes violent les droits des groupes ethniques, dans d'autres régimes, il manque de contrôle civil sur les militaires ou les procédures démocratiques sont souvent violées et manipulées par les exécutifs (Levitsky & Way 2002).

Selon Diamond (2002), pratiquement tous les régimes hybrides contemporains sont délibérément pseudo démocratiques « en ce qui concerne l'existence des institutions

politiques formellement démocratiques comme la compétition électorale multipartite » (Diamond 2002:168). En effet, dans ce type de régimes, il manque une arène de contestation ouverte, libre et juste. Un parti d'opposition peut gagner des élections, mais cela exige un niveau beaucoup plus élevé de mobilisation et d'héroïsme que ce qui est requis dans un régime démocratique (*Ibid.*). Par conséquent, si on accepte un standard très exigeant de démocratie englobant non seulement des élections démocratiques, mais également une protection solide des libertés civiles, le nombre des démocraties réelles diminue, tandis que la proportion de régimes intermédiaires se gonfle (Diamond 2002). Diamond propose donc de distinguer les démocraties libérales et les démocraties électorales pour souligner le niveau différent de liberté civile et politique dans les régimes dits démocratiques. Il propose également de diviser des régimes non démocratiques en ceux ayant des compétitions électorales et ceux qui sont complètement fermés politiquement (*Ibid.*:169). Levitsky et Way (2002) aussi proposent de distinguer l'autoritarisme compétitif d'autres formes de régimes hybrides et autoritaires.

Dans le discours scientifique, il est donc accepté largement, qu'entre des régimes démocratiques et autoritaires on trouve des régimes dits ambigus (Diamond 2002) ou intermédiaires (Cheibub et al. 2010). La catégorie même de régimes ambigus signale la difficulté de tracer une frontière univoque entre démocratie et non-démocratie, surtout s'il s'agit d'autoritarisme électoral. Cette difficulté est provoquée par une autre difficulté – de dire si des élections dans certains cas sont vraiment libres et justes et si tous les partis politiques jouissent des mêmes possibilités en campagne électorale (Diamond 2002). Comme beaucoup de régimes, même démocratiques, permettent des violations des procédures démocratiques, dans une certaine mesure, par conséquent beaucoup de régimes dans le monde contemporain combinent des caractéristiques démocratiques et non démocratiques. Selon une telle approche, la plupart des régimes sont « mixtes » à un degré ou un autre (*Ibid.*:175). Les régimes politiques peuvent donc être divisés en démocratiques, autoritaires et mixtes avec des

catégories additionnelles plus spécifiées de démocratie et d'autoritarisme, comme le propose Diamond (2002).

Selon Merkel (2004), la violation de principes démocratiques dans certains cas permet de distinguer des démocraties défectueuses (*defective democracy*). Merkel (2004) spécifie quatre sous-types de démocratie défectueuse : 1. La « démocratie exclusive » est caractérisée par l'exclusion de certains segments de la population du droit civil du suffrage universel, par exemple, certains groupes ethniques dans des pays postcommunistes; 2. La « démocratie de domaines » (*domain democracy*) se caractérise par l'exclusion de certains domaines politiques du pouvoir des représentants élus démocratiquement; 3. La « démocratie illibérale » (*illiberal democracy*) constitue un régime où le contrôle exécutif et législatif est faiblement limité par le judiciaire. Les normes constitutionnelles ont peu d'impact sur les actions du gouvernement et les droits civils sont partiellement suspendus ou ne sont pas encore établis; 4. La « démocratie délégative » (*delegative democracy*) est un régime où le législatif a un contrôle limité sur le pouvoir exécutif, tandis que les actions du gouvernement sont rarement déterminées par des normes constitutionnelles (Merkel 2004:49–50). La catégorie de démocratie défectueuse est décrite chez Merkel en spécifiant que des pays sans élections probantes (*meaningful elections*) où le régime électoral est plus que modérément défectueux sont considérés comme autocratiques et ne peuvent pas entrer dans la catégorie de démocraties défectueuses.

Le problème de régimes qui ne peuvent pas être spécifiés univoquement comme démocratiques ou non démocratiques est donc reconnu largement, et différents chercheurs proposent des solutions diverses. Cheibub et coll. (2010) proposent d'exclure de tels régimes « intermédiaires » de la base de données ou de les spécifier comme démocratiques ou non démocratiques en tenant compte de la probabilité de se tromper (Cheibub et al. 2010:70–71). Diamond (2002) les renvoie à la catégorie de régimes ambigus. Levitsky et Way (2002) traitent des régimes dits formes partielles

de démocratie en tant que formes diminuées d'autoritarisme, ou autoritarisme compétitif. Dans ces types de régimes, les procédures démocratiques sont violées assez souvent et sérieusement pour « créer un terrain de jeu inégal entre le gouvernement et l'opposition » (Levitsky & Way 2002:53). Les régimes caractérisés par de tels abus ne peuvent pas être appelés démocratiques. Selon Merkel (2004), la violation de principes démocratiques dans certains cas permet de distinguer des démocraties défectueuses (*defective democracy*) comme un type particulier de régimes politiques mixtes. L'Indice continu de démocratie de *The Economist Intelligence Unit* (Kekic 2007) distingue les démocraties complètes (*full democracy*), les régimes autoritaires. Deux catégories se posent entre eux : démocraties défectueuses (*flawed democracy*) et régimes hybrides. Les régimes hybrides sont considérés comme moins démocratisés que les régimes spécifiés comme démocraties défectueuses.

Il faut tenir compte qu'en spécifiant des régimes hybrides, ambigus, mixtes ou intermédiaires, différents auteurs peuvent parler de différents pays et de différentes périodes. Une telle diversité d'opinions à propos de régimes « ayant des problèmes de classification » signale l'impossibilité de créer une mesure de régimes politiques parfaite, univoque et totalement acceptée.

En général, le choix de mesure des régimes politiques dépend du fait qu'un chercheur croit que « les régimes viennent en types (démocraties et dictatures) ou que la démocratie est un attribut (continu) de tous les régimes politiques » (Cheibub et al. 2010:78). Cheibub et coll. (2010) défendent l'idée que chercher la présence de démocratie dans des dictatures et de comparer des dictatures pour définir laquelle est la plus démocratisée, ce que font les mesures continues, est de nature à violer le bon sens (*Ibid.*).

Une classification minimaliste de régimes comme démocraties et dictatures n'implique pas que toutes les démocraties et toutes les dictatures se ressemblent.

Cheibub et coll. (2010) proposent de les classer à l'intérieur de ces deux catégories fondamentales. Par exemple, s'il s'agit de l'organisation du pouvoir politique, les démocraties peuvent être parlementaires, semi-présidentielles et présidentielles et parmi les dictatures, il existe des monarchies, des dictatures militaires et des dictatures civiles. Toutefois, une distinction entre des démocraties et des dictatures présente une étape préalable et nécessaire avant toutes les autres spécifications, car des régimes qui peuvent être qualifiés comme démocratiques diffèrent qualitativement de régimes qui ne peuvent pas (*Ibid.*:79).

Cependant, la distinction de régimes démocratiques et non démocratiques présente, elle-même, un problème quand il s'agit des régimes concrets. Une distinction théorique des régimes politiques permet un certain niveau d'abstraction et d'idéalisation, tandis qu'une division empirique des régimes concrets produit beaucoup plus de difficultés. Selon des auteurs analysant des mesures de démocratie, une division des régimes en démocratie et non-démocratie est toujours inévitablement arbitraire.

Différentes mesures, surtout des mesures continues, de régimes politiques proposent différents seuils pour distinguer des régimes démocratiques et non démocratiques ou des régimes plus ou moins démocratisés. Par exemple, l'Indice de démocratie de *The Economist Intelligence Unit* a établi le seuil 7,96 sur l'échelle de 0 à 10 pour distinguer des démocraties complètes et démocraties imparfaites et le seuil 5,98 pour distinguer des régimes démocratiques et hybrides (Kekic 2007). D'autres mesures proposent d'autres seuils. Néanmoins, « il n'y a pas de raisons théoriques ou d'événements observables qui justifient le point de coupe (*the cut-point*) pour la démocratie à deux, à cinq ou à huit » (Cheibub et al. 2010:95). Le problème du choix d'un seuil de démocratie existe pour tous les chercheurs. Ainsi, « aucun des auteurs n'offre une raison concrète pour des seuils autre que de prétendre que ces raisons sont intuitifs ou qu'ils renvoient à une autre étude qui utilise le même seuil » (Boix et al.

2012:6). En général, « le problème de marquer des cas intermédiaires (*borderline cases*) est commun à toutes les conceptualisations de régimes » (Levitsky & Way 2002:64). En fait, « le choix d'un seuil particulier est presque toujours arbitraire » parce qu'il est impossible d'interpréter de façon substantielle le mouvement d'un pays à travers un seuil particulier (Boix et al. 2012:6). Bien qu'il soit souhaitable que des mesures dichotomiques de régimes politiques évitent les problèmes du seuil distinguant démocratie et non-démocratie, le problème des régimes mixtes ou intermédiaires, selon Cheibub et coll. (2010), y reste quand même présent.

Selon Cheibub et coll. (2010), le choix de mesure de régimes politiques présente un problème essentiel dans une recherche empirique, parce que l'utilisation de différentes mesures peut conduire vers différents résultats, bien que des mesures différentes puissent aussi corrélérer fortement. Le choix de mesure doit donc être guidé par leur fondement théorique et empirique (Cheibub et al. 2010:68).

Sur la base de l'analyse des mesures de régimes politiques présentée plus haut deux problèmes principaux pour la partie empirique du projet actuel peuvent maintenant être spécifiés. D'abord, le problème du choix de mesure pour diviser les pays contemporains entre démocratie et non-démocratie et deuxièmement, le problème du choix du seuil de démocratie sur la base de la mesure choisie.

Pour le choix de la mesure, des critères suivants sont pertinents :

1. La disponibilité de la mesure, la possibilité de la télécharger et de l'utiliser dans une recherche empirique.
2. La mesure choisie doit être utile pour la réalisation des objectifs de la recherche. Elle doit donc englober un nombre suffisant de pays contemporains et pour une période donnée. En fait, de nombreux indices sont limités dans la couverture temporelle ou des pays (Coppedge et al. 2011:249). Une mesure pertinente pour le projet actuel doit donc contenir des données pour tous les pays de l'échantillon

de la recherche, ce sont des pays participant à l'Enquête mondiale sur les valeurs, et pour la période entre 2005 et 2014, parce que pour la plupart des pays de l'échantillon il y a des données pour cette période.

3. La rationalité de la mesure donnée, les critères utilisés dans cette mesure doivent correspondre aux considérations théoriques de la démocratie moderne développées dans la partie théorique du projet.
4. La disponibilité d'information sur les procédures de création de mesure.

D'un point de vue théorique, c'est le troisième critère qui présente le critère clé. Il faudrait donc être guidé dans le choix d'une mesure pertinente principalement par la pertinence conceptuelle et théorique des mesures. C'est le troisième critère qui doit finalement influencer le choix. Cependant, en réalité, c'est la disponibilité et la possibilité d'utilisation empirique qui détermine principalement le choix de telle ou telle base de données et cette base de données doit contenir le maximum possible d'information exigée. Finalement, si les caractéristiques de la base de données ne contredisent pas les exigences conceptuelles et s'il n'y a pas d'autres bases de données alternatives, le choix préféré est évident et l'indice choisi peut être considéré comme le plus pertinent parmi tous les indices existants.

La base de données correspondante aux trois premiers critères exigés est l'Indice de démocratie de *The Economist Intelligence Unit* 2011 (Anon 2011). Cet Indice est disponible facilement et il couvre tous les pays nécessaires, sauf Andorre, comme c'était nécessaire pour les buts de la recherche.

Étant une mesure continue, cet Indice est pertinent pour l'utilisation dans une recherche empirique, et il permet également de distinguer des pays démocratiques et non démocratiques, en d'autres mots, de créer une mesure dichotomique sur la base de la mesure continue.

De plus, cet Indice est basé sur des caractéristiques de démocratie moderne qui ne contredisent pas les considérations théoriques développées dans le premier chapitre du texte. Il est basé sur cinq catégories : le processus électoral et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique et les libertés civiles. Ces cinq catégories sont interdépendantes et forment un tout conceptuel cohérent (Kekic 2007).

Cette recherche suppose que l'indice de démocratie, basé sur des caractéristiques politiques reflète, dans une certaine mesure, le niveau de développement de la société et de leur mentalité, parce que le pluralisme, les libertés civiles et la participation politique sont incompatibles avec une mentalité traditionnelle et/ou autoritaire.

Toutes les caractéristiques de démocratie moderne utilisées par cet Indice sont discutées dans la première partie du texte. Les catégories de l'Indice sont également justifiées théoriquement par les concepteurs de l'Indice. Selon les concepteurs de l'Indice, la condition d'avoir des **élections libres équitables concurrentielles** et réalisées sous des conditions suffisantes de liberté politique est une exigence de base de toutes les définitions de démocratie moderne (*Ibid.*), malgré toute la diversité de ces définitions. Cette condition est donc utilisée dans la création des catégories de l'Indice.

Toutes les définitions modernes, sauf les plus minimalistes, considèrent les **libertés civiles** comme une composante vitale de ce qui est appelé « la démocratie libérale » (*Ibid.*). Les libertés civiles présentent donc une des catégories de l'Indice.

Une autre catégorie, le **fonctionnement du gouvernement**, reflète l'idée qu'un minimum de qualité de gouvernement est requis pour qu'une démocratie soit plus qu'une « coquille » (*Ibid.*) Le fonctionnement du gouvernement est analysé selon les critères concernant l'indépendance, l'autonomie, l'efficacité du gouvernement ainsi

que les élections libres des représentants déterminants la politique du gouvernement (voir Kekic (2007)).

Un certain type de **culture politique** est considérée comme cruciale pour la légitimité, le bon fonctionnement et surtout pour la durabilité de la démocratie (*Ibid.*). Une culture de passivité et d'apathie, un citoyen obéissant et docile ne sont pas cohérents avec la démocratie (*Ibid.*). Le processus électoral divise périodiquement la population en gagnants et perdants et une culture politique démocratique est nécessaire pour que les partis perdants et leurs partisans acceptent les jugements des électeurs et permettent un transfert pacifique du pouvoir (*Ibid.*).

La **participation politique** présente également un élément nécessaire de l'Indice de démocratie, car l'apathie et l'abstention sont hostiles à la démocratie (*Ibid.*). L'idée clé ici est qu'une démocratie fleurit lorsque des citoyens sont prêts à participer dans des débats publics, à élire des représentants et à rejoindre des partis politiques (*Ibid.*).

L'indice ne contient pas d'indicateurs de niveau du bien-être social et économique parce qu'il respecte la tradition dominante selon laquelle certaines conséquences sociales et économiques sont compatibles avec la démocratie politique (*Ibid.*) c'est-à-dire, qu'il accepte que dans une société ayant un régime démocratique, le marché soit libre par définition et que certaines caractéristiques d'une politique sociale sont présentes.

L'Indice démocratie de *The Economist Intelligence Unit* est une mesure continue. Il calcule des scores totaux de 0 à 10 pour chaque pays se basant sur des scores pour chacun de cinq critères. Il divise tous les régimes de l'échantillon en quatre groupes : démocraties complètes (*Full democracies*), démocraties défectueuses (*Flawed democracies*), régimes hybrides (*Hybrid regimes*) et régimes autoritaires (*Authoritarian regimes*). Les seuils de divisions des régimes peuvent être contestés, car comme il était montré plus haut, il n'existe pas de seuils absolument justifiables

pour des mesures continues. Le problème de division des régimes en démocratie et non-démocratie sur la base de cet Indice est discuté plus loin.

Selon Coppedge et coll. (2011), l'Indice de démocratie de *The Economist Intelligence Unit* fait un meilleur travail de désagrégation des composantes, qui sont présentées en cinq dimensions (Coppedge et al. 2011:251). Cet Indice est le plus sensible parmi les indices existants et il ne semble pas être construit arbitrairement (*Ibid.*:249). La méthodologie incluant les questions et les principes de construction des indices pour chaque catégorie (le processus électoral et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique et les libertés civiles) est publiée par Kekic (Kekic 2007).

L'Indice de démocratie de *The Economist Intelligence Unit*, qui présente la mesure des régimes politiques utilisés dans ce projet, peut être critiqué comme tous les autres indices, surtout en ce qui concerne la procédure de création des critères et de collection des données. « Il importe de garder à l'esprit que chaque indice a ses propres forces et faiblesses particulières » (*Ibid.*:248). Quel que soit l'Indice de démocratie, il existe donc toujours des objections et des critiques. Il n'y a pas d'Indice de démocratie qui serait indiscutable, parce que la division des pays selon leur degré de démocratisation n'est jamais univoque, surtout s'il s'agit des démocraties défectueuses (Møller & Skaaning 2010). Si la différence entre les démocraties complètes et les régimes autoritaires est plus ou moins visible, les frontières entre les démocraties complètes et défectueuses, ainsi qu'entre les régimes autoritaires et des démocraties défectueuses sont toujours assez vagues.

Comme il a été démontré plus haut, il existe plusieurs concepts et opinions divers dans le discours scientifique contemporain concernant la spécification et la mesure de régimes politiques, et l'impossibilité de créer un Indice parfait et univoque est reconnue par plusieurs auteurs. « Puisqu'un consensus de définition est nécessaire pour obtenir un consensus sur la mesure, l'objectif d'arriver à une mesure unique

universellement acceptée de la démocratie ... est impossible » (Coppedge et al. 2011:248).

Malgré toutes les limitations, l'Indice de démocratie de *The Economist Intelligence Unit* permettra de distinguer des sociétés plus et moins démocratiques afin de tracer des tendances générales propres aux sociétés ayant différents niveaux de démocratisation.

Le deuxième problème de la recherche empirique présenté dans ce projet est le choix du seuil de la démocratie pour diviser des pays en démocratie et non-démocratie. Comme l'Indice de démocratie est une mesure continue, il calcule le score total pour chacun de pays et sur la base de ces scores, un ordre hiérarchique de régimes politiques est construit. Les régimes ayant des scores plus grands que 7,92 sont considérés comme démocraties complètes et les régimes ayant les scores plus petits que 4,00 sont considérés comme autoritaires. Il y a donc deux possibilités d'utilisations d'un tel Indice – l'utiliser en tant qu'une mesure continue pour analyser comment des caractéristiques étudiées changent si le niveau de démocratisation augmente et en tant qu'une mesure catégorielle divisant des régimes selon de différentes catégories en distinguant, par exemple, comme régimes polarisés, les démocraties complètes et les régimes autoritaires. Comme le but principal de la recherche actuelle est de comparer les deux idéaltypes – de démocratie moderne et de non-démocratie, les deux groupes polarisés sont comparés. Ce sont des pays ayant des régimes spécifiés comme démocraties complètes (*full democracies*) et des pays ayant des régimes autoritaires. Un tel type de division des pays correspond en même temps aux objectifs de la recherche et permet de mitiger le problème des régimes intermédiaires qui ne peuvent pas être spécifiés univoquement comme démocratiques ou non démocratiques.

Une analyse de contrôle a été effectuée sur les échantillons alternatifs créés en utilisant V-Dem (Varieties of Democracy) indices (2011) (Coppedge et al. 2016). V-

Dem se compose de quelques indices construits sur la base de différentes caractéristiques de démocratie. Quatre indices sont utilisés pour créer des échantillons alternatifs des pays démocratiques et non démocratiques : 1. Electoral democracy index (v2x_polyarchy), 2. Liberal democracy index (v2x_libdem), 3. Participatory democracy index (v2x_partipdem), 4. Deliberative democracy index (v2x_delibdem). Pour plus de détails on peut voir V-Dem Codebook (Coppedge, Michael et al. 2016:44–48). Les pays ayant des scores proches de scores de « démocraties complètes » de l'indice de *The Economist* sont inclus dans l'échantillon des pays démocratiques et les pays ayant des scores proches de scores de « régimes autoritaires » de l'indice de *The Economist* sont inclus dans l'échantillon des pays non démocratiques ; deux cas extrêmes sont enlevés (voir Annexe A et la liste de pays dans la note pour le Tableau III.3). Afin de vérifier la disponibilité des données, pour chaque pays, l'analyse de régression linéaire multiple a été effectuée. Seuls les pays ayant les données nécessaires sont inclus dans ces échantillons alternatifs.

Variables

Dans cette partie du texte, nous décrivons le modèle statistique de la recherche. Puisque le modèle statistique est créé à partir du modèle théorique, nous commençons par la description du modèle théorique. Le modèle théorique de cette recherche est basé sur les conclusions de l'analyse des recherches contemporaines sur les déterminants de satisfaction de la vie qui sont présentées dans le chapitre II.2 ainsi que sur les considérations sur la nature de la démocratie moderne, analysée dans le chapitre I.

Dans ce projet, la mesure de la satisfaction de la vie est utilisée pour opérationnaliser le concept du bien-être personnel parce que selon les spécialistes dans les recherches sur la satisfaction de la vie, du bonheur et du bien-être, le bien-être personnel est reflété par la satisfaction de la vie, que nous avons mentionné dans le chapitre II.2.

Les facteurs déterminants la satisfaction de la vie sont considérés comme des composantes essentielles du bien-être personnel. Selon les recherches de différents spécialistes, les facteurs déterminants la satisfaction de la vie sont multiples et de nature diverse. Nous essayerons de distinguer des facteurs les plus généraux qui sont censés être pertinents pour plusieurs sociétés contemporaines. Nous avons essayé d'éviter autant que possible des facteurs subjectifs, par exemple, des opinions, des sentiments, des états émotionnels, etc. en accentuant les facteurs reflétant les caractéristiques sociales des répondants.

Chaque recherche spécifie des prédicteurs de la satisfaction de la vie selon les buts de l'étude. La diversité des ensembles de prédicteurs est assez grande. Comme le montrent Dolan et coll. (Dolan, Peasgood, & White 2008) dans une observation des recherches sur le bonheur, les recherches contemporaines analysent des prédicteurs de la satisfaction de la vie dans tous les domaines possibles : la situation économique de ménage, l'état psychologique, les activités sociales, le climat et l'environnement, etc. Il est donc bien évident qu'aucun modèle seul n'est capable d'englober tous les prédicteurs possibles. À part ça, le modèle statistique de la recherche ne doit pas contenir un nombre trop grand des variables. « Même si les données pertinentes sont disponibles, nous pouvons ne pas vouloir les introduire toutes dans le modèle parce que le but du développement d'un modèle économétrique ce n'est pas de capturer la réalité totale, mais seulement ses traits saillants » (Gujarati 2006:11). Le modèle trop lourd aura un usage pratique trop petit (*Ibid.*). Le modèle statistique devrait donc être d'une dimension raisonnable. Il est donc désirable que le modèle théorique sur la base de laquelle le modèle statistique est créé aussi ne soit pas illimité. Par conséquent, dans ce projet, un modèle théorique assez généralisant est utilisé.

Selon le **modèle théorique** de la recherche, la satisfaction de la vie est affectée par les facteurs suivants : **la situation économique de l'individu** (la richesse influence positivement la satisfaction de la vie), **le niveau d'éducation** (le niveau d'éducation

élevé implique une satisfaction de la vie élevée), **la participation sociale et politique** (toutes les activités contribuant à la réalisation personnelle influencent positivement la satisfaction de la vie), **l'activité professionnelle** (la réalisation professionnelle influence positivement la satisfaction de la vie), **l'état matrimonial** (l'engagement dans des relations maritales influence positivement la satisfaction de la vie), **la religiosité** (influence positivement la satisfaction de la vie), **fréquentation de l'église** (influence positivement la satisfaction de la vie en tant que type d'activité sociale) et **la confiance dans le gouvernement** (influence positivement la satisfaction de la vie, surtout dans des sociétés démocratiques où les citoyens sont beaucoup plus engagés dans des processus politiques).

Les facteurs influençant la satisfaction de la vie et les variables explicatives correspondantes utilisées dans l'analyse sont présentés dans le tableau suivant :

Facteurs	Auteurs	Variables explicatives
Situation économique de l'individu	Frey et Stutzer (2002), Easterlin (2001), Stevenson et Wolfers (2008), Deiner et Seligman (2004), Bjornskov et coll. (2008)	revenu
Relations sociales	Charbonneau (1998), Stevenson et Wolfers (2008), Bjornskov et coll. (2008), Vallenard et coll. (2006), Haller et Hadler (2006), Hellwell et Putnam (2004)	participation sociale, « marié », ritualisme religieux
Confiance dans des institutions politiques, situation politique	Deiner et Seligman (2004), Bjornskov et al. (2008)	méfiance, activité politique
Religiosité	Pollner (1989)	religiosité
Statut emploi et éducation	Bjornskov et coll. (2008), Haller et Hadler (2006)	sans-emploi, niveau d'éducation

Une description plus détaillée des résultats attendus est présentée plus loin, dans la section « Hypothèses ».

La liste des déterminants de la satisfaction de la vie utilisés dans ce projet n'est pas exhaustive. Cependant les facteurs inclus touchent plusieurs sphères de la vie de l'individu : économique, professionnelle, familiale, sociale, politique et spirituelle. Pour représenter chaque type des facteurs dans le modèle statistique, les questions pertinentes dans le questionnaire de l'Enquête mondiale des valeurs ont été utilisées. Sur la base de ces questions correspondantes aux suppositions théoriques, des variables pour le modèle statistique de la recherche ont été créées.

Il y a deux types de variables dans le modèle statistique : une variable dépendante et quelques variables indépendantes. Dans l'analyse statistique, nous visons à trouver quelles variables indépendantes influencent la variation de la variable dépendante. Comme **variable dépendante** nous utilisons **la satisfaction de la vie** mesurée par l'échelle de 1-insatisfait à 10-satisfait. La validité des mesures de la satisfaction de la vie est discutée plus haut. Il est déjà démontré que dans le discours scientifique, l'opinion de la fiabilité des mesures de la satisfaction de la vie est largement acceptée.

Il y a neuf **variables indépendantes** dans le modèle statistique :

1. **Revenu. (Income).** Mesure par l'échelle de 1-inférieur (*Lower step*) à 11-supérieur (*Upper step*).
2. **Niveau d'éducation. (Highest educational level attained).** Mesuré par l'échelle de 1-aucune éducation formelle (*No formal education*) à 8-université avec degré (*University level education, with degree*).
3. **Statut « marié ».** Variable binaire créée sur la base de la question « Statut marital » (*Marital status*) : **1**—les gens mariés (*married*), cohabitants (*living together as married*) et vivant séparément, mais ayant des relations stables (*living apart but steady relations (married, cohabitant)*), **0**—les gens solitaires (divorcé

(*divorced*), séparé (*separated*), veuve (*widowed*) et célibataire/jamais marié (*single/never married*).

Dans ce projet, comme « marié » sont considérés les gens soit mariés, soit cohabitant sans être mariés, ces derniers sont considérés mariés parce que dans certaines sociétés modernisées il y a beaucoup de famille où les « époux » ne sont pas mariés. Par exemple, au Québec, la diffusion de l'union libre a pris une grande ampleur (Lapierre-Adamcyk, Le Bourdais, & Marcil-Gratton 1999) et la cohabitation sans mariage est largement acceptée dans presque toutes les sociétés occidentales (*Ibid.*).

La variable « marié » est créée donc de manière à s'opposer des personnes engagées dans des relations maritales et des personnes qui sont solitaires, pour une raison ou une autre. Parce que dans ce projet, est étudiée l'influence sur la satisfaction de la vie de l'engagement dans des relations maritales, sous n'importe quelle forme.

4. **Sans-emploi.** Variable binaire créée sur la base de questionne « Statut d'emploi » (*Employment status*) : 1—sans-emploi (*unemployed*), 0—employé (*temps plein (full time employee)* ou partiel (*part time employee*), travailleur indépendant (*self employed*), retraité (*retired*), femme au foyer (*housewife*), étudiant (*student*), autre (*other*)). Cette variable est créée pour distinguer des gens qui n'effectuent pas d'activité professionnelle et censée être capables et prêts à travailler:
5. **Activité politique.** Variable binaire créée sur la base de cinq questions :
 1. Action politique : signature d'une pétition (*Political action : signing a petition*),
 2. Action politique : joindre des boycottages (*Political action : joining in boycotts*),
 3. Action politique : assister démonstrations licites/pacifiques (*Political action : attending lawful/peaceful demonstrations*),
 4. Action politique : rejoindre des grèves non officielles (*Political action : joining unofficial strikes*),

5. Actions politiques : occupant des bâtiments ou des usines (*Political action : occupying buildings or factories*).

1—déjà participé au moins dans une des actions politiques, 0—non participant.

6. **Participation sociale.** Variable binaire créée sur la base des questions de la participation à des organisations volontaires/bénévoles : religieuses (*church or religious*), sportives (*sport or recreation*), musicales (*art, music, educational*), unions syndicales (labour unions), partis politiques (*political party*), environnementales (*enviromental*), professionnelles (*professional*), de bienfaisance (*charitable/humanitarian*), autres (*any other organisation*). 1—participant actif au moins à une des organisations volontaires, 0—non participant.
7. **Ritualisme religieux.** Une variable continue « À quelle fréquence assistez-vous à des services religieux » mesurée par l'échelle de 1 – plus souvent qu'un fois par semaine à 8 – jamais : (*How often do you attend religious services : 1.more than once a week, 2.once a week, 3.once a month, 4.only holy days, 5.only special days, 6.once a year, 7.less often, 8.never*).
8. **Religiosité.** La variable créée sur la base de la question « Quelle est l'importance de Dieu dans votre vie » (*How important is God in your life*). Mesuré par échelle de 1-pas du tout (*not at all*) à 10 très important (*very*).

Dans ce projet, les deux variables explicatives mesurant l'importance de Dieu et la fréquentation de l'église sont incluses dans le modèle statistique. Selon (Pollner 1989), la fréquentation de l'église est fortement corrélée avec un rapport au divin. C'est pourquoi l'inclusion de ces deux variables dans un modèle peut obscurcir la contribution des relations divines (*Ibid.*:96). Si on tient compte que cette considération est raisonnable, les corrélations entre la religiosité et le ritualisme religieux sont vérifiées. En fait, dans la plupart des pays, la corrélation entre la religiosité et le ritualisme religieux est statistiquement significative au niveau de

sig. 0.05. Cependant, c'est seulement dans 3 pays sur 61 que cette corrélation est égale à 0.60 et dans 4 pays est égale à 0.50. Dans le reste de pays cette corrélation est assez modérée, plus petite que 0.40, et dans 12 pays elle est plus petite que 0.20. En général, la corrélation entre la religiosité et ritualisme religieux est assez modérée et cela permet d'inclure les deux variables explicatives simultanément dans un modèle statistique.

9. **Méfiance envers les institutions politiques** (gouvernement, police, système judiciaire). Créée sur la base de trois questions :

1. Confiance : gouvernement (*Confidence : The Gouvernement*), 2
2. Confiance : police (*Confidence : The Police*),
3. Confiance : système judiciaire (*Confidence : Justice system*).

Chaque question implique des variantes des réponses 1—grande confiance (*A great deal*), 2—beaucoup (*Quite a lot*), 3—pas beaucoup (*Not very much*), 4—pas du tout (*Not at all*). La variable « méfiance » est le résultat de l'ajout de ces variables. Pour chaque individu il y a donc une signification de méfiance mesurée par l'échelle de 3 (confiance) à 12 (aucune confiance, ou méfiance).

10. **Dem_nonden** – une variable binaire (1 – pays démocratiques, 0 – pays non démocratiques) crée pour l'analyse multiniveaux afin de distinguer deux groupes de pays – démocratiques et non démocratiques.

Hypothèses

Nous allons maintenant nous arrêter à la description des hypothèses théoriques de la recherche. Les suppositions théoriques présentées plus bas découlent de l'analyse théorique de la démocratie moderne et des sociétés non démocratiques présentée dans le deuxième chapitre.

Il faut noter ici que ces hypothèses ne sont que des considérations préalables. Il faut également mentionner à l'avance que certaines hypothèses ne sont pas confirmées par

les analyses statistiques, voire, certaines analyses statistiques ont apporté certains résultats opposés à ce qui a été prévu, ce qui est décrit avec plus de détails dans la section consacrée à l'interprétation des résultats. L'interprétation détaillée des résultats des analyses statistiques présentées plus loin a permis d'élaborer des visions de certains déterminants de la satisfaction de la vie beaucoup plus approfondies et bien corrigées en comparaison des suppositions initiales. Cette variation entre des attentes initiales et des conclusions finales confirme parfaitement l'utilité ou plutôt la nécessité d'une analyse statistique afin d'élaborer une compréhension avancée et approfondie du phénomène étudié.

Malgré la défaillance détectée de certaines hypothèses préalables, il est quand même utile de les décrire pour mieux suivre le parcours de la recherche actuelle et également pour apprécier l'évolution dans la compréhension des concepts de bien-être personnel en milieux démocratique et non démocratique obtenue au cours de l'analyse statistique et de l'interprétation des résultats. Plus loin, des hypothèses préalables ou initiales concernant toutes les variables explicatives utilisées dans le modèle statistique seront présentées.

La richesse ou la situation économique influence la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés contemporaines. Il est donc attendu de trouver l'effet positif du revenu sur la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés. Cependant, en appuyant sur la théorie d'Inglehart selon laquelle les valeurs non matérialistes deviennent très importantes dans des sociétés modernisées, la supposition que le revenu influence plus la satisfaction de la vie dans des sociétés plus pauvres, non démocratiques, semble très vraisemblable.

Le niveau élevé d'éducation est censé augmenter la satisfaction de la vie en enrichissant l'expérience des individus et en montrant des moyens supplémentaires d'être satisfaits. Le niveau élevé d'instruction est également associé avec un niveau plus élevé de revenu. Probablement que les gens ayant un niveau d'instruction plus

élevée peuvent être aussi plus exigeants en termes de satisfaction ; malgré cela, en général, l'influence de l'éducation sur la satisfaction de la vie est supposée être positive dans toutes les sociétés. Dans certaines sociétés, plutôt dans des sociétés ayant beaucoup d'éléments traditionnels, l'éducation est probablement considérée comme un élément essentiel du prestige. Dans ces cas, l'obtention d'un niveau d'instruction élevé signifie donc premièrement l'acquisition d'une chose prestigieuse et augmente la satisfaction de la vie. On peut supposer que le niveau d'éducation, en tant que signe prestigieux, augmente la satisfaction de la vie plus dans des sociétés non démocratiques, plus traditionnelles, que dans les sociétés modernisées.

En supposant que la présence d'un emploi donne aux individus une certaine satisfaction en contribuant à la réalisation personnelle ainsi qu'à la possibilité de gagner sa vie, être sans-emploi est censé influencer négativement la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés.

Le statut « marié » est censé influencer positivement la satisfaction de la vie partout. Cependant, cette influence devrait être plus grande dans les sociétés démocratiques, parce que le mariage ou la cohabitation, en tant que choix libre, sont supposés augmenter la satisfaction de la vie plus que le mariage basé sur un choix limité de partenaire. Dans des sociétés non démocratiques, qui sont en général plus traditionnelles et plus pauvres que les sociétés démocratiques, le mariage peut être imposé par la famille ou réalisé à cause de la situation économique du ménage. Dans ces cas, la vie familiale peut ne pas augmenter la satisfaction de la vie. Par ailleurs, dans des sociétés traditionnelles, le mariage peut être également considéré comme l'accomplissement réussi des attentes du groupe. L'accomplissement des rôles traditionnels est censé influencer moins la satisfaction de la vie que la réalisation personnelle à travers des relations maritales qui sont possibles seulement dans le cas de choix libre de partenaires.

L'activité politique, en tant qu'un des moyens d'expression personnelle, est censée être capable d'augmenter la satisfaction de la vie des individus dans des sociétés ayant des régimes oppressifs où manquent d'autres moyens d'expression personnelle. Cependant, cette activité peut également signaler qu'il existe un mécontentement dans la société et dans ce cas, cette activité témoigne plutôt de la diminution de la satisfaction de la vie. L'activité politique est censée influencer plus la satisfaction de la vie de personnes vivant dans des sociétés démocratiques et qui participent plus à différentes activités politiques et collectives que les gens dans des sociétés non démocratiques qui y participent moins.

La méfiance envers les institutions politiques est censée être plus caractéristique pour les sociétés démocratiques où les gens expriment librement leur mécontentement face aux institutions politiques et où la critique du gouvernement et des institutions politiques est un trait des individus en régime démocratique. Les individus en régime démocratique sont plus préoccupés par des affaires d'État que les gens dans les sociétés ayant des régimes non démocratiques. Dans les sociétés non démocratiques, les gens acceptent plus le comportement du gouvernement et se conforment à l'organisation institutionnelle de la société. La méfiance envers les institutions politiques, notamment le gouvernement, la police et le système judiciaire est incontestablement censée influencer négativement la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés, cependant cette influence est supposée être plus essentielle dans des sociétés plus démocratisées.

La religiosité comme moyen supplémentaire de consolation et source de valeurs éthiques est censée influencer positivement la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés. Cependant, la religion ou les croyances religieuses, en tant que choix libre, est susceptible d'augmenter plus la satisfaction de la vie que la religion imposée par la tradition ou par la communauté. L'influence de la religiosité sur la satisfaction de la vie est donc censée être plus grande dans des sociétés démocratiques qui

respectent, entre autres, la liberté de conscience. Dans des sociétés non démocratiques, la croyance religieuse peut augmenter la satisfaction de la vie parce que dans des sociétés plus traditionnelles, la religiosité est souvent cultivée depuis l'enfance et les gens savent trouver une certaine satisfaction dans leur religion. Dans des sociétés post communistes, où toutes les religions avaient été interdites ou méprisées, il est peu probable que la religion influence la satisfaction de la vie.

Le ritualisme religieux en tant que type de participation sociale est censé influencer positivement la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés. Cette influence est susceptible d'être plus grande dans des sociétés plus libres où l'affiliation religieuse ainsi que la fréquence à l'église sont libres et volontaires.

On peut considérer la participation sociale comme un des déterminants les plus importants pour contribuer à l'augmentation de la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés parce que la participation sociale contribue à la réalisation personnelle ainsi qu'à l'augmentation du capital social des individus. L'influence de la participation sociale sur la satisfaction de la vie devrait être plus grande dans des sociétés démocratiques où les gens sont plus habitués à participer à des organisations volontaires qui y sont plus répandues.

La démocratisation du pays devrait influencer positivement la satisfaction de la vie des individus, et par conséquent le niveau de satisfaction de la vie devrait être plus élevé dans des sociétés démocratiques qui donnent aux individus plus de chances de réalisation et d'expression personnelle et de choix libres que dans des sociétés non démocratiques où ces possibilités sont limitées.

Toutes les hypothèses présentées plus haut sont testées par l'analyse empirique dont les résultats sont présentés et interprétés dans le chapitre 3.2, section Analyse 1.

Procédure de l'analyse

Dans la première étape, l'analyse de régression multiple a été effectuée pour chaque pays séparément. Comme on l'a déjà mentionné, cette analyse fait partie de la procédure nécessaire pour la vérification de disponibilité des données. Seuls les pays pour lesquels cette analyse utilisant les neuf variables explicatives est possible sont inclus dans les échantillons pour l'analyse multiniveaux. À part cela, l'analyse de régression permet de détecter si les sens des effets des variables explicatives sont les mêmes dans différents pays. Par exemple, cette analyse montre que certaines variables affectent la satisfaction de la vie positivement dans un pays et négativement dans un autre (voir le Tableau B.1). Les résultats de l'analyse de régression sont donc présentés et analysés avec les résultats de l'analyse multiniveaux.

Il est évident qu'il est impossible de créer un modèle statistique parfaitement adapté à tous les pays de l'échantillon. Cependant, le modèle statistique initial, ou modèle de départ, de cette recherche, décrit dans la section précédente avec neuf variables explicatives est censé refléter dans une certaine mesure les caractéristiques générales des répondants dans différentes sociétés modernes. Dans l'analyse empirique, l'objectif est de produire des modèles finaux pour chacun des pays pour obtenir la possibilité de comparer les effets trouvés des variables explicatives et les signes (positifs ou négatifs) de ces effets. Dans cette analyse, le principe de parcimonie est suivi. Selon ce principe, un modèle ne peut jamais saisir complètement la réalité. Une certaine quantité d'abstraction ou de simplification est inévitable dans la construction du modèle. Un modèle doit être aussi simple que possible (Gujarati 2006:336).

Suivant ce principe, toutes les variables explicatives non significatives statistiquement sont enlevées du modèle, une par une. Le niveau de signification « standard ou classique » de 5% (*Ibid.*:117) est accepté. Génériquement, cela signifie que l'hypothèse nulle sera rejetée chaque fois que la probabilité de se tromper en la rejetant est inférieure ou égale à 5%. Si la probabilité de se tromper en rejetant

l'hypothèse nulle est plus grande que 5%, cela signifie que l'hypothèse nulle ne sera pas rejetée et, par conséquent, l'hypothèse alternative selon laquelle le lien entre des variables analysées existe ne sera pas acceptée. Autrement dit, le lien entre les variables étudiées ne sera pas reconnu comme existant. Dans ce cas, la variable explicative, parce que le lien avec la variable dépendante n'est pas établi, est considérée comme variable non significative. «Lorsqu'on dit que le test est significatif statistiquement, on entend généralement que nous pouvons rejeter l'hypothèse nulle ... lorsqu'on dit que le test est non significatif statistiquement, nous ne rejetons pas d'hypothèse nulle. ... Quand on rejette l'hypothèse nulle, on dit que le résultat est *statistiquement significatif*. D'un autre côté, quand on ne rejette pas l'hypothèse nulle, on affirme que le résultat est *statistiquement non significatif*» (*Ibid.*:120).

Suivant le principe de parcimonie, les variables explicatives non significatives peuvent être enlevées du modèle. Cependant, l'exclusion de la variable explicative non significative peut ne pas améliorer le modèle. Il faut donc chaque fois évaluer la qualité du modèle avant et après l'exclusion d'une variable explicative non significative. Cela peut se faire en contrôlant le changement du R^2 ajusté qui montre le changement d'ajustement du modèle. Le R^2 ajusté nous permet de comparer deux régressions ayant la même variable dépendante, mais le nombre différent des variables explicatives (*Ibid.*:229). Le logiciel SPSS donne la valeur du R^2 ajusté automatiquement. Si après l'exclusion d'une des variables explicatives, le R^2 ajusté augmente ou ne change pas, l'exclusion de la variable donnée est acceptée. Si le R^2 ajusté diminue après exclusion d'une des variables explicatives, cela signifie que cette exclusion corrompt le modèle et la variable donnée doit rester dans le modèle même étant non significatif.

Cette procédure est suivie pour chaque pays. Finalement, on a obtenu des modèles pour un certain nombre de pays. Le Tableau B.1 montre les résultats pour les pays

inclus dans des échantillons pour l'analyse multiniveaux. Ces résultats montrent que les sens des effets de certaines variables explicatives varient en fonction de pays. Cette variation est plus spectaculaire pour les variables « activité politique » (politAct) et « ritualisme religieux » (No relig services).

Pour appliquer ces résultats correctement, il faut les traiter en tenant compte des limitations et des spécificités d'un tel type d'analyse statistique. D'abord, la présence de la causalité dans tous les liens trouvés est justifiable seulement au niveau théorique. Par exemple, dans plusieurs pays, l'effet positif de variable « marié » sur la variation de la moyenne de la satisfaction de la vie est trouvé. Cependant, c'est la théorie sociologique qui confirme la présence de la causalité dans ce lien en disant que le mariage ou l'engagement dans des relations maritales contribue à l'augmentation de la satisfaction de la vie. L'analyse plus détaillée de cette théorie est présentée plus loin, dans la section consacrée à l'interprétation des résultats.

Tous les effets trouvés sont traités selon le principe *ceteris paribus* « toutes choses égales par ailleurs ». « Cette clause est fondamentale en modélisation statistique ... On vise en effet par-là à estimer l'effet spécifiquement attribuable à un facteur, après avoir contrôlé l'effet d'autres facteurs. » (Bressoux 2007:73). C'est-à-dire lorsque l'effet de l'une des variables explicatives est interprété, toutes les autres variables sont toujours fixées. « Un coefficient partiel de régression reflète l'effet d'une variable explicative sur la valeur moyenne de la variable dépendante lorsque les valeurs d'autres variables explicatives incluses dans le modèle sont maintenues constantes » (Gujarati 2006:211).

Par conséquent, si on traite l'effet du statut marital sur la satisfaction de la vie, on fixe toutes les caractéristiques correspondantes, incluses dans le modèle sous la forme des variables explicatives. Ce qui veut dire que selon le modèle donné les gens « mariés » sont plus satisfaits que les célibataires si on regarde certaines caractéristiques des individus. Ce sont les variables explicatives restant dans le modèle final donné après

avoir enlevé les variables non significatives qui indiquent lesquelles caractéristiques doivent être fixées, par exemple, le revenu, le niveau d'éducation, etc.

Comme il a été déjà mentionné seulement les résultats positifs sont possibles dans ce type d'analyse. Ainsi, si on réussit à rejeter l'hypothèse nulle sur le niveau de signification établi, qui dans ce projet est égal à 5%, l'hypothèse supposant que le lien entre la variable expliquée et une des variables explicatives existe est acceptée, sinon on ne peut pas être sûr de la présence ou de l'absence de ce lien. Cela signifie qu'en comparant le nombre des effets trouvés, on ne peut pas être sûr si ces effets sont vraiment manquants dans certains pays.

Néanmoins, les résultats de l'analyse de régression présentés plus loin permettent de détecter des signes, positifs ou négatifs, des effets trouvés et de tester des hypothèses sur la présence des effets des variables explicatives dans certains pays.

Pour analyser si l'effet d'une variable explicative sur la satisfaction de la vie varie dans des pays démocratiques et non démocratiques, l'analyse multiniveaux est effectuée, suivant des instructions de (Heck, Thomas, & Tabata 2014) et la logique de (Hox & Maas 2005).

III.2 Résultats de l'analyse empirique : déterminants de la satisfaction de la vie dans des sociétés démocratiques et non démocratiques

Dans cette section, les résultats des analyses statistiques sont présentés. Ces résultats sont interprétés et discutés à la lumière des recherches théoriques et empiriques contemporaines. Principalement, les résultats des analyses statistiques effectuées dans ce chapitre sont utilisés en tant que moyen de vérifier des hypothèses théoriques sur la démocratie moderne et la variation des idées du bien-être personnel dans des sociétés démocratiques et non démocratiques. Les résultats empiriques obtenus aideront également à compléter et à approfondir les suppositions théoriques du bien-être personnel démocratique et non démocratique.

Description des résultats

La Figure III.1 résume les résultats des régressions pour chaque pays présenté dans le Tableau B.1.

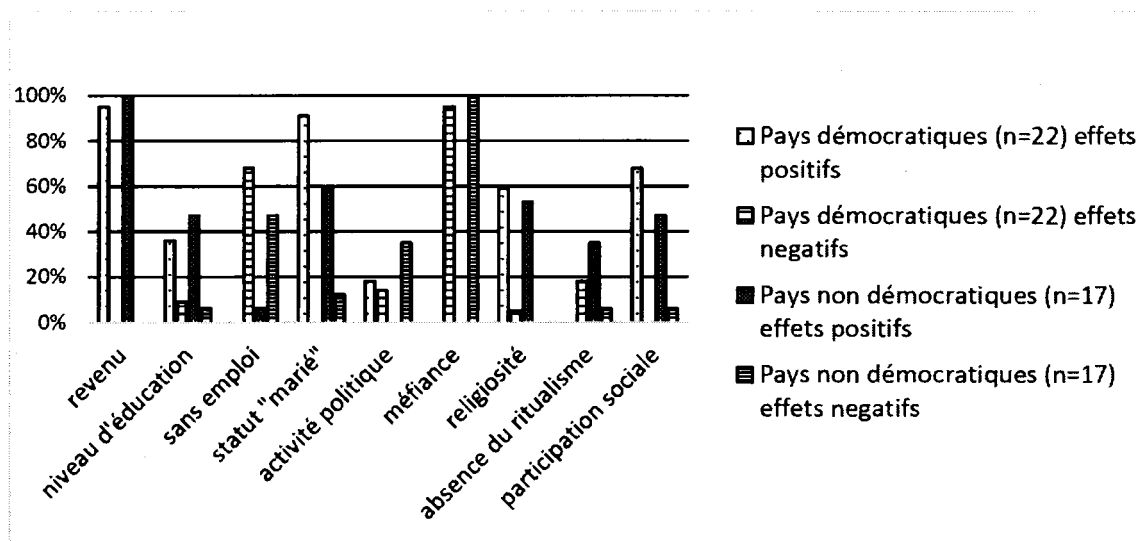


Figure III.1 Effets des variables explicatives sur la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques et non démocratiques

L'effet de **revenu** sur la satisfaction de la vie se retrouve dans la plupart des pays et cet effet est toujours positif.

L'effet du **niveau d'éducation** (Figure III.1) se retrouve dans 49% des pays (dans 19 pays sur 39). Dans la plupart des pays, cet effet est positif et il se retrouve plus souvent dans des pays non démocratiques que démocratiques.

L'effet de **sans-emploi** est négatif dans la plupart des pays et se retrouve dans 62% des pays.

L'effet positif de **statut marital** se retrouve dans 77% des pays et on le trouve plus souvent dans des pays démocratiques que dans des pays non démocratiques.

L'effet positif de l'**activité politique** se retrouve dans 33% des pays et dans la plupart des cas cet effet est négatif, bien que dans certains pays il soit positif.

L'effet de **méfiance envers les institutions politiques** est toujours négatif et on le retrouve dans la majorité des pays.

L'effet de la **religiosité** est positif dans la plupart des pays et on le retrouve dans 56% des pays.

L'effet de l'absence de **ritualisme religieux** ne se retrouve que dans 28% des pays et le sens de cet effet varie entre les pays démocratiques et non démocratiques.

L'effet positif de la **participation sociale** se retrouve dans 56% des pays et plus souvent dans des pays démocratiques que non démocratiques.

Les régressions estimées pour chaque pays séparément donnent une idée générale du sens des effets des variables explicatives et montrent que le nombre des effets trouvés ainsi que les sens varient en fonction du pays.

Après l'exécution de l'analyse de régression permettant de définir des échantillons des pays ayant les données disponibles, une analyse multiniveaux a été effectuée.

Premièrement, l'analyse multiniveaux a été effectuée sur les échantillons des pays démocratiques et non démocratiques spécifiés utilisant l'indice de démocratie de *The Economist*. Ensuite, l'analyse de contrôle a été effectuée sur les échantillons alternatifs créés utilisant V-Dem indices. Les résultats de ces deux analyses coïncident, bien que le modèle utilisant les échantillons de *The Economist* soit mieux spécifié (voir les explications de -2LL dans la note pour le Tableau III.3).

La première étape de l'analyse multiniveaux est l'estimation de modèle nul, ou modèle « vide », qui ne contient aucune variable explicative. Avant d'élaborer un modèle hiérarchique plus sophistiqué pour expliquer une variance entre groupes de la variable dépendante y, « il est déjà utile de vérifier si cette variance existe de façon significative. » (Arrègle 2003:23–24). « Il s'agit d'une simple décomposition de la variance en une part de variance interclasses et une part de variance intra classes. » (Bressoux 2007:81).

Le modèle nul pour les échantillons de *The Economist* (Tableau III.1) montre que la proportion de la variance dans la satisfaction de la vie qui réside entre les pays est égale à 13%¹⁶. Le sig. égale à 0.000 ($p < 0.000$) dans le Tableau III.1 signifie que la probabilité de rejet erronée de l'hypothèse nulle affirmant qu'il y n'a pas de variance de la variable indépendante entre les pays est plus petit que 0.1%. On accepte donc l'hypothèse alternative affirmant que cette variance existe de façon significative. Les résultats du modèle nul suggèrent donc que l'analyse multiniveaux est justifiée (selon (Heck et al. 2014:94)).

Tableau III.1 Estimation de paramètre de covariance (modèle nul pour 31 pays)

Estimates of Covariance Parameters ^a						
Parameter	Estimate	Std. Error	Wald Z	Sig.	95% Confidence Interval	
					Lower Bound	Upper Bound
Residual	4,321170	,026808	161,189	,000	4,268945	4,374033
Intercept [subject = S003] Variance	,635471	,164811	3,856	,000	,382239	1,056468

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

Le modèle nul pour des échantillons alternatifs (Tableau III.2) montre également que l'analyse multiniveaux est justifiée. Il montre que 13%¹⁷ de la variance est entre pays.

¹⁶ $0.635471 / (4.321170 + 0.635471) = 0.12820$

¹⁷ $0.655730 / (4.322644 + 0.655730) = 0.131715$

Tableau III.2 Estimation de paramètre de covariance (modèle nul pour 37 pays)

Estimates of Covariance Parameters ^a						
Parameter	Estimate	Std. Error	Wald Z	Sig.	95% Confidence Interval	
					Lower Bound	Upper Bound
Residual	4,322644	,025106	172,177	,000	4,273717	4,372132
Intercept [subject = S003] Variance	,655730	,155234	4,224	,000	,412303	1,042878

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

Les résultats des analyses multiniveaux sont présentés dans le Tableau III.3¹⁸. Dans le Modèle 1, le contexte social démocratique est présenté par 16 pays spécifiés utilisant l'indice de démocratie d'EUI comme démocraties complètes au moment de la collection des données¹⁹. Le contexte non démocratique est présenté par 15 pays spécifiés comme autoritaires au moment de la collection des données²⁰. Dans le Modèle 2, les contextes démocratique et non démocratiques créés utilisant V-Dem indices. Les pays ayant les scores proches de scores de « démocraties complètes » de *The Economist* indice sont inclus dans l'échantillon des pays démocratiques et les pays ayant des scores proches de scores de « régimes autoritaires » de l'indice de *The Economist* sont inclus dans l'échantillon des pays non démocratiques²¹; deux cas extrêmes sont enlevés²².

¹⁸ Les sorties sélectionnées de SPSS sont présentées dans l'Annexe C.

¹⁹ Andorre (2005, n=1003), Australie (2012, n=1477), Canada (2006, n=2164), Finlande (2005, n=1014), France (2006, n=1001), Allemagne (2013, n=2046), Japon (2010, n=2443), Corée du Sud (2010, n=1200), Pays-Bas (2012, n=1902), Nouvelle-Zélande (2011, n=841), Espagne (2011, n=1189), Suède (2011, n=1206), Suisse (2007, n=1241), Grande Bretagne (2005, n=1041), É.-U. (2011, n=2232), Uruguay (2011, n=1000).

²⁰ Algérie (2013, n=1200), Azerbaïdjan (2011, n=1002), Arménie (2011, n=1100), China (2012, n=2300), Irak (2012, n=1200), Kazakhstan (2011, n=1500), Jordan (2014, n=1200), Libye (2014, n=2131), Nigeria (2011, n=1759), Fédération russe (2011, n=2500), Rwanda (2012, n=1527), Viet Nam (2006, n=1495), Zimbabwe (2012, n=1500), Burkina Faso (2007, n=1534), Yémen (2014, n=1000).

²¹ Démocratiques : Brasille (2014, n=1486), Chile (2011, n=1000), Estonie (2011, n=1533), Italie (2005, n=1012), Pologne (2012, n=966), Slovénie (2011, n=1069). Non démocratiques : Éthiopie (2007, n=1500) et Ukraine (2011, n=1500).

²² Corée du Sud et Burkina Faso.

**Tableau III.3 Efficacité prédictive des modèles linéaires hiérarchisés
(unstandardized coefficients with standard errors in parentheses)**

	Modèle 1 N=31 pays	Modèle 2 N=37 pays
Intercept	4.300***(0.207)	4.206***(0.207)
Individuel		
Revenu	0.330***(0.023)	0.337***(0.025)
Niveau d'éducation	0.036**(0.012)	0.039***(0.012)
Sans-emploi	-0.327**(0.086)	-0.253**(0.089)
Statut « marié »	0.208**(0.062)	0.232***(0.058)
Activité politique	-0.206***(0.041)	-0.082***(0.046)
Méfiance envers des institut. polit	-0.120***(0.010)	-0.125***(0.011)
Religiosité	0.073***(0.015)	0.069***(0.015)
Absence du ritualisme relig	0.035**(0.012)	0.036**(0.011)
Participation sociale	0.247***(0.063)	0.299***(0.062)
Contextuel		
Dém_nondém	2.545***(0.279)	2.447***(0.275)
Interactions entre-niveaux		
Revenu*Dém_nondém	-0.183***(0.033)	-0.180***(0.079)
Niveau d'éducation*Dém_nondém	-0.021(0.017)	-0.016(0.016)
Sans-emploi *Dém_nondém	-0.321**(0.128)	-0.332*(0.126)
Statut « marié »*Dém_nondém	0.196*(0.087)	0.173*(0.079)
Activité politique *Dém_nondém	0.190**(0.054)	0.206**(0.060)
Méfiance *Dém_nondém	-0.001(0.015)	-0.002(0.016)
Religiosité *Dém_nondém	-0.050*(0.019)	-0.035(0.019)
Absence du rit. relig. *Dém_nondém	-0.051**(0.017)	-0.050**(0.016)
Participation sociale *Dém_nondém	-0.007(0.084)	-0.045(0.081)
Effets aléatoires		
Intercept (subject=country)	0.417**(0.138)	0.483**(0.143)
Revenu (subject=country)	0.007**(0.002)	0.009***(0.002)
Niveau d'éducation (subject=country)	0.417**(0.138)	0.001*(0.001)
Sans-emploi (subject=country)	0.069*(0.032)	0.086*(0.034)
Statut « marié » (subject=country)	0.043**(0.014)	0.040**(0.013)
Activité politique (subject=country)	0.004(0.005)	0.012(0.007)
Méfiance (envers des inst politiques) (subject=country)	0.001(0.000)	0.001**(0.00)
Religiosité (subject=country)	0.002**(0.001)	0.002**(0.001)
Absence du ritualisme relig (subject=country)	0.001*(0.000)	0.001**(0.000)
Participation sociale (subject=country)	0.033*(0.014)	0.037**(0.014)

-2LL ²³	149858.835	173678.616
AIC	149920.835	173740.616
BIC	150184.744	174008.936

Variable dépendante : satisfaction de la vie

***p<0.001, **p<0.01, *p<0.05.

Note : toutes les variables de niveau individuel utilisées comme covariables (covariates)

Les résultats présentés dans le Tableau III.3, Modèle 1 montrent que le niveau de la satisfaction de la vie est plus élevé dans des pays démocratiques que dans des pays non démocratiques. Le coefficient de la variable **Dém_nondém** est positif. Cela signifie que le niveau de la satisfaction de la vie est plus élevé dans le groupe qui n'est pas le groupe de référence, c'est-à-dire dans des pays démocratiques²⁴.

Les résultats montrent que l'engagement dans des relations maritales et l'activité politique affectent plus la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques que dans des non démocratiques. Le coefficient de l'interaction entre-niveaux (cross-level interaction) **Statut « marié »*Dém_nondém** est positif. Cela signifie que l'effet de l'engagement dans des relations maritales est plus grand dans le groupe qui n'est pas le groupe de référence, c'est-à-dire dans des pays démocratiques. Cet effet diffère significativement dans des pays démocratiques et non démocratiques, car p<0.05 signifie que la probabilité de rejet erronée de l'hypothèse nulle affirmant qu'il n'y a pas de différence entre ces pays est plus petite que 5% et nous acceptons donc l'hypothèse alternative affirmant que cette différence existe de façon significative. La même justification pour l'interaction entre-niveaux **Activité politique *Dém_nondém** est correcte.

²³ Il est courant d'utiliser *-2 times the log of likelihood (-2LL)* en tant qu'une mesure d'ajustement du modèle. Le modèle parfait aurait *-2LL* égale à zéro (Heck, Thomas, & Tabata 2014:165). Si on compare deux modèles, le modèle ayant *-2LL* plus petit est ajusté mieux.

²⁴ La variable *Dem_nondem* est une variable binaire : 1-pays démocratiques, 0-pays non démocratiques (ce sera le groupe de référence).

Le revenu, sans-emploi, la religiosité et l'absence du ritualisme religieux affectent plus la satisfaction de la vie dans des pays non démocratiques que dans des démocratiques. Les coefficients des interactions entre-niveau **Revenu*Dém_nondém**, **Sans-emploi *Dém_nondém**, **Religiosité *Dém_nondém** et **Absence du rit. relig. *Dém_nondém** sont négatifs. Cela signifie que les effets de revenu, de sans-emploi, de religiosité et de l'absence du ritualisme religieux sont plus petits dans le groupe qui n'est pas le groupe de référence, c'est-à-dire, dans des pays démocratiques. Les sig. ($p < 0.000$, $p < 0.005$, $p < 0.01$ et $p < 0.001$) de ces coefficients signifie que dans tous ces cas, la probabilité de la réjection erronée de l'hypothèse nulle est plus petite que 5%. Cela nous permet d'accepter les hypothèses alternatives affirmant que la différence entre ces effets²⁵ dans des pays démocratiques et non démocratiques existe de façon significative.

Les coefficients des interactions entre-niveaux **Niveau d'éducation*Dém_nondém**, **Méfiance *Dém_nondém** et **Participation sociale *Dém_nondém** ne sont pas statistiquement significatifs. Les sig. ($p > 0.05$) de ces coefficient montrent que la probabilité de rejet erronée des hypothèses nulles dans tous ces cas est trop grande. Cela signifie que le modèle actuel ne permet pas de trouver la différence entre les effets de niveau d'éducation, de méfiance envers des institutions politiques et de la participation sociale dans des pays démocratiques et non démocratiques.

Les régressions effectuées pour chaque pays séparément révèlent plus de nuances s'il s'agit des sens des effets (Figure III.1). Par exemple, si les effets de revenu, de statut « marié », de participation sociale et de religiosité sont positifs au niveau des individus dans tous les types d'analyse ainsi que les effets de sans-emploi et de méfiance aux institutions politiques sont négatifs, les sens des effets de l'activité politique, de niveau d'instruction et de ritualisme religieux sont plus nuancés dans l'analyse effectuée pour chaque pays (Figure III.1). Ainsi, ces effets peuvent avoir

²⁵ Ce sont les effets des variables revenu, sans-emploi, religiosité et ritualisme religieux sur la variation de satisfaction de la vie.

des sens positifs aussi bien que négatifs dans de différents pays, ce que l'analyse multiniveaux rend impossible à trouver.

Par exemple, l'analyse multiniveaux au niveau des individus révèle seulement l'effet négatif de l'activité politique (Tableau III.3), tandis que l'analyse effectuée pour chaque pays révèle également les effets positifs de l'activité politique dans certains pays (Figure III.1). Ces résultats sont compatibles avec l'hypothèse que l'activité politique peut être considérée dans certains cas comme un des moyens de réalisation personnelle et non seulement comme une activité de mécontentement.

L'analyse multiniveaux ne révèle qu'un effet positif du niveau d'éducation des individus (Tableau III.3), tandis que l'analyse pour chaque pays montre que dans certains pays cet effet est négatif (Figure III.1).

L'analyse multiniveaux ne révèle que l'effet positif de l'absence de ritualisme religieux, tandis que l'analyse de régression montre que cet effet est positif plutôt dans des pays non démocratiques et plutôt négatif dans des pays démocratiques (Figure III.1).

Les résultats de deux analyses, de l'analyse effectuée séparément pour chaque pays et de l'analyse multiniveaux en regard des individus se complètent et tous les résultats sont interprétés ensemble plus loin.

Interprétations des résultats

L'analyse multiniveaux montre qu'en général dans des pays démocratiques les gens sont plus satisfaits de leur vie que dans des pays non démocratiques. Ces résultats sont compatibles avec les résultats d'autres recherches qui ont trouvé le lien positif entre la démocratie et la satisfaction de la vie (Dolan et al. 2008:109–110). Puisque l'objectif de la recherche actuelle est une comparaison des déterminants de la satisfaction de la vie dans des sociétés démocratiques et non démocratiques, une

analyse détaillée des effets trouvés dans des analyses statistiques est présentée plus loin.

Revenu

Selon l'hypothèse théorique de la recherche, le revenu est censé affecter la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés. Plusieurs auteurs ont trouvé l'effet positif du revenu sur la satisfaction de la vie tel qu'analysé dans le chapitre II.2. Les résultats des analyses statistiques effectués dans ce projet sont donc en accord avec les résultats d'autres analyses. Cependant, contrairement à d'autres recherches, on a trouvé une différence de l'influence du revenu sur la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques et non démocratiques.

L'analyse effectuée pour chaque pays séparément a trouvé un effet positif du revenu sur la satisfaction de la vie dans presque tous les pays (Figure III.1). L'analyse multiniveaux au niveau des individus a également trouvé un effet positif du revenu sur la satisfaction de la vie (Tableau III.3). Cet effet est plus grand dans des pays non démocratiques.

Cette dernière constatation est probablement liée avec le fait qu'en général les pays non démocratiques sont, entre autres, assez pauvres. Encore ici ces résultats correspondent à ceux d'autres recherches. Par exemple, Diener et Seligman notent que plusieurs études ont trouvé une corrélation positive entre les revenus des individus et leur sentiment de bien-être. Cependant, cette corrélation est plus forte dans les sociétés pauvres que dans les sociétés riches (Diener & Seligman 2004:7).

Dans le cadre de l'interprétation de différence d'effet du revenu dans des pays démocratiques et non démocratiques, une analyse supplémentaire a été effectuée. Le but de cette analyse supplémentaire était de comprendre l'importance différenciée d'être riche pour des individus dans des pays riches et pauvres. Comme le montre la Figure I.3. « Démocratie et développement économique », les pays démocratiques

sont en général plus riches que les pays non démocratiques. Cela permet de dire que la comparaison des attitudes envers la richesse des gens dans des pays riches et pauvres donne également, dans une certaine mesure des idées sur les attitudes envers la richesse des gens dans des pays démocratiques et non démocratiques.

Pour analyser des attitudes envers la richesse, la question « Importante pour cette personne d'être riche (*Important to this person to be rich*) » de l'Enquête mondiale sur les valeurs 2005 est utilisée. Cette question implique six variantes de réponses :

1. me ressemble beaucoup (*very much like me*)
2. comme moi (*like me*)
3. quelque peu comme moi (*somewhat like me*)
4. un peu comme moi (*a little like me*)
5. pas comme moi (*not like me*)
6. pas du tout comme moi (*not at all like me*).

Pour chaque pays, des moyennes de réponses sont calculées (la plus grande la moyenne, la plus petite importance de la richesse pour les gens dans ce pays). Pour mesurer la richesse de pays, les données de PIB par personne PPP de 2005 de Fond monétaire international sont utilisées. L'analyse montre que la corrélation bivariée entre des attitudes des individus envers la richesse et la richesse des pays est statistiquement significative au niveau de sig. 0.01 et elle est assez forte, égale à 0.66 (Figure III.2). C'est-à-dire que dans les pays plus pauvres, les répondants plus souvent que dans des pays riches ont indiqué que c'est important pour eux d'être riche.

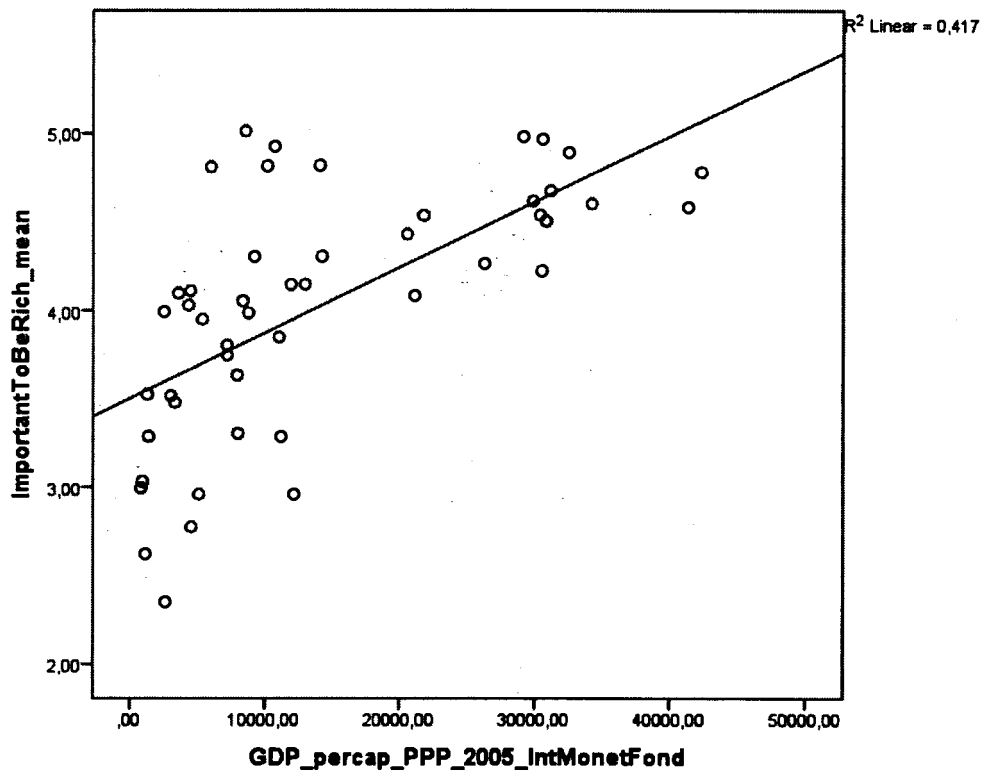


Figure III.2 Attitudes envers la richesse et développement économique : 49 pays du monde

Sources des données : World Value Survey data 2005, World Economic Outlook Database, 2003-2007, International Monetary Fund. Database updated on 1 July 2015. Accessed on 1 July 2015

Les résultats de l'analyse des attitudes envers la richesse correspondent aux résultats de l'analyse multiniveaux selon laquelle le revenu affecte plus la satisfaction de la vie dans des pays moins démocratisés, c'est-à-dire moins riches. La richesse est un but plus important notamment pour les répondants de pays plus pauvres.

Tous ces résultats sont en accord avec la théorie d'Inglehart selon laquelle les valeurs post matérialistes, ou non matérialistes, deviennent importantes dans les pays

modernisés et ces valeurs sont plus importantes dans des pays plus développés que dans des pays plus pauvres et moins modernisés.

Le bien-être personnel est donc affecté plus par le revenu dans les pays non démocratiques que dans les pays démocratiques.

Niveau d'éducation

L'analyse effectuée pour chaque pays séparément a trouvé l'effet positif du niveau d'éducation sur la satisfaction de la vie dans plusieurs pays démocratiques et non démocratiques (Figure III.1). Cet effet est trouvé plus souvent dans des pays non démocratiques. Dans certains pays l'effet mesuré du niveau d'éducation est négatif.

Selon (Michalos 2008), la détection d'effet d'éducation sur le bonheur dépend de la façon de mesurer et d'opérationnaliser l'idée même d'éducation. Cet auteur prédit que l'éducation mesurée par le plus haut niveau atteint de scolarité a une influence très limitée sur le bonheur. Cependant, dans le projet actuel, l'effet de l'éducation mesuré comme le plus haut niveau de scolarité atteint se trouve dans plusieurs pays. Cet effet est également trouvé dans certains pays par d'autres chercheurs contemporains, par exemple par (Chen 2012), (Cuñado & de Gracia 2012). Selon Dolan et coll. (2008), le coefficient de la variable « éducation » peut également être sensible à l'inclusion de certaines autres variables dans le modèle. Par exemple, puisque le niveau d'éducation est susceptible de corrélérer fortement avec le revenu, l'inclusion de la variable « revenu » peut diminuer l'effet trouvé de la variable « éducation » (Dolan et al. 2008:100). Cependant, dans le projet actuel, l'effet du niveau d'éducation a été trouvé dans plusieurs pays même en incluant le revenu dans le même modèle.

L'effet positif de l'éducation sur la satisfaction de la vie peut être expliqué par l'effet positif de l'éducation sur la confiance en soi, l'estime de soi et par le plaisir d'acquérir des connaissances (Cuñado & de Gracia 2012:187). L'éducation favorise

également une probabilité plus élevée d'emploi, une meilleure qualité d'emploi, un salaire prévu plus élevé et une meilleure santé (*Ibid.*). L'éducation augmente le capital humain de l'individu et contribue à la hausse du capital social formel et informel. Le capital social à son tour influence positivement la perception de la qualité de la vie par des individus (Chen 2012:118).

Cependant, on trouve aussi un effet négatif de l'éducation. Par exemple, selon (Clark & Oswald 1996:14), des chercheurs contemporains ont découvert un effet négatif de l'éducation sur la satisfaction au travail dans certains pays. Cela peut être lié par exemple à une situation économique particulière quand le revenu des gens instruits diminue. Les individus ayant un niveau d'éducation plus élevé ont également des attentes élevées de revenu et ils peuvent être déçus par un revenu égal à celui d'individus moins instruits.

Dans le présent travail, l'analyse multiniveaux a trouvé l'effet positif du niveau d'éducation sur la satisfaction de la vie au niveau des individus (Tableau III.3), mais elle n'a pas trouvé de différence significative de cet effet dans des pays démocratiques et non démocratiques.

Sans-emploi

Comme il était prédit, l'effet trouvé de catégorie « sans-emploi » sur la satisfaction de la vie est négatif dans la plupart des pays. Ces résultats sont compatibles avec des résultats obtenus par d'autres chercheurs. En fait, selon Dolan et coll. (2008), les recherches contemporaines démontrent toujours un grand effet négatif du chômage des individus sur leur bien-être personnel (Dolan et al. 2008:101–102). L'analyse multiniveaux a trouvé également l'effet négatif de cette variable au niveau des individus.

L'analyse multiniveaux montre que l'effet de catégorie sans-emploi sur la satisfaction de la vie est plus grand dans des pays non démocratiques. Cela est probablement lié aux spécificités des États-providence soutenant plus des gens sans-emploi.

Le bien-être personnel est donc affecté plus par sans-emploi dans les pays non démocratiques que dans les pays démocratiques.

Statut « marié »

L'effet trouvé du statut « marié » sur la satisfaction de la vie est positif dans la plupart des pays (Figure III.1) et il est positif au niveau des individus (Tableau III.3). De tels résultats sont attendus et ils sont en accord avec les propositions théoriques et avec les résultats obtenus par différents chercheurs contemporains. Cependant, la recherche actuelle a trouvé quelques tendances particulières en comparant l'effet du statut « marié » dans des sociétés démocratiques et non démocratiques qui est discuté plus loin.

Les relations maritales occupent une place centrale dans toute l'activité sociale de la plupart des personnes adultes, dans toutes les sociétés, soient traditionnelles, soient modernisées. Mais, si le mariage et le bonheur dans notre langage quotidien sont habituellement associés, est-ce que cela signifie que le mariage entraîne partout une augmentation du bonheur et de la satisfaction de la vie ? C'est la question qui est discutée par plusieurs auteurs contemporains.

Généralement, les auteurs sont d'accord pour dire que le bien-être personnel est affecté par le statut marital (Bjørnskov et al. 2008), (Helliwell & Putnam 2004), (Haring-Hidore et al. 1985). Ces auteurs proposent différentes explications pour lesquelles le mariage influence positivement le bien-être personnel. Par exemple, il y a des avantages directs d'avoir un partenaire soit pour les couples mariés ou pour les couples cohabitant sans être mariés, car les relations avec un partenaire impliquent l'intégration sociale et le soutien (Vanassche, Swicegood, & Matthijs 2013). L'effet

de statut marital peut être également défini par des attitudes sociales envers le mariage dans une société. Il existe l'opinion que dans des sociétés où le mariage est plus apprécié et où le statut marital influence plus le bien-être personnel (*Ibid.*). Les relations maritales constituent également une partie essentielle du capital social de l'individu (Helliwell & Putnam 2004).

Parfois les auteurs arrivent à des conclusions dites « pertinentes pour n'importe quelle société » et trouvent des tendances dites « universelles » en analysant des sociétés particulières, surtout des sociétés avancées et démocratiques. Par exemple, Helliwell et Putnam (*Ibid.*) confirment que le mariage est un déterminant universel du bonheur se basant principalement sur des données canadiennes et étatsuniennes. Cependant, l'organisation des relations maritales varie selon le type de société. Dans les sociétés plus traditionnelles, il est plus probable que le mariage soit arrangé par des parents et le choix du partenaire marital limité par la tradition, la loi ou juste par la volonté des parents (Murstein 1974). Dans les sociétés plus modernisées, l'engagement dans des relations maritales est plutôt un acte de bonne volonté. Une société traditionnelle a par définition une culture collectiviste, les relations maritales sont perçues comme l'accomplissement des rôles traditionnels, tandis que dans une société modernisée ayant une culture dite individualiste les relations maritales sont un des moyens de la réalisation personnelle.

Inglehart et coll. (Inglehart & Oyserman 2004) suggèrent que le collectivisme implique que la satisfaction de la vie découle de la mise en œuvre avec succès des rôles et des obligations sociales. Dans des cultures individualistes, c'est plutôt la réalisation personnelle qui augmente la satisfaction de la vie. Cependant, la question suivante se pose : est-ce que l'accomplissement des rôles traditionnels a le même effet sur la satisfaction de la vie que la réalisation personnelle ? C'est-à-dire, est-ce que le mariage dans des sociétés traditionnelles apporte le même bonheur que le mariage dans une société modernisée ? Dans ce projet on a voulu vérifier l'hypothèse

selon laquelle le statut « marié » influence plus la satisfaction de la vie dans des sociétés démocratiques offrant plus de liberté aux individus.

Rappelons que les gens « mariés » sont considérés dans le projet actuel comme soit mariés, soit cohabitant sans être mariés parce que dans certaines sociétés modernisées il y a beaucoup de familles où les « époux » ne sont pas mariés. Par exemple, au Québec, la diffusion de l'union libre a pris une grande ampleur (Lapierre-Adamcyk et al. 1999) et la cohabitation sans mariage est largement acceptée dans presque toutes les sociétés occidentales (*Ibid.*). La variable « marié » est donc créée de manière à opposer des personnes engagées dans des relations maritales et des personnes qui ne sont pas.

La Figure III.1 montre que l'effet trouvé de statut « marié » sur la variation de la satisfaction de la vie dans la plupart des pays est positif, il est négatif seulement dans 2 pays. La différence observée entre les pays démocratiques et non démocratiques est remarquable : l'effet positif de statut « marié » est trouvé dans 91% des démocratiques et seulement dans 59% des pays non démocratiques.

L'analyse multiniveaux a trouvé que l'influence de statut « marié » sur la satisfaction de la vie est positive et elle est plus grande dans des pays démocratiques que dans des pays non démocratiques (Tableau III.3).

Les résultats des analyses statistiques confirment en général l'hypothèse de la recherche que les relations maritales démocratiques, c'est-à-dire les relations basées sur le choix libre des partenaires, ont beaucoup plus de chances d'influencer positivement la satisfaction de la vie que les relations maritales non démocratiques, c'est-à-dire les relations souvent arrangées par les parents ou avec un choix limité de partenaires et avec des restrictions quant à une possibilité de séparation.

Dans le cadre de l'interprétation des résultats concernant l'influence du statut « marié » sur la satisfaction de la vie, une analyse supplémentaire a été effectuée.

Cette analyse a permis d'obtenir des résultats pertinents pour l'analyse des relations maritales dans différentes sociétés. L'analyse de la satisfaction de la vie à la maison (*Satisfaction with home life*), effectuée sur la base des données de l'Enquête mondiale sur les valeurs, dans des pays ayant différents niveaux de démocratisation montre que la satisfaction de la vie à la maison est plus élevée dans des sociétés plus démocratisées. Malheureusement, il n'y a pas de données de l'Enquête mondiale sur les valeurs sur la satisfaction de la vie à la maison pour des régimes autoritaires et hybrides, seulement pour les pays démocratiques. Cependant, même l'analyse des pays démocratiques montre une tendance assez forte, la satisfaction de la vie à la maison est plus élevée dans des pays plus démocratisés. La corrélation entre la satisfaction de la vie à la maison et l'Indice de démocratie de EIU est assez forte, environ .50 ($p < 0.001$).

Puisque l'analyse de régression révèle l'effet positif du statut « marié » sur la satisfaction de la vie plus souvent dans des sociétés démocratiques que dans des non démocratiques et l'analyse multiniveaux confirme que cet effet est plus grand dans des pays démocratiques que dans des non démocratiques, on peut conclure que l'engagement dans des relations maritales augmente plus la satisfaction de la vie dans des sociétés ayant une culture individualiste que dans des sociétés ayant beaucoup plus d'éléments de la culture collectiviste. Les explications possibles de ces résultats sont présentées plus loin.

Il semble que le mariage arrangé dans une société traditionnelle a un autre effet sur le bonheur des gens qui se marient que le mariage libre dans une société modernisée : les relations basées sur le choix libre de partenaires ont plus de chances à influencer positivement le bien-être personnel que les relations « prescrits » ou « arrangés ».

Un choix libre de partenaires implique, entre autres, une minimisation de l'influence parentale sur ce choix. Dans les cultures dites collectivistes, les parents influencent beaucoup plus le choix des partenaires maritaux des enfants que dans des cultures

individualistes (Buunk, Park, & Duncan 2009). Il est supposé ici que l'influence parentale sur le choix des partenaires maritaux et la restriction du choix libre de partenaires ont un effet crucial sur la satisfaction de la vie maritale des époux.

Par ailleurs, il est important pour la satisfaction des conjoints que leur cohabitation après le mariage soit vraiment volontaire. La satisfaction des conjoints varie selon que la liberté de la séparation est limitée soit par la pression des parents, soit par l'opinion publique, la tradition, la loi ou la religion, soit par des circonstances économiques, quand un des conjoints (habituellement la femme) ne quitte pas l'autre conjoint à cause de l'impossibilité de gagner sa vie ou juste à cause de la peur de s'appauvrir après la séparation. Toutes les restrictions de la séparation diminuent la satisfaction de la vie des conjoints et ces restrictions sont plus pertinentes pour des sociétés qui sont assez traditionnelles, parce que dans ces sociétés la mobilité géographique, ainsi que professionnelle, est assez limitée et l'influence des parents et de l'opinion de la communauté est plus forte. Dans ces sociétés, il y a moins de manifestations d'indépendance personnelle, y compris d'indépendance économique, des conjoints. Dans des sociétés traditionnelles, ce ne sont pas les individus qui se marient. Un mariage est considéré plutôt comme un arrangement entre les familles et non entre les individus (Murstein 1974). Par conséquent, la possibilité de séparation des conjoints est limitée également à cause de l'engagement des membres des deux familles dans le mariage.

L'hypothèse de la satisfaction des conjoints dans les mariages libres et arrangés a été vérifiée par une analyse des cas des mariages japonais et chinois (Xiaohe & Whyte 1990). L'analyse montre que les femmes, soit japonaises, soit chinoises, mariées selon le choix libre des partenaires sont toujours plus satisfaites dans toutes les étapes de la vie familiale que leurs contreparties engagées dans un mariage arrangé. Les auteurs concluent que la transition du mariage arrangé au mariage basé sur le choix libre des partenaires augmente la satisfaction au moins des femmes mariées (*Ibid.*).

L'engagement dans des relations maritales est donc une composante du bien-être personnel plus pertinente pour les sociétés démocratiques que pour les sociétés non démocratiques.

Activité politique

Dans ce projet, nous avons analysé l'activité de protestation comme activité politique. La variable *activité politique* est construite sur la base de cinq types d'actions politiques de protestation : signature d'une pétition, joindre des boycottages, assister à des démonstrations licites/pacifiques, rejoindre des grèves non officielles, occuper des bâtiments ou des usines.

Selon des auteurs contemporains, l'activité politique est influencée par les traits psychologiques des individus ainsi que par l'environnement social (Corcoran, Pettinicchio, & Young 2011), (Mondak et al. 2010), (Gerber et al. 2010). Par exemple, l'ampleur de la participation à des protestations dépend, entre autres, de la situation politique particulière (Mondak et al. 2010). Par exemple, en 2007 au Venezuela, le niveau des protestations ainsi que de la participation politique et sociale était assez élevé à l'appui ou en opposition au président Chavez (*Ibid.*:101). En fait, l'histoire moderne de plusieurs pays du monde (par exemple, Égypte, Russie, Ukraine) démontre que certains événements ou situations politiques peuvent stimuler et encourager l'activité politique et sociale de masse.

Au niveau des individus, la participation sociale dépend des traits personnels particuliers comme l'extraversion, l'ouverture à l'expérience, la conscience, l'agrément et la stabilité émotionnelle (Mondak et al. 2010), (Gerber et al. 2010). Les gens ayant le niveau élevé d'efficacité (*efficacy*) et se considérant comme sujets actifs (« lieu interne de contrôle ») sont plus enclins à la participation dans des activités politiques de protestation que les gens dits fatalistes se considérant plutôt comme des objets de l'action sociale ayant le « lieu externe du contrôle » (Corcoran et al. 2011).

Pour Corcoran, le « lieu interne du contrôle » signifie en effet que les gens se considèrent plutôt comme des sujets actifs de la vie sociale et politique, tandis que le « lieu externe » caractérise les gens qui se considèrent plutôt comme des objets qui ne peuvent pas influencer le déroulement des événements politiques ou sociaux. Le « lieu interne du contrôle » correspond à la culture politique développée qui selon Almond et Verba (1965), est caractéristique des pays ayant une démocratie plus développée.

L'influence de traits personnels psychologiques sur la participation sociale trouvée par les auteurs cités permet de supposer que l'activité politique contribue à la réalisation personnelle et peut donc être considérée non seulement comme une activité de mécontentement, mais également comme une activité désirable et, par conséquent, influençant positivement la satisfaction de la vie des participants.

Les résultats de l'analyse de régression multiple effectuée pour chaque pays séparément confirment partiellement cette hypothèse (Figure I.2). En fait, dans certains pays, l'effet trouvé de l'activité politique sur la satisfaction de la vie est positif. Dans la plupart des pays, l'effet trouvé de l'activité politique est négatif.

L'analyse multiniveaux révèle également au niveau des individus l'effet négatif de l'activité politique (Tableau III.3). Cela probablement signifie qu'en général ce sont les gens moins satisfaits qui participent à des activités politiques. Cependant, la supposition de lien de causalité entre l'activité politique, qui pourrait être décevante, et la réduction de la satisfaction de la vie est également possible.

Ce qui est plus essentiel pour les buts de ce projet, c'est la variation de l'effet de l'activité politique sur la satisfaction de la vie selon le régime sociopolitique. L'analyse multiniveaux révèle que l'activité politique influence plus la satisfaction de la vie dans les pays démocratiques que dans les non démocratiques (Tableau III.3). Ces résultats sont conformes aux considérations générales sur la perception de

l'activité politique dans des sociétés démocratiques et non démocratiques. Selon Corcoran (*Ibid.*), l'activité politique dépend de la perception du lieu du contrôle par les individus. Si le lieu du contrôle est perçu comme interne, les individus se sentent plus effectifs et par conséquent ils sont plus enclins aux activités politiques de protestation. Si le lieu du contrôle est perçu comme externe, les individus sont enclins au fatalisme, ils croient moins dans l'efficacité de leurs actions et, par conséquent, ils sont moins enclins à la participation dans des actions politiques et collectives. La perception de la liberté et le lieu du contrôle social sont formés par des structures et des institutions sociales. Dans des régimes oppressifs, les gens perçoivent le lieu du contrôle plutôt comme externe, tandis que dans des démocraties modernes, le lieu du contrôle est perçu comme interne, parce que dans des lieux où le pouvoir n'est pas diffusé, mais plutôt est concentré dans des mains de quelques-uns, les individus sont susceptibles d'être plus fatalistes et de se percevoir comme ayant moins d'instrumentabilité (*instrumentality*), c'est-à-dire de liberté d'agir (*Ibid.*). Par conséquent, les gens dans les démocraties modernes perçoivent leurs activités politiques comme étant plus efficaces que les gens dans des sociétés ayant des régimes non démocratiques. Il est donc logique de supposer que l'activité politique occupe une place plus significative dans la conscience des citoyens démocratiques et par conséquent l'activité politique y influence plus la satisfaction de la vie. Les résultats de l'analyse multiniveaux effectué dans ce projet affirmant que l'activité politique influence plus, bien que négativement, la satisfaction de la vie dans les pays démocratiques que dans les non démocratiques sont donc compatible avec les conclusions de Corcoran (*Ibid.*) basées également sur les résultats d'analyse empirique.

L'analyse multiniveaux montre donc que l'activité politique affecte plus le bien-être personnel dans les pays démocratiques que dans les pays non démocratiques.

Méfiance

L'analyse multiniveaux a trouvé que la méfiance envers les institutions politiques (gouvernement, police, système judiciaire) affecte négativement la satisfaction de la vie, mais elle ne révèle pas de différence entre cette influence dans des sociétés démocratiques et non démocratiques. Cependant, selon le concept de démocratie moderne, les citoyens démocratiques sont plus préoccupés par les affaires publiques et par le développement politique et, par conséquent, ils attendent plus de l'État que les gens dans les sociétés non démocratiques. Cela est lié à la culture politique impliquant l'engagement des citoyens dans les processus politiques. La culture politique est plus développée dans les sociétés démocratiques, tandis que la culture vernaculaire, le « paroissial » (parochial) n'attend rien du système politique (Almond & Verba 1965:17).

Par conséquent, c'est un résultat imprévu que la méfiance envers des institutions politiques n'affecte pas différemment la satisfaction de la vie dans les sociétés démocratiques et non démocratiques.

Religiosité

L'une des hypothèses de cette recherche veut que la religiosité influence positivement la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés. Effectivement, l'analyse de régression a trouvé que cette influence est positive dans la majorité des pays (Figure III.1). L'analyse multiniveaux au niveau des individus a également trouvé l'effet positif de la religiosité (Tableau III.3). Les résultats obtenus dans ce projet sont en accord avec des résultats obtenus par d'autres chercheurs qui ont également trouvé l'effet positif de la religiosité sur la satisfaction de la vie, par exemple (Ferriss 2002), (Pollner 1989), (Ellison 1991), (Ellison & Levin 1998). Cette satisfaction semble être assez indépendante du type de religion (Dolan et al. 2008:106).

Dans le discours scientifique, des explications psychologiques de l'influence positive de la religiosité ou du rapport au divin sur la satisfaction de la vie sont développées. Le rapport au divin peut augmenter le bien-être personnel en façonnant le sens du soi. Par ce rapport les individus peuvent expérimenter un sens plus profond de l'identité personnelle. La religiosité peut donner aux individus l'impression qu'ils peuvent contrôler ou gérer des événements de la vie, en donnant un sens et une compréhension à la réalité (Pollner 1989:93). L'acceptation d'une divinité peut entraîner un ensemble d'engagements en ce qui concerne la bonté essentielle du soi, des autres et du monde (*Ibid.*:101). Les croyances religieuses fortes améliorent la perception cognitive et affective de qualité de la vie et elles bloquent les effets négatifs des traumatismes (Ellison 1991:89). En bref, la religiosité aide les individus à créer une image générale du monde et à le remplir d'un sens profond.

Cependant, les résultats des analyses empiriques montrent que ce sont plutôt les individus ayant un niveau d'éducation plus bas dont la satisfaction de la vie est le plus influencée par la religiosité (Pollner 1989), (Ellison 1991). La religiosité ou le rapport au divin présente donc un moyen traditionnel (c'est-à-dire plus caractéristique pour des sociétés et pour des consciences traditionnelles) d'obtenir un plus grand sens de cohérence et d'ordre dans la vie. Tandis que les gens plus instruits et mieux éduqués trouvent d'autres moyens, plus sophistiqués, ainsi que plus séculiers, pour créer une image du monde et expliquer la réalité, ainsi que pour trouver le sens du soi ou l'identité personnelle.

Les conclusions présentées plus haut permettent de supposer que la satisfaction de la vie des individus dans des sociétés plus pauvres et plus traditionnelles doit être plus affectée par la religiosité, tandis que dans des sociétés plus modernisées où les gens en général sont plus instruits et ont plus d'accès à l'information, la satisfaction de la vie doit être moins affectée par des relations divines.

Contrairement aux attentes, l'effet positif de la religiosité sur la satisfaction de la vie est visible dans certains pays postcommunistes. Cela signifie probablement que les gens ont gardé leurs croyances même sous les régimes communistes. Cela peut également signaler que dans les sociétés post-communistes non démocratiques les gens trouvent une certaine consolation dans la religion plus souvent que dans d'autres domaines à cause de l'insuffisance de développement de la société civile avec tous leurs avantages pour la participation sociale et les réalisations personnelles.

L'analyse multiniveaux effectuée dans ce projet confirme que la religiosité affecte plus la satisfaction de la vie dans les sociétés non démocratiques que dans les sociétés démocratiques (Tableau III.3). L'hypothèse que c'est la conscience plus traditionnelle qui trouve plus de satisfaction dans la religiosité s'est avérée donc plus cohérente que la supposition que c'est le choix libre d'affiliations religieuses dans des sociétés modernisées qui permet aux individus de trouver plus de satisfactions dans la religiosité. Cela signifie que les gens à l'époque moderne trouvent d'autres sources de satisfaction que la religiosité mesurée par l'importance de divin. Ces résultats confirment l'idée développée dans le chapitre 1.2 du texte qu'une conscience démocratique est par définition une conscience plus moderne.

La religiosité présente donc une composante de bien-être personnel plus pertinente pour les pays non démocratiques que pour les pays démocratiques.

Ritualisme religieux

L'analyse de régression montre (Figure III.1) que le ritualisme religieux augmente la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques, tandis que dans des pays non démocratiques, les gens qui fréquentent l'église plus rarement sont plus satisfaits. Cela est probablement lié aux spécificités confessionnelles. Dans les pays démocratiques, la plupart des répondants sont catholiques ou protestants et pour eux,

le ritualisme religieux mesuré par la fréquentation de l'église peut être plus important que pour les représentants d'autres confessions.

L'effet positif du ritualisme religieux est expliqué par des avantages que l'individu obtient à travers la participation sociale en général, parce que la fréquentation de l'église implique entre autres une interaction sociale et une intégration sociale. Par exemple, on a rappelé le lien entre la fréquentation de l'église et l'intégration dans la communauté (Ferriss 2002). La participation religieuse, ou le ritualisme religieux, peut améliorer de plusieurs façons la perception du bien-être personnel pour des individus. Ainsi, l'église offre une opportunité pour créer des relations et des liens sociaux entre les personnes ayant les mêmes valeurs (Ellison 1991:81). Les croyants trouvent un soutien social et produisent de la sociabilité en assistant aux services religieux (Ferriss 2002:212). Les membres des communautés religieuses peuvent également obtenir une assistance informationnelle et matérielle dans la résolution des problèmes de stress (*Ibid.*:81).

Selon Dolan et coll. (2008), plusieurs auteurs ont trouvé que la fréquentation de l'église affecte positivement la satisfaction de la vie, bien qu'il existe un désaccord sur la fréquence minimale qui est supposée augmenter la satisfaction de la vie. Certains auteurs arguent que la fréquence minimale doit être une fois par semaine, tandis que d'autres disent que même une fois par mois est suffisant pour affecter la satisfaction de la vie (Dolan et al. 2008:104).

L'analyse multiniveaux confirme que le ritualisme religieux est plus important pour la satisfaction des gens dans les pays démocratiques. Elle montre que l'effet positif de l'absence du ritualisme est plus grand dans les pays non démocratiques.

Le bien-être personnel est donc affecté positivement par le ritualisme religieux plus dans les sociétés démocratiques que dans les non démocratiques.

Participation sociale

Selon nos propositions, la participation sociale est considérée comme une composante essentielle du bien-être personnel et on s'attend à ce qu'elle ait un effet positif sur la satisfaction de la vie dans toutes les sociétés. En fait, l'analyse de régression révèle l'effet positif de la participation sociale dans plusieurs sociétés (Figure III.1). L'analyse multiniveaux montre également que l'effet de la participation sociale sur la satisfaction de la vie est positif (Tableau III.3).

L'effet positif de la participation sociale sur la satisfaction de la vie peut être expliqué par des avantages que les individus obtiennent en participant à des organisations volontaires, par exemple, la réalisation personnelle, la communication avec des gens ayant les mêmes intérêts, etc. La participation sociale, définie comme une activité extérieure au travail rémunéré implique une interaction sociale et contribue au capital social individuel et au sentiment d'appartenance (Gaudet 2011).

L'analyse multiniveaux n'a pas trouvé de différences entre l'effet de la participation sociale dans des sociétés démocratiques et non démocratiques (Tableau III.3), bien que le nombre des participants à des organisations volontaires soit plus élevé dans les sociétés démocratiques. La corrélation entre les nombres des participants actifs dans les organisations volontaires (WVS, 2009-2014) et l'Indice de Démocratie de EUI (2011) est assez grande ($r=0.428$, $p<0.01$). C'est compatible avec le fait que dans les pays démocratiques, la société civile est plus développée et il y a donc plus de possibilités pour des activités sociales. Les institutions démocratiques permettent la formation d'associations volontaires dans une plus grande mesure que les institutions non démocratiques (Paxton 2002).

Il existe donc une contradiction entre les résultats de l'analyse de la démocratie moderne affirmant que la participation sociale est plus caractéristique pour les pays ayant une société civile développée et les résultats de l'analyse statistique. Cette non-

correspondance soulève des questions justifiables : est-ce que les répondants dans les sociétés démocratiques et non démocratiques pensent les mêmes choses en réponse à la participation à des organisations volontaires ? Que signifie la notion même de l'« organisation volontaire » pour des répondants dans les sociétés démocratiques et non démocratiques, surtout pour ceux-ci dans les sociétés les plus oppressives? La réponse évidente à la première question est que non, car des organisations volontaires du type de celles existant dans des sociétés démocratiques peuvent être limitées ou ne pas exister du tout dans certaines sociétés non démocratiques. Les organisations volontaires impliquant la participation volontaire, la société civile et la démocratie sont des composantes interdépendantes du même système social. Au contraire, l'analyse présentée plus haut, dans le chapitre 2, montre que dans des sociétés ayant des cultures plus traditionnelles, collectivistes, dans des sociétés non démocratiques, les individus préfèrent communiquer dans le cadre des groupes d'appartenance, et par conséquent, les relations les plus répandues sont des relations familiales et de voisinage, c'est-à-dire des relations obligatoires ou semi-obligatoires et non tout à fait volontaires. Comme le montre par exemple l'analyse d'Almond et Verba (1965), dans des sociétés démocratiques, les gens communiquent beaucoup plus hors de leurs groupes d'appartenance, comme des groupes familiaux et de voisinage. Les répondants dans les sociétés non démocratiques sont donc supposés avoir en vue un autre type d'organisations volontaires que les répondants dans des sociétés démocratiques. Les types d'organisations perçues par les répondants démocratiques et non démocratiques sont donc censés être qualitativement différents.

Les répondants dans les sociétés non démocratiques ont probablement plus en vue des groupes d'individus unis par des liens familiaux et de voisinage, tandis qu'il est peu probable que les répondants dans des sociétés démocratiques puissent avoir en vue de tels groupes, ils ont gardé à l'esprit plutôt des organisations basées sur des intérêts communs.

Bien que toutes les propositions théoriques développées plus haut ne soient pas vérifiables empiriquement sur la base des données utilisées dans ce projet, des arguments théoriques en faveur de distinction de types d'organisations volontaires qui sont possibles et plus probables dans des sociétés démocratiques et non démocratiques semblent assez fiables. Une telle conclusion exige une interprétation assez prudente des résultats de l'analyse de l'influence de la participation sociale sur la satisfaction de la vie dans différentes sociétés.

Triandis (2000) en comparant la notion du bien-être personnel dans des cultures collectivistes et individualistes, a émis la conclusion que les relations interpersonnelles présentent une source de satisfaction plus probante dans des cultures collectivistes. Cela est lié au fait que dans des cultures collectivistes, les gens sont plutôt allocentriques, tandis que dans des cultures individualistes ils sont égocentriques. Les allocentriques, dans leur comportement et leurs actions, tendent à privilégier autrui, tandis que les égocentriques sont caractérisés par une tendance à ramener tout à soi. L'allocentrisme est donc lié à la sensibilité, aux amis et aux relations plus profondes et émotionnelles avec des amis, tandis que l'égocentrisme est caractérisé par des relations plus superficielles et moins émotionnelles même avec des amis proches. Par conséquent, les allocentriques tirent plus de plaisir de relations interpersonnelles qui augmenteraient leur bien-être personnel (Triandis 2000:18).

Les sociétés démocratiques modernes sont caractérisées par la culture individualiste, comme nous l'avons vu dans la partie théorique du texte, tandis que les sociétés non démocratiques sont censées avoir une culture plus traditionnelle et collectiviste. Les résultats de la comparaison des cultures individualiste et collectivistes peuvent donc, dans une certaine mesure, nous fournir de l'information sur les différences entre sociétés démocratiques et non démocratiques.

En s'appuyant sur les conclusions de Triandis, on peut donc supposer que la communication interpersonnelle affecte plus la satisfaction de la vie dans des sociétés

moins modernisées, non démocratiques parce que dans ces sociétés, une communication sociale implique plus d'engagements émotionnels. Cependant, en tenant compte des résultats sur l'influence de l'engagement dans des relations maritales sur la satisfaction de la vie dans des pays démocratiques et non démocratiques, on peut remarquer que dans des pays démocratiques parmi les relations sociales ce sont les relations conjugales qui sont plus accentuées, tandis que dans des sociétés non démocratiques ce sont plutôt les relations sociales non conjugales. Ces conclusions sont compatibles avec des conclusions de Goodwin (1999) qui confirme que dans des cultures collectivistes les liens amicaux sont beaucoup plus profonds que dans des cultures individualistes, tandis que dans des cultures individualistes, les relations conjugales sont considérées comme étant beaucoup plus précieuses que dans des cultures collectivistes. Les relations sociales affectent donc la satisfaction de la vie dans tous types de sociétés, cependant, le type des relations ayant le plus d'influence varie selon le type de culture, individualiste ou collectiviste.

En se basant sur l'argumentation de l'existence de différences qualitatives entre les types d'organisations volontaires dans des sociétés démocratiques et non démocratiques, on peut supposer que dans l'analyse actuelle est plutôt perçue l'influence des communications sociales en général sur la satisfaction de la vie plutôt que la participation dans des organisations volontaires caractéristiques pour la société civile. Des organisations de ce type peuvent juste ne pas exister dans certaines sociétés où les répondants ont indiqué qu'ils sont des participants actifs de ces organisations.

En résumé, le fait que l'analyse multiniveaux n'a pas trouvé de différences entre l'effet de la participation sociale dans des sociétés démocratiques et non démocratiques est probablement lié au fait que la participation active dans les

organisations volontaires ainsi que les organisations volontaires elles-mêmes sont traités différemment dans des sociétés démocratiques et non démocratiques.

Résumé des résultats

L'analyse multiniveaux montre que l'effet de certaines variables explicatives sur la satisfaction de la vie diffère significativement dans les contextes sociaux démocratiques et non démocratiques. Cela nous permet de conclure que certaines composantes de bien-être personnel varient en fonction du contexte social. Le bien-être personnel en régime démocratique est affecté plus que le bien-être personnel en régime non démocratique par l'engagement dans les relations maritales, l'activité politique et la fréquentation de l'église. Tandis que le bien-être personnel en régime non démocratique est affecté plus que le bien-être personnel en régime démocratique par revenu, la religiosité et statut de sans-emploi. Le résultat le plus essentiel ici est que le bien-être personnel dans le contexte social démocratique est affecté plus que le bien-être personnel dans le contexte non démocratique par les activités volontaires des individus et par les facteurs liés à la réalisation personnelle, comme le choix libre de partenaires maritiaux, les activités politiques et religieuses choisies volontairement. Dans le contexte non démocratique, le bien-être personnel est affecté plus que dans le contexte démocratique par les facteurs matériels (revenue et sans emploi) et la tradition (la religiosité), c'est à dire par des facteurs liés à la situation socioéconomique de pays et non aux activités et réalisations personnelles. Ces résultats confirment donc que l'organisation de la vie dans les sociétés démocratiques et non démocratiques est affectée par les idées qualitativement différentes de bien-être personnel. Ces résultats montrent quelles orientations personnelles contribuent de meilleure façon au comportement individuel qui permet de mieux soutenir les institutions démocratiques modernes et confirment donc que ce ne sont pas seulement les institutions politiques qui caractérisent la démocratie moderne, mais également les orientations personnelles affectées par les idées démocratiques de bien-être personnel.

CONCLUSION

AU-DELÀ DE LA DÉMOCRATIE COMME INSTITUTION : LA DÉMOCRATIE COMME CULTURE POLITIQUE

Cette étude a été consacrée à l'analyse des idées sur le bien-être personnel dans les sociétés démocratiques et non démocratiques contemporaines. Les résultats de la recherche visaient à proposer une meilleure compréhension de la démocratie moderne comme société ou comme espace social particulier ainsi qu'une compréhension plus approfondie des sociétés non démocratiques. Ce travail a contribué à préciser les différences essentielles entre des mentalités démocratiques et non démocratiques.

Dans la première partie du texte, on a procédé à l'analyse des caractéristiques sociopolitiques de la démocratie moderne. Cette analyse se fondait sur l'étude de textes théoriques d'auteurs contemporains consacrés à la critique de différents aspects du fonctionnement des sociétés démocratiques contemporaines. Pour mieux distinguer les traits des sociétés démocratiques et non démocratiques, on a également procédé à une comparaison de la démocratie avec le totalitarisme, qui est considéré habituellement comme son antipode. Pour distinguer les caractéristiques politiques et sociales de la démocratie moderne, on a effectué une analyse de la démocratie perçue comme type de société.

Dans le deuxième chapitre, nous avons entrepris l'analyse du concept de bien-être personnel. Ce concept se présente comme une stratégie générale de vie qui reflète les choix principaux et les préférences en matière d'activités sociales dans une société donnée. Dans cette partie de texte, nous avons développé notre argumentation en faveur de l'analyse comparative des idées sur le bien-être personnel dans des sociétés démocratiques et non démocratiques.

Sur la base des résultats de l'analyse théorique des caractéristiques de la démocratie moderne, nous avons formulé des hypothèses théoriques sur les composantes du bien-être personnel dans les sociétés démocratiques et non démocratiques. Ces hypothèses théoriques ont été vérifiées par différentes analyses statistiques dont la méthodologie et les résultats sont présentés dans la troisième partie du texte.

Sur la base de ces analyses théoriques et statistiques, nous avons pu dégager des conclusions générales sur les idées du bien-être personnel caractéristiques des sociétés démocratiques et non démocratiques. Ainsi, le bien-être personnel dans une société démocratique est affecté, plus que le bien-être personnel dans une société non démocratique, par l'engagement dans des relations maritales et par l'activité politique, tandis que le bien-être personnel dans des sociétés non démocratiques est plus affecté par des questions de revenu, par la religiosité, par le niveau d'éducation et par le statut lié à l'emploi.

La liberté de parole est un élément essentiel du bien-être personnel dans une société démocratique ; elle est plus pertinente pour celui-ci que pour le bien-être personnel dans une société non démocratique. À l'opposé, le bien-être personnel dans une société non démocratique est affecté plus que le bien-être personnel dans une société démocratique par la conformité sociale, l'ordre dans la nation et l'absence de non-conformistes.

Les gens dans les sociétés démocratiques apprécient plus la tolérance et la responsabilité, tandis que ceux des sociétés non démocratiques apprécient plus l'obéissance, la conformité, et le conformisme social. L'autonomie personnelle et un environnement social tolérant sont des éléments essentiels du bien-être personnel dans un environnement démocratique, tandis que le bien-être personnel dans un contexte non démocratique est plus affecté par la conformité sociale.

Le bien-être personnel dans une société démocratique est également plus affecté que dans une société non démocratique par la confiance interindividuelle.

L'analyse comparative des idées de bien-être personnel dans des sociétés démocratiques et non démocratiques confirme donc que les stratégies générales de vie, dont les directions principales sont résumées dans des visions du bien-être personnel, varient en fonction du régime politique, selon qu'il est démocratique ou non démocratique.

Notre analyse confirme donc que la démocratie moderne est caractérisée non seulement par une organisation politique particulière, mais également par une mentalité particulière de ses membres, plus précisément par des visions spécifiques *démocratiques de ce qui est bien pour l'individu*. Les résultats de la recherche confirment que la logique de fonctionnement social au niveau du comportement des individus et de leurs stratégies de vie varie selon le contexte social, démocratique ou non démocratique. Ces résultats contribuent à une meilleure compréhension des différences essentielles entre ces deux types principaux d'organisation des sociétés contemporaines.

Notre étude contribue à l'élaboration d'une mesure non politique (non institutionnelle) de la démocratie moderne. Cette mesure ne duplique pas la mesure politique de la démocratie, bien qu'elle soit cohérente avec cette dernière. Ainsi, l'analyse des mesures politiques de la démocratie moderne présentée lors de la discussion de l'Indice de démocratie démontre que la présence des institutions politiques démocratiques ne signale pas toujours nécessairement la présence de la mentalité démocratique. Il y a en effet beaucoup de cas où les institutions démocratiques coexistent avec des institutions autoritaires, comme dans des régimes hybrides ou dans des démocraties défectueuses avec une mentalité discriminatoire à l'égard de certains groupes nationaux, par exemple dans certains pays « démocratiques » postsoviétiques.

La présence d'institutions politiques démocratiques ne garantit donc pas la présence d'un contexte social démocratique, ou d'une société démocratique. La qualité de la démocratie comme société peut être mesurée plutôt par les valeurs sociales dominantes et par la logique du comportement et des activités sociales. Ainsi, si les institutions politiques démocratiques peuvent coexister avec une morale xénophobe ou discriminatoire à l'égard de certains groupes sociaux, il est par contre peu probable que l'individualisme démocratique, refusant toutes les discriminations raciales, nationales, religieuses ou sexuelles et déclarant la dignité égale de tous les êtres humains, puisse coexister avec des institutions politiques autoritaires. Comme l'écrivait Mikhaïl Bakounine dans son *Catéchisme révolutionnaire*, le régime autoritaire affecte toujours la morale individuelle et son effet est destructeur. En fait, comme l'attestent des exemples historiques, l'individualisme démocratique ne fleurit pas sous des institutions autoritaires. L'individualisme démocratique et l'autoritarisme sont des phénomènes mutuellement exclusifs; par contre, la démocratie politique, à certaines étapes de son développement, comme dans les États-Unis du XIX siècle, a pu coexister même avec l'esclavage.

On peut donc constater la présence de la *démocratie moderne* uniquement quand deux facteurs, la dimension politique mais aussi la dimension sociétale, peuvent être qualifiés de démocratiques. On peut même dire que la mesure sociale (culture politique de la démocratie moderne) indique plus univoquement la présence de la démocratie moderne que la mesure politique (les institutions formelles de la démocratie), car la mesure non politique (sociale) reflète la démocratisation interne de la société, c'est-à-dire la démocratisation de la mentalité et des valeurs sociales, ce qui peut n'être reflété que partiellement par des mesures politiques.

Les mesures politiques (institutionnelles) et non politiques (sociales) de la démocratie moderne se complètent donc mutuellement. Cependant, c'est la mesure non politique, celle qui renvoie à la démocratie comme culture, comme valeur, qui est essentielle

dans l'analyse de la qualité de la démocratie comme société et dans le diagnostic de la présence de ce qui peut être défini comme la société démocratique moderne. En effet, la mentalité démocratique moderne correspond toujours au contexte social démocratique et aux institutions politiques démocratiques, tandis que les institutions politiques démocratiques peuvent coexister non seulement avec la mentalité démocratique moderne, mais également avec des mentalités plus traditionnelles et ayant des caractéristiques non démocratiques. Par conséquent, le concept de la mesure de la culture politique et de la mentalité de la démocratie moderne se trouve au centre de l'analyse des sociétés contemporaines, et présente un élément indispensable à une analyse approfondie de la démocratie moderne.

La dimension culturelle de la démocratie moderne ne permet pas seulement d'analyser la qualité d'une société dite démocratique par la comparaison avec l'idéaltype de la démocratie moderne. Elle permet également de comparer et de distinguer différents types de sociétés qui peuvent être qualifiées soit de plus ou moins démocratiques, soit de non démocratiques. Les définitions de type de société élaborées sur la base des valeurs de la démocratie moderne ne feront pas de référence aux régimes politiques, mais aux contextes sociaux, à la logique des activités sociales et certainement aux idées de *ce qui est bien pour l'individu*.

En résumé, nous croyons avoir démontré que la distinction entre la démocratie et la non-démocratie comme type de société est plus essentielle que la distinction entre des régimes politiques démocratiques et non démocratiques. La distinction entre la démocratie et la non-démocratie implique également une distinction entre deux types de logique de comportement individuel, deux types de stratégies générales de vie fondés sur des idées qualitativement différentes de *ce qui est bien pour l'individu*.

ANNEXE A

V-DEM INDICES 2011

Tableau A.1 V-Dem indices 2011

Country	v2x_polyarchy	v2x_libdem	v2x_participdem	v2x_delibdem
	Democratic			
Switzerland	,94	,91	,84	,93
Sweden	,92	,89	,69	,90
France	,95	,91	,74	,90
Uruguay	,93	,86	,78	,88
United States	,93	,89	,68	,88
United Kingdom	,93	,88	,70	,87
<i>Brazil²⁶</i>	,92	,81	,66	,86
Finland	,91	,88	,66	,86
Spain	,92	,83	,68	,85
<i>Estonia</i>	,92	,88	,68	,83
Netherlands	,91	,85	,61	,83
Australia	,92	,87	,71	,83
<i>Latvia</i>	,90	,81	,73	,81
Japan	,87	,81	,61	,81
Canada	,88	,82	,62	,79
<i>Chile</i>	,90	,84	,60	,79
<i>Italy</i>	,87	,74	,69	,77
<i>Poland</i>	,90	,82	,66	,76
Germany	,79	,75	,58	,76
<i>Slovenia</i>	,83	,77	,72	,73
New Zealand	,90	,83	,75	,70
Korea South	,81	,71	,56	,64

²⁶ Les pays ajoutés en utilisant V-Dem indices sont mis en italique.

Country	v2x_polyarchy	v2x_libdem	v2x_participdem	v2x_delibdem
Non democratic				
Burkina Faso	,59	,35	,40	,47
Iraq	,49	,31	,31	,38
Nigeria	,49	,31	,32	,37
<i>Ukraine</i>	,54	,35	,35	,32
Armenia	,35	,20	,20	,21
Russia	,32	,18	,15	,19
Jordan	,26	,19	,10	,18
Zimbabwe	,28	,17	,17	,17
Libya	,21	,19	,18	,14
Yemen	,27	,14	,14	,14
Algeria	,35	,15	,20	,13
Vietnam Dem Rep of	,23	,11	,18	,13
<i>Ethiopia</i>	,25	,13	,13	,13
Rwanda	,26	,18	,24	,11
Kazakhstan	,27	,13	,10	,08
China	,11	,06	,05	,08
Azerbaijan	,21	,08	,08	,03

ANNEXE B

DÉTERMINANTS DE LA SATISFACTION DE LA VIE

**Tableau B.1 Les modèles finaux pour les pays inclus dans des échantillons pour l'analyse multiniveaux
(Coefficients non standardisés avec les erreurs types en parenthèses)**

country	Year	N	Democracy Index 2006	Democracy Index 2011	Income	ed_level	unemployed	married	politAct	nonconfidence	God_important	No relig services (F028)	memberAO	R ²	R ² ajusted	
Yemen	2014	1000	2.17	.375**** (.049)			-.715** (.297)				-.224**** (.048)	.486** (.205)	.201**** (.036)	.458* (.264)	.261	.249
Zimbabwe	2012	1500	2.68	.426**** (.030)		.086** (.035)					-.064** (.023)			.158	.156	
Viet Nam	2006	1495	2.75	0.376**** (0.032)	0.061** (0.029)		-0.978**** (0.237)	0.411**** (0.110)	-0.676**** (0.192)	-0.165**** (0.032)				.179	.175	
China	2012	2300	3.14	0.183**** (0.025)	0.081*** (0.024)		-0.931**** (0.285)				-0.124**** (0.026)			.086	.083	
Azerbaijan	2011	1002	3.15	0.209**** (0.051)	0.106** (0.043)			0.427**** (0.146)			-0.114**** (0.026)	0.234**** (0.068)		.066	.061	
Kazakhstan	2011	1500	3.24	.268**** (.027)	.049* (.029)		-.490** (.218)	.422**** (.107)			-.128**** (.024)	.061**** (.022)	.068**** (.024)	.340** (.158)	.117	.112

country	Year	N	Democracy Index 2006	Democracy Index 2011	income	ed_level	unemployed	married	politAct	nonconfidence	God_important	No relig services (F028)	memberAO	R ²	R ² adjusted
Rwanda	2012	1527	3.25	3.25	.277*** (.021)					-.080*** (.019)	.093*** (.116)	.091*** (.017)	.220*** (.078)	.167	.165
Algeria	2013	1200	3.44	3.44	.127*** (.043)	.096*** (.034)	-.461* (.237)	.397*** (.170)		-.163*** (.031)		.091*** (.027)	.879*** (.233)	.103	.095
Libya	2014	2131	3.55	3.55	.212*** (.029)	.096*** (.027)	-.502** (.255)	.496*** (.129)	-.267** (.131)	-.098*** (.024)	.262*** (.047)	.053** (.025)		.092	.088
Burkina Faso**	2007	1534	3.72	3.72	.340*** (.045)		-.449** (.224)			-.122*** (.033)	.196*** (.056)			.140	.133
Nigeria	2011	1759	3.83	3.83	.348*** (.025)			.397*** (.101)	-.235** (.103)	-.175*** (.023)	.091*** (.032)			.200	.197
Jordan	2014	1200	3.89	3.89	.309*** (.032)		-.624** (.268)	.275* (.148)		-.112*** (.026)			.345*	.105	.100
Russian Federation	2011	2500	3.92	3.92	.388*** (.027)			.430*** (.094)	-.301*** (.114)	-.078*** (.021)	.068*** (.019)	.062** (.025)	.579*** (.168)	.154	.150
Iraq	2012	1200	4.03	4.03	.538*** (.031)			.223* (.124)	-.232* (.138)	-.137*** (.026)			.377** (.159)	.253	.249
Armenia	2011	1100	4.09	4.09	.560*** (.040)	.087** (.041)		.495*** (.153)		-.079** (.032)				.207	.201
Ethiopia#	2007	1500	4.72	4.72	.270*** (.033)			.281** (.119)	-.298** (.125)	-.246*** (.025)			.623*** (.113)	.254	.248
Ukraine#	2011	1500			.498*** (.032)	.081** (.032)		.413*** (.115)		-.077*** (.027)	.073*** (.021)		.371*** (.175)	.194	.191
Brazil#	2014	1486			.095*** (.029)			.442*** (.118)		-.069*** (.025)	.197*** (.040)		.314** (.134)	.057	.052
Chile#	2011	1000			.082** (.039)	.101*** (.035)				-.109*** (.031)	.084*** (.028)			.065	.059

country	Year	N	Democracy Index 2006	Democracy Index 2011	income	ed_level	unemployed	married	politAct	nonconfidence	God_important	No relig services (F028)	memberAO	R ²	R ² adjusted
Estonia [#]	2011	1533			.451**** (.028)		-.711**** (.199)	.231** (.099)	██████ (.115)	-.143**** (.025)			.679**** (.114)		
Italy [#]	2005	1012			.068**** (.025)		-.532* (.278)	.276** (.140)	██████ (.144)	-.139**** (.040)		.105**** (.028)	.469**** (.139)	.116	.106
Poland [#]	2012	966			.178**** (.037)		-.419* (.234)	.490**** (.139)	██████ (.110)	-.158**** (.038)			.256* (.150)	.105	.096
Slovenia [#]	2011	1069			.289**** (.038)			.644**** (.130)	██████ (.113)	-.074** (.036)		.045** (.021)		.139	.133
Spain	2011	1189			.221**** (.038)		-.604**** (.143)	.187* (.110)	██████ (.113)	-.059** (.029)		.040** (.018)		.129	.122
South Korea [#]	2010	1200			.298**** (.029)		-.454* (.256)		██████ (.110)	-.052* (.028)		.062**** (.024)	.338**** (.118)	.136	.131
France	2006	1001	8.07		.157**** (.035)		-.663**** (.226)	.315** (.137)	██████ (.110)	-.163**** (.033)			.352**** (.127)	.141	.134
Japan	2010	2443			.124**** (.118)			.820**** (.116)	██████ (.113)	-.136**** (.031)		.035* (.032)	.597**** (.106)	.154	.149
Great Britain	2005	1041	8.08		.075**** (.026)			.249* (.128)	██████ (.112)	-.117**** (.030)		.044* (.024)	.384**** (.129)	.107	.099
USA	2011	2232			.225**** (.021)		-.630**** (.142)	.449**** (.080)	██████ (.112)	-.156**** (.021)		.057**** (.015)	.259**** (.089)	.175	.171
Uruguay	2011	1000						.417**** (.130)	██████ (.112)			.132**** (.020)		.120	.116
Germany	2013	2046			.218**** (.025)		-.1020**** (.181)	.591**** (.084)	██████ (.112)	-.126**** (.024)		.043* (.017)	.210** (.086)	.171	.168
Canada	2006	2164	9.07		.056**** (.016)		-.410**** (.138)	.602**** (.090)	██████ (.112)	-.106**** (.023)		.037** (.016)		.090	.086

country	Year	N	Democracy Index 2006	Democracy Index 2011	income	ed_level	unemployed	married	poliAct	nonconfidence	God_important	No relig services (F028)	memberAO	R ²	R ² adjusted
Switzerland	2007	1200	9.09	9.09	.159**** (.029)		-1.254** (.581)	.271*** (.101)		-.085**** (.033)	.027* (.016)		.411**** (.103)	.086	.080
Australia	2012	1477	9.22	9.22	.192**** (.024)		-1.123*** (.356)	.695**** (.111)		-.170**** (.030)	.032** (.014)			.125	.121
Finland	2005	1014	9.25	9.25	.078*** (.027)		-.808**** (.208)	.352*** (.130)		-.129**** (.037)				.098	.092
New Zealand	2011	841	9.26	9.26			-1.139*** (.356)	.614**** (.175)		-.262**** (.040)			.321* (.164)	.124	.114
Sweden	2011	1206	9.50	9.50	.172**** (.029)		-.698** (.321)	.490**** (.104)		-.117**** (.029)			.178* (.100)	.105	.100
Netherlands	2012	1902	9.66	9.66	.077**** (.016)		-.573**** (.154)	.469**** (.074)		-.188**** (.065)			.184**** (.065)	.134	.130
Andorra	2005	1003			.122**** (.033)			.245** (.110)		-.113**** (.028)			.214** (.104)	.062	.057

****p < .001, ***p < .01, **p < .05, *p < .10

La variables dépendante: satisfaction de la vie

#- Les pays ajoutés dans des échantillons alternatifs créés utilisant V-Dem indices

##- Les pays enlevés des échantillons alternatifs

ANNEXE C

SORTIES SÉLECTIONNÉES DE SPSS POUR L'ANALYSE MULTINIVEAUX

Analyse multiniveaux pour 31 pays effectuée sur la base de l'Enquête mondiale sur les valeurs 2004-2014

Modèle 1 dans le Tableau III.3 (*Explaining Variability in the Random Slope*)

Tableau C.1 Dimension du modèle (Modèle 1, Tableau III.3)

Model Dimension ^a					
		Number of Levels	Covariance Structure	Number of Parameters	Subject Variables
Fixed Effects	Intercept	1		1	
	ed_level	1		1	
	God_important	1		1	
	married	1		1	
	memberAO	1		1	
	nonconfidence	1		1	
	politAct	1		1	
	relig_absence	1		1	
	Scale_incomes	1		1	
	unemployed	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	ed_level *	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	God_important *	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	married *	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	memberAO *	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	nonconfidence *	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	politAct *	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	relig_absence *	1		1	
	Dem_nondem_2006	1		1	
	Scale_incomes *	1		1	
Dem_nondem_2006	1		1		
unemployed *	1		1		
Dem_nondem_2006	1		1		
Random Effects	Intercept + ed_level + God_important + married + memberAO + nonconfidence + politAct + relig_absence + Scale_incomes + unemployed ^b	10	Variance Components	10	S003
Residual				1	
Total		30		31	

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

b. As of version 11.5, the syntax rules for the RANDOM subcommand have changed. Your command syntax may yield results that differ from those produced by prior versions. If you are using version 11 syntax, please consult the current syntax reference guide for more information.

Tableau C.2 Critères informatiques (Modèle 1, Tableau III.3)**Information Criteria^a**

-2 Log Likelihood	149858,835
Akaike's Information Criterion (AIC)	149920,835
Hurvich and Tsai's Criterion (AICC)	149920,889
Bozdogan's Criterion (CAIC)	150215,744
Schwarz's Bayesian Criterion (BIC)	150184,744

The information criteria are displayed in smaller-is-better forms.

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

Tableau C.3 Estimation des effets fixés (Modèle 1, Tableau III.3)**Estimates of Fixed Effects^a**

Parameter	Estimate	Std. Error	df	t	Sig.	95% Confidence Interval	
						Lower Bound	Upper Bound
intercept	4,300200	,203681	38,185	21,112	,000	3,887934	4,712465
ed_level	,035745	,012325	30,710	2,900	,007	,010599	,060892
God_important	,073022	,014597	33,978	5,002	,000	,043356	,102688
married	,207761	,062165	32,439	3,342	,002	,081203	,334320
memberAO	,247284	,062524	31,719	3,955	,000	,119883	,374685
nonconfidence	-,119522	,010059	21,177	-11,882	,000	-,140431	-,098613
politAct	-,208005	,041425	37,999	-4,973	,000	-,289865	-,122145
F028	,034566	,012069	27,278	2,884	,008	,009814	,059319
Scale_incomes	,329801	,023384	31,032	14,104	,000	,282110	,377491
unemployed	-,326808	,086076	23,219	-3,794	,001	-,504577	-,148639
Dem_nondem	2,545220	,278590	36,481	9,136	,000	1,980472	3,109969
ed_level * Dem_nondem	-,021437	,017484	32,553	-1,226	,229	-,057026	,014152
God_important * Dem_nondem	-,049930	,018913	28,849	-2,640	,013	-,088632	-,011228
married * Dem_nondem	,196201	,086723	32,794	2,262	,030	,019720	,372681
memberAO * Dem_nondem	-,006828	,083632	27,752	-,079	,937	-,178010	,184755
nonconfidence * Dem_nondem	-,000859	,014811	26,369	-,058	,954	-,031283	,029565
politAct * Dem_nondem	,189743	,053802	31,163	3,527	,001	,080037	,299449
F028 * Dem_nondem	-,051323	,017283	30,456	-2,970	,006	-,086598	-,018048
Scale_incomes * Dem_nondem	-,183189	,032509	30,883	-5,635	,000	-,249501	-,116877
unemployed * Dem_nondem	-,321730	,128428	27,069	-2,505	,019	-,585212	-,058249

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

Tableau C.4 Estimation des paramètres de covariance (Modèle 1, Tableau III.3)

Estimates of Covariance Parameters^a

Parameter	Estimate	Std. Error	Wald Z	Sig.	95% Confidence Interval	
					Lower Bound	Upper Bound
Residual	3,393160	,025127	135,041	,000	3,344268	3,442767
Intercept [subject = S003]	Variance ,416801	,138229	3,015	,003	,217587	,798404
ed_level [subject = S003]	Variance ,001437	,000573	2,510	,012	,000658	,003138
God_important [subject = S003]	Variance ,001834	,000683	2,684	,007	,000884	,003807
married [subject = S003]	Variance ,042919	,014214	3,019	,003	,022425	,082141
memberAO [subject = S003]	Variance ,033465	,014124	2,369	,018	,014634	,076530
nonconfidence [subject = S003]	Variance ,000877	,000453	1,934	,053	,000318	,002415
politAct [subject = S003]	Variance ,003731	,004729	,789	,430	,000311	,044740
F028 [subject = S003]	Variance ,001482	,000583	2,544	,011	,000686	,003203
Scale_incomes [subject = S003]	Variance ,007190	,002077	3,462	,001	,004082	,012665
unemployed [subject = S003]	Variance ,069170	,031737	2,179	,029	,028143	,170009

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

Analyse multiniveaux pour 37 pays effectuée sur la base de l'Enquête mondiale sur les valeurs 2004-2014

Modèle 2 dans le Tableau III.3 (*Explaining Variability in the Random Slope*)

Tableau C.5 Dimension du modèle (Modèle 1, Tableau III.3)

Model Dimension ^a						
		Number of Levels	Covariance Structure	Number of Parameters	Subject Variables	
Fixed Effects	Intercept	1		1		
	ed_level	1		1		
	God_important	1		1		
	married	1		1		
	memberAO	1		1		
	nonconfidence	1		1		
	politAct	1		1		
	relig_absence	1		1		
	Scale_incomes	1		1		
	unemployed	1		1		
	Dem_nondem	1		1		
	ed_level * Dem_nondem	1		1		
	God_important * Dem_nondem	1		1		
	married * Dem_nondem	1		1		
	memberAO * Dem_nondem	1		1		
	nonconfidence * Dem_nondem	1		1		
	politAct * Dem_nondem	1		1		
	relig_absence * Dem_nondem	1		1		
	Scale_incomes * Dem_nondem	1		1		
	unemployed * Dem_nondem	1		1		
	Random Effects	Intercept + ed_level + God_important + married + memberAO + nonconfidence + politAct + relig_absence + Scale_incomes + unemployed ^b	10	Variance Components	10	S003
	Residual				1	
	Total		30		31	

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

b. As of version 11.5, the syntax rules for the RANDOM subcommand have changed. Your command syntax may yield results that differ from those produced by prior versions. If you are using version 11 syntax, please consult the current syntax reference guide for more information.

Tableau C.6 Critères informatiques (Modèle 2, Tableau III.3)**Information Criteria^a**

-2 Log Likelihood	173678,616
Akaike's Information Criterion (AIC)	173740,616
Hurvich and Tsai's Criterion (AIC)	173740,663
Bozdogan's Criterion (CAIC)	174039,936
Schwarz's Bayesian Criterion (BIC)	174008,936

The information criteria are displayed in smaller-is-better forms.

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

Tableau C.7 Estimation des effets fixes (Modèle 2, Tableau III.3)**Estimates of Fixed Effects^a**

Parameter	Estimate	Std. Error	df	t	Sig.	95% Confidence Interval	
						Lower Bound	Upper Bound
Intercept	4,205860	,206884	44,059	20,330	,000	3,788929	4,622791
ed_level	,038896	,011678	34,424	3,331	,002	,015174	,062618
God_important	,068662	,014801	37,536	4,639	,000	,038687	,098637
married	,231817	,058387	35,980	3,967	,000	,113200	,350034
memberAO	,299186	,062204	37,568	4,810	,000	,173214	,425158
nonconfidence	-,125174	,011226	28,100	-11,150	,000	-,148167	-,102182
politAct	-,182061	,046391	41,464	-3,925	,000	-,275717	-,088405
F028	,035603	,011260	31,929	3,162	,003	,012665	,058542
Scale_incomes	,336912	,025434	36,123	13,246	,000	,285335	,388489
unemployed	-,252662	,089401	27,952	-2,826	,009	-,435808	-,069517
Dem_nondem	2,447324	,275346	43,362	8,888	,000	1,892170	3,002477
ed_level * Dem_nondem	-,016006	,015992	36,593	-1,001	,323	-,048421	,016410
God_important * Dem_nondem	-,035382	,018944	33,682	-1,868	,071	-,073894	,003131
married * Dem_nondem	,179906	,078856	36,952	2,281	,028	,020123	,339690
memberAO * Dem_nondem	-,045231	,081016	34,074	-,558	,580	-,209863	,119401
nonconfidence * Dem_nondem	,002469	,015743	33,120	,157	,876	-,029555	,034494
politAct * Dem_nondem	,205788	,059718	36,701	3,446	,001	,084754	,326822
F028 * Dem_nondem	-,050332	,015610	36,128	-3,224	,003	-,081986	-,018678
Scale_incomes * Dem_nondem	-,183222	,034137	36,175	-5,367	,000	-,252443	-,114002
unemployed * Dem_nondem	-,331938	,125806	31,513	-2,638	,013	-,588353	-,075524

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

Tableau C.8 Estimation des paramètres de covariance (Modèle 2, Tableau III.3)

Estimates of Covariance Parameters^a

Parameter	Estimate	Std. Error	Wald Z	Sig.	95% Confidence Interval		
					Lower Bound	Upper Bound	
Residual	3,463189	,023881	145,017	,000	3,416698	3,510313	
Intercept [subject = S003]	Variance	,483181	,142600	3,388	,001	,270955	,861633
ed_level [subject = S003]	Variance	,001340	,000518	2,586	,010	,000628	,002859
God_important [subject = S003]	Variance	,002196	,000732	3,000	,003	,001143	,004221
married [subject = S003]	Variance	,039999	,012702	3,149	,002	,021466	,074535
memberAO [subject = S003]	Variance	,036847	,013765	2,677	,007	,017718	,076626
nonconfidence [subject = S003]	Variance	,001368	,000529	2,585	,010	,000641	,002920
politAct [subject = S003]	Variance	,011554	,006709	1,722	,085	,003702	,036056
F028 [subject = S003]	Variance	,001294	,000496	2,606	,009	,000610	,002745
Scale_incomes [subject = S003]	Variance	,009351	,002432	3,845	,000	,005617	,015568
unemployed [subject = S003]	Variance	,088108	,033503	2,570	,010	,040166	,184599

a. Dependent Variable: Satisfaction with your life.

RÉFÉRENCES

- Abizadeh, Arash. 2002. "Does liberal democracy presuppose a cultural nation? Four arguments." *American political science review* 96(3):495–510.
- Alesina, A., R. Di Tella, & R. MacCulloch. 2004. "Inequality and happiness: are Europeans and Americans different?" *Journal of Public Economics* 88(9):2009–2042.
- Alkire, Sabina. 2005. "Subjective quantitative studies of human agency." *Social Indicators Research* 74(1):217–260.
- Almond, Gabriel A., & Sidney Verba. 1965. *The civic culture*. Boston: Little, Brown and Company.
- Anon. 2011. *Democracy index 2011. Democracy under stress*. The EIU Retrieved (https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2011).
- Anon. n.d. "World Values Survey." Retrieved (<http://www.worldvaluessurvey.org>).
- Arendt, Hannah. 1990. *La nature du totalitarisme*. Paris: Édition Payot.
- Arendt, Hannah. 1968. *Totalitarianism. Part Three of The Origins of Totalitarianism*. New York and London: A Harvest/HBJ Book.
- Armony, Victor. 2002. "Des Latins du Nord? L'identité culturelle québécoise dans le contexte panaméricain." *Recherches sociographiques* 43(1):19–48.
- Armony, Victor. 2007. *Le Québec expliqué aux immigrants*. Montréal: VLB éditeur.
- Arrègle, Jean-Luc. 2003. "Les modèles linéaires hiérarchiques: 1. Principes et illustration." *M@n@gement* 6(1):1–28.
- Badiou, Alain. 1998. "Raisonnement hautement spéculatif sur le concept de démocratie." Pp. 89–108 in *Abrégé de métapolitique*. Paris: Seuil.
- Barendt, Eric. 2007a. "Free Speech in Liberal Legal Systems." in *Freedom of Speech*. Oxford University Press.

- Barendt, Eric. 2007b. "Why Protect Free Speech?" in *Freedom of Speech*. Oxford University Press.
- Barro, Robert J. 1999. "Determinants of democracy." *Journal of Political economy* 107(S6):S158–S183.
- Baumeister, R.F., J.D. Campbell, J.I. Krueger, & K.D. Vohs. 2003. "Does high self-esteem cause better performance, interpersonal success, happiness, or healthier lifestyles?" *Psychological science in the public interest* 4(1):1–44.
- Bhabha, Homi. 2002. "Connaissance de la démocratie, ou la démocratie dé-réalisée." *Diogenes* (197):29–39.
- Bickel, Robert. 2007. *Multilevel analysis for applied research: It's just regression!* Guilford Press.
- Bjørnskov, Cristian, Alex Dreher, & Justina A.V. Fischer. 2010. "Formal institutions and subjective well-being: Revisiting the cross-country evidence." *European Journal of Political Economy* 26(4):419–430.
- Bjørnskov, Cristian, Axel Dreher, & Justina A.V. Fischer. 2008. "Cross-country determinants of life satisfaction: Exploring different determinants across groups in society." *Social Choice and Welfare* 30(1):119–173.
- Boix, Carles, Michael Miller, & Sebastian Rosato. 2012. "A complete data set of political regimes, 1800–2007." *Comparative Political Studies* 1–32.
- Bok, Derek. 2010. *The politics of happiness. What gouvernement can learn from the new research on well-being*. Princeton Univ Press.
- Boyd, Robert, & Peter J Richerson. 2005. "How microevolutionary processes give rise to history." Pp. 287–309 in *The origin and evolution of cultures*. New York: Oxford University Press.
- Bressoux, Pascal. 2007. "L'apport des modèles multiniveaux à la recherche en éducation." *Éducation et didactique* 1(2):73–88.
- Buunk, Abraham P, Justin H Park, & Lesley A Duncan. 2009. "Cultural variation in parental influence on mate choice." *Cross-Cultural Research* XX(X) 1– 18.
- Charbonneau, Johanne. 1998. "Lien social et communauté locale: quelques questions préalables." *Lien social et Politiques* 39:115–126.

- Cheibub, José Antonio, Jennifer Gandhi, & James Raymond Vreeland. 2010. "Democracy and dictatorship revisited." *Public Choice* 143(1–2):67–101.
- Chen, Wan-chi. 2012. "How education enhances happiness: Comparison of mediating factors in four East Asian countries." *Social Indicators Research* 106(1):117–131.
- Clark, A., & E. D'Angelo. 2008. *Upward Social Mobility, Wellbeing and Political Preferences: Evidence from the BHPS*. working paper, Paris School of Economics, 17 October.
- Clark, Andrew E, & Andrew J Oswald. 1996. "Satisfaction and comparison income." *Journal of public economics* 61(3):359–381.
- Cohen, Jean L., & Andrew Arato. 1994. *Civil Society and Political Theory*. The MIT Press.
- Coppedge, Michael et al. 2011. "Conceptualizing and measuring democracy: A new approach." *Perspectives on Politics* 9(2):247–267.
- Coppedge, Michael et al. 2016. "V-Dem Dataset v6.2." *Varieties of Democracy (V-Dem) Project*. Retrieved August 3, 2016 (<https://www.v-dem.net/en/data/data-version-6-2/>).
- Coppedge, Michael, John Gerring, Staffan I. Lindberg, Svend-Erik Skaaning, & Jan Teorell. 2016. "'V-Dem Codebook v6.'" *Varieties of Democracy (V-Dem) Project*. Retrieved August 3, 2016 (<https://www.v-dem.net/en/data/data-version-6-2/>).
- Corcoran, Katie E, David Pettinicchio, & Jacob TN Young. 2011. "The context of control: A cross-national investigation of the link between political institutions, efficacy, and collective action." *British journal of social psychology* 50(4):575–605.
- Cuñado, Juncal, & Fernando Pérez de Gracia. 2012. "Does education affect happiness? Evidence for Spain." *Social indicators research* 108(1):185–196.
- Dahl, Robert Alan. 1989. *Democracy and its Critics*. Yale University Press.
- Deutsch, Karl W. 1969. "On Methodological Problems of Quantitative Research." Pp. 19–41 in *Quantitative Ecological Analysis in the Social Sciences*, ed. by M. Dogan. The MIT Press.

- Diamond, Larry Jay. 2002. "Thinking about hybrid regimes." *Journal of democracy* 13(2):21–35.
- Diener, E., R.A. Emmons, R.J. Larsen, & S. Griffin. 1985. "The satisfaction with life scale." *Journal of personality assessment* 49(1):71–75.
- Diener, Ed, & Martin Seligman. 2004. "Beyond money." *Psychological science in the public interest* 5(1):1–31.
- Diener, Ed, & Eunkook M. Suh. 2000. "Measuring Subjective Well-being to Compare the Quality of Life of Cultures." Pp. 3–13 in *Culture and Subjective Well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Dolan, Paul, & Robert Metcalfe. 2012. "Measuring subjective wellbeing: recommendations on measures for use by national governments." *Journal of social policy* 41(2):409–427.
- Dolan, Paul, Tessa Peasgood, & Mathew White. 2008. "Do we really know what makes us happy? A review of the economic literature on the factors associated with subjective well-being." *Journal of economic psychology* 29(1):94–122.
- Dorn, David, Justina AV Fischer, Gebhard Kirchgässner, & Alfonso Sousa-Poza. 2007. "Is it culture or democracy? The impact of democracy and culture on happiness." *Social Indicators Research* 82(3):505–526.
- Duchastel, Jules. 2005. "Légitimité démocratique: représentation ou participation?" *Éthique, revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale* 7(1):72–81.
- Duchastel, Jules. 2009. "L'identité est-elle compatible avec la démocratie ? Réflexion sur le processus de démocratisation en Afrique." Pp. 31–51 in *Discours d'Afrique*, vol. Tome 1 : Pour une rhétorique des identités postcoloniales d'Afrique subsaharienne. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté.
- Duchastel, Jules, & Danielle Laberge. 2011. "La mesure comme représentation de l'objet. Analyse et interprétation." *SociologieS* Avril:<http://sociologies.revues.org>.
- Durkheim, Émile. 2013. *De la division du travail social*. 8e éd. Quadrige.
- Durkheim, Émile. 1898. "L'individualisme et les intellectuels."
- Easterlin, Richard A. 2001. "Income and happiness: Towards a unified theory." *The economic journal* 111(473):465–484.

- Ellison, Christopher G. 1991. "Religious involvement and subjective well-being." *Journal of health and social behavior* 80–99.
- Ellison, Christopher G, & Jeffrey S Levin. 1998. "The religion-health connection: Evidence, theory, and future directions." *Health Education & Behavior* 25(6):700–720.
- Ferriss, Abbott L. 2002. "Religion and the quality of life." *Journal of Happiness Studies* 3(3):199–215.
- Frey, Bruno S., & Alois Stutzer. 2002. "What can economists learn from happiness research?" *Journal of Economic literature* 40(2):402–435.
- Fromm, Erich. 1958. *Escape from freedom*. New York Toronto: Rinehart & Company, Inc.
- Fukuyama, Francis. 2015. "Why is Democracy Performing so Poorly?" *Journal of Democracy* 26(1):11–20.
- Gauchet, Marcel. 2007. "De la démocratie libérale comme régime mixte." Pp. 7–44 in *L'avènement de la démocratie 1. La révolution moderne*. Éditions Gallimard.
- Gaudet, Stéphanie. 2011. "La participation sociale des Canadiens: une analyse selon l'approche des parcours de vie." *Canadian Public Policy* 37:S33–S56.
- Geddes, Barbara. 1999. "What do we know about democratization after twenty years?" *Annual review of political science* 2(1):115–144.
- Gerber, Alan S, Gregory A Huber, David Doherty, Conor M Dowling, & Shang E Ha. 2010. "Personality and political attitudes: Relationships across issue domains and political contexts." *American Political Science Review* 104(1):111–133.
- Goffman, Erving. 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne*. Paris: Les Editions de Minuit.
- Goffman, Erving. 1974. *Les rites d'interaction*. Paris: Les Editions de Minuit.
- Goodwin, Robin. 1999. *Personal relationships across cultures*. Routledge.
- Gujarati, Damodar N. 1995. *Basic econometrics*. 3rd ed. McGraw-Hill, Inc.
- Gujarati, Damodar N. 2006. *Essentials of econometrics*. 3rd ed. Boston : Montréal : McGraw-Hill/Irwin.

- Habermas, Jürgen. 1998. "La constellation postnational et l'avenir de la démocratie." Pp. 41–124 in *Après l'État-nation, Une nouvelle constellation politique*. Paris: Fayard.
- Habermas, Jürgen. 1994. "Three normative models of democracy." *Constellations* 1(1):1–10.
- Hadenius, Axel, & Jan Teorell. 2007. "Pathways from authoritarianism." *Journal of democracy* 18(1):143–157.
- Haller, M., & M. Hadler. 2006. "How social relations and structures can produce happiness and unhappiness: An international comparative analysis." *Social Indicators Research* 75(2):169–216.
- Haring-Hidore, Marilyn, William A Stock, Morris A Okun, & Robert A Witter. 1985. "Marital status and subjective well-being: A research synthesis." *Journal of Marriage and the Family* 947–953.
- Hart, Indra, & Gary D Poole. 1995. "Individualism and collectivism as considerations in cross-cultural health research." *The Journal of social psychology* 135(1):97–99.
- Heck, Ronald H., Scott L Thomas, & Lynn Naomi Tabata. 2014. *Multilevel and longitudinal modeling with IBM SPSS*. Ebook Library. New York, NY: Routledge.
- Helliwell, John F., & Robert D. Putnam. 2004. "The social context of well-being." *Philosophical transactions-royal society of London series B biological sciences* 1435–1446.
- Hox, Joop. 2010. *Multilevel analysis: Techniques and applications*. Routledge.
- Hox, Joop, & Cora J. M. Maas. 2005. "Multilevel Analysis." in *Encyclopedia of Social Measurement*, vol. 2.
- Inglehart, Ronald. 1993. *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*. Economica. Paris.
- Inglehart, Ronald. 1997. *Modernization and Postmodernization. Cultural, economic, and political change in 43 societies*. Princeton University Press.
- Inglehart, Ronald. 1995. "Modification des valeurs, développement économique et évolution politique." *Revue internationale des sciences sociales* (145):433–460.

- Inglehart, Ronald. 2004. "Subjective well-being rankings of 82 societies (based on combined Happiness and Life Satisfaction scores)." http://www.worldvaluessurvey.org/index_downloadable_articles.
- Inglehart, Ronald. 1977. *The silent revolution*. Princeton: Princeton University Press.
- Inglehart, Ronald, & Archivo de Estudios Sociales. 2000. "World values surveys and European values surveys, 1981-1984, 1990-1993, and 1995-1997." *Inter-university Consortium for Political and Social Research*.
- Inglehart, Ronald, Roberto Foa, Christopher Peterson, & Christian Welzel. 2008. "Development, freedom, and rising happiness: A global perspective (1981-2007)." *Perspectives on Psychological Science* 3(4):264-285.
- Inglehart, Ronald, & Hans-Dieter Kligemann. 2000. "Genes, Culture, Democracy, and Happiness." Pp. 165-185 in *Culture and Subjective Well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Inglehart, Ronald, & Daphna Oyserman. 2004. "Individualism, autonomy, self-expression. The human development syndrome." *International Studies in Sociology and Social Anthropology* 74-96.
- Inglehart, Ronald, & Christian Welzel. 2005. *Modernization, cultural change, and democracy: The human development sequence*. Cambridge University Press Retrieved (file://d:\library.data\00535795202.pdf).
- Johnston, Richard, & Stuart Soroka. 2001. "Social capital in a multicultural society: the case of Canada." *Social capital and participation in everyday life*.
- Kahneman, Daniel, & Alan B Krueger. 2006. "Developments in the measurement of subjective well-being." *The journal of economic perspectives* 20(1):3-24.
- Keane, John. 2004. *Global civil society?* Cambridge University Press.
- Kekic, Laza. 2007. "The Economist Intelligence Unit's index of democracy." *The Economist* 21:1-11.
- Kitayama, Shinobu, & Hazel Rose Markus. 2000. "The Pursuit of Happiness and the Realization of Sympathy: Cultural Patterns of Self, Social Relations, and Well-being." Pp. 113-165 in *Culture and Subjective Well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Kreft, Ita, & Jan de Leeuw. 2000. *Introducing multilevel modeling*. Sage.

- Kymlicka, Will. 1995. *Multicultural citizenship a liberal theory of minority rights*. Oxford: Clarendon Press.
- Lapierre-Adamcyk, Évelyne, Céline Le Bourdais, & Nicole Marcil-Gratton. 1999. "Vivre en couple pour la première fois: la signification du choix de l'union libre au Québec et en Ontario." *Cahiers québécois de démographie* 28(1-2):199-227.
- Lefort, Claude. 1986a. *Essais sur le politique, XIXe-XXe siècles*. Paris: Seuil.
- Lefort, Claude. 1986b. *The Political Forms of Modern Society*. Cambridge, Massachusetts: the MIT Press.
- Levitsky, Steven, & Lucan Way. 2002. "The rise of competitive authoritarianism." *Journal of democracy* 13(2):51-65.
- Lijphart, Arend. 2011. "Democratic quality in stable democracies." *Society* 48(1):17-18.
- Lindberg, Staffan I, Michael Coppedge, John Gerring, & Jan Teorell. 2014. "V-Dem: A New Way to Measure Democracy." *Journal of Democracy* 25(3):159-169.
- Linz, Juan José. 2006. *Régimes totalitaires et autoritaires*. Armand Colin.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. "Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy." *American political science review* 53(1):69-105.
- Manin, Bernard. 1995. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris: Calmann-Lévy.
- Markus, Hazel R, & Shinobu Kitayama. 1991. "Culture and the self: Implications for cognition, emotion, and motivation." *Psychological review* 98(2):224.
- Mead, George H. 2011. *L'esprit, le soi et la société*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Merkel, Wolfgang. 2004. "Embedded and defective democracies." *Democratization* 11(5):33-58.
- Michalos, Alex C. 2008. "Education, happiness and wellbeing." *Social Indicators Research* 87(3):347-366.

- Møller, Jørgen, & Svend-Erik Skaaning. 2010. "Beyond the radial delusion: Conceptualizing and measuring democracy and non-democracy." *International Political Science Review* 31(3):261–283.
- Mondak, Jeffery J, Matthew V Hibbing, Damarys Canache, Mitchell A Seligson, & Mary R Anderson. 2010. "Personality and civic engagement: An integrative framework for the study of trait effects on political behavior." *American Political Science Review* 104(1):85–110.
- Munck, Gerardo L. 2014. "What is democracy? A reconceptualization of the quality of democracy." *Democratization* (ahead-of-print):1–26.
- Munck, Gerardo L, & Jay Verkuilen. 2002. "Conceptualizing and measuring democracy Evaluating alternative indices." *Comparative political studies* 35(1):5–34.
- Murstein, Bernard I. 1974. *Love sex and marriage through the ages*. New York Springer International.
- Napier, Jaime L, & John T Jost. 2008. "The 'Antidemocratic Personality' Revisited: A Cross-National Investigation of Working-Class Authoritarianism." *Journal of Social Issues* 64(3):595–617.
- Newton, Kenneth. 2001. "Trust, social capital, civil society, and democracy." *International Political Science Review* 22(2):201–214.
- Oishi, Shigehiro. 2000. "Goals as Cornerstones of Subjective Well-being: Linking Individuals and Cultures." Pp. 87–113 in *Culture and Subjective Well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Oishi, Shigehiro, Ed Diener, & Richard E Lucas. 2007. "The optimum level of well-being: Can people be too happy?" *Perspectives on Psychological Science* 2(4):346–360.
- Paxton, Pamela. 2002. "Social capital and democracy: An interdependent relationship." *American sociological review* 62(2):254–277.
- Pollner, Melvin. 1989. "Divine relations, social relations, and well-being." *Journal of health and social behavior* 92–104.
- Putnam, Robert. 2001. "Social capital: Measurement and consequences." *Canadian Journal of Policy Research* 2(1):41–51.

- Putnam, Robert D. 1995. "Bowling alone: America's declining social capital." *Journal of democracy* 6(1):65–78.
- Rancière, Jacques. 1997. *Aux bords du politique*. Paris: Folio.
- Rancière, Jacques. 2005. *La haine de la démocratie*. La Fabrique éditions.
- Ratzlaff, Charlotte, David Matsumoto, Natalia Kouznetsova, Jacques Raroque, & Rebecca Ray. 2000. "Individual Psychological Culture and Subjective Well-being." Pp. 37–61 in *Culture and Subjective Well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Ringen, Stein. 2011. "The measurement of democracy: towards a new paradigm." *Society* 48(1):12–16.
- Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris: Seuil.
- Seligman, Adam B. 2000. *The problem of trust*. Princeton University Press.
- Sen, Amartya. 1993. "Capability and well-being." *The quality of life* 1(9):30–54.
- Sen, Amartya. 2005. "Human rights and capabilities." *Journal of Human Development* 6(2):151–166.
- Sen, Amartya. 1985. "Well-being, agency and freedom: the Dewey lectures 1984." *The Journal of Philosophy* 169–221.
- Sintomer, Yves. 2005. "Introduction: La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique?" Pp. 9–46 in *Gestion de proximité et démocratie participative: les nouveaux paradigmes de l'action publique?* Paris: La Découverte.
- Stevenson, B., & J. Wolfers. 2008. *Economic growth and subjective well-being: Reassessing the Easterlin Paradox*. National Bureau of Economic Research.
- Suh, E.M. 2000. "Self, the Hyphen between Culture and Subjective Well-being." Pp. 63–87 in *Culture and Subjective Well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Thériault, Joseph Yvon. 2007. *Faire société: société civile et espaces francophones*. Cambridge Univ Press.
- Thériault, Joseph Yvon. 2012. "Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie?" Pp. 237–250 in *La fin de la société*. Montréal: Athéna éditions.

- Thériault, Joseph Yvon. 1985. *La société civile*. Montreal, Quebec/Amerique.
- Thériault, Joseph Yvon. 1994. "L'individualisme démocratique et le projet souverainiste." *Sociologie et sociétés* 26(2):19–32.
- de Tocqueville, Alexis. 1992. *De la démocratie en Amérique I*. Paris: Les Éditions Gallimard.
- Triandis, Harry C. 2000. "Cultural Syndromes and Subjective Well-being." Pp. 13–37 in *Culture and Subjective Well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Triandis, Harry C. 2001. "Individualism-collectivism and personality." *Journal of personality* 69(6):907–924.
- Triandis, Harry C. 1989. "The self and social behavior in differing cultural contexts." *Psychological review* 96(3):506.
- Twisk, Jos W. R. 2011. *Applied multilevel analysis. A Practical Guide*. Cambridge, UK: University Press.
- Vallerand, R.J. et al. 2006. "Passion in sport: A look at determinants and affective experiences." *Journal of Sport and Exercise Psychology* 28(4):454.
- Van Boven, Leaf, & Thomas Gilovich. 2003. "To do or to have? That is the question." *Journal of personality and social psychology* 85(6):1193.
- Vanassche, Sofie, Gray Swicegood, & Koen Mattheijs. 2013. "Marriage and children as a key to happiness? Cross-national differences in the effects of marital status and children on well-being." *Journal of Happiness Studies* 14(2):501–524.
- Veenhoven, Ruut. 2000. "Freedom and happiness: A comparative study in forty-four nations in the early 1990s." Pp. 257–288 in *Culture and subjective well-being*. ed. by E.Diener and E.Suh.
- Veenhoven, Ruut. 2008. "Sociological theories of subjective well-being." *The science of subjective well-being* 44–61.
- Walzer, Michael. 1991. "The civil society argument." *Statsvetenskaplig tidskrift* 94(1).
- Welzel, Christian, & Ronald Inglehart. 2010. "Agency, values, and well-being: A human development model." *Social indicators research* 97(1):43–63.

- Werth, Nicolas. 1993. "Le Pouvoir soviétique et l'Eglise orthodoxe de la collectivisation à la Constitution de 1936." *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 24(3-4):41-49.
- Xiaohe, Xu, & Martin King Whyte. 1990. "Love matches and arranged marriages: A Chinese replication." *Journal of Marriage and the Family* 52:709-722.
- Youngs, Richard. 2015. "Exploring 'Non-Western Democracy.'" *Journal of Democracy* 26(4):140-154.